

Istituto di Studi  
sulle  
Relazioni Industriali

**ISRI**

Via Monte delle Gioie, 1  
Tel. 06 86391126 / 06 86391347 / 06 86391328  
Fax 06 86391019 – E-mail: [isri@isri.rm.it](mailto:isri@isri.rm.it)  
00199 Roma

# **PROGRAMME OPERATIONNEL**

## **ITALIE/FRANCE Maritime**

### **2007/2013**

***Evaluation ex-ante***

***Rapport final***

***Rome, 9 Juillet 2007***

## **Table des matières**

<b>PREAMBULE</b>	<b>1</b>
<b>0. SYNTHESE DE L'EVALUATION EX-ANTE</b>	<b>2</b>
0.1. L'analyse socio-économique et SWOT	2
0.2. La cohérence externe	2
0.3. La cohérence interne	3
0.4. Les impacts	3
0.5. Les indicateurs	6
0.6. La mise en œuvre et la gouvernance	7
<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>8</b>
1.1. Les réunions de la Task force	8
1.2. Les rencontres avec les parties prenantes	13
1.3. La grille d'évaluation	15
<b>2. RESULTATS DE L'EVALUATION</b>	<b>17</b>
2.1. L'analyse socio-économique	17
2.1.1. Les questions clés	17
2.2. La continuité avec Interreg III A 2000-2006	27
2.3. Evaluation de la cohérence externe des priorités	28
2.3.1. Cohérence avec les programmes communautaires	28
2.3.2. Cohérence avec les programmes nationaux	30
2.3.3. Cohérence avec les programmes régionaux	32
2.4. Evaluation de la cohérence interne et de la complémentarité des priorités	38
2.4.1. Cohérence interne des priorités	39
2.4.2. Complémentarité interne des priorités	44
2.4.3. Cohérence entre les Axes et les Thèmes prioritaires	52
2.4.4. Aide des priorités à la réalisation des objectifs du Programme	54
<b>3. EGALITE DES CHANCES</b>	<b>55</b>
3.1. Egalité des chances dans le P.O.	55

3.2. Les potentialités de l'égalité des chances dans les Axes	56
<b>4. RESULTATS ET IMPACTS</b>	<b>62</b>
4.1. Les réponses aux questions	62
4.1.1. Question n° 1 – Incidences territoriales	62
4.1.2. Question n° 2 – Capacité de compenser les déséquilibres	62
4.1.3. Question n° 3 – Indicateurs	63
4.2. Evaluation de l'impact du programme	75
<b>5. SYSTEME DE MISE EN ŒUVRE</b>	<b>82</b>
5.1. Méthodes et instruments	82
5.2. La gestion, le monitoring, l'évaluation	83
5.3. Eléments de risque	85
5.4. Le plan de communication	991
5.5. Qualité et étendue de l'implication du partenariat	91

## ANNEXES

<b>1. ANNEXE STATISTIQUE</b>	<b>92</b>
<b>2. LE ANALYSES DE CONTEXTE DES REGIONS</b>	<b>101</b>
2.1 CADRE GENERAL DU CONTEXTE DE LA REGION TOSCANE	101
2.1.1. Cadre general de la population et de l'economie regionale	101
2.1.2. Les Axes prioritaires	103
2.1.2.1 Axe prioritaire I - Reseaux	103
2.1.2.2 Axe prioritaire II – Innovation et competitivite	108
2.1.2.3 Axe prioritaire III – Ressources naturelles et culturelles	122
2.1.2.4 Axe prioritaire IV – Accès aux fonctions rares et urbaines ( développement polycentrique )	132
2.2 L'ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE-TERRITORIALE DE LA SARDAIGNE	142
2.2.1 La population	142
2.2.2. Le marché du travail	143
2.2.3 L'instruction	146

2.2.4	Le cadre économique	147
2.2.5	Les territoires provinciaux	155
<b>2.3</b>	<b>CADRE GENERAL DU CONTEXTE DE LA REGION LIGURIE</b>	<b>162</b>
2.3.1	Axe prioritaire I - Reseaux	164
2.3.2	Axe prioritaire II – Innovation et competitivite	168
2.3.3	Axe prioritaire III – Ressources naturelles et culturelles.	177
2.3.4	Axe prioritaire IV – Accès aux fonctions rares et urbaines (développement polycentrique)	182
<b>2.4</b>	<b>CADRE GENERAL DU CONTEXTE DE LA REGION CORSE</b>	<b>187</b>
2.4.1	Cadre economique et demographique general	187
2.4.1.1	<i>Axe prioritaire 1: Les réseaux</i>	201
2.4.1.2	<i>Axe prioritaire 2 : Innovation et compétitivité</i>	209
2.4.1.3	<i>Axe prioritaire 3 : Les ressources naturelles et culturelles</i>	215
2.4.1.4	<i>Axe prioritaire 4: Le développement polycentrique</i>	219
2.4.2	Conclusion	225
<b>3.</b>	<b>LE CONTEXTE DE EGALITE DES CHANCES</b>	<b>227</b>
3.1.	LE CADRE GENERAL	227
3.1.1.	Population et main-d’œuvre	227
3.1.2	Emploi et chômage	228
3.1.3	Ecart par rapport aux objectifs de Lisbonne	231
3.1.4	Population étrangère résidente	232
3.2	LA REPRÉSENTATION POLITIQUE	234

## **PREAMBULE**

Le présent rapport d'évaluation ex-ante est le résultat d'un processus partagé, interactif et itératif, entre la task-force et l'évaluateur indépendant.

Le processus s'est développé à travers des améliorations successives et mises à jour du programme Opérationnel apportées par la task-force même en relation aux propositions et observations avancées par l'évaluateur indépendant sous forme écrite (rapports itinéraires de l'évaluation ex-ante et communication e-mail) et orale (participations aux réunions).

## **0. SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION EX-ANTE**

### **0.1. L'analyse socio-économique et Swot**

L'analyse socio-économique du P.O. se révèle suffisamment ample et détaillée notamment pour :

- les caractéristiques spécifiques du territoire ont été considérées de façon adéquate dans leur dimension régionale (NUTS II);
- l'insularité est implicitement considérée soit à travers les priorités du Programme, visant à favoriser le rapprochement, la rencontre et le dialogue, soit à travers les modalités de mise en œuvre du Programme Opérationnel qui est basé essentiellement sur l'élargissement des systèmes en réseaux existants et sur la réalisation de nouveaux network;
- les déséquilibres causés par un différent degré de développement socio-économique d'une région à l'autre sont pris en compte de manière significative dans l'analyse socio-économique, soit en ce qui concerne des aspects généraux soit en ce qui concerne des aspects spécifiques; l'analyse aurait été plus incisive si elle avait fourni les séries historiques au moins relativement aux indicateurs les plus significatifs.

L'analyse Swot, dans sa version définitive, a éliminé le caractère incomplet et les imprécisions relevées par l'évaluateur dans les éditions précédentes du P.O. .

La *task force* a donc décidé d'ajouter l'analyse Swot qui a été proposée par l'évaluateur, en y apportant des améliorations.

L'analyse Swot se révèle ainsi proportionnée à la formulation du cadre stratégique.

### **0.2. La cohérence externe**

Le programme est mis en cohérence avec la programmation communautaire, avec le QSN de l'Italie et le CRSN de la France.

L'évaluation met en évidence la cohérence avec les documents stratégiques régionaux de la Ligurie et de la Sardaigne en soulignant, en outre, pour la Toscane, les attentes, en termes de valeur ajoutée, que la région nourrit quant à la participation au programme de coopération.

Pour la Corse l'évaluation observe l'existence de nombreux points de convergence entre les stratégies régionales et les axes 2, 3 et 4 du P.O. et elle met en évidence la

différence entre l'Axe 1 du P.O., particulièrement orienté vers les liens maritimes et la stratégie de la Région qui spécifie ses priorités «à partir de» et «à destination de» ses zones internes.

### **0.3. La cohérence interne**

L'analyse de la cohérence met en évidence la synergie entre les axes :

- le premier est en synergie avec le deuxième, le troisième et le quatrième ;
- le deuxième avec le troisième et le quatrième;
- le troisième avec le quatrième.

En ce qui concerne la cohérence interne, il faut souligner que toutes les remarques formulées par l'Evaluateur au sujet de la redistribution des ressources par thème prioritaire ont été acceptées, en parvenant ainsi à améliorer l'équilibre entre les thèmes prioritaires.

### **0.4. Les impacts**

Les indicateurs adoptés apparaissent dans l'ensemble bien spécifiés et capables de saisir efficacement les impacts possibles attendus découlant des actions programmées par le PO par rapport aux fins des différents Axes d'intervention.

Puisque le P.O. ne spécifie ni les actions effectives qui seront réalisées pendant le processus de mise en œuvre ni les ressources allouées pour chacune d'elles, il n'est possible de ne conduire qu'une seule évaluation qualitative, basée sur l'analyse de la seule liste des actions possibles pour chaque axe prioritaire, des effets attendus du Programme sur les indicateurs d'impact individuels.

Etant donné que l'importance des impacts économique-sociaux est conditionnée par l'étriquette des ressources de financement, pour chaque axe on remarque que:

- l'axe prioritaire 1, semble capable de produire un possible impact positif sur les indicateurs relatifs aux transports maritimes et sur l'élargissement de la couverture de WI-FI, tandis que l'impact sur les transports aériens apparaît marginal;

- l'axe prioritaire 2, montre des chances marginales par rapport à l'élévation des indicateurs d'impacts concernant la R&S et l'innovation; de meilleures opportunités pourront émerger de l'instruction de la population;
- pour l'axe prioritaire 3 on estime que les actions prévues seront capables de produire seulement des effets indirects sur les indicateurs d'impact, avec la seule exception des indicateurs relatifs aux incendies de forêts qui pourraient diminuer là où l'action spécifique sera activée;
- pour l'axe prioritaire 4 on estime que l'aide du P.O. à la variation positive des indicateurs spécifiques ne sera que peu importante.

Pour ce qui concerne l'égalité des chances, la dernière version du P.O. accepte les observations formulées par l'Évaluateur, tout en rappelant certaines actions de participation des femmes et de groupes socialement défavorisés. Les opportunités potentielles les plus importantes viennent des axes II, III et IV, comme cela est souligné dans le chapitre 3.1 de ce Rapport.

Le Rapport Environnemental identifie, décrit et évalue les impacts significatifs que la mise en œuvre du Programme pourrait avoir sur l'environnement. Compte tenu du niveau de connaissances, des méthodes d'évaluation actuelles, des contenus et du niveau du détail du Programme, il analyse également les possibilités de réduction des nuisances par rapport aux objectifs et au cadre territorial du programme même.

Le Rapport est organisé et défini sur les sujets suivants :

- description des prévisions, des objectifs et des stratégies de mise en œuvre du Programme afin de déterminer les effets possibles sur l'environnement;
- identification des éléments importants concernant l'analyse du contexte environnemental d'application du programme, permettant de définir l'état actuel et les pressions principales exercées sur les différentes thématiques et composantes de l'environnement ;
- définition des objectifs environnementaux en tant que points de repère et vérification de toute interaction entre le programme et l'environnement, dans le but d'identifier les composantes et les thématiques qui sont concernées;
- évaluation qualitative des effets potentiels ou réels, organisés selon une composante et une thématique environnementale;
- identification de mesures éventuellement nécessaires qui pourraient prévenir et limiter les effets négatifs potentiels, et notification de celles à appliquer éventuellement dans les phases successives du monitoring.

Le Programme Opérationnel a été soumis à un premier niveau d'évaluation, suivant la stratégie générale du développement environnemental durable. Il a été réalisé à partir de



dix critères-clés visant à vérifier la cohérence du Programme et à sélectionner les thématiques et les composantes environnementales qui en découlent.

Chaque thématique et chaque composante environnementale a été analysée et définie selon des objectifs généraux visant à intégrer les problématiques importantes de l'environnement contenues dans le programme. La sélection a été réalisée à partir des documents principaux de programmation et de stratégies communautaires, au plan national et régional, et des résultats des analyses du contexte environnemental.

Le processus d'évaluation a tenté d'identifier l'état et l'importance des problèmes environnementaux concernés par le Programme, et dans cette phase, une analyse qualitative a été réalisée. Cette analyse relève d'éventuels effets, aussi bien positifs que négatifs, liés aux actions potentielles et aux priorités de chaque axe par rapport aux objectifs environnementaux précédemment identifiés et sur la base de leur propre contexte environnemental.

Ont été pris en considération les effets directs et/ou indirects et cumulatifs. Les effets directs viennent, de toute évidence, de la mise en œuvre même du Programme dans ses différentes parties, alors que les effets indirects résultent des causes induites par cette même mise en œuvre. Les effets cumulatifs sont plutôt dus à la conjugaison d'effets insignifiants et secondaires.

Par rapport à l'évaluation de la capacité d'intervention du Programme, il a été pris en compte la durée, l'intensité de la transformation et la dimension spatiale des effets. Cela en utilisant une "échelle de force" qui combine des facteurs de dimension, fréquence, durée et réversibilité, indépendamment de la positivité ou de la négativité de l'impact. L'utilisation de cette échelle a permis d'évaluer tout effet, tant positif que négatif, selon qu'il est faible, moyen ou fort.

La comparaison des actions possibles rattachées au même objectif environnemental, ainsi que leurs effets significatifs sur ce même objectif, a permis d'évaluer et de déterminer d'éventuels effets cumulatifs diffusés sur la totalité du Programme.

En comparant les objectifs environnementaux identifiés par les quatre priorités thématiques du Programme, les différents effets ont été présentés et classés par thématique ou composante environnementale.

La priorité thématique « accessibilité aux réseaux de communication » (axe 1) concerne les transports et plus particulièrement le domaine maritime. Elle propose des solutions de développement durable et des actions d'amélioration des services sous la forme d'actions non-matérielles et donc qui ne présentent que des effets directs faibles, ou nuls, sur le contexte environnemental. Il est cependant pris en compte l'effet issu de la mise en œuvre de ces actions, que pourrait générer une utilisation probablement supérieure des structures, ou la croissance de nouveaux services. Par ailleurs, la possibilité d'un effet positif sur l'environnement lié à une utilisation correcte et

rationnelle des structures, n'a pas été négligée. Dans cet axe ont été décelés des effets négatifs potentiels de type indirect, en ce qui concerne notamment la composante de la « biodiversité », dus à l'augmentation de l'utilisation des infrastructures de transport.

Les stratégies et les actions rattachées à l'axe « innovation et compétitivité » (axe 2) agissent directement sur le caractère du développement durable des régions avec un effet positif potentiel évident. Toutefois, pour cette priorité aussi, persiste le risque d'effets indirects négatifs liés à la croissance, au niveau local, de structures au service de nouvelles fonctions. Ces éléments devront nécessairement être évalués dans les phases successives de réalisation du Programme et devront prendre en compte la dimension et la localisation des actions à entamer.

Les objectifs spécifiques qui ont été définis, soutiennent et améliorent la gestion des ressources naturelles et culturelles (axe 3), selon des critères de durabilité environnementale. Ils produisent ainsi des effets positifs sur le contexte environnemental des Régions concernées.

La priorité « intégration des ressources et des services » (axe 4) se concentre surtout sur l'amélioration de la qualité de la vie des citoyens des quatre régions transfrontalières. Elle vise à des actions qui n'auront pas d'impact négatif, tout en poursuivant la requalification des systèmes d'installations, et ceci dans une perspective de durabilité et d'effets positifs. Cependant, durant la mise en œuvre du programme, le monitoring des effets secondaires, éventuellement induits par la mise en place des nouvelles fonctions, demeure nécessaire. Les effets positifs indirects seront ainsi évalués à partir de leurs diverses composantes.

En résumé, le Programme Opérationnel essaie de promouvoir des stratégies visant à la réalisation d'actions et d'interventions en soutien aux régions transfrontalières, pour un développement économique, social et environnemental durable; le P.O. entend définir aussi bien les effets positifs sur le contexte environnemental, que les impacts négatifs indirects qui pourraient être attribués à des causes précises, liées à la réalisation du Programme.

## **0.5. Les indicateurs**

Le système d'indicateurs proposé dans la dernière version du P.O. se révèle suffisamment adéquat par rapport à leur finalité.

En résumé, on observe une cohérence significative dans la filière “Objectifs spécifiques/actions possibles/ indicateurs de réalisations/indicateurs de résultats”.

Pour ce qui est de la cohérence des indicateurs, on relève encore certaines imprécisions dans l'interprétation, lorsque des indicateurs de réalisation sont considérés comme des indicateurs de résultat.

Pour ce qui est de la qualité des indicateurs, évaluée à travers cinq critères, on observe:

- en ce qui concerne la **significativité** : le système d'indicateurs réalise des performances, surtout pour les indicateurs de réalisation, d'un niveau élevé et consistant, alors que les indicateurs de résultat se révèlent moins convaincants.
- l'**identifiabilité** se situe elle à un niveau élevé de la production soit pour les indicateurs de réalisations soit pour les indicateurs de résultat;
- les données de monitoring présentent une **repérabilité** élevée exclusivement pour les indicateurs de réalisations, mais nulle pour ceux de résultat;
- le recueil des indicateurs de réalisations n'apparaît pas particulièrement onéreux alors qu'il l'est pour les indicateurs de résultat;
- il n'y a aucune possibilité d'intégrer les données concernant chaque indicateur grâce aux sources diverses du monitoring.

## **0.6. La mise en œuvre et la gouvernance**

Quant aux modalités de mise en oeuvre, aucune différence ne ressort des dispositions des règlements (CE) 1080/2006 et 1083/2006.

La mise en œuvre du programme est caractérisée par les éléments de risque, par ordre d'importance, définis dans l'amorce et la mise en oeuvre des procédures, suivis des problématiques relatives à l'implication des partenaires et la construction du consensus.

En ce qui concerne la *gouvernance* une participation très étendue du partenariat socio-économico-institutionnel est prévue.

La participation du partenariat institutionnel est déjà active pendant la phase d'élaboration du P.O. alors que l'implication du partenariat socio-économique est prévue sous la forme d'une intégration d'un représentant dans le Comité de suivi.

## 1. INTRODUCTION

L'évaluation ex ante du Programme transfrontalier Italie-France « Maritime » 2007-2013 a été confiée à l'ISRI, après concours restreint, le 12 janvier 2007.

### 1.1. Les réunions de la Task force

Aux stades les plus importants du processus de prise de décision, l'évaluateur a participé aux réunions en aidant ainsi à l'amélioration du Programme opérationnel. Il a pu également s'intégrer de manière fructueuse dans l'échange de courrier électronique entre les représentants des quatre régions membres de la TF.

Voilà les réunions de la TF auxquelles l'évaluateur a participé:

Lieux des rencontres	Principales remarques et recommandations
Gênes, le 9 janvier 2007	<p>Le Programme opérationnel est encore en germe et le sujet des axes prioritaires est abordé.</p> <p>Les conclusions</p> <p>Les priorités et les objectifs seront formulés à nouveau compte tenu des remarques faites :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- faire figurer parmi les objectifs généraux l'identité commune des territoires et la mise en commun de ressources culturelles ;</li><li>- sous la priorité Innovation, introduire le système commun de gestion des ressources culturelles en s'appuyant sur la formation ;</li><li>- sous la priorité Développement urbain, introduire la mise en commun des ressources rares ;</li><li>- formuler à nouveau l'axe 4, afin que la notion de développement urbain soit entendue au sens le plus large;</li><li>- inclure la protection des ressources naturelles de la mer, l'adoption de solutions communes dans la lutte contre les incendies et dans la prévention du risque de pollution causée par le transport maritime.</li></ul> <p>Avant la fin du mois de janvier, chaque région échangera avec ses partenaires à partir d'un</p>

	<p>document ( projet de Document de base du PO ) et les remarques seront recueillies pour être ensuite discutées lors d'une réunion future de la Task force. La participation des partenaires se poursuivra aussi dans la phase de négociation avec la Commission. <b>Éventuellement</b>, des groupes thématiques ( virtuels ) peuvent déjà être créés sous la direction des experts. L'évaluateur précise que, en vue de l'évaluation ex ante du Programme, il retiendra l'évaluation à mi-parcours du programme en cours ainsi que les documents régionaux de programmation en tant que repères. Il souligne aussi que la mise en place du Programme opérationnel et l'évaluation ex-ante doivent aller de pair, même s'il s'agit de deux documents différents. Il demande le soutien des régions pour rassembler les documents requis.</p>
Livourne, le 5 février 2007	<p>Les rapports à mi-parcours d'assistance technique et d'évaluation ex-ante sont approuvés. Les territoires éligibles sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Corse, Ligurie, Sardaigne, 100% de la couverture régionale ;</li> <li>- Toscane, les provinces de Massa-Carrara, Lucques, Pise, Livourne et Grosseto.</li> </ul> <p>Les représentants de la TF considèrent qu'il y a lieu de prendre en compte des aspects qui n'ont pas été inclus dans le projet de document : zones rurales, zones internes, identités culturelles, identités culturelles transfrontalières, environnement, services, zones urbaines maritimes, risques ruraux, parcs marins et naturels, aires protégées. De plus, la répartition financière des ressources est définie au préalable.</p>
Bastia, le 28 février 2007	<p>L'Évaluateur indépendant définit les rôles de l'Autorité de Gestion, chargée de la préparation du Programme Opérationnel et ceux de l'Évaluateur <i>ex-ante</i>, qui s'occupe de l'évaluation du Programme même. L'évaluateur ex-ante agit comme un tiers, tout en respectant les documents de travail communautaires et il agit en accord avec l'AdG, afin de définir des solutions communes. Après la lecture du P.O. à l'état d'ébauche, l'évaluateur relève deux aspects peu clairs :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les rôles joués par le réseau maritime, aussi bien par rapport à la globalité du programme qu'en ce qui concerne les thématiques spécifiques, c'est-à-dire, des transports maritimes à l'environnement, de la recherche au tourisme durable, de la pêche à la culture ;</li> <li>- La dualité présente au niveau régional, de province et de sub-province, entre les zones continentales, qui ont une offre et une demande plus importante, et les zones insulaires, en général, les plus défavorisées et les moins dotées.</li> </ul> <p>La TF est d'accord avec les remarques opportunes de l'évaluateur indépendant qui propose d'étendre les analyses du contexte, à l'artisanat, au tourisme, à la pêche et également à ce qui relève des priorités transversales, telles que l'égalité des chances et l'environnement.</p> <p>L'Evaluateur affirme que l'état actuel d'avancement du programme opérationnel ne permet pas une réelle conclusion du Rapport d'évaluation ex-ante, puisque les filières « Objectifs/Actions » ne sont toujours pas définies de façon précise, empêchant ainsi la définition des indicateurs.</p> <p>En résumé, compte tenu des échanges qui ont suivi la présentation de l'évaluateur, la TF décide d'ajouter dans le P.O. les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dimension maritime et plus particulièrement la réduction des disparités liées à l'insularité ; celle-ci ne devant pas être considérée comme un handicap.</li> <li>- les risques environnementaux (pas uniquement maritimes) liés aux activités économiques (communes avec le PO MED).</li> <li>- les réseaux qui <b>représentent</b> le plus d'innovations, (quoique le terme « réseau » ne soit pas toujours utilisé de façon adéquate). Ces projets de réseaux sont d'ailleurs un patrimoine qu'il faut valoriser ; ils doivent être considérés comme le point de force de cette analyse de contexte.</li> <li>- l'égalité des chances, conformément aux règlements communautaires.</li> <li>- le parcours de partenariat (PV, réunion de concertation de chaque région...), conformément à la</li> </ul>
--	---

	<p>demande de la Communauté Européenne, y sera également ajouté.</p> <p>La TF identifie les objectifs spécifiques des quatre axes du programme et elle établit certaines modalités de gestion.</p> <p>Le points principaux modifiés dans la définition de la stratégie conjointe sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réorganiser les thèmes clés autour de 3 priorités: <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La mer</li> <li>▪ L'environnement</li> <li>▪ Les réseaux</li> </ul> </li> </ul> <p>Les principales modifications qui concernent les axes sont les suivantes:</p> <p>Synthèse des modification:</p> <p><u><i>Axe 1 : Les réseaux et l'accessibilité</i></u></p> <p>En préambule, il est précisé que le financement des infrastructures ne constitue pas l'objectif principal de l'axe et que dans le cadre de la lutte contre l'isolement, les principales actions passeront par le développement de la vidéoconférence et de la télématique.</p> <p>Les 4 objectifs spécifiques pour l'axe 1 sont définis comme suit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager conjointement de nouvelles solutions de transport durable.</li> <li>- Contribuer au renforcement de la sécurité maritime, par exemple, grâce à des systèmes d'alerte communs ou à des signalisations.</li> <li>- Repositionnement stratégique des ports et des aéroports afin de mieux les intégrer dans les autoroutes de la mer.</li> <li>- Développer les « info- structures» qui s'adressent aux ports pour la navigation de plaisance (service touristique relié), liaisons maritimes et aériennes et aux transports des personnes.</li> </ul> <p><u><i>Axe 2 : Innovation et compétitivité</i></u></p> <p>Les objectifs spécifiques sont ainsi déclinés:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser la création de réseaux entre centres de recherche universitaires et entreprises d'un</li> </ul>
--	--

	<p>côté, et entre les entreprises de l'autre côté.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des plateformes de dialogue et améliorer la qualité des services innovants aux entreprises.</li> <li>- Promouvoir à travers la caractérisation des territoires, des actions conjointes innovantes afin d'améliorer la production et la mise en marché des produits de qualité et d'excellence, dans le secteur agricole, agro-alimentaire, artisanal et du tourisme durable.</li> </ul> <p><u>Axe 3 : Sauvegarde et gestion conjointe</u></p> <p>Les 4 objectifs rattachés à cet axe sont définis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La culture qui comprend les identités culturelles (histoire, archives...) et la langue mais également tout ce qui relève du patrimoine (mise en valeur, recherche archéologique ...)</li> <li>- Les Energies renouvelables</li> <li>- La Sauvegarde des sites et l'éducation à l'environnement</li> <li>- Le contrôle environnemental des risques majeurs (incendies, pollution marine ...)</li> </ul> <p><u>Axe 4 : Cohésion territoriale et mise en commun des ressources</u></p> <p>Les 4 objectifs poursuivis sont ainsi résumés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en réseau des services d'information et d'accueil touristique.</li> <li>- Coopération et intégration sociale (réhabilitation des personnes handicapées par exemple)</li> <li>- Développement de l'innovation urbaine (animations sociales, activités de formation, innovation, recherche...).</li> <li>- Mise à disposition des fonctions urbaines rares en faveur de la population rurale.</li> </ul>
Florence, les 22/23 Mars 2007	<p>La réunion apporte des améliorations marquantes au texte du P.O. et les représentants de la TF spécifient les intégrations à effectuer et les parties qu'il convient d'éliminer ou réduire.</p> <p>La T.F. a traité, en outre, le thème des indicateurs.</p>
Livourne, les 14/17 Avril 2007	<p>Les principales décisions qui ont été prises :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>analyse swot</b> : simplifier et améliorer, tout en</li> </ol>



	<p>gardant une approche qui ne soit pas superficielle</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2. <b>indicateurs</b> : réduire leur nombre et les recalibrer sur les catégories de dépense et sur les actions. Garder seulement les descriptions des indicateurs d'impact; réduire les indicateurs de résultat et ceux de réalisation à deux pages au maximum, en faisant attention à obtenir un indicateur pour chaque typologie d'action et en cohérence avec les catégories de dépense. Les autres indicateurs seront attachées au P.O.</li> <li>3. <b>partenariat</b> : il faut intégrer un représentant dans le Comité de suivi.</li> <li>4. <b>égalité des chances</b> : dans les actions représentatives il faut se rapporter à ce thème, tout en acceptant les conseils de l'évaluateur.</li> <li>5. <b>réseaux</b> : introduire dans le paragraphe 5.1 un petit texte pour résumer l'importance des réseaux comme instrument de ce type de coopération.</li> </ol>
Roma, les 30/31 Mai 2007	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. <b>analyse swot</b> : prendre comme point de repère la proposition de l'évaluateur.</li> <li>2. <b>indicateurs</b> : il est confirmé que les indicateurs doivent respecter la filière « objectifs spécifiques/actions possibles/réalisations/ résultats ».</li> <li>3. <b>égalité des chances</b> : il faut se rapporter à ce thème, tout en acceptant les conseils de l'évaluateur , au moins au niveau de l'axe.</li> </ol>

## 1.2. Les rencontres avec les stake-holders

Il est à souligner que l'évaluateur indépendant a participé aux réunions avec les stake-holders qui se sont tenues en Ligurie, Toscane, Sardaigne et Corse.

Les deux aspects qui ressortent de manière plus évidente des rencontres avec les partenaires institutionnels, à l'exception de quelques spécificités moins fréquentes, ce sont les vocations et les rôles des ces partenaires.

<b>Lieux des rencontres</b>	<b>Principales remarques et recommandations</b>
<p>Pise, le 25 janvier 2007  Gênes, le 31 janvier 2007  Ajaccio, le 31 janvier 2007  Cagliari, le 1<sup>er</sup> février 2007</p>	<p>Du point de vue analytique, les demandes sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) mener une analyse plus territoriale et plus spécifique de chaque contexte local et des caractéristiques propres à chaque province;</li> <li>b) accorder une attention accrue aux résultats déjà obtenus par les programmes précédents et aux objectifs réalisés jusqu'à présent;</li> <li>c) augmenter la capacité d'intégration avec d'autres PO concernés dans la Méditerranée;</li> <li>d) élargir l'analyse de contexte pour améliorer l'analyse SWOT;</li> <li>e) introduire la notion de risque industriel en plus de celle de la sécurité en mer;</li> <li>f) introduire le tourisme durable, les biens culturels et environnementaux;</li> <li>g) faire figurer parmi les opportunités le développement d'actions et de politiques intégrées de la mer et de la logistique;</li> <li>h) donner des définitions plus ponctuelles de «fonctions rares» et d'«actions spécifiques de qualité»; introduire la définition d'«urbanisation élargie»;</li> <li>i) intégrer les informations concernant la complémentarité aux actions financées par le FEDER et par le FEP;</li> <li>j) définir de manière plus précise le fonctionnement et la composition du secrétariat technique conjoint ainsi que le rôle, les fonctions et les critères de composition du comité directeur;</li> <li>k) adapter les types d'actions choisis compte tenu de l'aspect transfrontalier et mieux préciser les différents types de projets retenus.</li> </ul>

### 1.3. La grille d'évaluation

L'évaluation a été menée sur les cinq éléments clés sur lesquels est axée l'organisation du travail :

#### **L'analyse socio-économique**

- identification, par rapport au cadre analytique défini pour la préparation du Programme, des besoins les plus importants afin de définir l'approche stratégique en termes de disparités, manques et potentiels dans le territoire ;
- description quantifiée de l'état actuel de l'environnement à partir des contenus du rapport environnemental rédigé dans le cadre de l'évaluation stratégique environnementale du Programme ;
- un éventuel complément d'analyse portant sur les éléments qui n'ont pas été suffisamment approfondis ;
- évaluation de l'aptitude de la stratégie prévue à satisfaire les exigences et à valoriser le potentiel dégagé.

#### **La stratégie et sa cohérence interne**

- définition et analyse de la théorie d'action de chaque politique ;
- identification des éventuels arbitrages auxquels il faut parvenir, notamment en matière d'équilibre entre les exigences de croissance économique, de cohésion sociale et de durabilité à longue échéance ;
- analyse des relations et des complémentarités entre les objectifs et entre les politiques préconisées ;
- formulation d'éventuelles hypothèses alternatives ou supplémentaires ;
- définition du degré de risque inhérent aux choix politiques et aux outils proposés, en raison de difficultés objectives ou de leur caractère innovant ;
- évaluation de l'allocation des ressources en termes de concentration thématique, géographique et financière.

#### **Cohérence externe**

- conformité avec les objectifs de la Stratégie de Lisbonne, qui sera examinée d'une part par rapport à ses différentes priorités et, de l'autre, par rapport à chaque axe d'action du Programme ;
- cohérence de la stratégie environnementale par la description de la manière

<p>dont les résultats de l'évaluation stratégique environnementale ont été pris en compte dans la rédaction définitive du Programme ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- impact du Programme sur l'environnement, à l'instar de l'évaluation stratégique environnementale ;</li> <li>- respect du Programme des principes de l'égalité des chances.</li> </ul>
<p><b>Résultats et impacts attendus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- analyse et aide à la mise au point d'un système d'indicateurs de résultat et d'impact ;</li> <li>- appréciation de la significativité, mesurabilité et facilité d'emploi des indicateurs proposés ;</li> <li>- assistance pour la quantification des objectifs des indicateurs ;</li> <li>- évaluation des impacts potentiels du Programme, notamment par rapport à la Stratégie de Lisbonne et par rapport à la cohérence avec ses objectifs en matière de formation, de taux d'activité et de lutte contre l'exclusion au regard aussi des résultats décrits dans le rapport environnemental.</li> </ul>
<p><b>Dispositif de mise en œuvre</b>, au regard des aspects suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- méthodes et outils à utiliser dans la gestion et dans l'administration du Programme ;</li> <li>- solutions utilisées pour la gestion, le suivi et l'évaluation ( y compris environnementale ) afin de mettre en évidence les éventuels effets négatifs relevés par l'ESE et par le rapport environnemental ;</li> <li>- éléments de risque et goulets d'étranglement susceptibles d'entraver la mise en œuvre ;</li> <li>- qualité et ampleur de la participation des partenaires.</li> </ul>

## **2. RESULTATS DE L'EVALUATION**

### **2.1. L'analyse socio-économique**

L'évaluation ex ante doit, d'une part, répondre à des questions et, de l'autre, fournir au PO un complément d'analyse portant sur les aspects qui méritent d'être approfondis.

S'agissant de l'analyse socio-économique, l'évaluateur a formulé ses remarques concernant les 5 questions clés énumérées ci-dessous.

#### **2.1.1. Les questions clés**

##### **Question n° 1**

Les caractéristiques spécifiques du territoire examiné font-elles l'objet d'un relevé et sont-elles correctement prises en considération, et dans quelle mesure : dimensions urbaine et rurale ; notions de centre et de périphérie ; contraintes liées aux handicaps naturels ( insularité, isolement, présence de massifs montagneux ) ; réseaux urbains; *clusters* et pôles de croissance ou de compétitivité ?

##### **Remarques sur la question n° 1**

Conformément à ce qui est établi par le PO, les quatre régions concernées sont considérées comme des sous-territoires . Par conséquent le territoire a été examiné de manière appropriée au niveau des régions NUTS II sous plusieurs angles : démographique, social, économique, de contexte, de l'égalité des chances, de l'environnement. L'analyse a souligné plusieurs fois que, en général, les situations des deux régions continentales sont meilleures que celles des deux régions insulaires, même si ce dualisme socio-économique n'apparaît pas de toute évidence dans la stratégie définie pour le Programme.

L'analyse de la demande de certains secteurs, tels que les transports maritimes et aériens, est appropriée aux exigences de formulation du Programme ; il aurait été bon de l'accompagner d'une analyse de l'offre en termes de dotations.

L'analyse de l'offre de services en réseau ( qui sont des pôles de croissance et de compétitivité ) est très remarquable et elle aborde de nombreux domaines : les PME, la R-D, la haute formation, le tourisme, la santé, les villes, les institutions, les services rares.

Il y aurait eu lieu, néanmoins, d'accompagner l'analyse de l'offre d'une analyse de la demande dans les secteurs/activités majeurs des différentes régions.

De plus, l'analyse des contextes tient compte des observations exprimées par l'évaluateur lors de réunions de la TF et fournit le cadre de certaines spécificités liées aux quatre régions : la pêche, le tourisme, l'artisanat, l'énergie.

La TF a également accueilli les observations de l'évaluateur à propos de l'opportunité de tenir compte des dotations et de l'utilisation des TIC.

Les tableaux n° 1 fournit des données supplémentaires sur les contextes analysés.

Le Programme n'aborde que secondairement les problèmes existants dans les zones de niveau NUTS III et il ne relève pas complètement les écarts économiques et sociaux considérables qui existent entre les différentes provinces, notamment au niveau sous-provincial.

Le risque est assez élevé que des régions ou zones où les conditions démographiques, sociales, industrielles, touristiques, d'entreprises et technologiques sont moins favorables ne puissent être associées que de façon marginale à la mise en œuvre du PO.

Du point de vue de l'analyse socio-économique il faut souligner que le PO prend en considération seulement les aspects statistiques de différents contextes analysés et il ne dédie pas la juste attention aux dynamiques de quelques indicateurs pour une période suffisamment étendue.

**Tableau n° 1 – Cadre socio-économique au niveau NUTS III. Situation en 2003**

Provinces et Régions	VA à prix courants /habitant ( 2003 )	VA à prix courants/employé ( 2003 )	Taux d'emploi ( 2003 )	Taux de chômage ( 2003 )	Variation VA ( à prix constants )/habitant ( 1998-2003 )	Variation VA ( à prix constants ) /employé ( 1998-2003 )
IMPERIA	23.514,55	53.162,56	46,40	4,10	16,0	-2,9
SAVONE	23.733,84	54.247,25	44,40	4,30	9,5	-1,0
GENES	23.121,79	53.634,99	43,60	7,20	12,9	3,3
LA SPEZIA	22.596,71	55.031,32	39,00	5,20	10,9	0,8
LIGURIE	23.209,40	53.865,28	43,50	6,00	12,4	1,4
MASSA-CARRARA	17.131,91	48.067,84	40,30	7,70	4,1	-2,4
LUCQUES	21.231,22	50.377,18	42,60	5,80	3,8	0,6
PISTOIA	21.232,96	46.645,65	48,80	4,20	5,8	1,0
FLORENCE	27.606,77	52.902,34	48,30	3,90	13,3	3,5
PRATO	24.509,65	46.696,78	53,70	4,70	2,7	-0,8
LIVOURNE	21.202,92	50.763,10	43,20	6,40	4,9	-5,9
PISE	23.471,94	50.948,57	51,10	4,50	8,5	3,9
AREZZO	20.700,86	43.919,21	49,70	3,50	2,6	-6,8
SIENNE	22.304,91	46.669,19	53,90	2,90	5,5	1,1
GROSSETO	17.757,57	46.121,40	44,40	6,60	2,0	-10,8
TOSCANE	22.991,98	49.484,60	47,70	4,70	7,4	-0,1
SASSARI	16.951,30	44.522,19	42,10	13,90	9,9	2,4
NUORO	15.811,00	45.517,93	38,60	14,90	12,9	2,3
ORISTANO	15.762,44	46.141,84	38,40	18,40	15,9	6,0
CAGLIARI	15.900,97	46.376,95	37,60	19,10	9,8	4,8
SARDAIGNE	16.168,07	45.661,21	39,10	16,90	10,9	3,8
ITALIE	21.049,53	50.177,70	44,80	8,70	7,4	-0,2
HAUTE-CORSE	16.848,67	47.898,11	n.d	10,50	n.d	n.d
CORSE DU SUD	19.049,76	48.938,36	n.d	9,70	n.d	n.d
CORSE	17.853,22	48.399,11	39,80	10,10	9,6	-1,3
FRANCE métropolitaine	23.372,44	57.872,66	62,70	9,80	8,3	4,4

## **Question n° 2**

Les services d'intérêt économique général sont-ils suffisamment développés dans l'ensemble de la zone considérée ?

### **Remarques sur la question n° 2**

Les services d'intérêt économique général sont davantage présents dans les deux régions continentales par rapport aux deux régions insulaires. La situation s'aggrave au niveau de province: la plupart des services de pointe aux citoyens ( de la santé à l'enseignement supérieur ) et aux entreprises ( des universités technologiques à la recherche scientifique ) se concentrent dans quelques provinces, alors que en d'autres il y a de graves insuffisances.

Du point de vue dynamique, l'évolution en termes réels de la productivité dans la période de 1998 à 2003 est visible sur le tableau n° 7. Des écarts sont à relever dans les variations de la productivité : dans quelques provinces, la productivité s'accroît considérablement, alors que en d'autres elle atteint des valeurs négatives.

Dans deux régions, Toscane et Corse, la productivité du travail, en termes réels, est acceptable tandis que dans les autres deux régions, Sardaigne et Ligurie, la productivité est croissante.

Pour les provinces aussi on relève des tendances analogues à celles-là des deux régions: dans certains cas la productivité croît en d'autres cas la productivité décroît.

## **Question n° 3**

Les déséquilibres en matière de développement socio-économique ont-ils été mesurés et clarifiés ?

### **Remarques sur la question n° 3**

Les déséquilibres en matière de développement socio-économique ont été relevés et tout en étant remarquables, ils semblent avoir une influence marginale sur l'élaboration du PO.

## **Question n° 4**

A-t-on évalué les forces, faiblesses, opportunités et menaces ( analyse SWOT ) des divers sous-territoires intéressés du programme ?



L'analyse Swot, dans sa version définitive, a éliminé le caractère incomplet et les imprécisions relevées par l'évaluateur dans les éditions précédentes du P.O. . Elle se révèle ainsi proportionnée à la formulation du cadre stratégique.

La *task force* a donc décidé d'ajouter l'analyse Swot qui a été proposée par l'évaluateur, en y apportant des améliorations.

## ANALYSE SWOT

Dynamique démographique et territoire	
<b>Points de force</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence de fonctions publiques urbaines dans les zones côtières de la Ligurie et de la Toscane.</li> <li>- Incidence élevée de la population jeune dans les Régions insulaires par rapport aux Régions terrestres</li> <li>- Position centrale dans la Méditerranée Occidentale</li> </ul>	<b>Points de faiblesse</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La frontière maritime constitue une entrave pour l'établissement de relations économiques stables entre zones urbaines</li> <li>- L'urbanisation des aires côtières concerne une grande partie des terres en rendant difficile une politique d'utilisation rationnelle de celles-ci</li> <li>- Incidence élevée de la population âgée dans le territoire Ligurien et Toscane</li> <li>- Caractéristiques asymétriques de la population urbaine de l'aire de coopération (approximativement la Corse est moins qu'un dixième de la population correspondant du rivage Italien)</li> <li>- Présence de polarités urbaines qui ont développé des fonctions et rôles en compétition entre eux</li> <li>- Taux de natalité bas et nombre peu élevé de fils par femme</li> <li>- Indice de vieillesse élevé</li> <li>- Différentes densités de la population</li> </ul>
<b>Opportunités</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Élargissement de l'espace de coopération Transfrontalier maritime Italie France par rapport au précédent Programme</li> <li>- Potentialité de développement d'associations de l'espace sur le modèle des Eurorégions</li> </ul>	<b>Menaces</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vieillissement progressif de la population</li> <li>- Dépopulation des zones internes</li> <li>- Marginalisation sociale, économique, culturelle des habitants des zones internes</li> </ul>
Economie, Tourisme et compétitivité et Marché du travail	

<p><b>Points de force</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- PIB par habitant élevé dans les régions continentales</li> <li>- Niveaux d'occupation élevés dans les régions continentales</li> <li>- Dynamique croissante du taux d'occupation</li> <li>- Tertiairisation des économies régionales</li> <li>- Demande/offre touristique élevées</li> <li>- Présence diffuse de PME et d'entreprises artisanes</li> </ul> <p>Production importante de la pisciculture en Sardaigne, Corse et Toscane</p>	<p><b>Points de faiblesse</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- PIB par habitant de niveau moyen-bas en Sardaigne et Corse</li> <li>- PIB stagnant dans les zones régionales concernées, par rapport à la moyenne européenne</li> <li>- Bas niveau d'occupation en Sardaigne</li> <li>- Basse performance des indicateurs de la stratégie de Lisbonne</li> <li>- Caractère saisonnier du tourisme balnéaire</li> <li>- L'occupation féminine et des jeunes est caractérisée par une persistance accrue du niveau de précarité</li> <li>- Présence de poches de pauvreté en Sardaigne</li> <li>- Présence limitée des secteurs basés sur la science</li> <li>- Situation de crise des grandes entreprises dans certains secteurs en Sardaigne (chimique de base, fibres artificielles, papier)</li> </ul>
<p><b>Opportunités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande croissante du tourisme durable</li> <li>- Croissance notable des vols low-cost</li> <li>- Elargissement des marchés pour les produits d'artisanat et typiques</li> <li>- Réorientation du tourisme mondial vers des lieux capables de conjuguer attractions, qualité de la vie et durabilité environnementale</li> <li>- Réduction de l'effort de pêche</li> </ul>	<p><b>Menaces</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Perte de compétitivité</li> <li>- Concurrence des nouveaux territoires dans le domaine du tourisme</li> </ul>
<p>Ressources environnementales et culturelles</p>	
<p><b>Points de force</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La production d'énergie électrique de sources renouvelables en croissance dans la zone de coopération</li> <li>- Considérable patrimoine naturel composé d'un vaste système de parcs, aires protégées et réserves naturelles et marines</li> <li>- Le triangle maritime compris entre la côte ligurienne, de la Corse et de la Provence peut s'ennorgueillir de la plus haute concentration de cétacés de toutes les mers italiennes et représente une zone de grande</li> </ul>	<p><b>Points de faiblesse</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Croissance des émissions de gaz à effets de serre, dûs à l'industrialisation, aux transports et à l'urbanisation, qui altèrent le climat</li> <li>- La région de coopération est exposée à des risques hydrogéologiques (par ex. éboulements et risques alluviaux)</li> <li>- Tendance généralisée à l'augmentation de la quantité des refus produits pro-capite et gestion des refus fragmentaires et au niveau</li> </ul>

<p>richesse pour la faune aquatique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Forts éléments d'identité communes et liens historiques</li> <li>- Immense richesse du patrimoine culturel des traditions et coutumes populaires</li> <li>- Disponibilité de Plans énergétiques pour toutes les régions</li> <li>- Richesse et variété du patrimoine linguistique et dialectal local</li> </ul>	<p>local</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La promotion du patrimoine culturel et populaire aujourd'hui est insuffisamment valorisée à travers une gestion complétée des interventions</li> <li>- La barrière linguistique entre France et Italie entrave les échanges réciproques entre les vastes couches de population</li> </ul>
<p><b>Opportunités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation croissante des citoyens aux événements culturels</li> <li>- Augmentation des visiteurs des musées</li> <li>- Engagement croissant pour la production d'énergie de sources renouvelables</li> <li>- Demande croissante d'interventions durables pour l'environnement</li> <li>- Politiques de soutien aux échanges culturels</li> <li>- Politiques de protection des minorités linguistiques</li> </ul>	<p><b>Menaces</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploitation lourde du patrimoine naturel et culturel à cause du tourisme de masse</li> <li>- Augmentation des risques environnementaux sur l'aire Tyrrhénien et de la dégradation environnementale des côtes à cause de l'augmentation du trafic maritime sur la Méditerranée</li> <li>- Risques environnementaux produits par la grande industrie présente dans le territoire de la côte</li> </ul>

Territoire, infrastructures matérielles, immatérielles, logistique, mobilité et accessibilité	
<b>Points de forces</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande élevée du flux, portuaire et aéroportuaire, de marchandises et passagers</li> <li>- Aire dotée d'un potentiel d'infrastructures de transport significatif et dynamique</li> <li>- Présence de ports de niveau international en termes de marchandises manipulées et transférées.</li> <li>- Le flux de passagers sur le front maritime est en général croissant, surtout dans ces ports capables d'investir dans la modernisation des escales et de leurs services</li> <li>- Les centres logistiques et de transport sont concentrés surtout dans les zones urbaines</li> <li>- Le flux de passagers sur le front aérien est en constante croissance</li> <li>- Réseaux et services de télécommunication de l'Administration Publique sont en expansion</li> <li>- Niveau d'informatisation des entreprises en croissance</li> </ul>	<b>Points de faiblesse</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des Plate-formes logistiques peu adaptées</li> <li>- Infrastructures portuaires aussi commerciales que touristiques peu intégrées avec les Régions limitrophes (PACA, Région Lazio)</li> <li>- Les ports présentent encore un déficit global d'infrastructures modernes soit dans le champ de ICT soit dans les plus récentes technologies logistiques, qui concernent particulièrement les ports insulaires</li> <li>- Faible développement conjoint du transport public maritime et aérien surtout envers les Iles mineures (sauf le transport touristique et saisonnier)</li> <li>- Sardaigne et Corse présentent une situation particulièrement difficile, avec un index d'accessibilité bien inférieure à la moyenne européenne en ce qui concerne la dotation infrastructurelle et la participation aux réseaux européens</li> </ul> <p>Le trafic maritime et aérien des passagers, présente une forte croissance, dans la seule période estivale</p>
<b>Opportunités</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation des politiques pour le développement des Autoroutes de la mer et des réseaux trans-européens</li> <li>- La zone de la Mer Méditerranée (haute et moyenne) avec la mise en réseau des ports touristiques, a des potentialités pour devenir la référence pour le tourisme nautique dans la Méditerranée</li> <li>- Réduction du digital-divide</li> <li>- Développement de transports aériens low-cost</li> <li>- Possibilité de mettre en commun les dorsales de fibre optique</li> <li>- Réorientation du trafic maritime mondial qui comporte un nouveau recentrage de la Méditerranée et des ports</li> <li>- Trend du transport maritime commercial, du trafic des croisières et du trafic passagers dans la Méditerranée en croissance dans tout la Méditerranée</li> </ul>	<b>Menaces</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rôle périphérique des pôles intermodaux de la zone de coopération par rapport aux investissements infrastructurels européens sur les principales lignes de liaison méditerranéennes et communautaires (Adriatique, Espagne, France du sud)</li> <li>- Présence d'une pluralité de petits et moyens aéroports limitrophes à la zone de coopération (Florence, Parme etc...) en compétitivité avec les aéroports de l'aire même</li> <li>- La morphologie des montagnes et le site insulaire entravent les échanges avec les zones intérieures des deux îles</li> </ul>

Instruction	
<b>Points de force</b> - Elévation du niveau d'instruction des jeunes générations - Augmentation constante des licences en matières scientifiques et technologiques malgré une différence de genre Création d'efficaces réseaux entre université, centres inter-universitaires, pôles de recherche avec une intense activité scientifique	<b>Points de faiblesse</b> - Les régions Insulaires présentent des difficultés structurelles en ce qui concerne le niveau universitaire avec des pourcentages de licenciés nettement inférieurs aux niveaux nationaux Niveaux de scolarisation (instruction secondaire supérieure) encore bas par rapport aux objectifs de Lisbonne et même par rapport aux autres Pays européens
<b>Opportunités</b> - Développement progressif d'un système méditerranéen d'intégration culturelle et éducative Intégration de quelques-unes d'entre les universités de l'aire dans le système communautaire du plus haut niveau	<b>Menaces</b> Difficile orientation du système éducatif vers la Société de la Connaissance dû en grande partie au vieillissement progressif de la population.

### **Question n° 5**

Tous les accroissements de la productivité potentiels sur le plan local ont-ils été relevés?

### **Remarques sur la question n° 5**

Le PO ne considère pas de manière adéquate les niveaux de productivité dans les zones NUTS III, ni l'évolution récente de la productivité.

Le tableau n° 7 met en évidence des écarts importants en matière de productivité entre les zones de niveau NUTS III en 2003 ( l'année la plus récente pour laquelle des statistiques sont disponibles pour l'ensemble des territoires ) ainsi que des variations en termes réels de la productivité très différentes d'une zone à l'autre dans la période 1999-2003.

## **2.2. La continuité avec Interreg III A 2000-2006**

Le PO Italie-France « Maritime » montre un niveau considérable de continuité avec les actions achevées et en cours d'achèvement du précédent programme transfrontalier Italie-France «Iles» 2000-2006.

Le Programme opérationnel prend en haute considération les chances de continuité existant entre le programme en cours ( Interreg III A, Iles ) et le PO 2007-2013.

En effet, le PO détermine des mesures en cours qui méritent d'être élargies aux nouveaux territoires et d'être prolongées.

Par exemple, la mesure 2.2, Action 2.2 « Mise en réseau des ports de plaisance », l'action 2.2.b « LAB – net – Réseau transfrontalier pour la mise en valeur des cités historiques » et l'action 1.1.d « Sannet-Mise en réseau des acteurs de la santé ».

## **2.3. Evaluation de la cohérence externe des priorités**

### **Préambule**

L'évaluation ex ante du Programme doit considérer la cohérence entre les objectifs du Programme, tels qu'ils sont décrits dans les priorités, et ceux des documents officiels qui décrivent les politiques de développement aux échelles régionale, nationale et communautaire.

Le présent rapport d'évaluation se concentre sur les actions susceptibles d'obtenir un financement et qui peuvent être tirées de la description des priorités et des actions possibles.

Etant donné qu'il existe déjà un chapitre du PO qui décrit les relations entre les objectifs du Programme et ceux des autres documents officiels, l'évaluation se concentrera sur les éventuelles lacunes et/ou contradictions de cette description, sans s'attarder à nouveau sur les éléments du Programme qui font l'objet d'une évaluation positive.

#### **2.3.1. Cohérence avec les programmes communautaires**

Ce paragraphe du PO met en évidence les liens entre les priorités et, d'une part, les orientations stratégiques communautaires et, de l'autre, les lignes directrices du Règlement CE 1080/2006 régissant les fonds du FEDER.

Par rapport à la Priorité 1 – « Accessibilité et réseaux » – ce qui n'est pas clair, ce sont les zones rurales dont il faudrait renforcer la liaison avec les zones urbaines aux termes de l'article 6, paragraphe c), du Règlement CE.

S'il est vrai que l'un des objectifs majeurs relevant de la Priorité 1 ci-dessus, c'est l'amélioration des liaisons en général, notamment entre les zones insulaires et les zones continentales, il est à constater que ni les objectifs ni les actions possibles ne font mention spécifique d'une coopération et d'une synergie accrues entre zones urbaines et zones rurales à mettre en œuvre sur un pied d'égalité et au profit des unes et des autres.

Il est à signaler que les objectifs relevant de cette priorité n'ont pas été quantifiés à partir des indicateurs fournis, au contraire de ce qui est requis par l'article 12 du Règlement CE.



La Priorité 2 – « Innovation et compétitivité » – apparaît tout à fait conforme aux conditions requises par la Commission européenne et par la Stratégie de Lisbonne en général.

L'accent a été mis de manière efficace sur la création d'un échange fort et continu entre les acteurs de la recherche et les entreprises, afin de pouvoir augmenter la compétitivité dans l'économie actuelle fondée sur les connaissances.

Par rapport aux prescriptions des orientations stratégiques, il vaudrait la peine de s'hasarder à fournir quelques prévisions sur l'apport donné à la création d'emplois qualifiés et sur la question de savoir si ces emplois sont censés provenir davantage de la création de nouvelles entreprises ou d'une compétitivité accrue des entreprises existantes.

Il est à signaler que les objectifs relevant de cette priorité n'ont pas été quantifiés à partir des indicateurs fournis, au contraire de ce qui est requis par l'article 12 du Règlement CE.

La Priorité 3 – « Ressources naturelles et culturelles » – est en conformité avec les prescriptions des orientations stratégiques et du Règlement CE.

En vue d'une meilleure cohérence avec les orientations stratégiques, il faut développer davantage et décliner en objectifs spécifiques et en actions possibles la mention, faite dans la description, de l'apport positif que la valorisation économique des ressources naturelles et culturelles peut donner à l'amélioration de la qualité des emplois existants et à la création éventuelle de nouveaux emplois – par exemple, dans les domaines de l'entretien et de la gestion du patrimoine.

Il est à signaler que les objectifs relevant de cette priorité n'ont pas été quantifiés à partir des indicateurs fournis, au contraire de ce qui est requis par l'article 12 du Règlement CE.

La Priorité 4 – « Coopération polycentrique » - donne un apport concret à la première des priorités stratégiques communautaires et un apport direct aux sujets ( prioritaires pour le Règlement CE ) concernant l'accès aux services urbains et le soutien à l'utilisation des infrastructures existantes, notamment celles liées à la santé, à l'éducation, etc.

Dans la nouvelle version, un autre sujet communautaire, qui est la relation entre le milieu urbain et le milieu rural, a été renforcé par rapport

aux versions précédentes, en termes tant d'objectifs que d'actions possibles.

Un élément positif, c'est l'attention accordée au marché du travail ( l'un des 3 thèmes des orientations stratégiques ) en tant qu'outil indispensable pour lutter contre la détresse sociale.

Il est à signaler que les objectifs relevant de cette priorité n'ont pas été quantifiés à partir des indicateurs fournis, au contraire de ce qui est requis par l'article 12 du Règlement CE.

### **2.3.2. Cohérence avec les programmes nationaux**

Le document de référence pour les politiques nationales, c'est le « Quadro Strategico Nazionale » ( QSN ) pour l'Italie et le « Cadre de référence stratégique national » (CRSN) pour la France.

Par rapport au QSN, la Priorité 1 est bien en conformité avec les éléments déjà décrits dans le PO ainsi qu'avec le renforcement requis des réseaux trans-européens qui est considéré comme une condition préalable à la création des « Plate-formes stratégiques territoriales », à savoir l'un des piliers de la politique stratégique italienne.

L'aide à la réalisation des objectifs du CRSN peut être analysée par rapport à la Priorité 1 qui, en renforçant la mobilité et la connectivité, favorise l'accessibilité ainsi que le développement de projets ayant un potentiel d'intégration territoriale important, sur lesquels le CRSN met un accent particulier pour ce qui concerne surtout des programmes transfrontaliers.

La Priorité 2 s'inscrit dans la ligne de l'approche nationale à l'enjeu de l'innovation en tant qu'atout pour accroître la compétitivité de l'Italie et de ses régions : renforcer la filière de la recherche, la relier au marché, miser sur les pôles d'excellence existants et renforcer l'internationalisation de l'offre de formation et de R&S dans les zones ( telle la Méditerranée ) où elles sont inadéquates.

En plus des éléments déjà mentionnés dans le PO, le CRSN met en lumière la nécessité que cette compétitivité accrue ait des retombées positives sur le marché du travail et sur la population locale, ainsi que le besoin de soutenir les partenariats existants pour pouvoir tirer parti des

résultats déjà obtenus, afin d'assurer une plus grande efficacité aux nouvelles actions. A cet égard, la version présente de la Priorité 2 devrait être plus incisive.

Par rapport aux priorités nationales en matière d'environnement, la Priorité 3 ne semble pas donner d'indications claires sur les démarches de valorisation durable des ressources naturelles et culturelles (y compris le tourisme), ni sur la gestion des systèmes hydriques (et les risques hydrogéologiques qui en découlent), tandis qu'elle s'inscrit dans la même ligne des priorités nationales en matière de changement climatique, sources d'énergie alternatives, etc.

Il est à signaler à nouveau qu'il manque une description suffisamment précise des démarches pratiques de protection, gestion et mise en valeur des différentes ressources liées au patrimoine culturel, que le QSN propose de renforcer en exploitant les expériences et les compétences énormes acquises en Italie et en promouvant des filières transfrontalières de valorisation économique du patrimoine culturel.

S'agissant des PO transfrontaliers, le CRSN met l'accent sur le besoin d'optimiser les conditions d'un développement socio-économique et environnemental équilibré, en retenant donc le principe de la durabilité. Cet élément est à souligner davantage dans la description des objectifs figurant sous la Priorité 3.

La nécessité de tirer le plus grand profit de l'énorme patrimoine culturel existant et de renforcer la synergie avec le milieu rural est remarquée dans le CRSN par rapport aussi aux thèmes relevant de la Priorité 4 qui, dans la nouvelle version, a accordé une attention plus importante à ce sujet.

Le PO a répondu très bien à la demande du QSN d'encourager la mise en réseau de structures et de services par des villes transfrontalières, de manière à renforcer la compétitivité du système et à réduire la détresse sociale dans les régions éloignées.

En ce qui concerne la cohérence avec le CRSN, comme cela a été déjà souligné plus haut, la Priorité 1 favorise le développement de projets ayant un potentiel important en termes d'intégration territoriale (systèmes métropolitains, communautés montagnardes, etc.) transfrontalière; cet élément est clairement évoqué dans la description de la priorité mais il n'a pas été tout aussi clairement décliné en objectifs et en actions.

### **2.3.3. Cohérence avec les programmes régionaux**

Dans ce paragraphe du PO, la politique stratégique de la Région Corse n'a pas été évoquée.

Le présent rapport d'évaluation s'est penché sur la cohérence entre le PO et le document « *Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse* » ( PADDUC ). Il s'agit d'un document de travail daté du 22 novembre 2006 et reçu par l'évaluateur le 8 mars 2007.

En vue de simplifier le développement de ce volet, le PO sera analysé par région.

#### **Région Toscane**

##### ***DOCUMENT STRATEGIQUE REGIONAL PRELIMINAIRE pour la politique de cohésion 2007-2013, version du 28/10/2005***

Dans le PO, la vérification de cohérence qui est réalisée par rapport aux politiques de la Toscane se reporte à la correspondance entre les thématismes incluses dans les priorités individuelles du PO et les indications fournies dans le document officiel concernant, justement, ces thématismes, définies comme des « défis ».

En revanche, notre évaluation porte sur la valeur ajoutée que la Région Toscane estime recevoir en participant à un programme de coopération transfrontalière (par. 3.2.3: "Priorités spécifiques pour la coopération territoriale européenne"), en mettant donc davantage l'accent sur la stratégie générale de la Région par rapport à la typologie du programme, plutôt que sur les secteurs affectés.

La Région Toscane a identifié deux objectifs majeurs de sa participation aux programmes transfrontaliers:

- Mettre sur pied un partenariat territorial renforcé avec la Sardaigne, la Corse et la Ligurie;
- Promouvoir le dialogue avec les autres programmes transfrontaliers de la Haute Méditerranée, en vue de créer une EURORÉGION de la "Haute Méditerranée".

Comme preuve de ce choix “fort” par rapport au PO Italie-France « Maritime », il y a sa candidature pour prendre sur soi les responsabilités de l’Autorité de Gestion, qui a été approuvée par les régions participantes.

La Région Toscane identifie des domaines concrets qui devraient tirer une reconnaissance et des avantages spéciaux de la participation à l’Objectif 3, à savoir: les systèmes économiques locaux, l’artisanat, l’agriculture, la *governance*, les biens culturels, les jeunes et l’enfance, ainsi que les migrations.

Les priorités actuelles du PO offrent un bon nombre d’instruments pour le développement des systèmes économiques locaux (pratiquement, toutes les quatre), avec les secteurs corrélés de l’artisanat et de l’agriculture.

*L’institutional building* trouve, lui aussi, une réponse dans la P.3 en matière de protection de l’environnement et de participation de la communauté locale aux mécanismes de choix, ainsi que dans la P.4 pour le développement local et l’aménagement du territoire.

On retrouve, en revanche, une attention insuffisante au patrimoine culturel et on constate l’absence de mesures spécifiques pour les jeunes.

## **Région Ligurie**

### ***DOCUMENT STRATEGIQUE REGIONAL, version du 12/12/2006***

Nous préférons, encore une fois, concentrer l’analyse de cohérence du PO sur les priorités régionales exprimées spécifiquement par rapport aux programmes de coopération territoriale (Chap. 3.1 « Politiques de cohésion et fonds structurels », Par. “Vers 2007-2013”), plutôt que sur les thématismes individuels, comme il a d’ailleurs déjà été indiqué dans le PO par un rappel au “Priorités horizontales”.

Tout le monde sait que la Région Ligurie participe simultanément à deux Programmes Transfrontaliers Italie-France, à savoir le Programme “Maritime” et “l’Alpin”.

Par conséquent, les priorités stratégiques identifiées sont les mêmes pour les deux programmes et peuvent être schématisées comme suit, en les groupant selon le schéma des priorités du PO:

- Amélioration des liaisons transfrontalières et développement des “Autoroutes de la mer”, en mettant l’accent sur la sécurité et la prévention du risque;
- Renforcement du partenariat régional et interrégional entre les différentes collectivités territoriales, le domaine de la recherche et le système économique local, soutien à la pêche et à l’élevage aquaculture, mise en valeur des systèmes agricoles traditionnels;
- Gestion intégrée du patrimoine naturel, promotion du tourisme de qualité à l’échelle transfrontalière;
- Promotion de systèmes de villes et de mobilité transfrontalière dans le domaine de la haute formation.

Les contenus actuels des priorités du PO semblent correspondre à presque toutes les attentes de la Région Ligurie susmentionnées, à l’exception, partiellement, de la protection des produits agricoles traditionnels (qui sont très importants pour la Ligurie, en raison de leur haute capacité de pénétration dans les marchés de niche), par rapport auxquels l’innovation est nécessaire surtout dans les circuits de promotion et commercialisation, plutôt que dans les systèmes de production.

Le secteur de la pêche – un secteur de toute première importance pour cette région essentiellement côtière – mériterait lui aussi une analyse plus détaillée des formes de soutien que ce PO peut accorder.

## **Région Sardaigne**

### ***DOCUMENT STRATEGIQUE REGIONAL 2007-2013, version du 08/11/2006***

Pour la Région Sardaigne, le DSR identifie, dans le cadre de la contribution de la coopération territoriale au développement de la compétitivité des systèmes de production (Chap. 5.5), les objectifs stratégiques suivants:

- a. concentration des initiatives dans des domaines d’action ayant une importance particulière pour le développement régional;

- b. concentration de l'action dans des zones géographiques prioritaires, en visant clairement les Pays méditerranéens;
- c. intégration et concentration des ressources venant de sources de financement régionales, nationales, communautaires et privées;
- d. renforcement du partenariat local, en portant une attention accrue aux « Collectivités Locales » et aux entreprises en tant qu'acteurs actifs des politiques de développement local.

On souligne que le Programme transfrontalier Italie-France “Maritime” – avec le Programme Transnational “MED” – joue un rôle majeur dans le renforcement de la stratégie de développement régional et des différents secteurs.

En comparant le PO avec les priorités susmentionnées, tout en partageant les références aux priorités sectorielles, il est possible d'ajouter les éléments d'évaluation suivants:

- par rapport à l'objectif stratégique a), la Région Sardaigne ne choisit pas entre les différentes priorités sectorielles, puisqu'elle espère qu'elles puissent toutes tirer profit des résultats du Programme, sans rédiger aucun classement par ordre d'importance; dans ce cadre, les priorités actuelles du PO couvrent un nombre élevé de questions relevant de la stratégie régionale;
- l'insularité et la position de la Sardaigne rendent évidente sa vocation naturelle à coopérer avec tous les Pays de la Méditerranée occidentale: les priorités 2 et 4 en particulier offrent des outils concrets de renforcement des liens déjà existants et la possibilité d'en nouer des nouveaux, visant davantage les thèmes prioritaires; la priorité 1 contribue à fournir les moyens pour faire fonctionner ces échanges et collaborations de façon plus efficace;
- le PO semble favoriser l'intégration et la concentration des ressources, notamment le choix s'explique, pour la Priorité n° 4, de privilégier la typologie du projet “stratégique”, afin de pouvoir justement canaliser vers ce dernier d'autres initiatives et ressources;
- l'importance particulière que la Région Sardaigne attribue aux Collectivités Locales (pratiquement, tous les thèmes abordés par le DSR) en tant que protagonistes d'un effort renouvelé de compétitivité des systèmes territoriaux, entraîne la nécessité – comme il a déjà été souligné dans cette évaluation – d'explicitier et mieux décrire, dans le cadre de la Priorité n° 2, le rôle des administrations publiques dans la

promotion du renforcement du réseautage au sein du monde de la recherche (publique et privée), ainsi que la signature d'accords de coopération stables et synergiques, notamment par le PME, afin de développer les technologies de pointe, multiplier les cas à succès et créer des nouveaux *clusters* de produit.

## **Région Corse**

### **« Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse » (PADDUC), document de travail du 22 novembre 2006**

Selon le « Code Général des Collectivités Locales » le PADDUC peut être considéré comme un Plan Directeur d'aménagement du territoire, ainsi qu'un Schéma Régional des Transports. De plus, à ce Plan doivent se conformer tous les instruments d'urbanisme au niveau sub-régional.

Le PADDUC indique quatre objectifs principaux:

- 1 une croissance économique forte et durable, entraînant des nouveaux emplois;
- 2 l'équité sociale;
- 3 la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel;
- 4 la valorisation des ressources humaines.

Huit domaines prioritaires sont identifiés, dans lesquels les actions doivent être menées: l'eau, les transports, le tourisme, l'agriculture et le milieu rural, les zones urbaines, l'arrière-pays, le littoral.

En dernier, une nouvelle approche stratégique est présentée, à savoir la volonté de "territorialiser" les politiques sectorielles, en forçant l'institution régionale à se transformer d'organisme qui sélectionne et finance les projets naissant du territoire, en organisme qui stimule la production d'idées visant les priorités stratégiques.

Pratiquement, cela signifie libérer le potentiel que possède chaque territoire, afin d'augmenter l'équilibre entre territoires différents, le dynamisme typique de chaque zone et l'efficacité d'utilisation des ressources financières.

En même temps, la Région Corse met l'accent sur l'objectif du rééquilibrage de la dynamique de développement à l'avantage de l'arrière-pays, en reconnaissant les dangers entraînés par la situation



actuelle de déséquilibre – économique, infrastructurel et humain – favorable aux zones côtières.

Il faut viser ce déséquilibre en améliorant l'accessibilité, développant le milieu rural (notamment en promouvant une agriculture de qualité), valorisant l'outil de la mise en réseau des services, de la connaissance, des possibilités, en établissant dans l'arrière-pays des grandes structures (universités, pôles d'excellence, etc.).

À la lumière de ce qui précède, des remarques s'imposent par rapport à la description actuelle des priorités:

- l'axe 1 du PO, portant entièrement sur l'accessibilité, semble toutefois accorder davantage d'importance aux liaisons maritimes ou, en tout cas, déjà existantes, tandis que la Corse vise à renforcer l'accessibilité de l'arrière-pays, moins doté d'infrastructures;
- l'axe 2 se conforme aux lignes stratégiques corses, mais il faudrait expliciter d'avantage le rôle du Programme par rapport au développement rural, vers, par exemple, une agriculture de qualité telle qu'elle est souhaitée par le PADDUC; la notion de croissance économique « durable » - évoquée à plusieurs reprises par le document stratégique corse – doit être déclinée de manière plus incisive;
- l'axe 3 est en ligne avec le PADDUC, même si, comme il a déjà été souligné, le soutien à la mise en valeur économique du patrimoine naturel et culturel doit être mieux clarifié et spécifié;
- l'axe 4 semble être celui qui relève le mieux le défi du rééquilibrage du territoire que la Région Corse a décidé de poursuivre pendant les sept prochaines années si, toutefois, elle accordera une attention accrue au rééquilibrage entre les zones urbaines et le milieu rural, qui semble constituer le problème principal de la Corse.

## **2.4. Evaluation de la cohérence interne et de la complémentarité des priorités**

### **Introduction**

L'objet du présent document est d'évaluer la cohérence et la complémentarité des Priorités entre elles et au sein du PO, c'est-à-dire, par rapport aux problèmes identifiés par l'analyse et à la stratégie mise au point.

La présente évaluation se base sur les décisions de la TF adoptées lors des rencontres, énumérées au Point 1, sur les documents écrits, dont il est question tels qu'ils ont été proposés dans les différentes versions du PO, jusqu'à la dernière, qui nous est parvenue le 04.05.2007.

La méthode d'évaluation porte sur les lignes directrices proposées par la Commission Européenne, Document de travail n° 1 « *Indicative Guidelines on evaluation methods: Ex Ante Evaluation* », daté août 2006, ainsi que sur des évaluations *ex ante* réalisées par le passé sur d'autres PO de Programmes Ob.3 2007-2013.

Dans ce cadre, une liste de questions a été rédigée, visant à vérifier le niveau de satisfaction du PO actuel et à en identifier les possibles éléments d'amélioration.

Les questions formulées sont les suivantes:

1. Les priorités sont-elles cohérentes entre elles et mutuellement complémentaires?
2. Est-il clair que chaque priorité puisse contribuer à atteindre les objectifs du programme?
3. Est-ce que des politiques d'action alternatives qui sont prises en compte, puissent s'avérer aussi efficaces pour la réalisation des objectifs du programme?
4. Les politiques d'action prévues par le Programme, sont-elles innovantes? Est-ce qu'on en retient le risque d'inefficacité?

## **2.4.1. Cohérence interne des priorités**

### **Priorité 1: Accessibilité et réseaux**

#### ***Description***

Il manque (v. par. 3 du présent document) toute référence explicite à un ou plusieurs objectifs du programme, ce qui contribuerait à renforcer la cohérence logique entre les objectifs de l'axe et ceux du programme.

Les éléments du contexte indiqués pour décrire la situation semblent être exhaustifs et cohérents avec l'analyse générale formulée dans la partie initiale du PO, et l'objectif général de l'axe le reflète bien.

#### ***Objectifs spécifiques***

Dans cette nouvelle version, les contradictions constatées par le passé ont disparu et les 4 objectifs sont clairs et équilibrés, ainsi que cohérents entre eux.

#### ***Actions possibles***

Les « actions possibles » évoquées semblent suffisamment concrètes pour clarifier les réalisations et les résultats auxquels le Programme s'attend de ces priorités, sauf qu'il manque des exemples concrets concernant l'augmentation des liaisons dans l'arrière-pays et les zones périphériques (à l'exception des zones transfrontalières : action n° 3)

#### ***Bénéficiaires***

Rien à remarquer concernant les bénéficiaires indiqués, sauf que l'expression « collectivités publiques et organismes publics équivalents » apparaît non pas comme une catégorie spécifique de bénéficiaires de l'axe, mais plutôt comme une typologie d'acteurs éligibles au financement (sans limites), valable pour toutes les priorités.

## **Priorité 2 : Innovation et compétitivité**

### ***Description***

Il n'y a pas de référence explicite à un ou plusieurs objectifs du programme, ce qui contribuerait à renforcer la cohérence logique entre les objectifs de l'axe et ceux du programme.

La description de la situation en matière d'innovation est convaincante et pertinente; l'accent mis sur la nécessité de créer des réseaux de coopération entre la recherche publique et le secteur privé est tout à fait en ligne avec l'un des piliers principaux de la Stratégie de Lisbonne; ce paragraphe pourrait être enrichi davantage par une description plus incisive du rôle des collectivités publiques, à des différents niveaux administratifs, dans la promotion de cette intégration.

### ***Objectifs spécifiques***

En ce qui concerne des objectifs spécifiques, le n° 1 semble être le plus stratégique pour l'axe en question et montre très clairement quels doivent être les protagonistes d'un processus d'innovation; il faudrait mieux illustrer, plutôt que l'accès aux services de recherche, quel est l'intérêt des deux secteurs (recherche et entreprises) à collaborer, c'est-à-dire, une activité de recherche plus orientée au marché d'une part, et la possibilité de bénéficier des avancées scientifiques de l'autre.

Le troisième objectif est un outil plus qu'un but: il faut spécifier ce qu'apporterait – par rapport à l'objectif de l'axe – la valeur ajoutée de la numérisation des services avancés, sinon il peut être intégré à d'autres objectifs, dont le n° 1 ou 2.

Le quatrième objectif est, naturellement, indispensable, puisqu'il concerne les secteurs probablement les plus stratégiques dans des zones périphériques comme celles du programme.

En dernier, il faut souligner l'absence d'une indication spécifique en faveur de la création de “clusters” entre groupes d'entreprises (de filière, par proximité géographique, pour le développement de produits novateurs), et la possibilité de favoriser la formation de « zones fonctionnelles » transfrontalières, par exemple dans le secteur du tourisme, afin d'inclure les différentes capacités et potentiels dans un système et créer des districts ayant des organismes de gestion commune.

Dans ce cadre, la possibilité de tester le nouvel instrument communautaire de coopération territoriale, à savoir le Groupe Européen de Coopération Transfrontalière (GECT), semble être très intéressante.

### ***Actions possibles***

En s'agissant des «actions possibles», le rôle que les collectivités publiques doivent pouvoir jouer dans la création d'un pont entre les entreprises et les acteurs de la recherche n'a pas été précisé.

L'action n° 5 apparaît comme étant trop générale et peu pratique pour être considérée en tant que telle, alors que son intégration dans les objectifs lui donnerait une cohérence accrue.

### ***Bénéficiaires***

La mention, trop générale, de «collectivités publiques» et d'«organismes et associations sans but lucratif» n'est pas claire; en revanche, il conviendrait qu'au nombre des bénéficiaires figurent les organisations professionnelles en tant que représentants du monde des affaires.

## **Priorité 3 : Ressources naturelles et culturelles**

### ***Description***

Il n'y a aucune référence claire à un ou plusieurs objectifs du Programme, ce qui contribuerait à renforcer le lien logique entre les objectifs de l'axe et les objectifs du Programme.

La description de la dotation en ressources naturelles et culturelles du territoire met bien en évidence à la fois sa richesse et fragilité, surtout en raison de facteurs géographiques et de facteurs internes.

Sous cet angle, il faudrait mieux spécifier que le patrimoine culturel est le fondement de l'identité sociale du territoire et que les transformations profondes en cours peuvent être une menace majeure à l'égard de ces facteurs d'homogénéité et d'appartenance.

Au même temps, la spécificité culturelle d'un territoire et de sa communauté s'avère un facteur de compétitivité formidable au sein de la scène mondiale actuelle où l'économie non-matérielle va remplacer l'économie matérielle.

En ce qui concerne le risque environnemental également nous croyons qu'il faudrait mieux mettre en évidence, dans l'introduction, les facteurs de risques qui auraient un impact majeur sur le Programme, à savoir la pollution des mers (par exemple à cause du déversement) d'un côté et le risque hydro-géologique de l'autre côté, aggravé par le processus d'accélération du changement climatique en cours.

### ***Objectifs spécifiques***

Quant aux objectifs spécifiques le sujet de la protection de l'environnement est largement considéré, et le sujet du patrimoine culturel a été amélioré vis-à-vis les versions précédentes, car il envisage maintenant des objectifs tels le renforcement et l'alignement et non pas seulement la défense contre la dégradation.

### ***Actions possibles***

En ce qui concerne les actions possibles, là aussi, on ne peut pas passer sous silence le déséquilibre entre la richesse naturelle et la richesse culturelle; il faut approfondir les détails concernant cette dernière.

Les autres actions sont suffisamment claires et concrètes.

### ***Bénéficiaires***

Il conviendrait indiquer "Pouvoirs Publics" au lieu de "Institutions Publiques", les premiers étant compétents en matière de protection du patrimoine.

## **Priorité 4 : Coopération polycentrique**

### ***Description***

Il n'y a aucune référence claire à un ou plusieurs objectifs du Programme, ce qui contribuerait à renforcer le lien logique entre les objectifs de l'axe et les objectifs du Programme.

Le dernier axe se concentre sur le rôle des villes dans le cadre du développement transfrontalier et identifie deux directions à suivre:

- la création de réseaux entre villes et ressources urbaines ;

- l'accès aux ressources urbaines capables d'améliorer la qualité de la vie et de mettre en valeur les opportunités pour les citoyens et les entreprises.

Concernant ces objectifs les versions précédentes privilégiaient les projets stratégiques, dont les caractéristiques sont illustrées aux annexes du PO.

Nous partageons pleinement ce choix à la fois parce que cet axe est l'axe plus intersectoriel et qui demande, par conséquent, des actions "stratégiques" et parce que l'ampleur des possibilités d'action pourrait causer une dispersion des ressources sur un nombre d'actions ayant un faible impact sur l'objectif fixé.

Un seul élément a été négligé, à savoir le lien entre les contextes urbains et ruraux: le problème du déséquilibre territorial qui ressort de l'analyse illustrée dans les premiers chapitres du PO se fonde non seulement sur l'inégalité entre le littoral et l'arrière-pays, et entre les villes majeures et les plus petites, mais aussi sur le lien ville-territoire qui va de plus en plus perdre les traits traditionnels de coopération mutuelle au bénéfice des liens typiques du type centre-périphérie.

### ***Objectifs spécifiques***

Nous doutons sur l'objectif n.1 à savoir augmenter l'attrait des zones urbaines, étant donné la dynamique générale de l'urbanisation de la zone côtière en cours: il conviendrait de faire référence à la compétitivité des zones urbaines du Programme vis-à-vis des autres zones traditionnellement plus fortes (contenues par exemple dans le "Pentagone" le plus développé de l'UE).

Le 3<sup>ème</sup> objectif devrait être développé en mettant en évidence les fonctions positives que le territoire rural peut avoir à l'égard des villes (productions agricoles de qualité, lieu de haute qualité environnementale au profit du public, production d'énergie, etc.).

Globalement les objectifs sont équilibrés et suffisamment clairs.

Là aussi il conviendrait de prendre en considération la possibilité de promouvoir la création de "zones fonctionnelles" transfrontalières, par exemple dans le secteur des services et de la recherche, afin de mettre en réseau les différentes capacités et potentiels et créer des régions avec des organismes de gestion communs ; cela vise à expérimenter le nouveau

outil communautaire de coopération territoriale ; soit le Groupe Européen de coopération transnationale (GECT).

### ***Actions possibles***

Les actions illustrées sont plus claires et distinctes vis-à-vis des actions illustrées dans les versions précédentes du document.

Concernant l'action n.5 nous souhaitons réitérer ce qui a été déjà dit à propos du lien mutuel ville-contexte rural.

### ***Bénéficiaires***

Il conviendrait d'indiquer "Pouvoir publics" au lieu de "Institutions publiques", les premières étant compétentes en matière de polycentrisme.

## **2.4.2. Complémentarité interne des priorités**

Le 1<sup>er</sup> axe se concentre sur l'amélioration de la mobilité intérieure et extérieure de la zone affecté par le Programme, et sur l'accès à la connaissance, aux services et ainsi de suite, surtout pour le secteur privé et les zones plus périphériques.

Ces objectifs semblent en synergie cohérente avec les objectifs de l'axe 2, visant à la dissémination de l'innovation et la croissance de la compétitivité non seulement des pôles d'excellence mais du système territorial dans son ensemble.

Aussi, une plus grande "connectivité" au niveau du territoire devrait être un bon support à la dissémination des connaissances, des bonnes pratiques et donc de l'innovation déjà existante ou potentielle sur le territoire.

En comparant les axes 2 et 3 il est utile de souligner que l'axe 2 devrait tenir un peu plus compte du principe stratégique (Agenda de Göteborg) d'un développement durable de l'économie du point de vue environnemental, et en même temps le 3<sup>ème</sup> devrait souligner les formes de soutien à la valorisation économique des ressources naturelles et culturelles.



Nous rappelons ce qui a été dit tout à l'heure sur le grand potentiel des spécificités culturelles de la zone en tant que facteur compétitif dans l'économie moderne.

Le 4<sup>ème</sup> axe reprend le thème du polycentrisme qui est désormais consolidé au sein des programmes de coopération transfrontalière.

Si dans la programmation 2000-2006 il était le nœud de l'action, à savoir l'objectif final de l'action était le rééquilibrage territorial, dans la programmation actuelle il doit devenir la base pour accroître la compétitivité et l'attrait de toute la zone et pour garantir une distribution correcte des bénéfices produits ainsi que des coûts supportés.

Aussi, si cet axe est complémentaire des autres trois, il est évident qu'il doit converger au maximum avec le 2<sup>ème</sup>, d'où le besoin d'outils de coordination clairs dans la sélection de propositions de projets portant sur les mêmes thèmes (tourisme, économie de la connaissance, etc.) mais qui devront avoir des objectifs distincts et clairement assignés à l'une ou à l'autre priorité.

Les graphiques 1,2.....6 qui mettent en rapport les objectifs spécifiques des quatre axes, considérés dans les 6 couples possibles, en individuant l'intensité des liens instrumentaux, confirment cette affirmation.

**Graphique n. 1 – Liens instrumentaux entre les objectifs spécifiques des Axes 1 et 2**

	<b>Axe 2 – Innovation et compétitivité</b>			
	<b>Objectifs de l'axe</b> Favoriser le développement de l'innovation et de l'esprit d'entreprise, dans un objectif plus large qui est celui de la compétitivité des PME, de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme et du commerce transfrontalier dans le but de construire sa propre compétitivité dans l'espace plus large méditerranéen et européen			
	<b>Objectifs spécifiques</b>			
<b>Axe 1</b> <b>Accessibilité et réseaux de communication</b>  <b>Objectifs de l'axe</b>  Améliorer l'accès aux réseaux matériels et immatériels et aux services de transport afin de développer une intégration de ces réseaux et de les rendre compétitifs notamment dans une optique de développement des TEN et des autoroutes de la Mer	Développer les réseaux entre universités, centres de recherche, pôles technologiques et scientifiques et entre ces structures et les entreprises	Favoriser la création de plates-formes de dialogue et améliorer la qualité des services innovants communs destinés aux systèmes productifs locaux, visant à favoriser l'accès aux services de l'administration publique et de l'internationalisation	Promouvoir à travers la caractérisation des territoires, des actions conjointes innovantes afin d'améliorer la production et la mise en marché de produits de qualité et d'excellence dans les secteurs agricole, agro alimentaire, de l'artisanat et du tourisme durable.	Coordonner les politiques pour l'innovation afin de promouvoir une orientation commune vers la stratégie de Lisbonne et les transferts de bonnes pratiques.
<b>Objectifs spécifiques</b> 1) Encourager les politiques et les actions conjointe pour développer de nouvelles solutions durables de transport maritime et aérien même entre les ports et aéroports secondaires et renforcer les réseaux et les systèmes de mobilité afin d'améliorer les liaisons transfrontalières	--	Faible	Moyen	Moyen
Utiliser conjointement les TIC afin de : - Contribuer à la sécurité maritime des navires et des personnes - Améliorer l'accessibilité des zones isolées - Favoriser les transports multimodaux terrestres, maritimes et aériens des citoyens - Améliorer l'offre des ports de plaisance et les services touristiques	--	Haut	Haut	Moyen
2) Promouvoir des services logistiques communs, visant à un nouveau positionnement stratégique des ports et des aéroports de la zone et à une intégration des infrastructures existantes avec les TEN et les Autoroutes de la mer.	--	Moyen	Faible	--

**Graphique n. 2 – Liens instrumentaux entre les objectifs spécifiques des Axes 1 et 3**

	<b>Axe 3 Ressources naturelles et culturelles</b>			
	<b>Objectifs de l'axe</b> Promouvoir la protection et la gestion conjointe des ressources naturelles et culturelles, la prévention des risques naturels et technologique dans le but de définir une stratégie commune de développement durable et de valorisation de l'aire de coopération			
	<b>Objectifs spécifiques</b>			
<b>Axe 1</b> <b>Accessibilité et réseaux de communication</b>  <b>Objectifs de l'axe</b>  Améliorer l'accès aux réseaux matériels et immatériels et aux services de transport afin de développer une intégration de ces réseaux et de les rendre compétitifs notamment dans une optique de développement des TEN et des autoroutes de la Mer	Favoriser une gestion intégrée des parcs marins, des parcs naturels, des zones protégées et des zones côtières et développer des actions conjointes de sensibilisation environnementale à travers leur gestion participative.	Développer le contrôle environnemental et la prévention des risques majeurs à travers l'adoption de solutions communes	Promouvoir l'utilisation des sources d'énergies renouvelables et alternatives et diffusion de la culture de l'économie d'énergie.	Développer des actions de coopération et des instruments de gestion commune pour sauvegarder et valoriser les ressources identitaires et culturelles, matérielles et immatérielles.
<b>Objectifs spécifiques</b> 3) Encourager les politiques et les actions conjointes pour développer de nouvelles solutions durables de transport maritime et aérien même entre les ports et aéroports secondaires et renforcer les réseaux et les systèmes de mobilité afin d'améliorer les liaisons transfrontalières	--	--	--	--
Utiliser conjointement les TIC afin de : - Contribuer à la sécurité maritime des navires et des personnes - Améliorer l'accessibilité des zones isolées - Favoriser les transports multimodaux terrestres, maritimes et aériens des citoyens - Améliorer l'offre des ports de plaisance et les services touristiques	Haut	Haut	--	Moyen
4) Promouvoir des services logistiques communs, visant à un nouveau positionnement stratégique des ports et des aéroports de la zone et à une intégration des infrastructures existantes avec les TEN et les Autoroutes de la mer.	--	--	--	Moyen

**Graphique n. 3– Liens instrumentaux entre les objectifs spécifiques des Axes 1 et 4**

	<b>Axe 4 Intégration des ressources et des services</b>			
	<b>Objectifs de l'axe</b> Développer la collaboration et favoriser les créations de réseaux pour améliorer l'accès aux services publics et « fonctions rares » notamment dans les secteurs de la santé, de la culture, du tourisme, de la qualité de vie et de l'éducation afin de contribuer à la cohésion territoriale			
	<b>Objectifs spécifiques</b>			
<b>Axe 1:</b> <b>Accessibilité et réseaux de communication</b> <b>Objectifs de l'axe</b> Améliorer l'accès aux réseaux matériels et immatériels et aux services de transport afin de développer une intégration de ces réseaux et de les rendre compétitifs notamment dans une optique de développement des TEN et des autoroutes de la Mer	Favoriser la cohésion institutionnelle et l'échange des bonnes pratiques selon les priorités du PO à travers la création et le renforcement des réseaux de territoires, collectivités locales et associations.	Favoriser la mise en réseau des structures et des services pour la connaissance, l'innovation, la culture, l'accueil touristique, etc., destinée à accroître la compétitivité et l'attractivité des zones urbaines	Réduire l'exclusion, et favoriser l'intégration sur le marché du travail et la mise en réseau de structures et de services en vue d'accroître la qualité de vie à travers la construction de réseaux entre « fonctions urbaines » (hôpitaux, transport intégré, centres de service communs, services pour l'emploi ...).	Promouvoir des politiques conjointes pour améliorer l'accès aux services publics urbains pour les personnes et les entreprises qui sont localisées en zone rurale et renforcer les liens entre les zones urbaines et rurales
<b>Objectifs spécifiques</b> 1) Encourager les politiques et les actions conjointes pour développer de nouvelles solutions durables de transport maritime et aérien même entre les ports et aéroports secondaires et renforcer les réseaux et les systèmes de mobilité afin d'améliorer les liaisons transfrontalières	Moyen	Moyen	Faible	Faible
Utiliser conjointement les TIC afin de : - Contribuer à la sécurité maritime des navires et des personnes - Améliorer l'accessibilité des zones isolées - Favoriser les transports multimodaux terrestres, maritimes et aériens des citoyens - Améliorer l'offre des ports de plaisance et les services touristiques	Moyen	Moyen	--	Faible
2) Promouvoir des services logistiques communs, visant à un nouveau positionnement stratégique des ports et des aéroports de la zone et à une intégration des infrastructures existantes avec les TEN et les Autoroutes de la mer	--	--	--	--

**Graphique n. 4 – Liens instrumentaux entre les objectifs spécifiques des Axes 2 et 3**

	<b>Axe 3 – Ressources naturelles et culturelles</b>			
	<b>Objectifs de l'axe</b> Promouvoir la protection et la gestion conjointe des ressources naturelles et culturelles, la prévention des risques naturels et technologiques dans le but de définir une stratégie commune de développement durable et de valorisation de l'aire de coopération			
	<b>Objectifs spécifiques</b>			
<b>Axe 2: Innovation et compétitivité</b>  <b>Objectifs de l'axe</b>  Favoriser le développement de l'innovation et de l'esprit d'entreprise, dans un objectif plus large qui est celui de la compétitivité des PME, de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme et du commerce transfrontalier dans le but de construire sa propre compétitivité dans l'espace plus large méditerranéen et européen	Favoriser une gestion intégrée des parcs marins, des parcs naturels, des zones protégées et des zones côtières et développer des actions conjointes de sensibilisation environnementale à travers leur gestion participative.	Développer le contrôle environnemental et la prévention des risques majeurs à travers l'adoption de solutions communes	Promouvoir l'utilisation des sources d'énergies renouvelables et alternatives et diffusion de la culture de l'économie d'énergie.	Développer des actions de coopération et des instruments de gestion commune pour sauvegarder et valoriser les ressources identitaires et culturelles, matérielles et immatérielles.
<b>Objectifs spécifiques</b> 1. Développer les réseaux entre universités, centres de recherche, pôles technologiques et scientifiques et entre ces structures et les entreprises.	Faible	--	--	Moyen
2. Favoriser la création de plates-formes de dialogue et améliorer la qualité des services innovants communs destinés aux systèmes productifs locaux, visant à favoriser l'accès aux services de l'administration publique et de l'internationalisation	--	--	--	Haut
3. Promouvoir à travers la caractérisation des territoires, des actions conjointes innovantes afin d'améliorer la production et la mise en marché de produits de qualité et d'excellence dans les secteurs agricole, agro alimentaire, de l'artisanat et du tourisme durable.	Faible	Faible	--	Haut
4. Coordonner les politiques pour l'innovation afin de promouvoir une orientation commune vers la stratégie de Lisbonne et Goteborg et les transferts de bonnes pratiques.	Haut	Haut	Haut	Haut

**Graphique n. 5 – Liens instrumentaux entre les objectifs spécifiques des Axes 2 et 4**

	<b>Axe 4 Intégration des ressources et des services</b>			
	<b>Objectifs de l'axe</b> Développer la collaboration et favoriser les créations de réseaux pour améliorer l'accès aux services publics et « fonctions rares » notamment dans les secteurs de la santé, de la culture, du tourisme, de la qualité de vie et de l'éducation afin de contribuer à la cohésion territoriale			
	<b>Objectifs spécifiques</b>			
<b>Axe 2: Innovation et compétitivité</b>  <b>Objectifs de l'axe</b>  Favoriser le développement de l'innovation et de l'esprit d'entreprise, dans un objectif plus large qui est celui de la compétitivité des PME, de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme et du commerce transfrontalier dans le but de construire sa propre compétitivité dans l'espace plus large méditerranéen et européen	Favoriser la cohésion institutionnelle et l'échange des bonnes pratiques selon les priorités du PO à travers la création et le renforcement des réseaux de territoires, collectivités locales et associations.	Favoriser la mise en réseau des structures et des services pour la connaissance, l'innovation, la culture, l'accueil touristique, etc., destinée à accroître la compétitivité et l'attractivité des zones urbaines	Réduire l'exclusion, et favoriser l'intégration sur le marché du travail et la mise en réseau de structures et de services en vue d'accroître la qualité de vie à travers la construction de réseaux entre « fonctions urbaines » (hôpitaux, transport intégré, centres de service communs, services pour l'emploi ...).	Promouvoir des politiques conjointes pour améliorer l'accès aux services publics urbains pour les personnes et les entreprises qui sont localisées en zone rurale et renforcer les liens entre les zones urbaines et rurales
<b>Objectifs spécifiques</b>				
1. Développer les réseaux entre universités, centres de recherche, pôles technologiques et scientifiques et entre ces structure et les entreprises.	--	Faible	--	--
2. Favoriser la création de plates-formes de dialogue et améliorer la qualité des services innovants communs destinés aux systèmes productifs locaux, visant à favoriser l'accès aux services de l'administration publique et de l'internationalisation	Haut	--	Moyen	Moyen
3. Promouvoir à travers la caractérisation des territoires, des actions conjointes innovantes afin d'améliorer la production et la mise en marché de produits de qualité et d'excellence dans les secteurs agricole, agro alimentaire, de l'artisanat et du tourisme durable.	Faible	Moyen	--	--
4. Coordonner les politiques pour l'innovation afin de promouvoir une orientation commune vers la stratégie de Lisbonne et les transferts de bonnes pratiques	Moyen	Moyen	Haut	Faible

**Graphique n. 6 – Liens instrumentaux entre les objectifs spécifiques des Axes 3 et 4**

	<b>Axe 4 Intégration des ressources et des services</b>			
	<b>Objectifs de l'axe</b> Développer la collaboration et favoriser les créations de réseaux pour améliorer l'accès aux services publics et « fonctions rares » notamment dans les secteurs de la santé, de la culture, du tourisme, de la qualité de vie et de l'éducation afin de contribuer à la cohésion territoriale			
	<b>Objectifs spécifiques</b>			
<b>Axe 3</b> <b>Ressources naturelles et culturelles</b> <b>Objectifs de l'axe</b> Promouvoir la protection et la gestion conjointe des ressources naturelles et culturelles, la prévention des risques naturels et technologique dans le but de définir une stratégie commune de développement durable et de valorisation de l'aire de coopération.	Favoriser la cohésion institutionnelle et l'échange des bonnes pratiques selon les priorités du PO à travers la création et le renforcement des réseaux de territoires, collectivités locales et associations	Favoriser la mise en réseau des structures et des services pour la connaissance, l'innovation, la culture, l'accueil touristique, etc., destinée à accroître la compétitivité et l'attractivité des zones urbaines	Réduire l'exclusion, et favoriser l'intégration sur le marché du travail et la mise en réseau de structures et de services en vue d'accroître la qualité de vie à travers la construction de réseaux entre « fonctions urbaines » (hôpitaux, transport intégré, centres de service communs, services pour l'emploi ...).	Promouvoir des politiques conjointes pour améliorer l'accès aux services publics urbains pour les personnes et les entreprises qui sont localisées en zone rurale et renforcer les liens entre les zones urbaines et rurales
1. Favoriser une gestion intégrée des parcs marins, des parcs naturels, des zones protégées et des zones côtières et développer des actions conjointes de sensibilisation environnementale à travers leur gestion participative	Haut	Moyen	--	--
2. Développer le contrôle environnemental et la prévention des risques majeurs à travers l'adoption de solutions communes	--	Faible	--	--
3. Promouvoir l'utilisation des sources d'énergies renouvelables et alternatives et diffusion de la culture de l'économie d'énergie	Faible	--	--	--
4. Développer des actions de coopération et des instruments de gestion commune pour sauvegarder et valoriser les ressources identitaires et culturelles, matérielles et immatérielles	Haut	Haut	Moyen	Haut

### **2.4.3. Cohérence entre les Axes et les Thèmes prioritaires**

En ce qui concerne la cohérence interne, il faut souligner que la Task force a accueilli les remarques formulées par l’Evaluateur au sujet des ressources insuffisantes attribuées auparavant à certains thèmes des OCS. La Task force a donc remodelé le plan financier pour chaque typologie de dépense et elle a amélioré de façon significative la correspondance entre la typologie de dépense indicative prévue et les axes.

Le graphique n.7 quantifie, approximativement, les ressources attribuables pour chaque axe et pour chaque thème prioritaire prévu à l’art. 11 du Règlement (CE) n. 1828/2006.

La quantification des ressources aux croisements Axe/Thème prioritaire a été effectuée sur la base des distributions marginales des ressources par axe et par thème.

Il est évident qu’il existe une considérable concentration de ressources financières en correspondance des croisements Axe/Thème prioritaire les plus significatifs.

Pour l’Axe 1, “Accessibilité et réseaux de communication” le thème de dépense est celui des transports dans les composantes des ports, des aéroports et inter-modalité.

Pour l’Axe 2 “Innovation et compétitivité” les ressources seront destinées à la Recherche et développement et à la Société de l’information.

L’Axe 3 “Ressources naturelles et culturelles” devrait utiliser les ressources financières disponibles pour les énergies alternatives, la sauvegarde de l’environnement, la prévention des risques et la culture.

Enfin, l’Axe 4 “Intégration des ressources et des services” devrait orienter les interventions vers les transports, la récupération urbaine/rurale, les infrastructures sociales et le capital humain.



Graphique n. 7 – Relations entre Axe et Thèmes prioritaires– financement FESR – 000 euro

Axe/Objectifs spécifiques	Thèmes prioritaires (coûts indicatifs)										Total 000 €
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
	Recherche et développement technologique , innovation et développement d'entreprise	Société de l'information	Transports	Energie	Environnement et prévention des risques	Culture	Récupération urbaine/rurale	Valorisation du capital humain	Interventions pour infrastructures sociales	Renforcement de la capacité institution au niveau national, régional, local	
<b>Axe 1</b> <b>Accessibilité et réseaux de communication</b>			36.445								36.445
<b>Axe 2</b> <b>Innovation et compétitivité</b>	18.400	5.745						151			24.296
<b>Axe 3</b> <b>Ressources naturelles et culturelles</b>				4.000	21.944	7.500		3.001			36.445
<b>Axe 4</b> <b>Intégration des ressources et des services</b>			1.055				4.500	1.445	7.007	3.000	17.007
<b>Axe 5</b> <b>Assistance technique</b>										7.289	7.289
<b>Total 000 €</b>	<b>18.400</b>	<b>5.745</b>	<b>37.500</b>	<b>4.000</b>	<b>21.944</b>	<b>7.500</b>	<b>4.500</b>	<b>4.597</b>	<b>7.007</b>	<b>10.289</b>	<b>121.482</b>

#### **2.4.4. Aide des priorités à la réalisation des objectifs du Programme**

La stratégie globale du Programme prévoit un objectif général, à savoir:

*“Améliorer la coopération entre les zones frontalières en termes d’accessibilité, innovation, ressources naturelles et culturelle et intégration des ressources et des services visant la cohésion territoriale afin de rendre la région transfrontalière compétitive au niveau international et garantir l’emploi et le développement durable à long terme”.*

Pour atteindre cet objectif stratégique 5 thèmes clé ont été identifiés:

1. le développement des potentiels de l’espace transfrontalier maritime;
2. le renforcement des réseaux matériels et non-matériels ;
3. la compétitivité intégrée dans le contexte méditerranéen et global;
4. la mise en valeur du patrimoine commun du territoire;
5. le partage et l’intégration des fonctions rare et/ou de pointe.

### **3. EGALITE DES CHANCES**

Le principe d'égalité des chances entre femmes et hommes a acquis dans les politiques structurelles de l'Union Européenne, une importance toujours plus marquée: initialement introduit comme un thème considérable pour le seul Fonds Social Européen, il a été étendu à tous les Fonds Structurels dans le cadre de la programmation communautaire 2000-2006 avec l'introduction du soi-disant "gender mainstreaming approach".

Ainsi que pendant la précédente période de programmation, aussi dans la nouvelle phase de programmation 2007-2013, les Autorités de Gestion sont appelées à introduire dans les différents Axes prioritaires et actions, une "perspective de genre" c'est-à-dire sont appelées à déterminer de quelle façon les initiatives financées par les Fonds Structurels contribuent d'un côté à l'élimination des conditions de discrimination ou à la promotion d'égalité entre femmes et hommes et de l'autre côté à la prise en charge des différences existantes entre les besoins et les exigences des femmes et de hommes (dans les entreprises, dans l'organisation des services, dans la conciliation entre exigences de vie et de travail, dans la participation aux initiatives formatives et de politique active etc.). Dans ce but on reporte ci-après quelques suggestions de possibles actions qui pourront être opportunément insérées dans le Programme pour assurer un approche de genre.

De plus, la nouvelle programmation de 2007-2013 ouvre, pour ce qui recouvre le thème de l'égalité des chances, un nouveau scénario d'action, dans lequel en plus de la notion d'égalité des chances hommes-femmes, il apparaît le principe de la non-discrimination, selon l'art.16 du Règlement général sur les Fonds structurels. Cette égalité des chances devient donc un principe transversal de l'action des fonds structurels. A cela s'ajoute le principe d'égalité des chances pour tous et celui de la non-discrimination.

Pour ce qui concerne l'égalité des chances, la dernière version du P.O. accepte les observations formulées par l'Evaluateur, tout en rappelant certaines actions de participation des femmes et de groupes socialement défavorisés. Les opportunités potentielles les plus importantes viennent des axes II, III et IV, comme cela est souligné dans le chapitre 3.1 de ce Rapport.

#### **3.1. Egalité des chances dans le P.O.**

L'analyse du mainstreaming de genre et de non-discrimination a été conduite en tenant compte de la contribution que les interventions programmées peuvent fournir à la réalisation des objectifs primaires définis dans le modèle VISPO, qui a été adapté au nouvel concept d'égalité des chances pour tout le monde et étendu aussi aux sujets désavantagés.

Dans la matrice qui suit les objectifs spécifiques de chacun des axes du PO Italie-France "Maritime" sont mis en rapport avec les quatre objectifs primaires VISPO et avec les sub-articulations relatives afin de définir l'aire d'impact prédominant, direct/indirect des interventions programmées.

Bien que le P.O. relève dans l'optique du contexte de l'égalité des chances quelques possibilités pour les femmes et les sujets socialement défavorisés, le programme met en évidence que l'intégration de la perspective de genre et du principe d'égalité des chances trouve une déclinaison opérationnelle principalement dans l'Axe IV, tandis que les Axes I, II et III, en semblent dépourvus. En général, les objectifs stratégiques du Programme, exception faite pour l'Axe IV, produisent un impact principalement indirect sur les thématiques liées à l'égalité des chances; en effet, il n'y a pas d'actions visant d'une manière spécifique à la mise en place de l'égalité de chances, c'est-à-dire des actions qui présentent ou se caractérisent par un impact direct, en revanche certaines autres actions garantissent une réelle contribution pour l'égalité des chances (impacts indirects) et des actions neutres qui n'engendreront un impact réel qu'en présence de facteurs « gender oriented » dans le processus de mise en œuvre de la programmation.

### 3.2. Les potentialités de l'égalité des chances dans les Axes

Ci-après on illustre synthétiquement les éléments remarquables qui ressortent en analysant chacune des typologies d'impact VISPO, en développant les sub-articulations, par rapport auxquelles on relève les connexions majeurs avec les Axes du PO Italie-France "Maritime".

**Schéma des corrélations entre Objectif VISPO "Améliorer les conditions de la vie afin de mieux répondre aux besoins des femmes et de sujets désavantagés" et objectifs spécifiques du PO Italie-France "Maritime"**

SOUS -ARTICULATIONS OBJECTIFS VISPO	OBJECTIFS SPECIFIQUES PO "Maritime"			
	AXE I	AXE II	AXE III	AXE IV
Améliorer le système de <i>welfare</i> au niveau territorial				□
Créer et développer des réseaux en mesure de répondre aux besoins des personnes et d'offrir de services aux familles, dans une optique <i>women et family friendly</i> , avec une attention particulière aux services de proximité	□		□	□□
Favoriser l'innovation et l'échange de connaissance dans le domaine de services de proximité, conciliation, mobilité, organisations des temps.	□		□	□□
Promouvoir/souvenir modèles de gouvernance des politiques d'égalité des chances				

Légende: - = négatif; □ = positif ouvert à une perspective d'égalité; □□ = positif construit sur l'égalité

Les effets positifs qui probablement on pourra enregistrer sur ce point, exception faite pour l'Axe IV, sont essentiellement de type indirect, puisque ils ont de conséquences positives qui ne représentent pas le focus central des finalités poursuivies par les interventions programmées:

- L'Axe I concourt à **favoriser l'innovation et l'échange de connaissances en matière de services de proximité, conciliation, mobilité, organisation du temps** ; dans le cadre de la coopération transfrontalière sont prévues des activités spécifiques pour l'utilisation d'instruments des TIC afin de contribuer à la sécurité maritime des personnes et pour l'amélioration de l'accessibilité aux zones isolées. En outre, il concourt à **créer et développer des réseaux en mesure de répondre aux besoins des personnes et d'offrir de services aux familles, dans une optique « women et family friendly »**.
- L'Axe III pourrait concourir à **favoriser l'innovation et l'échange de connaissances dans le domaine de services de proximité, conciliation, mobilité, organisation du temps**, à travers des instruments et systèmes pour la sensibilisation visée à toutes les entreprises afin de promouvoir l'amélioration de la qualité de la vie de femmes et des sujets désavantagés.
- L'Axe IV "Intégration des ressources et des services" peut contribuer à **créer et développer des réseaux en mesure de répondre aux besoins des personnes et d'offrir de services aux familles, dans une optique women et family friendly, avec une attention particulière aux services de proximité et favoriser l'innovation et l'échange de connaissances en matière de services de proximité, conciliation, mobilité, organisation du temps**, à travers des instruments et systèmes pour la sensibilisation visée à toutes les entreprises. En outre, l'Axe IV contribue à **améliorer le système de welfare au niveau territorial** à travers une approche multidimensionnel au thème de l'inclusion sociale.

Les potentialités des quatre objectifs spécifiques à propos de corrélation avec l'objectif Vispo "Améliorer les conditions de la vie afin de mieux répondre aux besoins des femme et des sujets désavantagés" se pourrait expliciter comme suit:

- L'Axe I pourrait contribuer à **favoriser l'innovation en matière de services de proximité et améliorer l'offre de services aux familles** si on donne expressément espace aux études visant à connaître les exigences de mobilité de la population féminine et des sujets handicapés et si, dans l'amélioration de l'offre des ports et des services touristiques, on garantit un bon niveau d'accessibilité pour tous les sujets, en particulier pour les sujets qui sont porteurs des besoins spécifiques (personnes âgées, handicapés, familles etc).
- Dans l'Axe III on pourrait promouvoir des projets de coopération dans le domaine touristique culturel à travers l'organisation conjointe de services, parcours, structures pour favoriser l'accessibilité et la jouissance idée aussi pour personnes avec une

“habileté différente” et **favoriser ainsi l’innovation en matière de services de proximité et mobilité et améliorer l’offre de services aux familles.**

- Dans l’Axe IV on pourrait mettre l’accent sur le thème de l’amélioration de conditions de la vie urbaine dans une optique de women et family friendly, en se referant à la nécessité d’offrir un paquet de services “sensible” aux différentes exigences des usagers, avec des actions qui puissent prévoir: plans des temps et des horaires, développement et diversification de l’offre de services primaires avec une haute valence sociale, même en terme d’accessibilité, prix contenus et proximité des services offerts.

**Schéma des corrélations entre Objectif VISPO “Améliorer l’accès des femmes et des sujets désavantagés au MDT et à la formation” et objectifs spécifiques du PO Italie-France “Maritime.**

SOUS -ARTICULATIONS OBJECTIFS VISPO	OBJECTIFS SPECIFIQUES PO “Maritime”			
	AXE I	AXE II	ASSE III	ASSE IV
Augmenter l’employabilité et l’occupation féminine et des sujets désavantagés	□	□	□	□
Diffuser compétences et méthodologies sur la promotion de l’égalité des chances entre les opérateurs				
Souvenir et promouvoir la participation des femme set des sujets désavantagés aux différent niveaux du système formatif		□	□	
Promouvoir et sensibiliser l’adaptation des différents niveaux du système formatif aux problématique de genre				
Intégrer les systèmes de l’instruction, de la formation et de la recherche		□		

Légende: - = négatif; □= positif ouvert à une perspective d’égalité; □□= positif construit sur l’égalité

Aucune des interventions prévues par les objectifs ne prévoit des mesures spécifiques pour l’employabilité féminine et des sujets désavantagés, ou des actions de soutien pour faciliter leurs accès et leur permanence dans le marché du travail (horaires concentrés, différenciés et flexibles et voucher pour services de cure, formes programmées et réglées par des contrats de télé-travail pour figures professionnels moyennes et etc.).

Bine que indirectement, les sub-articulations de l’objectif VISPO qui présentent les corrélations les plus grandes avec les objectifs spécifiques du programme sont les sub-articulations qui concernent **l’augmentation de l’emploi et de l’activité féminine et le soutien et la promotion à la participation des femmes aux différents niveaux du système.**

L'analyse du contexte contenu dans le programme a mis en évidence une forte croissance de la scolarisation féminine enregistrée dans tous les territoires impliqués, et en ce sens il apparaît fondamental de viser à l'amélioration de la condition féminine dans le secteur de la recherche surtout grâce à la participation féminine aux programmes scientifique-technologiques. Pourtant il faudrait prévoir des interventions visant à renforcer la présence féminine dans la recherche, l'innovation (aussi à travers le soutien à la création de start up académique) et dans la formation, en particulier la formation technique-scientifique.

**Schéma des corrélations entre Objectif VISPO “Améliorer la condition des femme set des sujets désavantagés sur le travail et redistribuer le travail de cure” et objectifs spécifiques du PO Italie-France “Maritime.”**

SOUS -ARTICULATIONS OBJECTIFS VISPO	OBJECTIFS SPECIFIQUES PO “Maritime”			
	AXE I	AXE II	AXE III	AXE IV
Réduire les écarts entre travailleur et travailleuses dans les parcours professionnel				
Promouvoir actions à soutien de femmes occupées et des sujets désavantagés occupé avec des modalités contractuels atypiques et/ou discontinues afin de soutenir les transitions et stabiliser les conditions de travail				
Promouvoir actions visant à accroître la compatibilité entre vie professionnelle et extra-professionnelle				□□
Promouvoir formes de stimulation et/ou critères préférentiels de faveur dans l'attribution des aides aux entreprises qui adoptent horaires, temps et organisation du travail family friendly				
Promouvoir formes d'accompagnement pour la rentrée des travailleuses et des travailleurs dans les périodes d'absence pour raisons de cure				
Promouvoir l'adaptabilité des laboratoires aux usagers	□			

Légende: - = négatif; □= positif ouvert à une perspective d'égalité; □□= positif construit sur l'égalité

L'objectif général de l'Axe IV concourt à produire des effets positifs en termes d'égalité des chances, en s'appuyant particulièrement sur la possibilité de **promouvoir actions visant à accroître la compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle**, à travers la “réalisation d'actions conjointes afin d'améliorer l'accessibilité de la population aux structures sanitaires et sociales” et la création d'aires thématiques orientées vers l'offre de

services dans le domaine culturel, de l’instruction et de la santé. En effet, les interventions de renforcement des services en général, de réorganisation structurelle des villes, d’amélioration de la vie dans les aires urbaines et, finalement, les interventions visant à satisfaire les besoins sociaux primaires, peuvent produire un impact significatif.

En analysant, finalement, l’Axe I on relève que les interventions proposées pourraient concourir à **promouvoir faculté d'adaptation des travailleurs et des entreprises** en prévoyant, surtout dans les zones isolées, des plans de déplacement domicile-travail pour les travailleurs et les travailleuses des entreprises

**Schéma des corrélations entre Objectif VISPO “Promouvoir la participation des femme set des sujets désavantagés à la création des activités socio-économiques et objectifs spécifiques du PO Italie-France “Maritime”.**

SOUS -ARTICULATIONS OBJECTIFS VISPO	OBJECTIFS SPECIFIQUES PO “Maritime”			
	AXE I	AXE II	AXE III	AXE IV
Améliorer l’accessibilité et la garantie pour les femme et pour les sujets désavantagés des lois d’aide et soutien à la création d’entreprise				□
Orienter et soutenir l’activité d’entreprise et le travail autonome féminin et des sujets désavantagés vers des secteurs productifs en expansion et/ou à caractère innovant			□	
Élaborer des mesures de soutien à la création d’entreprise féminine et des sujets désavantagés et diffuser la culture d’entreprise		□		

Légende: - = négatif; □= positif ouvert à une perspective d’égalité; □□= positif construit sur l’égalité

Dans le programme aucune action visant à promouvoir la participation des femmes et de sujets désavantagés à la création d’activités socio-économiques n’a été prévue. On signale les potentialités suivantes relativement à l’objectif spécifique de la VISPO:

- l’Axe II pourrait concourir à mettre en place des **mesures d’accompagnement à la création d’entreprise par les femme et les sujets désavantagés**, si on garantit expressément la juste attention à des actions visant à faciliter l’intégration dans le marché du travail, soit subordonné soit indépendant, à travers le soutien par des réseaux d’entreprises et associations qui opèrent dans la promotion d’initiatives high-tech conduites par des personnels féminins.



- Dans l'Axe III les actions visant à la valorisation des ressources naturelles et environnementales et à l'amélioration de la qualité et la sauvegarde du patrimoine culturel, accroissent l'offre des biens et services dans ces secteurs, et elles ont une incidence directe principalement sur les opportunités d'occupation et sur la création de conditions et de contextes qui peuvent, , **soutenir l'activité d'entreprises et le travail autonome féminin et des sujets désavantagés vers de secteurs productifs en expansion et/ou à caractère innovant.** Pourtant, dans le cadre des actions possibles définies dans le Programme on pourrait prévoir des actions de soutien à la création et au développement d'initiatives d'entreprises de mise en valeur du patrimoine naturel et culturel présentés par jeunes, femmes et sujets qui appartiennent aux catégories faibles.
- Enfin, l'objectif général de l'Axe IV et les possibles actions prévues seront capables de produire des effets positifs en termes d'égalité des chances, en influant surtout sur la possibilité d'**améliorer l'accessibilité et la garantie pour les femmes et pour les sujets désavantagés des lois d'incitation et de soutien à la création d'entreprise.** En effet, les interventions de développement des services en général, réorganisation structurelle des villes, d'amélioration de la vie dans les zones urbaines et finalement les interventions visant à satisfaire les besoins sociaux primaires, peuvent produire un impact significatif si on inclue de formes spécifiques de soutien.

## 4. RESULTATS ET IMPACTS

La définition des résultats et des impacts attendus se réalise à travers :

- L'analyse et l'aide à la mise au point d'un système d'indicateurs de résultat et d'impact;
- L'évaluation de la **significativité**, mesurabilité et utilisabilité des indicateurs proposés;
- L'assistance pour la quantification des cibles des indicateurs;
- L'évaluation des impacts potentiels du programme, notamment par rapport à la Stratégie de Lisbonne, et à la cohérence avec ses cibles relatifs à la formation, aux taux d'activité et à la lutte contre l'exclusion aussi en référence aux résultats explicités dans le rapport environnemental.

### 4.1. Les réponses aux questions

#### 4.1.1. Question n° 1 – Incidences territoriales

Une analyse des incidences territoriales des orientations stratégiques a-t-elle été menée ?

Si oui, avec quelles conséquences pour le Programme ?

**La réponse est négative : le Programme ne prend pas en compte les effets qui pourraient se produire a priori sur les territoires.**

#### 4.1.2. Question n° 2 – Capacité de compenser les déséquilibres

Le Programme semble-t-il avoir la capacité de compenser au moins en partie les déséquilibres territoriaux de la zone étudiée ?

**La réponse est double :**

- **si l'on considère le montant des ressources disponibles, imaginer de réduire les déséquilibres territoriaux et de rapprocher les territoires défavorisés aux territoires le plus développés apparaît comme une velléité ;**
- **si, par contre, l'on considère les objectifs du Programme en termes de connaissances, d'activités communes et d'échanges mutuels entre citoyens, institutions et entreprises, la réponse est sans aucun doute positive.**

#### **4.1.3. Question n° 3 – Indicateurs**

Pour ce qui concerne les indicateurs , trois aspects ont été considérés :

- l'adéquation
- la cohérence
- la qualité

Pour ce qui est de la cohérence des indicateurs , on relève encore certaines imprécisions dans l'interprétation, lorsque des indicateurs de réalisation sont considérés comme des indicateurs de résultat.

Cette cohérence concerne le système des indicateurs dans leur globalité et elle évalue la proportionnalité de la filière « Objectifs spécifiques/actions possibles/indicateurs de réalisations/indicateurs de résultats », en soulignant des lacunes importantes pour certains éléments de la filière.

La cohérence entre chaque élément de la filière est évaluée au niveau de l'axe, comme on peut le voir sur le graphique 8.

Sur ce graphique on remarque une cohérence significative entre objectifs spécifiques et actions possibles ; entre celles-ci et les indicateurs de réalisation, et entre les indicateurs de réalisation et ceux de résultat .

## Grafique n. 8

### Axe prioritaire 1: Accessibilité et réseaux de communication

Objectifs spécifiques	Actions	Indicateurs	Indicateurs
		Réalisation	Résultat
a) Encourager les politiques et les actions conjointes pour développer de nouvelles solutions durables de transport maritime et aérien même entre les ports et aéroports secondaires et renforcer les réseaux et les systèmes de mobilité afin d'améliorer les liaisons transfrontalières.	a) Actions de coordination entre ports, aéroports et inter ports à travers l'utilisation de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), et plus particulièrement l'inter-fonctionnalité des services aéroportuaires et portuaires commerciaux, de la pêche et des marchandises, dans la logique de développement des AdM (Ob. 1)	Infrastructures/outils de communication et/ou de connexion réalisés ou développés entre les ports, aéroports et inter ports de l'espace de coopération	Interconnexion de ports et/ou aéroport et/ou inter ports
b) Utiliser conjointement les TIC afin de : - Contribuer à la sécurité maritime des navires et des personnes - Améliorer l'accessibilité des zones isolées - Favoriser les transports multimodaux terrestres, maritimes et aériens des citoyens - Améliorer l'offre des ports de plaisance et les services touristiques	b) Création des dispositifs de contrôle du trafic maritime à travers l'utilisation de systèmes radar, de technologies satellitaires, de réseaux de transmissions donnés et de systèmes de communication (Ob. 2)	Dispositifs communs de TIC adoptés pour assurer et contrôler le trafic maritime dans la zone de coopération	Interconnexion des banques de données sur le contrôle du trafic maritime
c) Promouvoir des services logistiques communs, visant à un nouveau positionnement stratégique des ports et des aéroports de la zone et à une intégration des infrastructures existantes avec les TEN et les Autoroutes de la mer.	c) WI-FI pour la zone de coopération à travers l'intégration et le développement des réseaux existants dans les zones où on enregistre une faillite du marché	Antennes WI-FI placées	Nouveaux services d'informatique et nouveaux dispositifs de connaissance, liés aux actions de la coopération transfrontalière, pour les entreprises, les institutions locales et les organisations
	d) Développement de systèmes d'information sur la mobilité intermodale (Info-mobility) intégrée (Ob. 2)	Systèmes TCI développés afin d'améliorer l'accès et le transport maritime, routier et aérien dans la zone de coopération	Nouveaux services touristiques (y compris le tourisme nautique) offerts dans la zone de coopération

	e) Création d'un réseau unique de ports et de services touristiques mettant en évidence la qualité de l'offre touristique et le développement des ports de plaisance (Ob. 2)	Réseaux télématiques de ports et des services touristiques	Projets de plateformes logistiques intégrées
	f) Etude de faisabilité pour la création d'une plateforme logistique (Ob. 3)	Etudes pour la création de plateforme logistiques intégrées	

### Axe prioritaire 2: Innovation et compétitivité

Objectifs spécifiques	Actions	Indicateurs	Indicateurs
		Réalisation	Résultat
1) Développer les réseaux entre universités, centres de recherche, pôles technologiques et scientifiques et entre ces structures et les entreprises.	1) Création de réseaux entre d'université et centres de formation supérieure pour le développement d'offres de haute formation et d'amélioration des potentiels de réceptivité des services de formation supérieure	Accords/protocoles pour le transfert de know-how signés entre centres de recherche, pôles technologiques et entreprises	Nouveaux réseaux établis entre le monde scientifique et celui des entrepreneurs
2) Favoriser la création de plates-formes de dialogue et améliorer la qualité des services innovants communs destinés aux systèmes productifs locaux, visant à favoriser l'accès aux services de l'administration publique et de l'internationalisation	2) Développer l'esprit d'entreprise à travers les échanges dans le domaine scolaire et professionnel en particulier dans les secteurs de l'écologie, de la technologie et de restauration	Initiatives de coopération R&S entre les universités, les centres de recherche et les entreprises. Initiatives d'échange entre les écoles et le monde du travail	Nouveaux réseaux établis entre le monde scientifique et celui des entrepreneurs
3) Promouvoir à travers la caractérisation des territoires, des actions conjointes innovantes afin d'améliorer la production et la mise en marché de produits de qualité et d'excellence dans les secteurs agricole, agro alimentaire, de l'artisanat et du tourisme durable.	3) Création d'un réseau unique de services pour les PME afin d'intégrer les opportunités de localisation et le développement de toute la zone, par l'adoption de protocoles et de modèles d'intervention communs	Entreprises connectées aux réseaux de services avancés et applications pour/aux entreprises	Nouveaux réseaux établis entre le monde scientifique et celui des entrepreneurs
4) Coordonner les politiques pour l'innovation afin de promouvoir une orientation commune vers la stratégie de Lisbonne de Göteborg et les transferts de bonnes pratiques.	4) Création de chantiers d'expérimentation dans les entreprises pour l'innovation des métiers en voie de disparition (restauration des édifices, etcetera) (Ob. 2)	Centres expérimentales activés	Augmentation de niveau d'utilisation d'internet dans les entreprises concernées par les projets transfrontaliers

	5) Adoption de solutions jointes de "high technology" et de techniques liées à la société de l'information dans le secteur rural, touristique et commercial (Ob. 3)	<p>Actions innovantes pour les secteurs rural, touristique et commercial.</p> <p>Actions de formation dans l'agriculture et dans le secteur forestier</p>	Entreprises du secteur rural, touristique ou bien commercial qui ont adopté des actions novatrices (commerce électronique, commerce de petit envergure, promotion de paniers communs, nouvelles actions de promotion touristique, etc.)
	6) Laboratoire permanent capable de produire know-how sur des Modèles et Méthodiques utiles à la Programmation Territoriale Stratégique de l'innovation (Ob. 4)	Laboratoire permanent	Plan d'action intersectorial orienté à la Stratégie de Lisbonne

### Axe prioritaire 3: Ressources naturelles et culturelles

Objectifs spécifiques	Actions	Indicateurs	Indicateurs
		Réalisation	Résultat
1) Favoriser une gestion intégrée des parcs marins, des parcs naturels, des zones protégées et des zones côtières ; développer des actions conjointes de sensibilisation environnementale à travers leur gestion participative.	1) Construction d'un Agenda 21 dans la zone de coopération et adoption d'un Plan d'action intégré pour le développement durable	Initiatives de promotion de la biodiversité et pour la sauvegarde de la nature	Superficie de zones protégées concernées par des projets de gestion environnementale commune
2) Développer le contrôle environnemental et la prévention des risques majeurs à travers l'adoption de solutions communes	2) Développement de pratiques pour une gestion commune des parcs naturels et de la création d'un réseau de parcs marins	Création de réseaux de parcs naturels et marins	Superficie de zones protégées concernées par des projets de gestion environnementale commune

3) Promouvoir l'utilisation des sources d'énergies renouvelables et alternatives, diffusion de la culture de l'économie d'énergie, en privilégiant comme bénéficiaires les partenaires qui aient prouvé expérience en matière d'énergie	3) Actions de sensibilisation des étudiants, aux thèmes environnementaux et également aux stratégies pour la sauvegarde de l'environnement, de la nature et pour l'utilisation des ressources énergétiques	Nouvelles actions de sensibilisation aux thèmes environnementaux (sauvegarde de l'environnement et de la nature, utilisation des ressources énergétiques)	Sujets impliqués par les nouvelles actions de sensibilisation
4) Développer des actions de coopération et des instruments de gestion commune pour sauvegarder et valoriser les ressources identitaires et culturelles, matérielles et immatérielles, les sites et les monuments	4) Système d'intervention contre les incendies communs à travers l'utilisation de systèmes de monitoring et contrôle automatique de relevés intégrés à des systèmes satellitaires	Projets proposant des solutions techniques expérimentales et des dispositifs physiques pour la prévention des incendies	Superficie boisée et côtière sauvegardée par l'utilisation de dispositifs communs
	5) Création d'une coordination unique pour le développement de la production d'énergies durables afin de promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables et répandre la culture de l'épargne et de l'efficacité énergétique en particulier en utilisant les bonnes pratiques	Actions de monitoring et de prévention des phénomènes d'érosion côtière  Actions informatives à niveau transfrontalier pour diffuser la culture de l'épargne énergétique	Institution qui adoptent des méthodologies communes pour la prévention des risques naturels ou technologiques et pour l'utilisation d'énergies renouvelables
	6) Réalisation d'initiatives conjointes de sauvegarde et de valorisation du patrimoine culturel commun matériel et immatériel (identité culturelle, racines, traditions communes, sites et monuments, musées thématiques, archéologie industrielle etc.)	Actions culturelles valorisant les éléments d'identité communs dans l'espace transfrontalier	Méthodologies de travail conjointes pour la valorisation des ressources culturelles dont on peut jouir dans la zone de coopération  Nouvelles initiatives culturelles (sites, parcours et événements) réalisées par l'échange transfrontalier

#### Axe prioritaire 4: Intégration des ressources et des services

Objectifs spécifiques	Actions	Indicateurs	Indicateurs
		Réalisation	Résultat
1) Favoriser la cohésion institutionnelle et l'échange des bonnes pratiques selon les priorités du PO à travers la création et le renforcement des réseaux de territoires, collectivités locales et associations.	1) Création de réseaux thématiques orientés à intégrer l'offre de services afin de diffuser les opportunités dans l'ensemble du territoire transfrontalier (culture, éducation, commerce, espaces scéniques, etc.) (Ob. 1)	Réseaux thématiques (formatives, culturelles, ludiques, sportives, sociales et touristiques) créés dans l'espace de coopération	Transfert de pratiques entre une région et les autres
2) Favoriser la mise en réseau des structures et des services pour la connaissance, l'innovation, la formation, la culture, l'accueil touristique, etc., destinée à accroître la compétitivité et l'attractivité des zones urbaines	2) Création d'un réseau de coopération entre les villes de la zone afin de gérer les dynamiques impulsées par les réseaux et coordonner les politiques urbaines (Ob. 2)	Nouveaux outils de TIC pour la mise en réseaux d'institutions qui agissent dans les domaines de la formation, culturel, sportif, de la santé, du social et touristique	Offre de nouveaux services intégrés dans les domaines de la formation, culturel, sportif, de la santé, du social et touristique
3) Réduire l'exclusion, et favoriser l'intégration sur le marché du travail et la mise en réseau de structures et de services en vue d'accroître la qualité de vie à travers la construction de réseaux entre « fonctions urbaines » (hôpitaux, transport intégré, centres de service communs, services pour l'emploi ...).	3) Réalisation d'actions conjointes dans le but d'améliorer l'accessibilité de la population aux structures sanitaires et sociales (Ob. 3)	Actions conjointes pour améliorer l'accessibilité à la santé et aux services sanitaires	Nouveaux services créés pour améliorer l'accessibilité à la santé et aux services sanitaires
4) Promouvoir des politiques conjointes pour améliorer l'accès aux services publics urbains pour les personnes et les entreprises qui sont localisées en zone rurale et renforcer les liens entre les zones urbaines et rurales	4) Création de réseaux associatifs et d'administrations publiques afin de coordonner et harmoniser les actions pour la prévention des risques sociaux des jeunes (Ob. 3)	Actions conjointes visant à prévenir des risques sociaux des jeunes	Associations et institutions concernées
	5) Création d'un réseau de coopération entre les villes de la zone transfrontalière, chargé de gérer les dynamiques polycentriques existantes dans la zone et de la coordination des politiques urbaines (Ob. 4)	Actions de coopération en réseau entre les villes de la zone transfrontalière	Villes concernées dans la définition des politiques conjointes pour améliorer les services publics urbains



En ce qui concerne la **qualité des indicateurs** il faut dire tout d'abord que l'analyse est conduite sur la base de cinq critères:

1. **significativité** par rapport à l'objectif spécifique (l'indicateur saisit-il le sens de l'objectif?)
2. **identifiabilité** (l'objet que l'indicateur veut mesurer est-il suffisamment déterminé?)
3. **repérabilité** par monitoring (les données sont-elles facilement repérables sur le système de monitoring)
4. **onérosité** de la procédure de recueil (les procédures nécessaires à quantifier la donne sont-elles simples? Sont-elles complexes? Nécessitent-elles des relevés ou des élaborations ad hoc?)
5. **intégrabilité** (les données des indicateurs peuvent-elles intégrer les données provenant d'autres sources?)

A chacun des indicateurs pour chaque critère un score de 1 à 4 a été attribué, selon une échelle croissante de valeurs.

Les résultats de l'analyse sont indiqués synthétiquement dans le tableau qui suit et analytiquement dans le tableau successif.

**Tab. n. 2 – Indicateurs proposés par le PO classés par typologie**

Axe	Indicateurs		Total
	de réalisation	de résultat	
A1	6	5	11
A2	7	4	11
A3	6	6	12
A4	5	5	20
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>20</b>	<b>44</b>

**Tab. n. 3 – Evaluation generale des indicateurs par niveau et typologie**

Typologie indicateur	A spécifier						Total
	Elevée	Consistante	Faible	Nulle	Non évaluables		
	Significativité						
De réalisation	15	9	0	0	0	0	24
De résultat	7	13	0	0	0	0	20
Total	22	22	0	0	0	0	44
	Identifiabilité						
De réalisation	18	6	0	0	0	0	24
De résultat	7	13	0	0	0	0	20
Total	25	19	0	0	0	0	44
	Reperibilité par monitoring						
De réalisation	22	1	1	0	0	0	24
De résultat	4	5	7	4	0	0	20
Total	26	6	8	4	0	0	44
	Onérosité						
De réalisation	0	0	6	18	0	0	24
De résultat	8	3	3	6	0	0	20
Total	8	3	9	24	0	0	44
	Integrabilité par sources différentes						
De réalisation	0	0	0	24	0	0	24
De résultat	0	0	0	20	0	0	20
Total	0	0	0	44	0	0	44

**Légende:** 1: Elevée; 2: Consistante; 3: Faible, 4: Nulle; 5: A spécifier

En ce qui concerne la **significativité**, le système d'indicateurs réalise de bonnes performances, surtout pour les indicateurs de réalisations, qui se place entre le niveau élevé et conséquent, là où les indicateurs de résultats se révèlent moins convaincants sur le plan de la significativité.

L'**identifiabilité** se place à un niveau élevé de la production soit pour les indicateurs de réalisations soit pour les indicateurs de résultats.

Les données de monitoring présentent une **reperabilité** élevée exclusivement pour les indicateurs de réalisations et nulle pour le résultats.

Le recueil des indicateurs de réalisations n'apparaît pas particulièrement onéreux alors que le même est onéreux pour les indicateurs de résultats.

Il n'y a aucune possibilité d'intégrer les données concernant chaque indicateur à travers les sources diverses du monitoring.

**Tab. n. 4 – Indicateurs et critères d'évaluation**

Cod. axe	Dénomination de l'indicateurs		Critères d'évaluation					
			Significativité	Identifiabilité	Reperibilité par monitoring	Oncrosité	Intégrabilité par sources différentes	Notes et observations
Priorité 1 : Accessibilité et Réseaux de communication								
A1	réal.	Infrastructures/outils de communication et/ou connexion réalisés ou développés entre les ports, aéroports et inter ports de l'espace de coopération	2	2	1	4	4	
A1	réal.	Dispositifs communs de TIC adoptés pour assurer et contrôler le trafic maritime dans la zone de coopération	1	1	1	4	4	
A1	réal.	Antennes WI-FI placées	2	2	1	4	4	
A1	réal.	Systèmes TIC développés afin d'améliorer l'accès et le transport maritime, routier et aérien dans la zone de coopération	1	1	1	4	4	
A1	réal.	Réseaux télématiques de ports et des services touristiques	1	1	1	4	4	
A1	réal	Etudes pour la création de plateforme logistiques intégrées	1	1	1	4	4	
A1	rés.	Interconnexion de ports et/ou aéroport et/ou inter ports	1	1	1	4	4	
A1	rés.	Interconnexion des banques de données sur le contrôle du trafic maritime	2	2	2	1	4	
A1	rés.	Nouveaux services d'informatique et nouveaux dispositifs de connaissance, liés aux actions de la coopération transfrontalière, pour les entreprises, les institutions locales et les organisations	2	2	2	4	4	
A1	rés.	Nouveaux services touristiques (y compris le tourisme nautique) offerts dans la zone de coopértion	1	1	1	4	4	
A1	rés.	Projets de plateformes logistiques intégrées	1	1	1	4	4	

Cod. axe	Dénomination de l'indicateurs		Critères d'évaluation					
			Significativité	Identifiabilité	Reperibilité par monitoring	Onerosité	Intégrabilité par sources différentes	Notes et observations
Priorité 2 : Innovation et compétitivité								
A2	Réal	Accords/protocoles pour le transfert de know-how signés entre centres de recherche, pôles technologiques et entreprises	1	1	1	4	4	
A2	Réal	Initiatives de coopération R&S entre les universités , les centres de recherche et les entreprises. Initiatives d'échange entre les écoles et le monde du travail	1	1	1	4	4	
A2	Réal	Entreprises connectées aux réseaux de services avancés et applications pour/aux entreprises	1	1	1	4	4	
A2	Réal	Centres expérimentaux activés	1	2	2	3	4	
A2	Réal	Actions innovantes pour les secteurs rural, touristique et commercial.	1	1	1	4	4	
A2	Réal	Actions de formation dans l'agriculture et dans le secteur forestier	2	1	1	4	4	
A2	Réal	Laboratoire permanent	1	1	1	4	4	
A2	Rés.	Nouveaux réseaux établis entre le monde scientifique et celui des entrepreneurs	2	2	2	4	4	
A2	Rés.	Augmentation de niveau d'utilisation d'internet dans les entreprises concernées par les projets transfrontaliers	2	2	4	1	4	
A2	Rés.	Entreprises du secteur rural, touristique ou bien commercial qui ont adopté des actions novatrices (commerce électronique, commerce de petit envergure, promotion de paniers communs, nouvelles actions de promotion touristique, etc.)	2	2	4	1	4	
A2	Rés.	Plan d'action intersectoriel orienté selon la Stratégie de Lisbonne	2	2	3	1	4	

Cod. axe	Dénomination de l'indicateurs		Critères d'évaluation					
			Significativité	Identifiabilité	Reperibilité par monitoring	Oncrosité	Intégrabilité par sources différentes	Notes et observations
Priorité 3 : Ressources naturelles et culturelles								
A3	réal	Initiatives de promotion de la biodiversité et pour la sauvegarde de la nature	1	2	1	4	4	
A3	réal.	Création de réseaux de parcs naturels et marins	1	1	1	4	4	
A3	réal.	Nouvelles actions de sensibilisation aux thèmes environnementaux (sauvegarde de l'environnement et de la nature, utilisation des ressources énergétiques)	2	1	1	4	4	
A3	réal.	Projets proposant des solutions techniques expérimentales et des dispositifs physiques pour la prévention des incendies	2	1	1	3	4	
A3	réal.	Actions de monitoring et de prévention des phénomènes d'érosion côtière	1	1	1	4	4	
A3	réal.	Actions informatives à niveau transfrontalier pour diffuser la culture de l'épargne énergétique	2	1	1	4	4	
A3	réal	Actions culturelles valorisant les éléments d'identité communs dans l'espace transfrontalier	2	1	1	4	4	
A3	Rés.	Superficie de zones protégées concernées par des projets de gestion environnementale commune	1	1	3	1	4	
A3	Rés.	Sujets impliqués par les nouvelles actions de sensibilisation	1	2	3	1	4	
A3	Rés.	Superficie boisée et côtière sauvegardé par l'utilisation de dispositifs communs	1	2	3	2	4	
A3	Rés.	Institution qui adoptent des méthodologies communes pour la prévention des risques naturels ou tecnologiques et pour l'utilisation d'énergies renouvelables	2	1	4	3	4	
A3	Rés.	Méthodologies de travail conjointes pour la valorisation des ressources culturelles jouir de la zone de coopération	2	2	4	1	4	

Cod. axe	Dénomination de l'indicateurs		Critères d'évaluation					
			Significativité	Identifiabilité	Reperibilité par monitoring	Onerosité	Intégrabilité par sources différentes	Notes et observations
A3	Rés.	Nouvelles initiatives culturelles (sites, parcours et événements) réalisées par l'échange transfrontalier	2	2	3	2	4	
<b>Priorité 4 : Intégration des ressources et des services</b>								
A4	Réal	Réseaux thématiques (formatifs, culturels, ludiques, sportifs, sociaux et touristiques) créés dans l'espace de coopération	1	1	1	4	4	
A4	réal.	Nouveaux outils de TIC pour la mise en réseaux d'institutions qui agissent dans les domaines de la formation, ou culturel, sportif, ou de la santé, du social et touristique	2	1	1	3	4	
A4	réal.	Actions conjointes pour améliorer l'accessibilité à la santé et aux services sanitaires	1	2	1	3	4	
A4	Réal	Actions conjointes visant à prévenir des risques sociaux des jeunes	1	2	1	3	4	
A4	Réal	Actions de coopération en réseau entre les villes de la zone transfrontalière	2	2	1	3	4	
A4	Rés.	Transfert de pratiques entre une région et les autres	2	2	3	1	4	
A4	Rés.	Offre de nouveaux services intégrés dans les domaines de la formation, culturel, sportif, de la santé, du social et touristique	2	2	3	3	4	
A4	Rés.	Nouveaux services créés pour améliorer l'accessibilité à la santé et aux services sanitaires	1	2	3	2	4	
A4	Rés.	Associations et institutions concernées	2	1	2	3	4	
A4	Rés.	Villes concernées dans la définition des politiques conjointes pour améliorer les services publics urbains	2	1	1	4	4	

**Légende:** 1: Elevée; 2: Consistante; 3: Faible, 4: Nulle; 5: A spécifier

## 4.2. Evaluation de l'impact du programme

Le PO Italie-France Maritime présente un ensemble de 20 indicateurs d'impact afférents aux premiers 4 Axes prioritaires.

Conformément à ce qui est prévu par les orientations communautaires compétentes en la matière<sup>1</sup>, le relevé des indicateurs d'impact est garanti par des sources statistiques officielles qui permettent de disposer de valeurs de départ fiables et comparables dans le temps.

*Tableau des indicateurs d'impact*

Indicateurs	Sources, année	Unité de mesure	Valeur Initiale	Fréquence de relevé
<b><i>Axe prioritaire 1</i></b>				
<i>Transport aérien – Embarquements et débarquements (passagers sur les vols) – milliers</i>	ISTAT e “Observatoire générale de transport de la Corse”, 2003	n.	10.672	Triennal
<i>Transport maritime (marchandises)</i>	ISTAT e “Observatoire régional de transport de la Corse”, 2003	Tonn.	130.200	Triennal
<i>Transport maritime (passagers). milliers</i>	ISTAT e “Observatoire régional de transport de la Corse”, 2003	n.	29.487	Triennal
<i>Connectivité ADSL (population desservie)</i>	2003			

<sup>1</sup> European Commission – Directorate General Regional Policy “*The new programming period 2007-2013 – Indicative guidelines on evaluation methods: monitoring and evaluation indicators*”, Working Document No. 2

<b>Axe prioritaire 2</b>				
<i>Préposés à la R&amp;S</i>	ISTAT, INSEE, 2000	n.	23.963	Triennal
<i>Brevets déposés auprès de l'EPO pour 1 million d'activité</i>	ISTAT, INSEE, 2003	n.	238	Triennal
<i>Nombre de nouvelles entreprises</i>				Triennal
<i>Population par licence, maîtrise, doctorat</i>		n. (milliers)	596	Annuel
<i>Employés totaux</i>	ISTAT, INSEE, 2004	n. (milliers)	2.789	Annuel
<i>Chômeurs totaux</i>	ISTAT, INSEE, 2005	n. (milliers)	224	Annuel
<i>Chômage juvénile</i>	ISTAT, INSEE, 2005	n. (milliers)	50	Annuel
<b>Axe prioritaire 3</b>				
<i>Aires naturelles marines protégées</i>	Ministère de l'environnement	Ha	2.702.360	Triennal
<i>Energie produite de sources renouvelables</i>	ISTAT, INSEE, 2003	Gwh	7.340,39	Triennal
<i>Incendies de forêts</i>	Corpo Forestale dello Stato, 2005, Promethee, 2006	n.	3.810	Triennal
<i>Superficie des forêts frappées par les incendies</i>	Corpo Forestale dello Stato, 2005, Promethee, 2006	Ha	7.246	Triennal



<b>Axe prioritaire 4</b>				
<i>Population totale al 01.01.2006</i>	ISTAT, INSEE	n.	7.164.683	Annuel
<i>Offre hôtelière et complémentaire (chambres et lits)</i>	ISTAT, INSEE	n.	171.176	Annuel
			2.021.299	
<i>Visiteurs des Musées, des Monuments et des Aires Archéologiques National payants et gratuits</i>	Ministère des Biens Culturels	n.	675.269	Annuel

Les indicateurs adoptés apparaissent dans l'ensemble bien spécifiés et capables de saisir efficacement les possibles impacts attendus découlants des actions programmées par le PO par rapport aux finalités des différents Axes d'intervention.

Il faut, de toute façon, mettre en évidence quelques critiques:

- dans le premier Axe prioritaire il n'y a aucun indicateur relatif à l'intermodalité des transports (Ob. Spéc. 2);
- les trois derniers indicateurs du deuxième Axe prioritaire, concernant le trend des principales variables du marché du travail, pourraient être éliminés, dès lors qu'ils ne sont directement rattachés à aucun des objectifs spécifiques d'axe;
- le dernier indicateur du quatrième Axe prioritaire, en réalité, devrait être placé entre les indicateurs d'impact du troisième Axe prioritaire.

Dès lors que le PO ne spécifie encore ni les actions effectives qui seront réalisées pendant le processus de mise en œuvre, ni les ressources allouées pour chacune d'elles, il n'est possible de ne conduire qu'une seule évaluation qualitative, basée sur l'analyse de la seule liste des actions possibles pour chaque axe prioritaire, des effets attendus du Programme sur les indicateurs d'impact individués.

### *Axe prioritaire 1*

Le PO prévoit que la mise en œuvre des interventions programmées dans le cadre de l'Axe prioritaire 1 puisse déterminer des impacts sur le flux de marchandises des ports et de passagers des ports et aéroports de la zone de coopération et sur la connectivité ADSL de la population desservie.

En faveur des interventions prévues dans le premier Axe prioritaire le plan financier du PO affecte un peu plus de 48,5 millions d'euros, un montant égal à 30% des ressources totales. 37 millions d'euros concernent des interventions en faveur de transports: dans ce domaine les typologies des actions possibles qui seront réalisées sont les suivantes:

- a. actions d'amélioration de la coordination entre ports, aéroports et interports, avec une attention particulière portée à l'interfonctionnalité des services aéroportuaires et portuaires commerciaux, de la pêche et des marchandises à travers l'utilisation des ITC dans une optique de développement des AdM;
- b. création de dispositifs de contrôle du trafic maritime à travers l'utilisation de systèmes radar, de technologies satellitaires, de réseaux de transmissions de données et de systèmes de communication ;
- c. développement de systèmes d'information sur la mobilité intermodale (info-mobility);
- d. création d'un réseau unique de ports et de services touristiques mettant en évidence la qualité de l'offre touristique et le développement des ports de plaisance
- e. étude de faisabilité pour la création d'une plateforme logistique Intégrée

la réalisation effective des deux premières typologies d'actions possibles peut produire un impact positif réel sur les indicateurs relatifs au transport maritime, de marchandises et de passagers; il faut souligner que pour maximiser et rendre durable l'impact de ces interventions, il semble nécessaire qu'une réelle implication entre les sujets bénéficiaires, des Autorités portuaires, d'associations publiques-privées composées de sujets qui soient de vrais porteurs d'intérêts dans le développement des structures portuaires.

L'impact relatif au transport aérien apparaît, par contre, plus incertain, même à cause du faible montant des ressources prévues par le plan financier (5 MEuros).

Pour ce qui est du quatrième indicateur d'impact prévu (Connectivité Adsl de la population desservie), une contribution positive peut découler de la réalisation complète des actions comme :

- a. l'élargissement de la couverture WI-FI pour la zone de coopération à travers l'intégration et le développement des réseaux existants dans les zones où l'on enregistre une faillite du marché

Il faut souligner que l'impact effectif de cette typologie d'action dépendra du montant des ressources employées et de la coordination qui sera établie entre les sujets privés pendant sa mise en oeuvre; cet élément sera décisif pour dépasser les échecs du marché précédemment enregistrés.

### *Axe prioritaire 2*

Quant à l'Axe prioritaire 2 le PO identifie un set d'indicateurs d'impact très ample, relatifs à la capacité innovante des entreprises, à l'amélioration des niveaux d'instruction de la population, au développement de nouvelles entreprises et à l'amélioration de la situation du marché du travail de la zone impliquée.

Pour les interventions qui seront réalisées dans cet Axe le Plan financier a alloué un total de 32,395 millions d'euros pour la mise en œuvre des typologies suivantes d'actions possibles:

- a. création de réseaux entre universités et centres de formation supérieure pour le développement d'offre de haute formation et d'amélioration des potentiels de réceptivité des services de formation supérieure ;
- b. développer l'esprit d'entreprise à travers les échanges dans le domaine scolaire et industriel en particulier dans les secteurs de l'écologie, de la technologie et de la restauration ;
- c. création d'un réseau unique de services pour les PME à même d'intégrer les opportunités de localisation et le développement de toute la zone, par l'adoption de protocoles et de modèles d'intervention communs ;
- d. création de chantiers d'expérimentation dans les entreprises pour l'innovation des métiers traditionnels en voie de disparition ;
- e. adoption de solutions conjointes de "high technology" et de techniques liées à la société de l'information dans le secteur rural, touristique et commercial;
- f. laboratoire permanent capable de produire knowhow sur des Modèles et Méthodes au profit de la Programmation Territoriale Stratégique de l'innovation.

Tout en considérant cet ensemble des actions possibles énuméré par le PO, il est possible, en fait, qu'il y est une influence moindre sur les indicateurs d'impact de leur mise en œuvre, dès lors que:

- aucune des actions possibles ne semble capable de produire directement d'effets sur le niveau d'occupation ou de favoriser d'une façon significative la création de nouvelles entreprises.
- Pour les secteurs productifs principalement concernés par une éventuelle mise en œuvre de l'action, il est peu probable que celle-ci puisse contribuer significativement à l'augmentation des brevets déposés par les entreprises et les institutions; il est, par contre, probable que la mise en œuvre des actions **b**, **d** et **e** puisse déterminer un développement essentiel du personnel préposé à la R&S dans les entreprises financées.
- l'amélioration des niveaux d'instruction de la population est étroitement liée soit au niveau qualitatif de l'offre de formation supérieure soit à la demande de personnel qualifié de la part des entreprises des territoires concernés par le PO. Cela considéré, les actions **a**, **b** et **d** pourront stimuler une effective amélioration par rapport aux indicateurs sur la qualité de l'instruction de la population dans la mesure où il soit possible, à travers ces actions, d'impliquer effectivement et organiquement les entreprises comme bénéficiaires du PO.

En tous cas, il convient de souligner que la maximisation des impacts attendus des interventions financées dans le cadre de cet Axe prioritaire peut être favorisée à travers les Programmes Régionaux réalisés avec le Fond Social Européen.

### *Axe prioritaire 3*

Dans l'Axe prioritaire 3 les indicateurs d'impact ont été sélectionnés par rapport aux principales émergences environnementales de la zone concernée par le Programme. Le Plan financier a alloué pour les interventions de cet Axe prioritaire un total de 48,592 millions d'euros. La stratégie sur laquelle les interventions prévues dans l'Axe prioritaire 3 trouvent ses fondements, vise principalement à réaliser des actions en mesure d'agir sur le *système institutionnel* pour la gestion des thématiques environnementales visant à favoriser la coordination entre les divers sujets impliqués dans la gestion des problématiques environnementales. Il en découle que les actions prévues seront capables de déterminer seulement des effets indirects limités sur les indicateurs d'impact, avec pour seule exception des indicateurs relatifs aux incendies de forêts qui pourraient subir une diminution sensible à la suite de l'éventuelle mise en œuvre de l'action **e**.

Il faut d'autre part signaler que la mise en œuvre de l'action **g** pourra influencer positivement sur le troisième 3<sup>o</sup> indicateur d'impact indiqué, *visiteurs des musées et structures archéologiques*, inséré probablement de façon erronée dans l'Axe prioritaire n. 4.

- a. construction d'un Agenda 21 dans la zone de coopération et adoption d'un Plan d'action intégré pour le développement durable ;

- b. adoption diffuse et des politiques de Goteborg et du protocole de Kyoto ;
- c. développement de pratiques pour une gestion commune des parcs naturels et de la création d'un réseau de parcs ;
- d. sensibilisation aux thèmes environnementaux des étudiants ;
- e. système d'intervention contre les incendies communs à travers l'utilisation de systèmes de monitoring et contrôle automatique de relevés intégrés à des systèmes satellitaires ;
- f. création d'une coordination unique pour le développement de la production d'énergies durables afin de promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables et diffuser la culture de l'épargne énergétique ;
- g. réalisation d'initiatives conjointes de sauvegarde et de valorisation du patrimoine culturel commun matériel et non matériel.

#### *Axe prioritaire 4*

Le PO a affecté pour l'Axe prioritaire n. 4 un montant égal à 22,676 millions d'euros pour la réalisation d'interventions visant à développer la coopération et favoriser la création de réseaux pour améliorer l'accès aux services publics "fonctions rares". Les exemples des possibles actions qui seront financés sont les 5 énumérés ci-après:

- a. création de réseaux télématiques orientés vers l'intégration de l'offre de services afin de diffuser les opportunités dans l'ensemble du territoire transfrontalier;
- b. création d'un réseau de coopération entre les villes de la zone pour gérer les dynamiques impulsées par les réseaux et coordonner les politiques urbaines ;
- c. réalisation d'actions conjointes dans le but d'améliorer l'accessibilité de la population aux structures sanitaires et sociales ;
- d. création de réseaux associatifs et d'administrations publiques afin de coordonner et harmoniser les actions pour la prévention des risques sociaux des jeunes ;
- e. création d'un réseau de coopération entre les villes de la zone transfrontalière, voué à régir les dynamiques polycentriques existantes dans la zone et à la coordination des politiques urbaines.

Des trois indicateurs identifiés pour vérifier l'impact de la mise en œuvre des interventions de l'Axe, on rappelle que le troisième devrait être mieux placé dans le cadre de l'Axe prioritaire 3.

Pour ce qui est des deux autres indicateurs, il faut s'attendre à une contribution très faible de la mise en oeuvre des actions possibles identifiées.

## **5. SYSTEME DE MISE EN ŒUVRE**

L'analyse du système de mise en œuvre est proposée en référence:

- aux méthodes et aux instruments adoptés dans la gestion et dans l'administration du Programme;
- aux solutions adoptées pour la gestion, le monitoring et l'évaluation (également environnementale) pour mettre en évidence les éventuels aspects négatifs relevés par la VAS et par le rapport environnemental;
- à l'existence d'éléments de risques en mesure de représenter des menaces pour la mise en œuvre;
- à la qualité et à l'étendue de l'implication du partenariat.

### **5.1. Méthodes et instruments**

La structure d'organisation est bien définie et chacun des organismes prévus par le Règlement (CE) 1083/2006 et par le Règlement (CE) 1080/2006 est présent. Elle est constituée de:

- Autorité de gestion unique (Art. 59 et suiv. Reg. CE 1083/2006, Art.15 Reg. CE 1080/2006);
- Secrétariat technique conjoint (Art.14.1 Reg. CE 1080/2006);
- Autorité de Certification indépendante (Art. 59 et 61 Reg. CE 1083/2006);
- Autorité d'Audit (Art. 14.2 Reg. CE 1080/2006, Art. 62 Reg. CE 1083/2006);
- Contrôleurs indépendants (Art. 16 Reg. CE 1080/2006);
- Comité de suivi (Art.63 Reg. CE 1083/2006);
- Comité directif (Art. 19 Reg. CE 1080/2006);
- Autorités chefs de file (Art. 20 Reg. CE 1080/2006).

Les fonctions et les responsabilités sont définies pour chacun de ces organismes, en complétant ce qui est prévu par les règlements CE avec spécifications et approfondissements.

## **5.2. La gestion, le monitoring, l'évaluation**

Les procédures de gestion, nombreuses et articulées, peuvent se ramener à deux domaines:

- la sélection des projets;
- le contrôle, le suivi et l'évaluation.

La **sélection des projets** sera effectuée en partie lors d'une procédure publique (probablement aux termes de la directive CE 18/2004, bien que non citée) et pour l'autre partie lors d'une procédure négociée, à définir à travers un guide de mise en œuvre à préparer après l'approbation du P.O. par la Commission.

L'activité de contrôle du Programme est effectuée à deux niveaux:

- contrôle de premier niveau, par des contrôleurs indépendants (art. 16, Reg. 1080/2006);
- contrôle de deuxième niveau, confié à une société d'Audit, assistée par les contrôleurs de premier niveau, qui assure la conformité des échantillonnages statistiques et la réalisation des contrôles.

Le **suivi** de l'efficacité de la mise en œuvre du Programme Opérationnel est confié à l'Autorité unique de gestion et au Comité de suivi, à travers:

- la définition, le recueil et l'élaboration des indicateurs de procédure, financiers et physiques (réalisation et résultat) qui permettent de mesurer, selon des échéances fixées, les progrès du Programme pour chaque prioritaire;
- l'**évaluation** in itinere, confiée à un sujet tiers, qui assure l'indépendance de jugement et vérifie la qualité, l'efficacité, l'efficience et la cohérence de la mise en œuvre du P.O. par rapport aux objectifs et aux cibles définis a priori.

Les évaluations sont décidées en conformité avec le Règlement (CE) 1083/2006, selon le principe de proportionnalité.

Pour la période de mise en œuvre de 2007 à 2015, le P.O. propose un plan d'évaluation intermédiaire organisé sur la base de trois rapports (juin 2009, juin 2011 et juin 2014) aussi bien que des « focus » sur les quatre axes du programme.

Tout en confirmant l'utilité des trois rapports d'évaluation intermédiaire, plutôt qu'un relevé d'éventuelles variations des priorités et des stratégies il serait plus utile pour l'Autorité de Gestion et pour le Comité de Suivi de définir l'attribution d'une mission précise pour chaque rapport.

Le premier rapport d'évaluation intermédiaire de juin 2009 devrait, par exemple, fournir le plan d'évaluation à débattre avec les parties prenantes. Il devrait être orienté vers la recherche d'éventuels points critiques et/ou d'aspects marquants les phases de démarrage des programmes, tels que:

- la qualité du système de mise en œuvre dans toutes ses composantes (procédure de sélection, critères d'admission et de sélection, grilles d'évaluation des propositions, chronogrammes) ;
- la qualité du système de monitoring ;
- les priorités transversales ;
- l'efficacité du plan de communication ;
- le maintien d'engagements juridiquement recevables.

En juin 2011, à la mi-parcours du programme et donc sur la base d'une partie importante de données de réalisation déjà disponibles, le deuxième rapport d'évaluation intermédiaire devrait analyser les aspects suivants :

- éventuelles difficultés qui empêchent la mise en œuvre de certaines actions du programme et possibilités de remédier aux causes qui les provoquent ;
- premières analyses de l'efficacité, sur la base des données financières et physiques à disposition ;
- proposition de révision des indicateurs de réalisation et de résultat ;
- approfondissement de thématiques au niveau d'actions et/ou d'axes à établir et à mettre en œuvre avec l'aide des techniques consolidées (enquêtes sur le terrain, « focus group », etc.).

Le troisième rapport de juin 2014 devra fournir d'un côté une évaluation sur le rendement et sur l'efficacité du programme et de l'autre il devrait mettre en évidence les résultats les



plus significatifs, les points critiques sur la mise en œuvre, et relever d'éventuelles bonnes pratiques.

### 5.3. Eléments de risque

Les éléments de risque qui peuvent représenter un obstacle pour la mise en œuvre du programme et qui peuvent être définis a priori sont inhérents à la complexité relative à l'implication des partenaires et aux différences de connaissances, de dotations infrastructurelles et technologiques, qui peuvent empêcher l'individuation des solutions et interventions communes.

Pour chacune des actions possibles définies par le PO on a essayé de définir le degré de risque à travers trois critères (complexité et difficultés procédurales, complexité et implication des partenaires et complexité des opérations).

Une évaluation basée sur trois niveau: haut, moyen et bas a été attribuée à chacune des combinaisons, action/critère d'évaluation des risques.

Le tableau qui suit indique que les actions possibles impliquent un niveau de risque élevé.

Tab. n. 5 – Analyse des éléments de risque pour les actions possibles

	Complexités procédurales			Complexités relative à l'implication des partenaires			Complexité des opérations			Total			Total
	H	M	B	H	M	B	H	M	B	H	M	B	
Axe 1	5	0	1	0	5	1	0	3	3	5	8	5	
Axe 2	4	2	0	4	1	1	2	3	1	10	6	2	
Axe 3	4	2	1	3	4	0	2	4	1	9	10	2	
Asse 4	4	1	0	2	3	0	3	2	0	9	6	0	
<b>TOTAL</b>	<b>17</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>5</b>	<b>33</b>	<b>30</b>	<b>9</b>	

H= Haute ; M= Moyenne ; B=Basse

En ce qui concerne la complexité procédurale 17 actions possibles par rapport au total de 24 (70,8%) se placent dans la tranche à haute niveau de difficulté, 5 (20,8%) dans la tranche moyenne et seulement 2 dans la tranche basse (11,7%).

La situation apparaît meilleure en ce qui concerne la complexité liée à l'implication des partenaires, pour laquelle on enregistre une fréquence relative de 62,5% des actions caractérisées par un degré de complexité moyen/bas et de 37, 5% avec une complexité élevée.

La situation apparaît sûrement meilleure quant à la complexité des opérations qui enregistre 7 actions à complexité élevée, 12 à moyenne et 5 à basse.

En résumé, les risques qui concernent la mise en oeuvre du programme semblent trouver in primis leur emplacement dans l'amorce et la mise en oeuvre des procédures, suivis par les problématiques relatives à l'implication des partenaires et la construction du consensus.

En dernier, dans l'ordre des risques : la complexité des opérations.

Les tableaux suivants illustrent les évaluations par axe et par actions possibles.

Tab. n. 6 – Critère d'évaluation des risques et par les actions possibles

**Priorité 1 : Accessibilité et réseaux de communication**

<b>Actions possibles</b>	<b>Critères d'évaluation des risques</b>		
	<b>1 – Complexité et difficultés procédurales</b>	<b>2 – Complexité et implication des partenaires</b>	<b>3 – Complexité des opérations</b>
a. Actions de amélioration de la coordination entre ports, aéroports et inter ports à travers l'utilisation de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), et plus particulièrement les services et l'inter fonctionnalité des services portuaires commerciaux, de la pêche et des marchandises, dans la logique de développement des AdM (ob. 1)	H	M	M
b. Création des dispositifs de contrôle du trafic maritime à travers l'utilisation de systèmes radar, de technologies satellitaires, de réseaux de transmissions donnés et de systèmes de communication (ob.2 )	H	M	M
c. WI-FI pour la zone de coopération à travers l'intégration et le développement des réseaux existants dans les zones où on enregistre faillite du marché	H	M	M
d. Développement de systèmes d'information sur la mobilité intermodale (Info-mobility) (ob.2 )	H	M	B
e. Création d'un réseau unique de ports et de services touristiques mettant en évidence la qualité de l'offre touristique et le développement des ports de plaisance (ob.2 )	H	M	B
f. Etude de faisabilité pour la création d'une plateforme logistique intégrée (ob.3)	B	B	B

Niveau H = haut; M = moyen; B = bas

**Priorité 2 : Innovation et compétitivité**

<b>Actions possibles</b>	<b>Critères d'évaluation des risques</b>		
	<b>1 – Complexité et difficultés procédurales</b>	<b>2 – Complexité et implication des partenaires</b>	<b>3 – Complexité des opérations</b>
Creation de réseaux entre d'université et centres de formation supérieur pour le développement d'offre de haute formation et d'amélioration des potentiel de réceptivité des services de formation supérieure (ob.1)	M	B	B
2. Développer l'esprit d'entrepreneur à travers les échanges dans le domaine scolaire et d'entreprise en particulier dans les secteurs de l'écologie, de la technologie et de restauration (ob.1)	H	M	B
3. Création d'un réseau unique de services pour les PME à même d'intégrer les opportunités de localisation et le développement de toute la zone, par l'adoption de protocoles et de modèles d'intervention communs (par exemple, les entreprises virtuelles, guichets communs pour les entreprises, politiques intégrées de marketing territorial, services pour le soutien à l'innovation même on line, etc.) (ob.2)	A	A	M
4. Création de chantiers d'expérimentation dans les entreprises pour l'innovation des métiers traditionnels dans de disparition (restauration des édifices etc) (ob.2)	A	A	A
5. Adoption de solutions jointes de "high technology" et de techniques liées à la société de l'information dans le secteur rural, touristique et commercial (ob.3)	M	H	M
6. Laboratoire permanent capable de produire know- how sur des Modèles et Méthodiques profits à la Programmation Territoriale Stratégique de l'innovation (ob.4)	H	H	H

Niveau H = haut; M = moyen; B = bas

**Priorité 3 : Ressources naturelles et culturelles**

<b>Actions possibles</b>	<b>Critères d'évaluation des risques</b>		
	<b>1 – Complexité et difficultés procédurales</b>	<b>2 – Complexité et implication des partenaires</b>	<b>3 – Complexité des opérations</b>
1. Construction d'un Agenda 21 dans la zone de coopération et adoption d'un Plan d'action intégré pour le développement durable (ob.1)	H	H	H
2. Adoption diffuse et des politiques de Goteborg et du protocole de Kyoto (ob.1)	H	H	M
3. Développement de pratiques pour une gestion commune des parcs naturels et de la création d'un réseau de parcs (ob.1)	H	M	M
4. Actions de sensibilisation aux thèmes environnementaux des étudiants (ob.1)	B	M	B
5. Système d'intervention contre les incendies communs à travers l'utilisation de systèmes de monitoring et contrôle automatique de relevé intégrés à des systèmes satellitaires (ob.2)	H	H	H
6. Création d'une coordination unique pour le développement de la production d'énergies durables afin de promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables et répandre la culture de l'épargne énergétique (ob.3)	M	M	M
7. Réalisation d'initiatives conjointes de sauvegarde et de valorisation du patrimoine culturel commun matériel et immatériel (identité culturelle, racines, traditions communes, sites et monuments, musées thématiques, archéologie industrielle etc.) (ob.4)	M	M	M

Niveau H = haut; M = moyen; B = bas

**Priorité 4 : Intégration des ressources et des services**

<b>Actions possibles</b>	<b>Critères d'évaluation des risques</b>		
	<b>1 – Complexité et difficultés procédurales</b>	<b>2 – Complexité et implication des partenaires</b>	<b>3 – Complexité des opérations</b>
1. Création de réseaux thématiques orientés sur l'intégration de l'offre de services afin de diffuser les opportunités dans l'ensemble du territoire transfrontalier (culture, instruction, santé, éducation, commerce, etc.) (ob. 1)	M	M	H
2. Création d'un réseau de coopération entre les villes de la zone pour gérer les dynamiques impulsées par les réseaux et coordonner les politiques urbaines (ob. 2)	H	H	M
3. Réalisation d'actions conjointes dans le but d'améliorer l'accessibilité de la population aux structures sanitaires et sociales (ob. 3)	H	H	H
4. Création de réseaux associatifs et d'administrations publiques afin de coordonner et harmoniser les actions pour la prévention des risques sociaux des jeunes (ob. 3)	H	M	M
5. Création d'un réseau de coopération entre les villes de la zone transfrontalière, tourné à gouverner les dynamiques polycentriques existantes dans la zone et à la coordination des politiques urbaines (ob. 4)	H	M	M

Niveau H = haut; M = moyen; B = bas

## 5.4. Le plan de communication

Le Programme Opérationnel assigne les devoirs d'informations et publicité sur les opérations financières; ces devoirs se concrétisent d'un côté par l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi du plan de communication et de l'autre par l'activité de suivi visant à s'assurer que les bénéficiaires potentiels soient informés d'une manière adéquate et que les bénéficiaires pourvoient à la diffusion des informations.

## 5.5. Qualité et étendue de l'implication du partenariat

Le modèle de gouvernance n'a pas été complètement explicité et, en ce moment, il est possible d'individuer, dans le cadre d'un modèle de gouvernance multi-niveau les niveaux et les activités définies avec précision.

Comme il ressort du tableau n. 7, le niveau de gouvernance auquel le programme s'arrête est le niveau régional et provincial, sans encore expliciter l'éventuelle implication du partenariat local ni l'implication de la société civile.

Tab. 7 – Activités prévues par le P.O. Italie/France – Maritime – 2007-2013 dans le cadre du modèle de gouvernance multiniveau

Niveau de gouvernance	Sujets impliqués	Activités prévues
Supranational	Union Européenne Autres institutions internationales	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rapports directs</li> <li>▪ Réglementation</li> <li>▪ Programmation européenne</li> <li>▪ Ressources financières européennes</li> </ul>
National	Gouvernement national et Administration Publique	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Rapports institutionnels</li> <li>⇒ Programmation nationale</li> <li>⇒ Ressources financières nationales</li> </ul>
Régional et sub-régional	Régions et Provinces	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Participation des Régions au Comité exécutif</li> <li>➤ Participation des Provinces au CdS et au Comité exécutif</li> <li>➤ Améliorer la définition des stratégies</li> <li>➤ Structurer le dialogue entre différents niveaux institutionnels</li> </ul>
Local	Communes Agences régionales Gestionnaires de services publics Communautés montagnardes Union de communes	Le P.O. ne prévoit aucune implication
Société civile	Tiers secteur Intérêts diffus Intérêts organisés Grands groupes économiques	Une représentation au sein du Comité de suivi est prévue

## 1. ANNEXE STATISTIQUE

**Tab. 1 – Caractéristiques de la population par Région**

Indicateur	Unité de mesure	Corse	Ligurie	Toscane	Sardaigne
Population M au 01.01.2001	N.	129.081	744.700	1.679.902	801.406
Population F au 01.01.2001	N.	136.330	834.298	1.814.955	833.389
Population Totale au 01.01.2001	N.	265.411	1.578.998	3.494.857	1.634.795
Population M au 01.01.2006	N.	133.751*	764.076	1.747.130	812.822
Population F au 01.01.2006	N.	143.160*	846.058	1.872.742	842.855
Population totale al 01.01.2006	N.	279.000*	1.610.134	3.619.872	1.655.677
Variation Population 2001/2005	%	5,1	2,0	3,6	1,3
Pop. étrangère par rapport au total de la pop. (01.01.2006) (1999)*	%	9,9	4,6	6,0	1,1
Densité (31.12.2005)	habit/km 2	32,1*	293,7	156,5	68,7
Indice de vieillesse (01.01.2005)	%	119,4	242,5	191,8	130,9
Indice de dépendance (01.01.2005)	%	54,1	59,9	54,0	43,3
Indice structure de la pop. active (01.01.2005)	%	109,21	125,2	110,8	95,7
Indice remplacement (01.01.2005)	%	99,59	185,8	152,3	104,3
Nombre moyen d'enfants par femme (TfT) (01.01.2005)	N.	1,94	1,09	1,14	1,03
Âge moyen à la maternité (01.01.2005)	Ans	n.d.	32,0	31,9	31,9
Nombre moyen de personnes par ménage (01.01.2005)	N.	2,35	2,08	2,40	2,63

\* Pour la Corse les données officielles sont disponibles au 01.01.2005

n.d. : non disponible

**Tab. 2 - Population de 15 ans et plus des Régions italiennes par niveau de scolarité en 2005**

Niveau de scolarité	Ligurie		Toscane		Sardaigne	
	milliers	%	milliers	%	milliers	%
Certificat d'études primaires	344	54,3	961	60,1	400	66,9
Brevet d'études du premier cycle	420		931		554	
diplôme de baccalauréat 2-3 ans	91	35,2	129	30,1	29	26,1
diplôme de baccalauréat 4-5 ans	405		817		344	
Licence, maîtrise, doctorat	148	10,5	308	9,8	100	7,0
<b>Total</b>	<b>1.408</b>	<b>100,0</b>	<b>3.146</b>	<b>100,0</b>	<b>1.427</b>	<b>100,0</b>
Moyenne	10,5		10,0		9,6	



**Tab. 2bis - Population de 14 ans et plus de la Corse par niveau de scolarité en 2004**

Niveau de scolarité	Corse	
	milliers	%
Sans diplôme	61	48,0
CEP	21	
BEPC	31	
CAP, BEP	40	35,4
BAC	43	
Diplôme 1er cycle universitaire	18	16,7
Diplôme 2eme ou 3eme cycle universitaire	22	
<b>Total</b>	<b>236</b>	<b>100,0</b>

**Tab. 3 – Marché du travail**

Indicateur	Unité de mesure	Corse	Ligurie	Toscane	Sardaigne
Forces de travail (2004)	milliers	114	644	1.569	689
Forces de travail (1999)	milliers	108	650	1.501	651
Forces de travail $\Delta$ 1999/2004	%	6,11	-0,92	4,53	5,84
Taux d'activité (2005) (01/07/2004)**	%	49,4	46,7	50,7	48,1
Occupés totaux (2004)	milliers	101	607	1.488	593
Occupati totali (1999)	milliers	90	586	1.393	514
Occupés totaux $\Delta$ 1999/2004	%	12,50	3,58	6,82	15,37
Taux d'occupation total (2005)	%	39,8	44,0	48,0	41,8
Taux d'occupation M (2005)	%	51,7	55,0	58,2	55,3
Taux d'occupation F (2005)	%	29,6	34,3	38,6	29,1
Chômeurs totaux (2005)	milliers	13	38	84	89
Chômeurs M (2005)	milliers	6	12	34	42
Chômeurs F (2005)	milliers	7	26	50	47
Chômage juvénile (2005)	milliers	2	8	18	22
Chômage de longue durée (2005) (2004)*	milliers	3	14	28	47
Taux de chômage total (2005)	%	10,1	5,8	5,3	12,9
Taux de chômage M (2005) (01/07/2004)*	%	9,8	3,2	3,7	9,8
Taux de chômage F (2005) (01/07/2004)*	%	17,2	9,1	7,3	18,0
Taux de chômage juvénile (2005)	%	n.d	20,0	16,7	32,6
Taux de chômage de longue durée (2005) (01/07/2004)**	%	2,6	2,2	1,7	6,9
Taux de chômage over 55 ans (2005) (01/07/2004)*	%	34,2	29,9	35,5	31,3

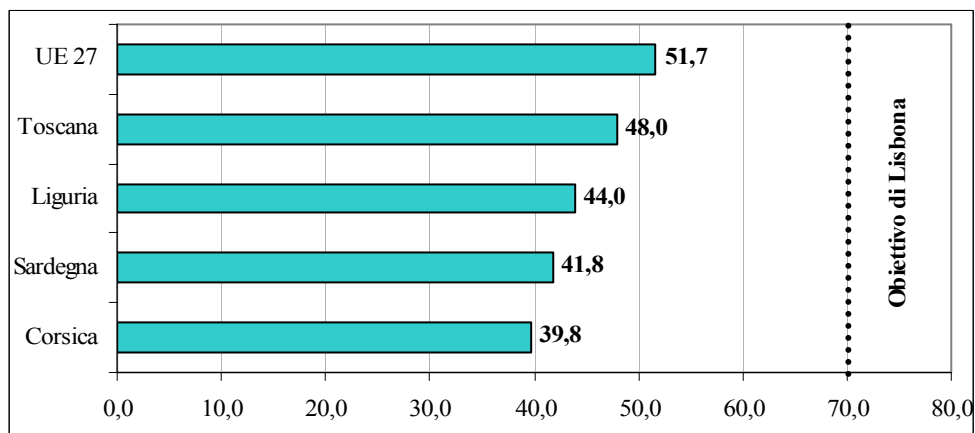
\* Pour la Corse les données concernent l'année 2004.

\*\*Les valeurs de la Corse ont été calculées à partir des données disponibles au 01/07/2004.

n.d.: non disponible

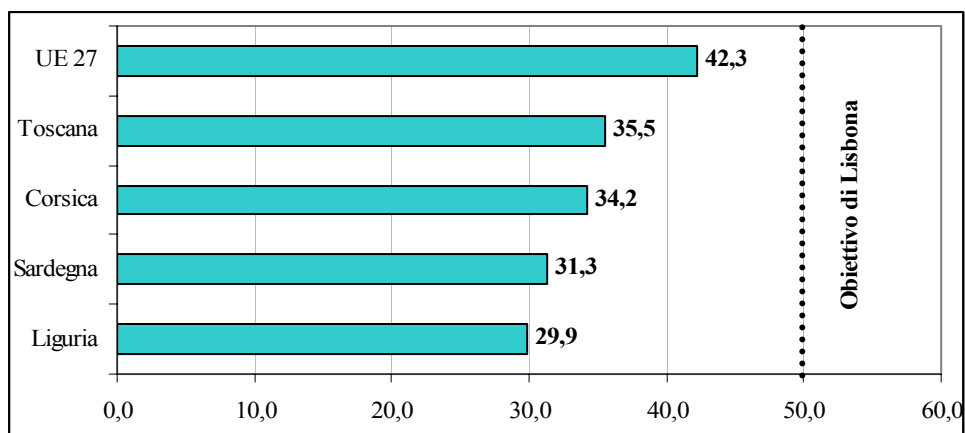
Sorce: ISTAT, INSEE et EUROSTAT

**Graph. 1 – Taux d’occupation total par Région en 2005 (%)**



Source: nos élaborations sur données ISTAT et EUROSTAT

**Graph. 2 – Taux d’occupation over 55 par Région en 2005 (%)**



Source: nos élaborations sur données ISTAT, INSEE, et EUROSTAT

**Tab. 4 – Cadre économique**

Indicateur	Unité de mesure	Corse	Ligurie	Toscane	Sardaigne
PIB aux prix du marché (2005)	Mlns euros courants	5.846,0	39.759,1	94.848,1	32.012,5
PIB enchaîné année 2000 Variation 2000/2005	%	8,51	0,31	3,4	6,1
PIB aux prix du marché par habitant (2005)	euros	21.508,0	24.830,8	26.280,3	19.367,5
PIB par employé (2005)	euros	58.173,0	62.318,3	57.466,3	52.930,7
VA totale aux prix de base (2005)	Mlns euros courants	5.233,0	35.662,3	84.813,5	28.158,2
VA par habitant	euros	18.898,0	22.272,2	23.499,9	17.035,7
VA par employé	euros	51.953,0	55.897,0	51.386,5	46.557,9
VA Agriculture sylviculture et pêche (2005)	Mlns euros	112,0	646,2	1.760,5	1.040,5
VA Industrie stricto sensu (2005)	Mlns euros	325,0	3.650,7	18.243,5	4.306,6
VA Constructions (2005)	Mlns euros	483,0	1.995,4	4.823,9	2.106,1
VA Services (2005)	Mlns euros	4.313,0	29.370,1	59.985,6	20.705,1
VA Artisanat (Italie 2002, Corse 2000)	Mlns euros	433,0	4.323,0	12.285,0	3.219,0
Occupation totale (2005)	milliers	100,7	638,0	1.650,5	604,8
Occupation dépendante (2005)	milliers	87,6	459,7	1.208,8	462,1
Occupation Agriculture sylviculture et pêche (2005)*	milliers	1,9	15,5	48,9	43,7
Occupation Industrie stricto sensu (2005)*	milliers	5,7	72,8	383,8	75,0
Occupation Constructions (2005)*	milliers	8,2	49,4	120,1	53,0
Occupation des Services (2005)*	milliers	71,7	500,3	1.097,7	433,1
Occupation Artisanat (2001)	milliers	n.d.	81,7	289,1	72,3
Productivité totale	milliers d'euros	58,1	62,3	57,5	52,9
Productivité Agriculture sylviculture et pêche	milliers d'euros	n.d.	41,7	36,0	23,8
Productivité Industrie	milliers d'euros	n.d.	50,1	47,5	57,4
Productivité Constructions	milliers d'euros	n.d.	40,4	40,2	39,7
Productivité des services	milliers d'euros	n.d.	58,7	54,6	47,8
Productivité de l'artisanat 2004	milliers d'euros	n.d.	19,7	22,3	17,5
Densité de l'artisanat (2001)	n.	232,0	517,1	827,3	442,4
Entreprises artisanales (2001)	n.	6.049,0	38.136,0	108.787,0	32.207,0
Pauvreté (incidence %) (2005)	%	n.d.	5,2	4,6	15,9
Dépense pour consommations finales des familles enchaînée année 2000	Mln euro	n.d.	23.796,8	51.199,3	18.184,6
Consommations des familles % par rapport au PIB	%	n.d.	70,5	62,3	66,0
Investissements fixes bruts fissi lordi enchaînés année 2000 (2004)	Mlns euros	n.d.	5.821,5	16.086,4	7.893,2
Productivité du travail dans les PME (2005)	euros courants	n.d.	32,1	27,6	25,371886

\*pour la Corse on reporte la valeur de l'occupation dépendante

n.d.: non disponible

Source: ISTAT, INSEE, EUROSTAT et Istituto G. Tagliacarne

**Tab. 5 - Artisanat**

Indicateur	Unité de mesure	Corse	Ligurie	Toscane	Sardaigne
VA Artisanat (Italie 2002, Corse 2000)	%	10,2	13,4	15,7	13,0
Occupation de l'Artisanat (2001)*	milliers	87,4	81,7	289,1	72,3
Productivité du travail dans l'artisanat (2004)	milliers d'euros	18,7	19,7	22,3	17,5
Densité de l'artisanat (2001)	n.	232,0	517,1	827,3	442,4
Entreprises artisanes (2001)	n.	6.049,0	38.136,0	108.787,0	32.207,0
Incidence de l'Artisanat par rapport à l'Industrie stricto sensu (Corse 2003, Italie 2001)	%	417,5	329,9	194,9	293,9

n.d.: non disponible

Source: INSEE et ISTAT

**Tab. 6 - R&D, Brevets et Universités**

Indicateur	Unité de mesure	Corse	Ligurie	Toscane	Sardaigne
Employés dans la recherche et le développement par 1.000 habitants (2004)	N.	1,0.	3,06	2,98	1,60
Employés dans la R&S (2000)	N.	271	6.753	13.087	3.852
Chercheurs (2000)	N.	191	3.805	7.016	2.029
dont: secteur public	N.	18	1.247	928	191
Secteur privé	N.	25	840	1.074	270
Universités	N.	149	1.718	5.014	1.568
Chercheurs par 1.000 habitants (2000)	N.	0,73	2,35	1,98	1,23
Dépense intramuros en R&S par rapport au PIB (2003)	%	0,24	1,10	1,11	0,69
Brevets déposés auprès de l'EPO (OEB) (2003) par 1 million d'actifs	N.	30	96	102	10
Licenciés en science et technologie (2006)	N.	40,0	151,0	347,0	114,0
Licenciés en science et technologie par mille hab. âgés de 20-29 ans (2005)	N.	n.d.	12,3	14,2	6,7

n.d.: non disponible

Source: INSEE, CTC et ISTAT

**Tab. 7 - ICT**

Indicateur	Unité de mesure	Corse	Ligurie	Toscane	Sardaigne
Indice de diffusion de l'informatisation dans les communes (2006)	%	n.d.	91,0	79,9	71,9
Degré de diffusion d'Internet au sein des familles (2006)	%	27	31,7	39,7	36,7
Degré d'utilisation d'Internet au sein des familles (2006)	%	n.d.	32,5	35,8	32,1
Degré de diffusion de l'ordinateur auprès des entreprises occupant plus de dix salariés (2005)	%	74,0	94,7	96,1	98,6
Degré de diffusion del PC auprès des entreprises occupant moins de dix salariés (2004)	%	57,3	58,6	50,6	54,5
Indice de diffusion des sites web des entreprises (2005)	%	n.d.	48,4	54,9	44,6
Indice de diffusion du haut débit dans les entreprises (2005)	%	n.d.	65,1	58,1	54,4
Degré d'utilisation d'Internet dans les entreprise (2005)	%	n.d.	21,7	22,9	16,3
Familles recourant à des gestionnaires alternatifs	%	34,0	n.d.	n.d.	n.d.
Equipement en haut débit	km fibre/kmq superficie	<5	>15	9/15	<5
Connectivité ADSL (population desservie) 2003	%	90,0	80/87	80/87	41/65

n.d.: non disponible

Source: INSEE, CTC, ISTAT, Observatoire haut débit

**Tab. 8 – Energie**

Indicateur	Unité de mesure	Corse	Ligurie	Toscane	Sardaigne
Energie produite	Gwh	1.770,0	13.791,2	19.720,4	14.073,2
Energie produite à partir de sources renouvelables par rapport au total d'énergie produite (2003)	%	23,0	1,7	31,4	3,6
Consommations d'énergie électrique (2002, Italie 2003)	Gwh	1.770	6.485	20.296	11.509
Consommations d'énergie électrique par 1.000 habitants (2002)	Gwh/1.000 hab.	6,597	4,1	5,7	7,0
Consommations d'énergie électrique couvertes par sources renouvelables (2002) (énergie renouvelable par rapport aux consommations totales )	%	23,0	3,1	25,2	1,7

n.d.: non disponible

Source: INSEE, CTC, ISTAT, Observatoire haut débit

**Tab. 9 – Pêche**

Indicateur	Unité de mesure	Corse	Ligurie	Toscane	Sardaigne
Production de la pêche (maritime et lagunaire, y compris lacs et bassins artificiels) (1999)	tonnes	n.d.	19.081	9.811	12.855
Production de la pêche (maritime et lagunaire, y compris lacs et bassins artificiels) (2005, Italie 2004)	tonnes	1.000	13.353	4.421	16.324
Production du poisson de l'aquaculture (2005, Italia 2003)	tonnes	2.000	600	3.600	2.915

n.d.: non disponible

Source: INSEE, CTC, ISTAT et API

**Tab. 10 - Transports maritimes en 2003 (Débarquements et embarquements)**

REGION	MARCHANDISES				PASSAGERS TOTAUX		
	000 tonn	%	dont containers		Milliers	%	dont croisière
			000 tonn	%			Milliers
LIGURIE	73874	16.1	19558	29.7	3470	4.2	628
TOSCANE	32526	6.8	4399	6.7	10344	12.5	387
SARDAIGNE	21996	4.6	1276	1.9	11664	14.1	77
TOTAL 3 REGIONS	128396	27.5	25233	38.3	25468	30.8	1092
ITALIE	477026	100,00	65869	100.0	82576	100.00	n.d.
CORSE TOTAL	1804	--	--	--	4019	--	400
dont pour et de l'Italie					1309	--	--
<b>Total 4 régions</b>	<b>130.200</b>	<b>--</b>	<b>25.233</b>	<b>--</b>	<b>29.487</b>	<b>--</b>	<b>--</b>

Source: Nos élaborations sur données ISTAT et "Observatoire de transport de la Corse"

**Tab. 11 - Transport aérien (Débarquements et embarquements) – Année 2003**

REGION	sur vols réguliers		PASSAGERS charter		TOTAL	
	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%
LIGURIE	1009	1.1	19	0.2	1028	1.0
TOSCANE	3214	3.5	130	1.3	3344	3.4
SARDAIGNE	4278	4.7	395	4.0	4673	4.7
TOTAL 3 REGIONS	8501	11.3	544	5.5	9045	9.1
ITALIE	90775	100.0	9009	100.0	99784	100.0
CORSE	2171	--	289	--	2460	--
Total 4 régions	10.672	--	833	--	11.505	--

Source: Nos élaborations sur données et "Observatoire de transport de la Corse"

**Tab. 12 – L'offre touristique en 2004**

Offre hôtelière et complémentaire 2004

Région	Hôtels		Etablissements complémentaires	
	Camere	Letti		
Liguria	40.177	72.544	78.758	--
Toscane	83.293	178.628	263.823	--
Sardaigne	36.408	85.983	80.768	--
Tot. 3 régions italiennes	159.878	336.985	422.349	--
Italie	1.011.773	1.999.729	2.205.848	--
Corse	11.288	21.500 <sup>2</sup>	--	20.956
France	604.908	1.149.000 <sup>1</sup>	--	925.508
Total 4 régions	171.176	2.021.299	--	--

<sup>2</sup> Estimations

### Offre par habitants

Région	Hôtels		Etablissements complémentaires	
	Camere	Letti		
Ligurie	2,50	4,6	5,0	--
Toscane	2,40	5,1	7,5	--
Sardaigne	2,20	5,2	4,9	--
Italie	1,70	13,4	3,8	--
Corse	4,04	7,0	--	7,5
France	1,00	1,8	--	1,5

Source: Nos élaborations sur données ISTAT et INSEE

**Tab. 13 – La demande touristique (milliers de personnes en 2004)**

Région	Hôtels	Etablissements complémentaires	Total
Ligurie	10.329	3.885	14.214
Toscane	20.135	15.319	35.454
Sardaigne	7.315	2.988	10.303
Italie	233.792	111.524	145.316
Corse	2.382	3.085	5.467
France	198.039	97.602	295.641

### Presenze per abitante

Région	Hôtels	Etablissements complémentaires	Total
Ligurie	6,5	2,4	8,9
Toscane	5,6	4,2	9,8
Sardaigne	4,4	1,8	6,2
Italie	4,0	1,9	5,9
Corse	8,5	11,1	19,6
France	3,8	1,5	5,3

Source: Nos élaborations sur données ISTAT et INSEE



## **2. LE ANALYSES DE CONTEXTE DES REGIONS**

### **2.1 Cadre general du contexte de la region Toscane**

#### ***2.1.1. Cadre general de la population et de l'economie regionale***

##### *Préambule*

Le modèle de développement régional, qui repose dans la plupart de la région sur un tissu de production de petites et moyennes entreprises et sur quelques noyaux industriels de grande taille, a permis dans les dernières décennies un taux assez important de croissance et de diffusion de la richesse privée et collective ainsi que l'établissement d'un système de relations industrielles marqué par une forte participation des travailleurs et par une forte coopération entre les entreprises et les institutions locales.

Pendant ce processus de croissance en Toscane, aucune rupture des équilibres sociaux ne s'est produite et le développement s'est adapté, mieux qu'ailleurs, à la culture sociale de la population. Les communautés régionales se sont organisées suivant un modèle de cohésion sociale et de coopération active qui rappelle les principes de l'égalité de chances et de la solidarité entre territoires, classes et individus.

Le secteur des services sociaux qui s'est développé au fur et à mesure dans la région a aidé à préserver la stabilité sociale, même face à des mécanismes et à des processus économiques très dynamiques et flexibles, et à soutenir une culture solidaire et coopérative qui est à présent à la base des principaux traits distinctifs du modèle social en Toscane.

A l'heure actuelle, la tenue de ce modèle semble être en crise à cause des tensions de nature tant économique que démographique. Pour ce qui est notamment de ce dernier aspect, depuis le début de la dernière décennie, le système de production régional semble traverser une phase inquiétante de décroissance, qui est témoignée par la régression des principaux indicateurs économiques. Ce phénomène semble réclamer la mise en œuvre d'actions (économiques et infrastructurelles) qui soient en mesure de s'attaquer aux principaux points critiques.

## Population

Après une croissance continue dans la période de l'après-guerre jusqu'à 1981, la tendance démographique régionale s'est inversée dans la dernière décennie : jusqu'à la fin des années 90, à cause de la forte baisse du taux de natalité, le taux de croissance de la population a été négatif ; par la suite, les flux d'immigration ont produit un effet de compensation naturelle en gardant la population toscane à environ 3,5 millions d'habitants.

Tableau n 1 – Taux annuel de croissance de la population

	1995-2000	2000-2004
<b>5.5.1.1. UE-15, à l'exclusion de la Grèce et du Portugal</b>		
Italie	0,21	0,50
Régions italiennes relevant de l'Objectif « Compétitivité »	0,04	0,53
Italie centrale	0,09	0,71
Toscane	-0,02	0,66
	-0,05	0,63

Source: Eurostat

En dépit d'une dynamique globale qui connaît une reprise mais qui, en général, est assez lente, les prévisions soulignent que des changements appréciables se produiront encore dans les caractéristiques des ménages et dans la répartition par tranches d'âge de la population. En effet, il est prévu qu'il puisse perdurer aussi bien la tendance à diminuer de la dimension moyenne du ménage, ayant pour conséquence une augmentation sensible du nombre de ménages ( à un taux de 10 mille par an ), que le processus de vieillissement progressif de la population, ayant des retombées importantes sur le système régional d'aide publique et sur le marché de l'emploi.

### **2.1.2. Les Axes prioritaires**

#### **2.1.2.1 Axe prioritaire I - Reseaux**

***Renforcer les liens entre les zones urbaines et les zones rurales et améliorer l'accès aux réseaux matériels et immatériels et aux services de transport.***

#### **5.5.1.2. Accessibilité**

A partir d'une comparaison à l'échelon supranational, les indicateurs synthétiques d'équipement en infrastructures signalent que la région, notamment l'aire métropolitaine, est bien placée sur le plan de l'accessibilité du système, qui est donc parfaitement intégré au réseau international.

Une analyse plus détaillée révèle la présence d'un système d'infrastructures au-dessus de la moyenne des Pays de l'UE-15, malgré quelques insuffisances par rapport aux principales régions concernées par cette analyse et malgré des lacunes évidentes dans des secteurs importants :

- un bon équipement en voies ferrées en termes de longueur des lignes électrifiées et à double voie, d'autant plus si l'on considère la forte proportion d'étendues montagneuses et de collines ;
- la grande valeur de l'équipement en ports, grâce à l'étendue de la bande côtière et à la richesse en structures de la région ( le *transport par mer* constitue une alternative modale qui revêt un intérêt grandissant pour les marchandises en provenance et à destination de la Toscane et qui couvre une part importante, soit environ 25 %, des flux d'échange dans la région ) ;
- l'équipement en aéroports est faible dans la région, qui est certainement pénalisée à cette échelle par la comparaison avec les « hubs » internationaux, malgré les potentiels des structures existantes.
- le point critique demeure l'équipement en réseaux routiers, surtout à cause de l'écart considérable entre les différentes zones, ce qui fait ressortir la grande distance qui sépare la Toscane centrale du reste de la région

Tableau n 2 Indicateurs d'infrastructures économiques dans des régions européennes ( UE-15 = 100 )

	Routes et autoroutes	Indicateur des chemins de fer	Indicateur des ports	Indicateur des aéroports
Provence	134,85	74,37	430,84	297,78
Nord-ouest	155,03	79,68	204,66	393,77
Bavière	96,57	161,88		388,6
Catalogne	97	117,26	249,97	281,05
Rhône-Alpes	185,2	129,88		117,59
Toscane	88,82	125,91	156,43	36,88
Communauté valencienne	93,28	70,7	11,75	114,02

Source: données traitées par IRPET à partir de données Eurostat Régions 2002, Régions 2001; Instituts nationaux de statistique, annuaires divers.

Dans l'analyse réalisée par l'ISFORT<sup>3</sup> pour mesurer les indicateurs d'accessibilité des systèmes locaux de l'emploi en Italie, la Toscane a un indicateur moyen d'accessibilité peu au-dessus de la moyenne nationale ( 60,8 et 59,5 respectivement ) : en tête du classement, où la Toscane figure à la 8<sup>ème</sup> place, se situent les régions du Nord ( Frioul Vénétie Julienne, Piémont et Lombardie, avec des indices de 67,8, 67,2 et 65,8 respectivement ).

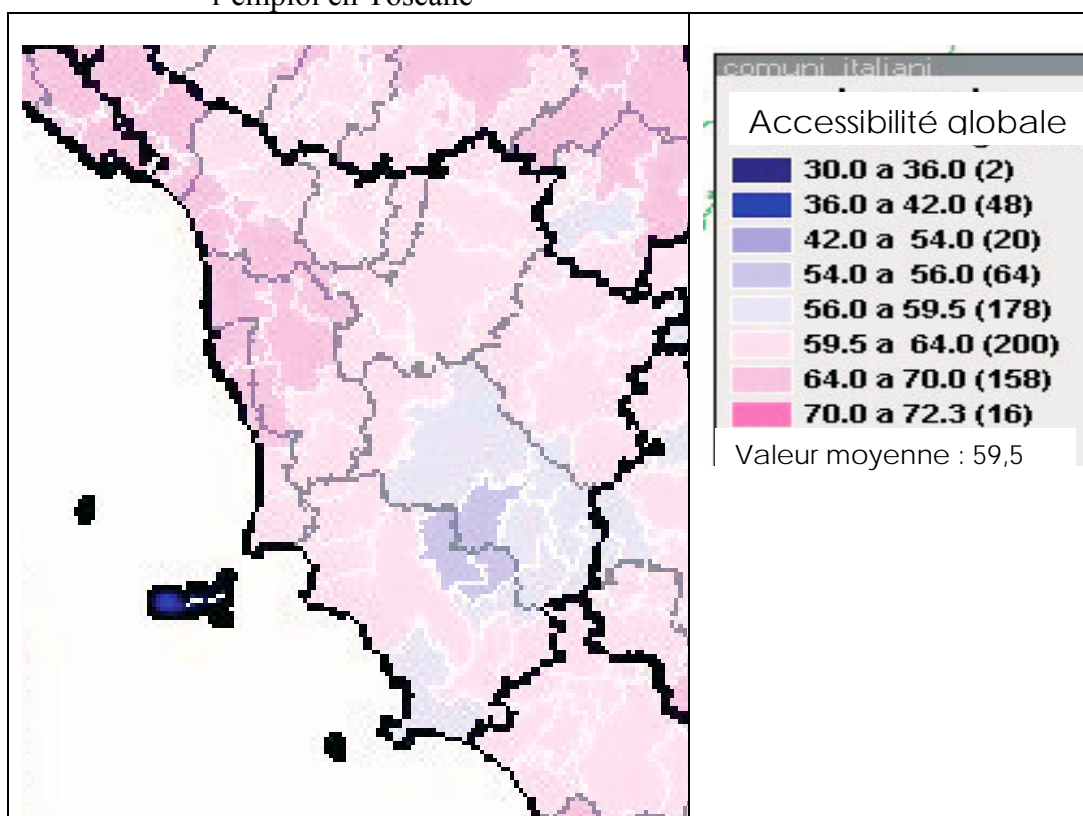
Dans la région, la situation est en fait très variée : les systèmes locaux de l'emploi dans les provinces riveraines ont les indicateurs d'accessibilité les plus élevés, au-dessus de la moyenne nationale, alors que dans les zones intérieures, les indicateurs sont au-dessous de la moyenne nationale.

Les indicateurs sont au-dessus de la moyenne dans l'aire métropolitaine de Florence et dans quelques unes des principales zones périurbaines de la région ; il faut néanmoins considérer que ces zones, marquées par une forte présence de flux de migrants alternants et d'entreprises du secteur manufacturier, se caractérisent par la demande la plus importante de mobilité tant de personnes que de marchandises.

<sup>3</sup> Voir le Chapitre 11, révisé par ISFORT, « Accessibilité infrastructurelle des systèmes locaux de l'emploi » dans *Conto Nazionale delle Infrastrutture e dei Trasporti, Année 2004*, Ministère de l'équipement et Ministère des transports

Les systèmes locaux d'emploi de Santa Croce sull'Arno et de Prato, par exemple, figurent à la 12<sup>ème</sup> et à la 26<sup>ème</sup> place du classement des systèmes locaux par concentration d'industries manufacturières, mais ils n'apparaissent pas dans le classement des 50 premiers systèmes par indicateur d'accessibilité, ce qui met en exergue un sous-équipement en infrastructures relativement important. D'une manière analogue, aucun des systèmes locaux de la zone de Florence, où se concentrent la plupart des flux de migrants alternants de la Toscane, ne figure dans le classement des 50 premiers systèmes locaux de l'emploi par indicateur d'accessibilité.

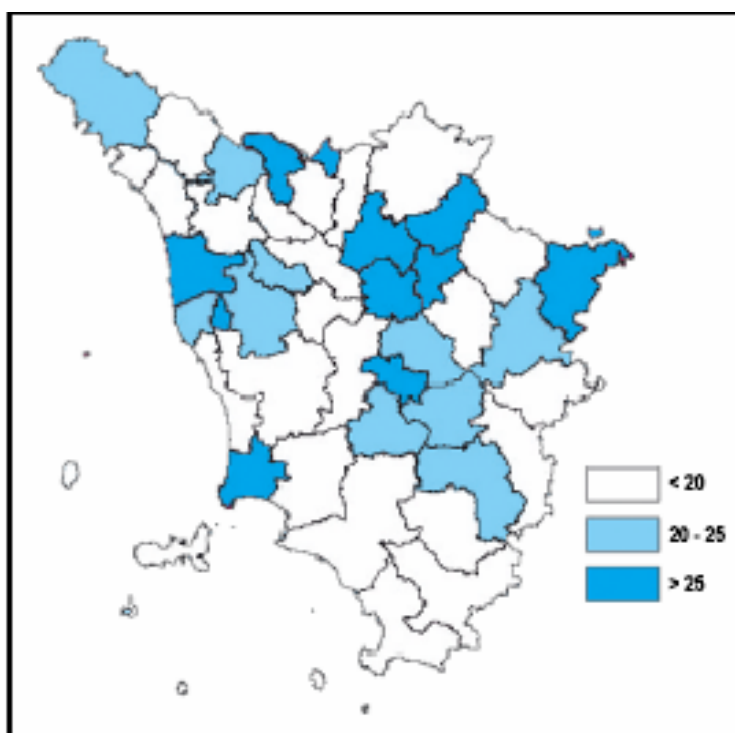
Encadre n 1 Carte de l'indicateur d'accessibilité des systèmes locaux de l'emploi en Toscane



Source: Isfort.

Ces données mettent en évidence la congestion du réseau de transport aussi bien dans les principales zones industrielles de la région que dans la zone de Florence, ce qui a un impact très négatif sur les possibilités d'intégration des différents nœuds du système régional toscan.

Encadre 2 Migrants alternants entrants par rapport aux flux internes. Prévisions jusqu'à 2020 pour les systèmes économiques locaux de la Toscane. Flux entrants par rapport à la mobilité interne. Valeurs en pourcentage.



Source : estimations de l'IRPET.

La situation des infrastructures décrite ci-dessus en termes d'accessibilité de la région est susceptible d'entraver également le processus d'intégration des centres urbains qui est en cours en Toscane et dont le point fort, du point de vue de la structure urbaine, est issu du système de réseau constitué des différents centres urbains intégrés et interconnectés. L'exigence de faire face aux enjeux posés par la transformation des centres urbains en métropoles de taille moyenne demande, eu égard aux déficits infrastructurels relevés, la planification d'actions visant à aborder les problèmes d'accessibilité à l'échelle urbaine, métropolitaine et suprarégionale.

### 5.5.1.3. Accessibilité aux télécommunications (TIC)

S'agissant de la diffusion des technologies de l'information et de la communication en Toscane, les données disponibles montrent une large utilisation des TIC par les ménages toscans, au-dessus de la moyenne nationale et en ligne avec les régions de l'Italie centrale et du nord, mais au-dessous de la moyenne européenne.

En effet, jusqu'à 2004, plus d'un tiers des ménages toscans ( 37,1 % ) déclarent avoir une connexion à Internet, par rapport à la moyenne nationale de 34,5 %, qui se situe à 37,2 % dans les seules régions de l'Italie centrale et du nord, mais qui s'élève à 42 % dans l'ensemble des 25 Pays de l'UE, voire à 45 % dans l'EU-15.

La situation des entreprises est encore moins positive, étant donné que seulement 54,2 % des entreprises ayant moins de 10 salariés ont un ordinateur personnel, par rapport à la moyenne nationale de 57,6 % et par rapport aux seules entreprises dans les régions du centre-nord qui atteignent presque 59 %.

Tableau n 3 Degré de diffusion des ordinateurs personnels dans les entreprises ayant moins de dix salariés. Pourcentage d'entreprises ( ayant moins de dix employés ) dans les secteurs de l'industrie et des services qui possèdent des ordinateurs

	2003	2004
<b>Toscane</b>	<b>55,1</b>	<b>54,2</b>
<i>Italie</i>	53,8	57,6
<i>Italie centrale et du nord</i>	55,2	58,8

Source : ISTAT.

La faible diffusion des nouvelles technologies de la communication dans les entreprises de la région est témoignée par le fait que moins de 52 % des entreprises toscanes ayant plus de 10 salariés ont leur propre site Internet et moins de 23 % de leurs effectifs utilisent des ordinateurs connectés à Internet.

S'agissant de la qualité de l'accès à Internet, il faut souligner que dans la région la large bande est encore un phénomène urbain qui concerne presque exclusivement les zones urbaines les plus densément peuplées. Dans l'ensemble, environ 82 % de la population est raccordée à Vénétie : par rapport à cette moyenne, néanmoins, la situation dans les provinces apparaît plutôt variée, étant donné que le niveau de couverture de la population par les accès ADSL passe de 94,4 % dans la province de Prato à 67,3 % dans celle de Grosseto.

En particulier, bien des zones rurales et de montagne dans la région ne sont pas desservies par la large bande ; ainsi, y a-t-il environ 400.000 habitants et 30.000 entreprises qui ne peuvent jouir des chances majeures offertes par le Web ( dans les domaines du

gouvernement électronique, de l'e-learning, des affaires électroniques, des services de télésanté et du commerce électronique ).

Cette situation met en lumière le besoin de mettre toute de suite en œuvre des actions permettant de réduire et d'éviter l'enracinement de la fracture numérique ( *digital divide* ) dans les zones actuellement défavorisées, eu égard aussi à leur richesse civique, culturelle et entrepreneuriale qu'il faut protéger et soutenir.

#### *2.1.2.2 Axe prioritaire II – Innovation et compétitivité*

#### ***Développement de l'innovation et de l'esprit d'entreprise, des PME, du tourisme, de la culture et du commerce transfrontalier***

##### *La structure économique régionale*

Dans la dernière décennie, la structure de la production régionale a vécu un processus de mutation profond, à la suite duquel le système sectoriel de l'économie régionale, où les activités manufacturières avaient toujours eu un poids plus important, a commencé à s'inscrire dans la grande ligne du système national.

L'emploi dans l'industrie manufacturière toscane par rapport à l'emploi total, qui a connu un fléchissement sensible au fil des ans ( en Toscane, de l'an 2000 à 2005, 44.000 travailleurs employés de l'industrie ont perdu leur poste ), ne cesse de dépasser la moyenne des régions européennes : 23,1 % en 2005 par rapport à la moyenne de l'UE-27 de 19,8% ( excepté le bâtiment ).

Si la situation est analysée à l'échelon des provinces, il ressort tout de suite que le secteur manufacturier se concentre surtout dans des zones données de la région, notamment à Prato - qui garde une part importante de travailleurs dans les secteurs manufacturiers, soit 34,7 % de l'emploi total ( 13<sup>ème</sup> province italienne en 2005 ) - , à Arezzo ( 30,2 % ), à Pistoia ( 29 % ) et à Pise ( 24,5 % ). Toutes ces provinces se situent au-dessus de la moyenne régionale.

Dans l'industrie manufacturière toscane, le secteur de la mode ( textile, habillement, cuir, chaussures ) joue un rôle prédominant et il rassemble globalement 35 % des travailleurs employés dans l'industrie toscane et 11,5 % de l'emploi total, par rapport à la moyenne nationale qui demeure inchangée à 5,2 %.



- Si aux activités du textile, de l'habillement, du cuir et des chaussures s'ajoutent celles de l'orfèvrerie, l'ensemble du système de production de la mode en Toscane parvient à regrouper 42,5 % de l'emploi manufacturier régional.
- Une part ultérieure de salariés du secteur manufacturier, soit 28 %, travaille dans les industries métallurgiques, de mécanique de précision et de fabrication de moyens de transports ; dans les dernières années, ces secteurs ont connu une croissance exceptionnelle.
- En revanche, le système de production semble avoir un déficit de personnel dans des activités qui rendent des services importants aux entreprises : l'ensemble des « activités immobilières, de location, informatiques, de recherches professionnelles et de services aux entreprises » totalise 12,7 % des travailleurs employés dans la région, au-dessous de la moyenne nationale qui s'élève à 14,2 %.

#### *La valeur ajoutée régionale*

Malgré l'ensemble des changements en cours, l'économie toscane semble être caractérisée par une faible productivité du travail : la valeur ajoutée par actif est sensiblement au-dessous de la moyenne des régions italiennes du centre-nord, ce qui cause une compression du PIB par tête d'habitant ( en 2003, 22.071 euros contre 23.438). En fait, le PIB par habitant peut être interprété comme l'effet conjoint de deux éléments : d'une part, la capacité du système de production d'utiliser le travail ; d'autre part, le rendement du travail lui-même.

Tableau n 4 - Emploi par activité économique au niveau NUTS 2. Total de l'industrie ( excepté le bâtiment ) - (1000)

	2000		2001		2002		2003		2004		2005		
<i>France</i>	4.570,00	19,76	4.642,70	19,22	4.500,90	18,46	4.418,10	17,86	4.364,00	17,55	4.301,10	17,18	-2,58
Corse	3,00	5,57	3,80	8,74	n.d.	--	1,50	2,52	n.d.	--	1,80	2,81	-2,76
<i>Italie</i>	5.148,80	24,43	5.133,30	23,86	5.184,00	23,75	5.209,80	23,62	5.035,70	22,48	5.027,60	22,28	-2,14
Ligurie	100,60	16,88	97,10	15,88	92,20	15,11	91,50	14,72	78,00	12,86	83,80	13,52	-3,36
<b>Toscane</b>	<b>392,70</b>	<b>27,57</b>	<b>394,80</b>	<b>27,18</b>	<b>378,50</b>	<b>25,93</b>	<b>370,60</b>	<b>24,99</b>	<b>359,70</b>	<b>24,18</b>	<b>348,50</b>	<b>23,08</b>	<b>-4,49</b>
Sardaigne	58,00	11,25	64,80	12,08	69,50	12,79	71,20	12,99	75,50	12,72	73,50	12,32	1,06
UE-27	44.138,80	21,86	44.024,50	21,51	43.317,20	21,18	42.391,30	20,65	41.913,80	20,28	41.636,60	19,82	-2,04
UE-25	40.949,50	21,73	40.899,70	21,38	40.144,60	20,89	39.288,00	20,32	38.738,40	19,90	38.537,60	19,47	-2,26

<b>Total</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
<i>France</i>	61,7	62,1	62,4	62,7	62,6	62,6
Corse	37,8	42,3	44,9	52,2	50,8	52,8
<i>Italie</i>	53,7	54,8	55,5	56,1	57,6	57,6
Ligurie	55,9	57,9	58,2	59,1	60,2	61,1
<b>Toscane</b>	<b>60</b>	<b>61,3</b>	<b>61,5</b>	<b>62,4</b>	<b>63,4</b>	<b>63,8</b>
Sardaigne	44,3	46,1	46,7	47,1	51,3	51,5
Union européenne ( 27 Pays )	62,1	62,5	62,3	62,4	62,7	63,3
Union européenne ( 25 Pays )	62,3	62,7	62,7	62,8	63,1	63,7
<b>Hommes</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
<i>France</i>	68,8	69,3	69,1	68,9	68,4	68,3
Corse	47,3	49	54,9	62,6	60,4	69
<i>Italie</i>	68	68,5	69,1	69,6	70,1	69,9
Ligurie	68,1	69,7	69,8	70,5	70,6	71,8
<b>Toscane</b>	<b>71,6</b>	<b>72,6</b>	<b>72,6</b>	<b>73,6</b>	<b>73,9</b>	<b>73,6</b>

Tableau n 5 - Taux d'emploi par genre et par âge au niveau NUTS 2 - ( % ) Population entre 15 et 64 ans

Sardaigne	61,3	62,1	62,2	61,8	64,9	66
Union européenne ( 27 Pays )	70,7	70,8	70,3	70,2	70,1	70,7
Union européenne ( 25 Pays )	71,1	71,2	70,9	70,8	70,7	71,2
<b>Femmes</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>
<i>France</i>	54,8	55,2	55,9	56,7	56,9	57
Corse	29,6	36,1	34,5	40,5	41,5	38,8
<i>Italie</i>	39,6	41,1	42	42,7	45,2	45,3
Ligurie	44	46,3	46,8	47,9	50,1	50,5
<b>Toscane</b>	<b>48,5</b>	<b>50,1</b>	<b>50,6</b>	<b>51,3</b>	<b>52,9</b>	<b>54,1</b>
Sardaigne	27,5	30,2	31,2	32,4	37,8	37,1
Union européenne ( 27 Pays )	53,6	54,2	54,3	54,7	55,3	55,9
Union européenne ( 25 Pays )	53,5	54,2	54,5	55	55,5	56,2



Du premier point de vue, la Toscane est une région à fort coefficient de travail ( synthétisé par le rapport entre unité de travail et population ), ce coefficient étant plus élevé que la moyenne italienne et similaire à celle des régions italiennes du centre-nord. En revanche, ce qui différencie sensiblement la Toscane des autres régions de la zone « Compétitivité », c'est justement la valeur ajoutée par unité de travail ; ce rapport peut être entendu comme un coefficient indirect de la productivité du travail ( en réalité, la valeur ajoutée produite découle non seulement du travail mais aussi du capital ). Il s'ensuit que, en Toscane, le rendement du travail est plus faible que la moyenne de la zone « Compétitivité », voire que la moyenne nationale. Ce dernier élément semble être la cause principale du faible PIB par habitant de la région ; ce dernier découle à son tour de la spécialisation de la production qui privilégie les secteurs à plus faible valeur ajoutée par travailleur, aussi bien dans l'industrie que dans le tertiaire.

Si, en termes absolus, le PIB par habitant de la Toscane en 2003 ( en parité du pouvoir d'achat ) est plus de 18 points au-dessus de la moyenne de l'UE-25, entre 1995 et 2002, dans la dynamique de sa production, la Toscane se trouve dans l'ensemble des 50 régions – essentiellement italiennes et allemandes – où le PIB par habitant a augmenté moins que la moyenne ( s'élevant à environ 5 % par an)<sup>4</sup>.

Toujours en termes absolus, cette donnée est quand même significative, car elle est au-dessus du PIB/hab. de Suède ( 115,9 ), Royaume Uni ( 116,2 ), Finlande ( 112,9 ), France ( 111,4 ) et de régions clé dans les économies nationales, telles que la Catalogne ( 117,5 ), Rhône-Alpes ( 110,6 ) ou Nordrhein-Westfalen ( 107,5 )<sup>5</sup>.

### *L'évolution des exportations*

Le système de production régional s'est renforcé au fil du temps grâce à la grande capacité d'exportation des entreprises, en passant par une forte ouverture aux marchés étrangers. Dans les dernières années, les entreprises toscanes ont connu une dynamique des exportations qui n'a pas été exceptionnelle, en ligne d'ailleurs avec la dynamique nationale, mais dont les aspects présentent quelques sujets d'inquiétude :

---

<sup>4</sup> Cfr. Andrea Bonaccorsi et Giampiero M. Gallo, Un benchmarking regionale su scala europea, Centro Studi Confindustria Toscana, 2006, p. 59-60.

<sup>5</sup> Cfr. Eurostat News Release, n 63/2006, 18 mai 2006.

- dans les quatre dernières années, la capacité d'exportation de la région, mesurée par le rapport entre valeur des exportations et PIB, a subi une réduction de 3 points de pourcentage, passant de 27,1 % en 2001 à 24,1 % en 2004.
- cette diminution dépasse aussi bien la réduction moyenne nationale ( soit 1,4 % dans la même période ) que la diminution moyenne concernant les seules régions du centre-nord ( -1,9 % ).
- en conséquence de cette différence négative, la capacité d'exportation du système de production toscan, qui en 2001 dépassait la capacité moyenne du centre-nord, en 2004 a été inférieure à cette dernière.

La réduction de la capacité d'exportation a eu un impact important sur les entreprises afférentes au secteur de la mode, qui, en 2003, ont enregistré une diminution de leurs ventes à l'étranger de 7,1 %, pour ensuite récupérer un modeste 0,9 % en 2004. Ayant affiché une contraction des ventes à l'étranger de 3 %, 2005 a été donc une année décevante.

En conséquence des difficultés auxquelles ont fait face les produits du secteur de la mode, la structure des exportations des entreprises toscanes a enregistré des mutations significatives dans la période 2001 – 2004 : la capacité régionale d'exporter des produits ayant une productivité élevée ou croissante augmente de plus de trois points de pourcentage, ce qui est le résultat non seulement d'une compétitivité accrue de ces entreprises, mais aussi des difficultés auxquelles se heurtent les productions traditionnels<sup>6</sup>. En effet, la capacité toscane d'exporter ces biens demeure en 2004 très éloignée de la moyenne des régions du centre-nord, même si cet écart se réduit d'environ 3 % par rapport à 2001.

### *Les districts industriels dans le cadre économique régional*

Au niveau de la production, la Toscane est caractérisée par une présence industrielle plus faible que celle des grandes régions du Centre et du Nord du Pays, même si elle est plus importante par rapport à la moyenne nationale et européenne (en termes

---

<sup>6</sup> Dans ce classement sont inclus les secteurs suivants : DG-produits chimiques et fibres synthétiques et artificielles ; DL-machines et équipements électriques, d'optique et de précision ; DM-moyens de transport ; KK-produits des activités informatiques, professionnelles et d'entreprise ; OO-produits d'autres services publics, sociaux et personnels.

d'emplois). Le modèle typique est, sans aucun doute, celui des systèmes de PME<sup>7</sup>, dont certains constituent des districts spécialisés dans la production de biens de consommation durables, liés pour la plupart aux produits de la mode. Par contre, le tissu productif régional se caractérise par une présence très faible d'entreprises de taille moyenne et grande – qui est moins élevée par rapport à la moyenne nationale.

La perte de compétitivité qui, pendant ces dernières années, a affecté le système économique toscane a entraîné une réflexion sur les facteurs de compétitivité du modèle organisationnel des districts. Nombre d'études menées dans ce domaine montrent que, malgré la conjoncture négative des secteurs manufacturiers typique italiens, les districts industriels ont obtenu des résultats meilleurs par rapport aux systèmes non organisés en districts, en termes de perte d'emplois et croissance des activités tertiaires, du moins au début du nouveau millénaire. Les districts de Toscane ont affiché des performances similaires à celles des autres districts italiens, en montrant ainsi que la perte d'emplois enregistrée dans le secteur de la mode et de la confection a été contrecarrée par l'importance de l'industrie mécanique et d'autres secteurs plus ouverts aux innovations technologiques. Ces tendances ont été saisies par l'enquête menée par Irpet,<sup>8</sup> selon laquelle les districts industriels de Toscane ont affiché, pour la décennie 1991-2001, une croissance plus forte que la moyenne nationale, aussi bien en terme d'effectifs de l'industrie manufacturière que du secteur tertiaire. De plus:

- Pendant la période en question, les districts toscans ont montré des tendances en termes d'emplois toujours plus positives que celles des zones industrielles qui ne sont pas organisées selon le modèle du district, aussi bien pour ce qui est de l'industrie manufacturière que dans le secteur tertiaire;
- la croissance de la composante manufacturière des districts a souvent eu lieu en dehors de la filière ou du secteur de spécialisation ; en effet, on a constaté que, généralement, la tendance de l'emploi du secteur manufacturier des districts de Toscane dans son ensemble est plus favorable par rapport à celle du secteur de spécialisation. Ce constat signale, d'une part, une vitalité accrue des entreprises du district et, d'autre part, une dépendance de moins en moins importante des districts de leur secteur de spécialisation et un développement croissant d'autres activités manufacturières. Parmi ces dernières, l'industrie mécanique joue un rôle

---

<sup>7</sup> Plus de 50% des entreprises toscanes a moins de 10 effectifs; presque le quart des autres a entre 10 et 49 effectifs.

<sup>8</sup> Bacci L., Casini Benvenuti S., "L'articolazione territoriale dello sviluppo: distretti e città in Toscana" (La structure territoriale du développement: districts et villes en Toscane), IRPET, Florence 2006.



primordial ; en effet, dans la plupart des districts toscans, elle a enregistré une croissance de plus de 20% sur la décennie.

Deux phénomènes importants apparaissent: celui du redémarrage des secteurs techniques, qui entraîne une transformation des districts industriels de producteurs de biens de consommation en producteurs de biens intermédiaires, et celui de la diversification sectorielle, selon laquelle bon nombre de districts nés sur une base mono-sectorielle se transforment de plus en plus en entités plurisectorielles.

Des analyses menées il ressort que le franchissement des obstacles à la compétitivité des districts doit être situé dans le cadre d'une modernisation du tertiaire, qui est encore trop lié à l'offre de services traditionnels. Le développement de la compétitivité de l'économie régionale devrait avoir lieu au travers du renforcement et de l'amélioration de la qualité de l'ensemble des services qui permettraient de mieux se positionner dans les marchés internationaux.

### *Le taux d'emploi*

En Toscane, le taux d'emploi moyen en 2005 était de 63,8 % : en progression de 3 % par rapport à l'an 2000, au-dessus de la moyenne italienne ( 57,6 % ), stable dans les 3 dernières années, essentiellement en ligne avec les valeurs de la zone « Compétitivité » et avec la moyenne de l'UE-25, mais inférieur à la valeur de certaines régions de l'Italie centrale et du nord, notamment l'Emilie-Romagne ( 68,4 % ) - qui affiche les valeurs les plus élevées - et la Lombardie ( 65,5 % ). Le taux d'emploi des femmes est plus faible de presque 10 points par rapport à la valeur moyenne et de presque 20 points par rapport au taux d'emploi des hommes ; il s'élève à 54,1 %, en progression de presque 5 points par rapport à l'an 2000, au-dessus de la valeur nationale ( 45,3 % ), mais inférieur de plus de 6 points à la valeur de l'Emilie-Romagne et supérieur de plus de 2 points à la moyenne de l'UE-25.

La différence entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes est très élevée, soit 19,5 points de pourcentage : un écart sensible, mais inférieur à l'écart moyen national ( 24,4 points ) et légèrement moins élevé que dans les régions du centre-nord ( 20,2 % ). Les difficultés auxquelles se heurtent les femmes demandeuses d'emploi en Toscane sont bien témoignées par le taux de chômage des jeunes femmes ( 15-24 ans ) qui s'élève à 20,5 %, au-dessus de la moyenne des régions du centre-nord ( 18,5 % ) et en progression de 1,5 % par rapport à l'an 2000. Les données sur l'emploi montrent qu'il y a une disparité aussi bien entre hommes et femmes qu'entre territoires. L'écart entre les systèmes locaux de l'emploi est très fort : les valeurs constatées sont considérablement faibles dans les zones côtières, alors qu'elles s'améliorent dans les aires des districts et métropolitaines. Le retard relatif de la

Toscane par rapport aux régions plus dynamiques de la zone « Compétitivité et emploi » est dû essentiellement aux quatre raisons suivantes :

- *une participation insuffisante des femmes en âge de travailler* dans le marché de l'emploi ; presque vingt points de différence entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes ;
- *des taux élevés de chômage chez les femmes ( 7,3 % ) et chez les jeunes ( 16,7 % )*, ce qui montre aussi que le système de production régional a du mal à absorber la population active la plus scolarisée ;
- *le déséquilibre entre une demande d'emploi peu qualifiée et une offre d'emploi de plus en plus scolarisée* : les qualifications les moins requises, ce sont les diplômes universitaires : 7 % contre des pourcentages deux fois plus élevés en Lombardie ( Source : Unioncamere – Ministère du travail, Système d'information Excelsior, 2006 ) ;
- *des différences territoriales sensibles*, ce sont un autre aspect lié à l'utilisation insuffisante des potentiels de la population active régionale, *notamment de celle résidant dans les provinces côtières* : plus de 10 points de différence entre le taux d'emploi de Sienne et celui de Massa Carrara ; presque 17 points de différence pour ce qui est du taux d'emploi des femmes et 6 points de différence entre les taux de chômage des deux provinces.
- Les taux d'emploi des hommes dans les provinces de Prato et de Pistoia sont parmi les plus élevés en Italie ( 77,2 % et 76,3 % respectivement ) ;
- en revanche, Sienne et Florence affichent les taux d'emploi des femmes ( 59,7 % et 58,7 % respectivement ) parmi les plus élevés de toutes les provinces toscanes.

Cette situation est liée non seulement aux caractéristiques des systèmes de production locaux – qui influencent l'évolution de la demande de compétences et de profils professionnels spécifiques – mais aussi à de nombreux domaines de la société locale. En effet, l'employabilité dépend non seulement des chances de trouver un emploi ( ratio travailleurs employés/actifs ), mais aussi de l'offre potentielle d'emploi ( population en âge de travailler sur la population totale ). Sur le plan de l'offre d'emploi, deux tendances sont à constater :

- chute de l'offre potentielle d'emploi ( due, en partie, aux évolutions démographiques )

- participation insuffisante au marché du travail ( soulignée par le nombre d'inactifs en âge de travailler ).

La diminution de l'offre potentielle d'emploi est liée aux faibles taux de fécondité à long terme et à une incidence élevée de la population âgée. Une partie de plus en plus importante de l'offre d'emploi provient des travailleurs immigrés, qui sont employés à un rythme de plus de 10 mille unités par an, généralement dans des entreprises de petite taille demandant des niveaux de qualification très faibles. Les inactifs sont très nombreux dans les tranches d'âges entrant et sortant du marché du travail : le taux de non-participation au marché du travail chez la population la plus adulte ( 55-64 ans ) atteint 68,2 % ; chez les femmes de cette tranche d'âge, le taux de non-participation atteint une pointe de 79,6 %.

### *L'immigration et le marché du travail*

La Toscane a vécu un processus d'accroissement progressif de la population étrangère qui, dans les dernières années, l'a placée parmi les régions italiennes à plus forte densité d'immigrés résidents, malgré quelques caractères distinctifs : la nature des migrations, leur répartition géographique et le fort esprit d'entreprise qui s'est développé au sein de la communauté chinoise.

L'analyse des données sur les étrangers en Toscane relatives à la fin de 2003, permet de constater que sur 174 mille étrangers dans la région ( dont 162 mille d'origine extracommunautaire ), environ 111 mille ( soit 64,2 % ) ont un permis de travail ( en majorité pour les hommes ). Si l'on y ajoute les permis compatibles avec celui de travail, les étrangers ayant un permis régulier de travail et de séjour sont au nombre d'environ 161 mille ( 92,8 % du total ). Par rapport à la fin de 2002, il s'est produit donc un accroissement de 62,3 %, même plus élevé que l'augmentation de 56,3% issue de la récente légalisation de l'ensemble des permis de séjour. S'agissant des secteurs d'intégration des immigrés, le tableau par province apparaît très hétérogène, conformément aux spécificités productives de la région : Prato se caractérise par une incidence élevée du secteur manufacturier ( 56,7 % ); Florence, Pise et Livourne ont une forte incidence du secteur tertiaire, Grosseto et Sienne de l'agriculture.

Par rapport aux tendances nationales, la Toscane s'est toujours distinguée par une plus forte incidence des activités indépendantes chez les travailleurs étrangers présents dans la région. Il s'agit d'un phénomène qui se rapporte, dans une large mesure, à la forte présence de ressortissants chinois dans l'aire métropolitaine de la Toscane centrale – notamment à Prato –, même si, dans les années récentes, le

développement d'activités indépendantes semble associer d'autres groupes nationaux et s'élargir à d'autres secteurs économiques.

### *Les dépenses et les effectifs de recherche et développement au niveau régional*

L'avantage concurrentiel du système de production régional s'est caractérisé par la présence d'une dense ramification de petites entreprises et d'activités indépendantes, où s'est sédimenté un riche patrimoine de compétences sectorielles : c'est grâce à cette présence que s'est développée, au fil du temps, une grande variété complexe de systèmes de productions sur lesquels repose la plupart du niveau de compétitivité de l'industrie régionale.

En même temps, la Toscane détient également un patrimoine de connaissances codifiées dans les centres scientifiques, les universités, les centres culturels, les entreprises, etc. Le point le plus critique du système toscan, c'est la difficulté de raccorder les lieux où les connaissances techniques et scientifiques codifiées sont acquises et théorisées ( en général, les centres de recherche et les universités ) aux lieux des connaissances sectorielles (en général, les entreprises ). Sauf dans quelques cas assez isolés où un tel lien existe, la relation entre ces deux groupes d'acteurs en Toscane est compliquée par des éléments liés à la culture, aux intérêts et aux modalités de gestion du processus cognitif. Les principales données disponibles résument de manière efficace cet aspect critique :

- en Italie, la part des dépenses de R-D dans le produit intérieur brut est restée essentiellement inchangée dans les dernières années : elle est passée de 1,05 % en 1994 à 1,14 % en 2003, en demeurant insuffisante et au-dessous tant de l'objectif de 3 % que du niveau moyen des dépenses de l'Union européenne ( UE-25 = 1,9 % ) ;
- l'UE présente un tableau assez hétérogène : le montant des dépenses de R-D produit par la Suède s'élève à environ 4 % de la dépense nationale ; la Finlande se place peu en dessous, mais les grands Pays aussi, tels que l'Allemagne et la France, sont solidement au-dessus de 2 %, alors que le Royaume Uni se situe à 1,8 %. La comparaison avec les Etats-Unis ( 2,5 % ) et le Japon ( 3,15 % ) montre que l'Europe est, de toute façon, en retard ;
- dans le cadre national, les régions qui se placent mieux, ce sont la Lombardie, qui contribue à 22,1 % de la dépense nationale en R-D, le Latium ( 17,7 % ), le Piémont ( 11,9 % ) ; l'Emilie-Romagne ( 9,5 % ) et la Toscane ( 6,7 % ) ;

- en Toscane, l'indicateur ( dépenses de R-D en pourcentage du PIB ) s'inscrit dans la tendance moyenne nationale ( 1,14 % ), mais il est inférieur à celui des régions du centre-nord ( 1,25 % ).

Les dépenses totales de recherche et développement en Toscane oscillaient, en 2003, autour du milliard d'euros ( ISTAT ). Le secteur public ( Administration publique et universités ) a joué un rôle moteur avec 67 % de la dépense régionale en 2003.

- Alors que la moyenne des dépenses des entreprises dans les régions de l'Objectif «Compétitivité» s'élève à 50 % de la dépense totale, en Toscane l'apport du secteur privé atteint à peine 32 % du total. A l'échelon de l'UE-25, les dépenses effectuées par l'industrie sont à hauteur de 54,3 % du total ( légèrement au-dessous de la moyenne de l'UE-15, soit 54,6 %).
- Les dépenses de R-D des entreprises toscanes s'élèvent à 39 % de celles des entreprises dans la région Emilie-Romagne et elles sont aussi légèrement au-dessous de celles des entreprises de la Vénétie ;
- en revanche, les dépenses du secteur public et des universités de la Toscane figurent à la troisième place en Italie, après celles de la Lombardie et du Latium.

Les effectifs de recherche et développement en Toscane s'élevaient, en 2003, à 10.374 unités, dont plus de la moitié dans les Universités, moins d'un tiers dans les entreprises et le reste dans des instituts publics de recherche. La répartition en pourcentage des effectifs dans les divers secteurs met en exergue la faiblesse du secteur de la production régional dans les activités de recherche et développement ( seulement 29,3 % des effectifs régionaux sont employés dans les entreprises privées ) par rapport aussi bien à la moyenne italienne ( 42 % ) qu'à la moyenne des régions relevant de l'Objectif « Compétitivité » ( 45,6 % ).

En particulier, en 2003, en Toscane, 1,13 % des effectifs totaux travaillaient dans le secteur de la R-D, un chiffre au-dessous de la moyenne de l'UE-25 ( 1,36 % ). La Toscane est loin des régions des Etats en tête du classement de l'UE, tels que Finlande (2,88 %), Suède (2,36 %) ou Danemark (2,11 %), mais elle demeure également au-dessous de la moyenne de nouveaux Pays adhérents de petite taille, tels que Hongrie ( 1,17 % ) et Estonie ( 1,15 % ) ; même des régions ayant un PIB par habitant inférieur à celui de la Toscane, telles que Rhône-Alpes, la Catalogne ou la région de Lisbonne, nous dépassent ( avec 2,2 %, 1,74 % et 1,59 % respectivement).

#### *2.1.2.2.1 Axe prioritaire III – Ressources naturelles et culturelles*

##### ***Protection et gestion conjointe des ressources naturelles et culturelles et prévention des risques naturels et technologiques***

###### *Durabilité environnementale*

Sous l'angle de la durabilité environnementale, la Toscane<sup>9</sup> se trouve dans des conditions très favorables, mais en même temps elle est confrontée à des situations visiblement critiques. Ses relations à l'environnement au sens plus large découlent de sa position sur la principale directrice nord-sud, ce qui entraîne la présence d'infrastructures majeures existantes et en construction et de la circulation de transit (essentiellement sur route), qui ont des effets sensibles en termes de pollution, accidents et ouvrages de construction. De plus, la Toscane donne sur la Mer Tyrrhénienne et elle est traversée par le couloir tyrrhénien : ces conditions géographiques et infrastructurelles impliquent des avantages et des inconvénients.

Les autres problèmes liés à l'environnement ont un caractère interne et ils découlent des conditions des établissements, aussi bien de la population que des activités productives et de service : leur concentration dans des zones restreintes et la forte pression exercée sur les ressources naturelles (sol, eau, air, flore et faune) ont engendré des situations critiques plus ou moins graves.

La concentration importante de la population et des services y afférents dans les deux aires métropolitaines (notamment celle de Florence) qui ne sont pas desservies de manière appropriée par des infrastructures d'accessibilité ayant un faible impact sur l'environnement, de même qu'une politique d'aménagement urbain qui n'a pas toujours été clairvoyante ont créé des déséquilibres évidents dans l'exploitation des ressources et, par conséquent, dans la durabilité environnementale.

La qualité de l'air, c'est l'un des principaux éléments qui influencent la qualité de la vie et l'état de santé dans les centres urbains, le long des grandes infrastructures routières et surtout dans l'aire métropolitaine de Florence : il a été constaté qu'en Toscane, presque 50 % de la population résidente, sur environ 14 % du territoire régional, est potentiellement exposée à des taux de pollution de l'air supérieurs aux valeurs limites pour plusieurs polluants. Les communes où les valeurs limites de qualité de l'air sont dépassées pour un ou plusieurs polluants sont au nombre de 32, soit 47 % de la population toscane.

En ligne avec la tendance nationale, les émissions de gaz à effet de serre responsables du changement climatique ont augmenté en Toscane dans les dernières années : entre 1990 et 2003, il s'est produit un accroissement de 7,6 %, à l'inverse de

---

<sup>9</sup> Cfr. "Piano Regionale di Azione Ambientale (PRAA) 2007-2010" e "Segnali Ambientali 2006 – Indicatori ambientali e Quadri Conoscitivi" Rapporto 2006, Regione Toscana.

l'objectif fixé dans le Protocole de Kyoto, qui prévoit une réduction de 6,5 % en 2010 par rapport aux valeurs de 1990. En 2003, les émissions régionales de CO<sub>2</sub> équivalent s'élevaient à plus de 42 millions de tonnes ; ce chiffre a été pour la plupart produit par le secteur « centrales électriques publiques, cogénération et chauffage à distance » ( qui est responsable de 22 % des émissions de gaz à effet de serre ) par les procédés de combustion ( 18 % des émissions sont causées par la combustion dans l'industrie, 15 % par des procédés de combustion dans le secteur tertiaire et dans l'agriculture ) et par le secteur des transports routiers ( 16 % ).

### *Energie*

En Toscane, la consommation d'énergie est globalement en hausse : elle a en effet augmenté de 14 % de 1995 à 2003 et de 19 % de 1990 à 2003, à côté d'un accroissement correspondant du PIB de 13 % et de 23 % respectivement dans les deux périodes. Les taux annuels de croissance ont légèrement diminué dans la période 1995-2003 par rapport à la période précédente 1990-1995, mais la tendance à une augmentation de la consommation d'énergie plus élevée que celle du PIB apparaît persistante. Par rapport à la situation nationale, la Toscane a un rendement et une autosuffisance énergétique ( rapport entre capacité de production et consommation d'énergie électrique) plus faibles.

En conclusion, pour ce qui est de la production d'énergie, en 2004, la Toscane a produit 33 % de son énergie électrique totale à partir de sources d'énergie renouvelables, grâce à l'exploitation de ressources géothermiques ( soit 28 % de l'énergie électrique produite, auquel il faut ajouter 4 % d'énergie produite par des centrales hydroélectriques et 1% à partir de la biomasse et des déchets ).

### *Sites contaminés et travaux d'assainissement*

Au total, les sites repérés dans le Plan régional approuvé par D.C.R.T. n 384 du 21 décembre 1999 sont au nombre de 402. Après l'approbation du Plan régional de l'assainissement, le Conseil régional a entrepris la surveillance continue de l'état d'exécution des travaux d'assainissement.

Tableau n 6 – Répartition territoriale et typologie des aires à assainir

<i>Localisation/typologie</i>	<i>Quantité</i>	<i>Pourcentage</i>
Arezzo	18	4,5 %
Florence	94	23,4 %
Grosseto	68	16,9 %
Livourne	21	5,2 %
Lucques	49	12,2 %
Massa Carrara	42	10,4 %
Pise	50	12,4 %
Pistoia	22	5,5 %
Prato	6	1,5 %
Sienne	32	8,0 %
<b>Toscane</b>	<b>402</b>	<b>100,0 %</b>
Zones minières	44	10,9 %
Décharges	226	56,2 %
Zones industrielles	132	32,8 %

Source : Région Toscane

De l'analyse des différentes situations, il ressort que dans 100 % des sites définis à « court terme », des procédures d'assainissement ont été mises en route ( ou certifiées ). Un très bon succès a été remporté en termes d'augmentation globale des actions mises en places, même si, pour ce qui est des sites définis à « moyen terme », le démarrage des actions est plus lent ( 65 % du total ). Dans les bassins miniers et métallurgiques du Mont Amiata et des Collines Métallifères – Scarlino ( Provinces de Grosseto et de Sienne ), des actions de « remise en état de l'environnement » ont été mises en marche dans l'ensemble des 43 sites définis à « court terme ». En ce qui concerne les zones remises en état, les informations disponibles à l'heure actuelle montrent que la plupart ( 60 sites ont été relevés en 2002 ) sont devenues des jardins ( espaces verts et jardins publics ) et des zones résidentielles, alors que d'autres ont été utilisées pour des activités artisanales et commerciales.

#### *Risques naturels, environnementaux et technologiques*

L'évaluation de la durabilité environnementale par des indicateurs de risque naturel et technologique permet de faire la comparaison avec les régions italiennes et européennes et de vérifier la position des provinces toscanes.



Tableau n 7– Risques naturels

	Risque sismique potentiel (a)	Risque d'éboulement (b)	Risque potentiel d'inondation (c)
Toscane	2,90	0,80	1,56
Italie centrale	3,10	0,70	1,90
Italie–Objectif « Compétitivité »	2,62	0,66	2,60
UE-15	1,82	0,51	2,46
UE-15 ( excepté Grèce et Portugal )	1,72	0,51	2,50
Massa-Carrara	3	1	1
Lucques	3	1	2
Pistoia	3	1	2
Florence	3	1	2
Prato	3	1	2
Livourne	2	1	1
Pise	3	1	2
Arezzo	3	1	1
Sienne	3	0	1
Grosseto	3	0	1

(a) = Classé de 1 ( risque très faible ) à 5 ( risque très élevé ) points : pour les groupements de régions et de nations, la moyenne des régions NUTS3 ( en Italie, provinces ) a été utilisée ; an 1998.

(b) = Classé par variable binaire ( 0 = risque nul ; 1 = à risque ) : pour les groupements de régions et de nations, la moyenne des régions NUTS3 a été utilisée ; an 2004.

(c) = Classé de 1 ( risque très faible ) à 5 ( risque très élevé ) points : pour les groupements de régions et de nations, la moyenne des régions NUTS3 a été utilisée ; période 1987-2002.

Source: Espon (2006) *Spatial effects of natural and technological hazards*, ESPON Project 1.3.1; données traitées par RESCO à partir de données tirées du site Internet <http://www.espon.eu>.

S'agissant des risques naturels, la position de la Toscane apparaît assez critique, surtout en comparaison avec la situation européenne, mais aussi par rapport aux résultats de l'Italie. Le risque d'éboulement semble être très élevé : huit provinces

sur dix (excepté Sienne et Grosseto) peuvent être classées comme des zones à risque élevé. S'agissant du risque sismique, la position de la Toscane est moins grave que celle de l'Italie centrale (en effet, la plupart des provinces toscanes sont considérées à risque moyen). Le risque d'inondation semble être le risque moins grave aussi bien en Italie qu'en Europe.

Tableau n 8– Risques technologiques

	Nombre d'installations soumises à PRIP sur la superficie totale (a)	Risque technologique causé par des installations chimiques (b)
Toscane	0,20	2,00
Italie centrale	0,18	1,90
Italie–Objectif « Compétitivité »	0,27	2,01
UE-15 Objectif « Compétitivité »	0,23	-
UE-15 ( excepté Grèce et Portugal )	-	1,87
Massa-Carrara	-	1,92
Lucques	-	4
Pistoia	-	1
Florence	-	1
Prato	-	2
Livourne	-	1
Pise	-	4
Arezzo	-	3
Sienne	-	1
Grosseto	-	1
Toscane	-	2

(a) = Installations soumises à la directive CE/96/61 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (directive PRIP) qui impose des obligations spécifiques ; la superficie totale est en Km<sup>2</sup>; an 2001.

(b) = Classé de 1 (risque très faible) à 5 (risque très élevé) points : pour les groupements de régions et de nations, la moyenne des régions NUTS3 ( en Italie, provinces ) a été utilisée ; an 2002.

Sources : (a) = données traitées par l'ISRI à partir de données EPER-EEA ; an 2001. (b) = Espon (2006) *Spatial effects of natural and technological hazards, ESPON Project 1.3.1*, données traitées par RESCO à partir de données tirées du site Internet <http://www.espon.eu>.

S'agissant des risques technologiques (à savoir les risques causés par des installations industrielles), la position de la Toscane est en ligne avec celle de la zone « Compétitivité » pour ce qui est des installations chimiques. Elle est plus favorable si l'on considère l'ensemble des installations dangereuses du point de vue de la pollution et d'éventuels accidents susceptibles de porter atteinte à la santé et à la sécurité de la population. Toutefois, il y a des différences importantes dans la région : pour ce qui est du risque lié aux installations chimiques, les provinces de Massa-Carrara et de Livourne semblent être les plus exposées, suivies par la province de Pise.

70 des 191 kilomètres du littoral sableux situé entre *Bocca di Magra* et l'embouchure du fleuve Chiarone sont atteint par l'érosion. Si les plages qui avancent n'enregistrent habituellement que des taux de variation de quelques centimètres par an, les plages frappées par l'érosion enregistrent un recul de la ligne de rivage qui, parfois, dépasse les 10 mètres par an. Cela étant, bien que les zones enregistrant une avancée sont plus vastes que celles atteintes par l'érosion (64,1% et 35,9% respectivement), le littoral toscan continental dans son ensemble a perdu, selon les données les plus récentes, presque 199.675 mètres carrés de plage.

#### *Plan régional d'action pour l'environnement 2007-2010*

Le Plan régional d'action pour l'environnement ( PRAE ) 2007-2010, approuvé avec le Plan d'orientation territoriale par le Conseil régional lors de sa dernière séance, c'est le document qui englobe l'ensemble des programmes pour l'environnement de la Région Toscane. A la mise en oeuvre de ses 14 grands objectifs sont affectés environ 680 millions d'euros sur quatre ans, en provenance de fonds régionaux, de l'Etat et communautaires.

Le principe duquel s'inspire le PRAE, c'est l'intégration des politiques. En application du Plan régional de développement ( PRD ) et en liaison avec le Plan d'orientation territorial ( POT ), le PRAE vise à diriger l'économie de la Toscane et ses citoyens vers un développement durable, par des comportements respectueux de la santé de l'homme et de la protection de l'environnement dans un contexte de développement de qualité. Son élaboration est le résultat d'un long chemin de concertation, d'échange et de participation qui l'a accompagné tout au long de ses phases, dans la certitude que la mise en place de programmes ne saurait faire abstraction de l'adoption généralisée de systèmes de participation informée des citoyens.

Conformément au sixième programme-cadre de l'Union européenne, le PRAE est décliné en quatre domaines d'action prioritaire – *changements climatiques; nature, biodiversité et protection du sol ; environnement et santé ; utilisation durable des ressources et gestion des déchets* – à travers 14 objectifs majeurs sur lesquels se concentrent les politiques régionales.

Dans le cadre des changements climatiques, sur lesquels la Commission européenne a lancé l'alerte dans les derniers mois en soulignant la priorité absolue de ce sujet dans l'agenda politique, les grands objectifs de la région, auxquels sont affectés environ 60 millions, sont les suivants :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre conformément au Protocole de Kyoto ;
- la rationalisation de la consommation d'énergie ;
- l'accroissement du pourcentage d'énergie provenant de sources renouvelables.

En ce qui concerne *nature, biodiversité et protection du sol*, les objectifs poursuivis, auxquels sont affectés quelques 350 millions, ce sont : l'augmentation du pourcentage d'aires protégées – en améliorant la gestion et la conservation de la biodiversité terrestre et marine –, la réduction de la dynamique des zones artificielles, le maintien et le recouvrement de l'équilibre hydrogéologique et la réduction de l'érosion côtière, la prévention du risque sismique et l'atténuation des retombées.

Dans ce contexte, une attention particulière est accordée au Plan de mise en sécurité de l'Arno, comme prévu par le nouvel accord signé par la Région et par le Ministère de l'environnement.

S'agissant du domaine *environnement et santé*, les politiques régionales visent à réduire le taux de la population exposé à la pollution de l'air, à la pollution sonore et électromagnétique et au rayonnement ionisant. Il faut également réduire les impacts des produits phytosanitaires et des substances chimiques dangereuses sur la santé de l'homme et sur l'environnement, ainsi que les risques d'accidents majeurs. Les ressources allouées aux différentes actions s'élèvent à 39 millions.

Le domaine *utilisation durable des ressources naturelles et gestion des déchets* prévoit, grâce à une enveloppe de 171 millions, les objectifs suivants :

- la réduction de la production totale de déchets ;
- l'amélioration du système de collecte sélective ;
- la diminution des mises en décharge ;
- l'assainissement des sites contaminés ;
- la remise en état des zones minières désaffectées ;
- la protection de la qualité des eaux intérieures et côtières ;
- la promotion d'une utilisation durable des ressources en eau.

63 millions supplémentaires sont affectés à 6 grands objectifs qui mettent l'accent sur la valeur ajoutée de l'intégration, de la recherche et de l'innovation, de la coopération internationale ainsi que de la communication pour l'éco-efficience et pour l'éducation environnementale de la région.

Du plan environnemental précédent, concernant les années 2004-2006, on a tiré les *zones de criticité environnementale* (*zone di criticità ambientale*), en envisageant toutefois de les mettre à jour, aussi bien en termes de cadre de connaissance que d'objectifs et actions. Des actions détaillées n'ont été identifiées dès le début que pour la zone critique du bassin du fleuve Arno, de la Vallée de Cecina et celle affectée par le projet ferroviaire "Haute Vitesse". Il s'agit de la réalisation des bassins d'expansions prévues par le Plan d'aménagement hydrogéologique du bassin du fleuve Arno pour sa sécurisation, de l'amélioration de l'approvisionnement en eau de la Vallée de Cecina, ainsi que de la réalisation d'aqueducs, d'égouts, et de retenues artificielles de colline dans la zone du Mugello.

A la réalisation des objectifs du plan pour l'environnement participent, chacune dans le cadre de ses compétences, les agences régionales qui sont valorisées en tant qu'acteurs indispensables pour la formulation et pour la mise en œuvre du PRAE. C'est le cas notamment de l'Arpat, pour laquelle le PRAE constitue un point de repère sur lequel l'agence orientera ses actions d'ici à 2010.

Des actions sont également prévues pour suivre l'état d'avancement du plan au fil du temps, afin d'évaluer sa mise en œuvre mais aussi afin de prévoir des corrections éventuelles. L'accent a été mis tout particulièrement sur cet aspect – aussi pour répondre aux nombreuses requêtes formulées dans la phase d'échange et de participation – en prévoyant un mécanisme qui vise à encourager l'ouverture d'une sorte de forum Agenda 21 régional, dans lequel la pluralité de parties prenantes de la société toscane soit le plus possible représentée.

### *Le secteur du tourisme et l'offre de patrimoine culturel*

En Toscane, comme dans toutes les économies développées, le tertiaire constitue de loin le secteur dominant (son poids en termes de valeur ajoutée dépasse 70 %). Toutefois, les caractéristiques de ce secteur sont très hétérogènes et lorsque l'accent est mis sur son rôle central dans le développement des économies modernes, il convient de mentionner les segments et les rôles particuliers propres aux différents services fournis.

A présent, les modalités de réalisation de la production reposent sur une division accentuée du travail, qui fait que chaque stade de la filière de la production soit réalisé dans des entreprises et dans des sites différents (souvent très lointains les uns des autres); cela ne permet pas de diviser aussi nettement la capacité d'exporter entre activités industrielles et activités tertiaires. Certaines activités tertiaires vendent leurs services directement à l'étranger et, par-dessus tout, certaines activités tertiaires sont fondamentales pour que l'industrie puisse produire auparavant (par exemple, la

conception ) et vendre ensuite (par exemple, la publicité ) ses produits. Par conséquent, le lien entre le tertiaire et les grands marchés internationaux peut être direct ou indirect ; la qualité et les prix des services est donc essentielle pour la compétitivité de nos produits.

Il y a ensuite toute une partie d'activités tertiaires qui fournissent leurs services aux consommateurs ; ceux-ci sont étrangers aux grands marchés internationaux, mais ils n'en sont pas pour autant moins cruciaux pour déterminer la compétitivité d'un système : des services aux consommateurs plus efficaces font en fait baisser le coût de la vie et ils aident à fixer le niveau des prix que les entreprises accordent, aussi sur les marchés internationaux. Il en va de même pour les services publics.

Dans le domaine des activités tertiaires privées, la Toscane a une spécialisation plus forte dans les segments du commerce, de l'hôtellerie et des établissements publics : en particulier, le tourisme s'adresse, du moins en partie, à des consommateurs non résidents et il est donc assimilable aux exportations. Le tourisme revêt une importance cruciale pour l'économie de la région et il se nourrit d'un immense patrimoine artistique et environnemental. En effet, à l'exclusion des deux régions italiennes où le tourisme est sans doute l'activité principale ( Trentin Haut Adige et Val d'Aoste ), la Toscane se classe deuxième, juste derrière la Vénétie, par le nombre de touristes pour 1000 habitants. Au fil des ans, la composante « étrangère » a été la plus dynamique et elle constitue à présent presque la moitié de la totalité des touristes dans la région. L'augmentation des présences a été stable tout au long des années 90. Ce n'est que récemment que quelques difficultés se sont manifestées en termes aussi bien de touristes nationaux qu'étrangers ( même si elles sont plus marquées s'agissant des présences étrangères ). Ces difficultés semblent signaler une perte de compétitivité inquiétante de notre Pays, notamment de la Toscane ; cette perte a été évidente surtout dans les cinq dernières années et elle semble être liée à l'ensemble de nos échanges extérieurs : le nombre d'exportations et de touristes présents a connu, en effet, un véritable fléchissement depuis 2001.

Ces constats se basent, bien sûr, sur l'évolution des présences dans les hôtels officiels, sans tenir compte de toutes les autres formes de tourisme ( maisons en propriété, en location, chez des amis et des proches ) qui, en fait, ont un poids considérable sur le phénomène global. Il n'y a quand même pas d'éléments pouvant signaler une évolution des déplacements touristiques globaux et de la dépense y afférente autre que celle décrite ci-dessus ; par conséquent, le doute persiste quant à une situation de difficulté structurelle à laquelle serait confronté le tourisme aussi, même si les données sur l'évolution du secteur en 2005 et début 2006 semblent être plus réconfortantes.

Après une essor remarquable dans les années 90, le tourisme est passé à une phase de réaménagement marquée par des choix différents ( en termes de types d'hôtels et de

localités d'intérêt ) par rapport aux choix traditionnels, qui doivent faire l'objet d'une réorganisation appropriée de l'offre.

La Toscane a également une forte spécialisation dans le secteur du commerce : 14,4 % de la valeur ajoutée régionale est produite par le secteur « Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules, motocycles, biens personnels et articles ménagers ». Ce pourcentage lui assure le tout premier rang à l'échelle nationale. Ce phénomène est à interpréter avec prudence, car il est issu de comportements du côté de la demande ( une forte demande de services marchands étant donnée le rôle important du tourisme, la présence de petites agglomérations sur l'ensemble de la région, la prépondérance de petites entreprises même dans l'industrie ) ainsi que de comportements du côté de l'offre ( difficulté à développer des activités commerciales dans le secteur de la grande et moyenne distribution ).

L'interprétation du phénomène est double ; d'une part positive, car la présence d'un nombre plus importants de petits commerces entraîne une plus grande proximité à l'égard de la demande ; d'autre part négative, car cette présence nombreuse peut être entendue aussi comme un élément de retard par rapport au renouvellement que le secteur a vécu dans d'autres régions du Pays.

En fait, dans les dernières années, la Toscane aussi a connu une diffusion croissante de la grande et moyenne distribution, qui a encouragé la réduction des prix relatifs. Toutefois, le recul par rapport à d'autres régions du Pays demeure, même s'il est visible moins dans la grande distribution que dans la moyenne distribution ( de 250 à 2500 m<sup>2</sup> ), alors que les petits commerces restent très nombreux.

### *Patrimoine culturel*

La stratégie régionale pour les biens culturels définit « l'accès à la culture comme un prérequis pour un développement viable et comme une valeur fondamentale de la société ». A cet égard, le secteur des biens et des activités culturelles est à considérer comme : a) une opportunité d'accroître ultérieurement les emplois qualifiés ( à présent, environ 40.000 effectifs ); b) un secteur qui renforce le potentiel socio-économique des territoires en matière de tourisme ; c) un secteur qui s'entrecroise avec les autres lignes de production et avec la diffusion des technologies innovantes ( technologies des matériaux, techniques de restauration, bases de données, réseaux, etc. ). Compte tenu de ces aspects, la valorisation de l'acquis culturel est en rapport étroit avec l'aménagement du territoire et avec la logique du développement local.

#### *2.1.2.2.2 Axe prioritaire IV – Accès aux fonctions rares et urbaines (développement polycentrique)*

**Développer et améliorer l'accès aux fonctions rares et urbaines de la zone de coopération en ouvrant les opportunités correspondantes à l'ensemble de la population et des entreprises<sup>10</sup>**

### **Dimension territoriale**

#### *La géographie du développement régional*

La Toscane peut être considérée comme une région à faible densité de population, surtout en comparaison avec les autres grandes régions du Pays ; ceci est dû à la nature de son territoire, qui est recouvert dans une large mesure de collines et de montagnes.

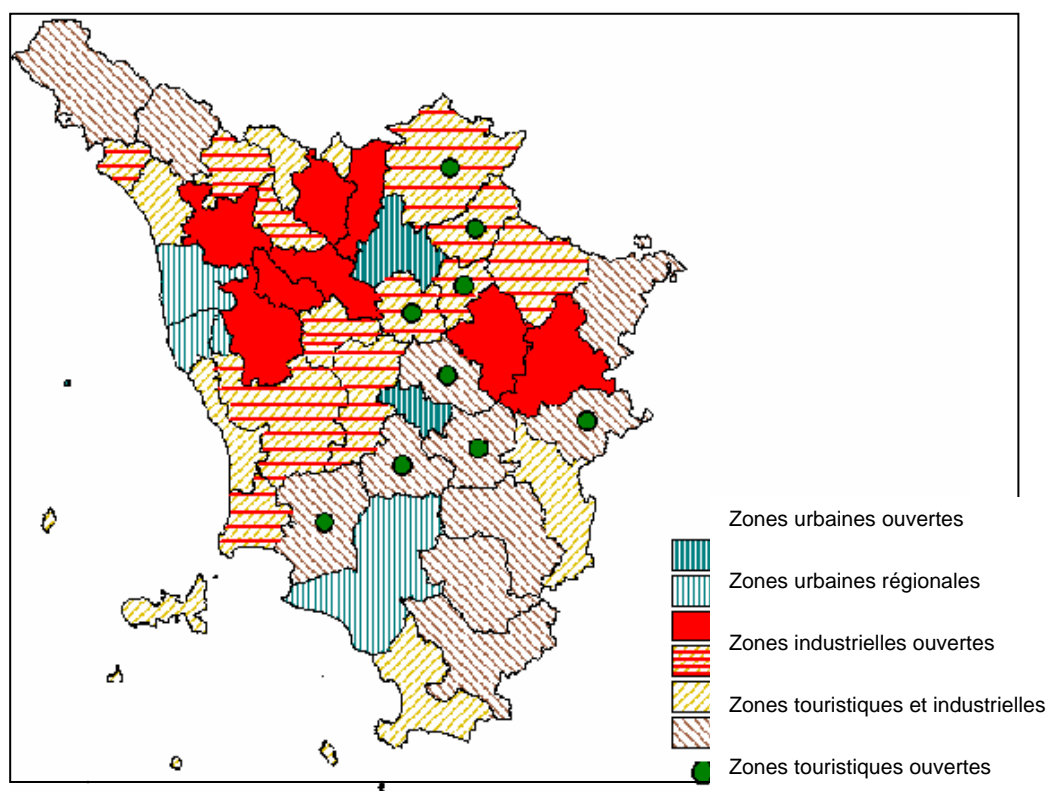
---

<sup>10</sup> En vue d'un développement cohérent du sujet, le paragraphe relatif à l'Axe IV est rapporté ci-dessous.



### Encadre n 3

#### Les systèmes locaux de la Toscane selon les principaux moteurs de développement



Les communautés d'habitation et, surtout, l'implantation d'activités productives se concentrent en effet dans des zones restreintes de la région. La bande nord et centrale ( soit 30 % de la région ) qui, à partir des collines à est de Florence, s'étend vers la large zone côtière entre Livourne, Pise et Lucques, rassemble plus de 70 % de la population toscane et plus des 3/4 des activités économiques de la région ( plus de 75 % des travailleurs ).

Il existe, dans cette zone, trois systèmes urbains différents : deux se situent le long des axes formés par Florence-Prato-Pistoia-Lucques et par Florence-Empoli-S.Croce-Pontedera ( qui continue le long de la vallée de l'Arno jusqu'à englober la zone d'Arezzo ) ; le troisième se situe le long de l'axe côtier Pise-Livourne et il s'étend sur l'ensemble de la côte nord.

C'est dans ces parties de la région qu'est visible la plupart des signes de l'industrialisation du siècle dernier ; en effet, c'est surtout dans ces zones que se trouvent les systèmes locaux des districts ainsi que ceux des grandes entreprises ; c'est toujours dans cette zone que se concentrent les principales activités des services tertiaires les plus avancés et, dans une large mesure, des services touristiques aussi.

C'est dans cette partie de la région, en d'autres termes, que se développe la part la plus importante de la capacité de production et d'exportation de la Toscane, ce qui est confirmé d'ailleurs par la représentation graphique de l'économie régionale à partir de ses principaux moteurs de développement ( graphique n 1 ) : les zones ouvertes – industrielles, urbaines ou touristiques – se trouvent surtout dans cette partie de la région.

A côté de cette partie de la Toscane, marquée par une forte densité d'activités productives et de zones résidentielles, il y a une partie considérablement plus large de la région qui est typiquement rurale ; les milieux ruraux, toutefois, existent également dans les zones décrites ci-dessus – à savoir la Toscane centrale et côtière -, où des zones rurales ayant un niveau élevé de préservation de l'environnement et du paysage coexistent avec des zones très urbanisées.

Cette description de la Toscane, à travers des aperçus très variés, montre que dans la même région il subsistent des modèles de développement divers, ainsi que des écarts importants entre les niveaux de développement : en d'autres termes, il existe des zones très ouvertes aux échanges commerciaux avec l'extérieur et qui ont, de ce fait, un PIB par habitant élevé, à côté de zones qui sont beaucoup moins développées dans ce domaine: ce n'est pas par hasard que les indicateurs de disparité interne sont beaucoup plus élevés en Toscane que dans les autres régions du centre-nord.

### *La structure des établissements urbains et ruraux*

La concentration des activités de production et résidentielles dans une zone limitée de la région, le polycentrisme accru et des différences majeures en termes de spécialisations productives locales ont contribué au développement d'un important réseau de relations entre les territoires appartenant à ce vaste système.

---

<sup>11</sup> « Le territoire agroforestier ... joue... un rôle primordial, s'élevant 94,7 % de la région, alors que les zones urbaines recouvrent 4,6 % du territoire et les agglomérations industrielles ayant une étendue de plus de 50 hectares sont environ 1 % », IRPET, PLAN DE DEVELOPPEMENT RURAL 2007-2013, Analyse socio-économique et environnementale, Florence 2006.

La structure urbaine est constituée par un système composé de plusieurs centres interconnectés, par plusieurs villes de taille petite et moyenne où, même le chef-lieu régional, joue un rôle complémentaire. Dans ce cadre, les systèmes des districts restent autonomes et bien enracinés, aussi bien en termes de nombre d'effectifs que du réseau de services aux personnes et aux entreprises. Le système métropolitain central est donc structuré selon un modèle non hiérarchique d'expansion diffuse.

Pendant ces dernières années, le processus d'établissement susmentionné s'est consolidé davantage, en confirmant l'attrait plus important de certaines zones du littoral et du système urbain polycentrique de la Toscane centrale. De plus, dans ce domaine, le phénomène de la périurbanisation s'accroît, avec un déplacement accru des habitants et des habitations des centres urbains principaux (à l'exception non négligeable de la ville de Prato) vers les communes de la ceinture urbaine de deuxième niveau, et le long des axes majeurs qui relient ces zones au chef-lieu régional (Chianti, Mugello, Val di Sieve, zone sud-orientale de Florence, zone de Empoli), en créant ainsi un système métropolitain florentin élargi.

Cette attitude particulière est alimentée par le fait que la plupart des centres urbains les plus attrayants ne cessent de garder la plus grande partie de la base économique et, donc, des effectifs par rapport aux personnes actives ; en revanche, dans les municipalités de la couronne, la fonction résidentielle a tendance à l'emporter sur la fonction productive – il y a donc plus de personnes actives que d'effectifs. Cela est souligné également par l'augmentation du patrimoine immobilier, notamment dans les provinces les plus proches de Florence, et en particulier dans celles de Prato et Pistoia. Dans cette zone, une forte pression des établissements urbains et des voyageurs sur le réseau routier correspondent causent des problèmes majeurs. En effet, en termes d'habitants, la zone métropolitaine de Florence élargie comprend 1.430.000 habitants environ<sup>12</sup> – à savoir 40% de la population régionale – dont les déplacements et la mobilité, notamment celle des navetteurs, entraînent la crise du système routier et des infrastructures, qui est remarquablement inadéquat.

Dans la zone nord-occidentale de la région il y a un autre système d'établissements urbains polycentrique qui a tendance à se développer – surtout dans certains territoires – selon le modèle de la conurbation ou bien de l'urbanisation diffuse. Ce système comprend la Zone métropolitaine de Livourne-Pise-Lucques, avec des ramifications qui arrivent jusqu'à Massa Carrara. Cette zone a un potentiel important de rééquilibrage et complémentarité par rapport au système métropolitain central, en raison de sa remarquable dotation en services de niveau urbain supérieur, dont

---

<sup>12</sup> En ce cas, le périmètre officiel "élargi" de la zone est pris en compte, qui inclut toutes les municipalités des provinces de Florence, Prato et Pistoia.

notamment les infrastructures logistiques, les aéroports, les centres de recherche universitaire et innovante, et les foires. Tous cela se marie à un système productif important qui, malgré la baisse et la crise vécue par l'industrie lourde pendant les années '80 et '90, se compose de nombreuses entreprises et activités de pointe dans plusieurs domaines, y compris le secteur des transports, du marbre et du papier, le secteur chimique et des constructions navales. A' tout cela, il faut ajouter une bonne dotation infrastructurelle, ce qui rend ce territoire tout à fait important pour l'ouverture de la Toscane vers l'Europe et la Méditerranée, mais aussi en tant que zone de passage nord-sud alternative par rapport à l'axe des Apennins.

La Toscane centrale et méridionale a, en revanche, un profil moins défini, notamment par rapport aux interactions et aux rôles des différents systèmes d'établissements. Il s'agit d'établissements plus raréfiés et concentrés autour des centres urbains majeurs, caractérisés par des relations diversifiées avec les autres systèmes régionaux, au lieu d'un système structuré et bien reconnaissable de relations internes. Malgré cela, ce territoire a un potentiel important en termes d'infrastructures et d'accessibilité : les axes importants est-ouest (deux mers) et Florence-Sienne d'une part, et l'axe nord-sud (Arezzo, Florence, Valdelsa, et tyrrhénien)

Ces caractéristiques des établissements s'accompagnent de l'excellence du domaine agroalimentaire et des produits typiques, dont Grosseto est le centre principal, et du tourisme environnemental et culturel, portant sur un patrimoine historique, culturel et naturel remarquable.

Pour ce qui est des établissements, là aussi on enregistre une diminution du nombre d'habitants qui, tout étant légèrement plus faible que celle de la zone métropolitaine de Florence, exprime clairement une tendance commune aux centres urbains majeurs.

Il s'agit donc d'une Toscane où les zones urbaines et les territoires ruraux se mélangent partout, en contribuant ainsi au maintien d'une qualité environnementale élevée, y compris dans les zones à forte densité d'établissements productifs.

Toutefois, la capacité de produire des biens pour les grands marchés mondiaux et, donc, d'être le moteur du développement économique régional, est largement concentrée sur le double axe qui unit Florence au littoral: l'axe Empoli-Pise-Livourne et l'axe Prato-Pistoia-Lucques; l'ellipse qui inclut ces zones urbaines se prolonge au sud-est jusqu'à Arezzo, le long du tracé du fleuve Arno et au sud jusqu'à Sienne. C'est dans cette zone qu'il y a les activités productives principales de la région et c'est là qu'est né le modèle toscan, portant sur les systèmes de la petite entreprise, spécialisés dans la production de biens traditionnels.

Un autre axe s'ajoute au premier, affectant le littoral (notamment la partie centrale et du nord) mais ayant des caractéristiques d'urbanisation très différentes, liées naturellement à la présence de la mer (donc des ports, chantiers, et des activités qui doivent se situer de préférence près de la mer); dans cette zone se sont installées des grandes entreprises – dont la plupart à participation étatique – en développant un modèle tout à fait différent du modèle typique de la Toscane centrale. Il s'agit d'un modèle qui a souffert à cause des difficultés causées par la crise qu'ont vécu les entreprises publiques à partir des années '80 et qui a entraîné une reconversion partielle du territoire, suite à laquelle des nouvelles activités se sont développées – dont certaines à succès (constructions navales de plaisance) – et surtout le tourisme qui, pendant ces dernières décennies, a connu une expansion sans précédents.

Finalement, il y a la Toscane essentiellement rurale, qui pendant longtemps n'a pas connu de phénomènes de localisation majeurs, où le revenu est resté à des niveaux moyens ou faibles, mais qui a gardé aussi une qualité environnementale qui aujourd'hui constitue une ressource en elle-même, mais qui est également une source de revenu étant donné l'importance du tourisme.

#### *Services tertiaires et aire métropolitaine*

Les villes regagnent leur rôle central. En Toscane aussi, les villes ont connu des mutations profondes au fil des années : l'évolution démographique s'est accompagnée d'une évolution urbanistique vers un processus de changement et de concentration de fonctions urbaines – universités, centres commerciaux et de récréation, cinémas et espaces de loisirs – visant à élargir les zones desservies en dehors des villes. Bien évidemment, la connotation d'aire métropolitaine évolue, aussi par rapport à ces fonctions tertiaires.

Toutefois, la taille de nos villes empêche l'apparition de véritables aires métropolitaines. En effet, les statistiques internationales ne relèvent pas de telles zones en Toscane, mais les relations majeures qui existent entre les différentes villes de la région permettent d'identifier des Aires d'intégration polycentrique ( *PIA*, *Polycentric Integration Areas* ) correspondant à de potentiels réseaux de villes et territoires fonctionnellement intégrés.

Eu égard aux ensembles de caractéristiques permettant de définir une zone urbaine en Toscane ( à savoir, taille et qualité des activités existantes ) – identifiés sur la base de 8 variables –, une situation polycentrique se dessine en Toscane centrale, notamment dans la zone qui va de Florence à Pise et à Livourne en passant par la partie nord ( Prato, Pistoia, Lucques ) et par la partie sud ( Florence, Empoli, Santa

Croce, Pontedera ). A ce réseau s'ajoutent et s'intègrent les autres zones urbaines de la Toscane fonctionnellement spécialisées, notamment la ville de Sienne avec son circuit spécialisé de banques et d'universités.

Tableau n 9 - Fonctions urbaines : agglomérations de pointe

Fonctions	Agglomérations
Services aux entreprises	Florence, Prato, Pise
Recherche et formation	Florence, Pise, Sienne
Culture	Florence, Pise, Livourne
Crédit	Florence, Sienne, Livourne
Commerce	Florence, Prato, Livourne
Transports	Florence, Pise, Livourne
Centres des affaires - Industrie	Florence, Prato

Source : traitement de données par IRPET ( 2006 )

L'identification de cette zone ne veut pas dire qu'il existe véritablement une Aire d'intégration polycentrique; il y a à présent des fonctions émergentes qui permettraient à cette zone de jouer ce rôle, mais à cette fin, il faut que des relations étroites s'instaurent entre les différents nœuds du réseau potentiel ; en partie, ces relations existent à présent, mais il faut certainement les renforcer, surtout à travers l'amélioration des infrastructures de communication entre les différents nœuds du réseau.

C'est justement en raison de l'importance stratégique que revêt cette aire en vue d'une reprise efficace du développement qu'il faut concentrer sur elle les plus grands efforts visant au renforcement des relations entre ses différents acteurs.

### *Actions publiques d'inclusion sociale*

Dans ces dernières années, conformément aussi aux nouvelles responsabilités qu'elles se voient attribuer par la Constitution, les Régions ont donné une forte impulsion à la promulgation de mesures dans le domaine social, afin de concevoir le nouveau système régional des services et des prestations.

Bien des instruments réglementaires des Régions s'inspirent du schéma innovant tracé par la Loi 328/00, notamment en ce qui concerne les nouvelles mesures organisationnelles, la coordination, les modalités d'intégration des actions, l'orientation à la qualité des services de même que la participation des acteurs privés au réseau des services et le rôle majeur reconnu à la famille et aux associations sociales.

Dans le cadre du Plan d'action national pour l'inclusion sociale 2003-2005, la Région Toscane a décidé d'octroyer un financement spécifique aux communes ayant une population de plus de 30.000 habitants, eu égard aux plus grandes difficultés auxquelles elles sont confrontées et à la concentration plus élevée de phénomènes d'extrême pauvreté.

Les actions des Municipalités bénéficiaires de ces fonds spécifiques ont porté sur les aspects suivants:

- prévention,
- formation des personnels,
- information,
- accueil ;
- logement et aide au revenu.

De plus, la Région Toscane affecte des ressources importantes aux structures de santé publique pour des actions et des prestations visant à soutenir la natalité.

Une expérimentation digne d'attention, mise en œuvre par la Toscane, c'est le Fonds de solidarité réservé aux Municipalités ayant un faible pouvoir d'achat, qui sont obligées de supporter des dépenses imprévisibles pour aborder des phénomènes et des actions de nature sociale ayant un caractère d'urgence et ne pouvant pas être abordés dans le cadre des programmes locaux.

Ces actions doivent être non programmables, en raison du caractère extraordinaire et exceptionnel de l'évènement qui les requiert, et elles doivent viser à la satisfaction immédiate d'exigences primaires de subsistance, de protection et de nature sociale et relationnelle vécues par des citoyens ( enfants, adultes, personnes âgées ) qui se trouvent dans des situations imprévisibles d'abandon, de privation, d'éloignement forcé de leurs communautés d'appartenance, de violence psychique et physique.

Un autre aspect intéressant, c'est la coordination entre Région, Provinces et Municipalités, aussi en coopération avec des associations et avec des organismes de formation, en vue de mettre en route des formations pour « gardes-malades ».

S'agissant de la conception d'actions ciblées, un domaine d'action important concerne le programme FSE Objectif 3 – Mesures D3 et E1.

La mise en place des projets vise surtout à encourager la qualification des femmes sur le marché du travail et à combler l'écart entre hommes et femmes ( *gender gap* ) dans des secteurs où les femmes ne sont pas suffisamment représentées.

Voilà une synthèse des projets auxquels la Commission régionale de l'égalité des chances entre hommes et femmes de la Région Toscane a adhéré et/ou participé dans la période 2003 – 2004 :

<b>2004</b>
« <i>Domino : meilleures pratiques et solutions innovantes pour les travailleuses mères de famille en Toscane</i> » – projet soumis par IFOA, Reggio d'Émilie, 29 novembre 2004 ;
« <i>Wemed Plus – Femmes et développement entre innovation et société de l'information</i> » - projet soumis par l'association à but non lucratif Donne del Mediterraneo, Gênes, 15 octobre 2004 ;
« <i>CONWOMEN</i> » – projet soumis par l'Agence/Entreprise PIN srl de Prato dans le cadre de l'appel à propositions lancé par la Province de Florence pour le Programme opérationnel régional Objectif 3, FSE 2005, 14 juillet 2004 ;
« <i>Présent, Futur. Enquête sur les politiques des temps de vie et de travail</i> » - projet soumis par l'Agence/Entreprise de la Municipalité de Florence dans le cadre de l'appel à propositions lancé par la Province de Florence pour le Programme opérationnel régional Objectif 3, FSE 2005, 14 juillet 2004 ;
« <i>NAUSICAA</i> » - <i>Cours de formation pour dirigeants du sport visant à renforcer la participation des femmes aux processus d'organisation et de gestion d'organismes, sociétés et groupes sportifs</i> – projet soumis par l'Agence de formation Sestoidee dans le cadre de l'appel à propositions lancé par la Province de Florence pour le Programme opérationnel régional Objectif 3, FSE 2005, 14 juillet 2004 ;
« <i>TEMPO</i> » - <i>Territoire et intégration de l'égalité des chances dans les politiques</i> » - projet soumis par la Municipalité de Florence, 23 juin 2004 ;
« <i>Formation professionnelle artisanale pour jeunes réfugié(e)s internes dans la ville de Diyarbakir, chef-lieu du Kurdistan turc</i> » - projet soumis par l'agence de coopération Adelante, 25 février 2004.
<b>2003</b>
« <i>Guichet Femme : services locaux intégrés (information, formation, orientation)</i> » - projet soumis par Smile Toscana, 30 octobre 2003 ;
« <i>Immigr@nda</i> » - Guichets pour l'employabilité des femmes ; conception de modèles et d'outils pour l'orientation des femmes – projet soumis par Centro Studi La Base de S.Lorenzo, Florence, dans le cadre de l'appel à propositions



multi-mesures, Objectif 3, Mesure E1-2, 30 octobre 2003 ;
« <i>Centre d'alphabétisation pour les femmes afghanes réfugiées au Pakistan</i> » ( <i>RAWA</i> ) – projet soumis par la Municipalité de Viareggio, 29 septembre 2003 ;
« <i>La Politique, c'est à toutes les femmes – Outils pour encourager la participation et la présence des femmes en tant qu'élues et non élues</i> » -, projet soumis par la Province d'Arezzo dans le cadre de l'appel à propositions FSE, Objectif 3, Règlement CE 1784/99, Programme opérationnel régional de la Région Toscane, 31 juillet 2003 ;
"« <i>Immigr@nda</i> » - Guichets pour l'employabilité des femmes ; conception de modèles et d'outils pour l'orientation des femmes – projet soumis par Centro Studi La Base de S.Lorenzo, Florence, dans le cadre de l'appel à propositions multi-mesures, Objectif 3, Mesure E1-2, 15 mai 2003 ;
« <i>R.O.S.A. au travail</i> » – <i>Réseau organisé de services d'accompagnement au travail</i> – projet soumis par l'Agence de développement Valdelsa d'Empoli dans le cadre de l'appel à propositions pour le Programme opérationnel régional, Objectif 3, Région Toscane, Mesure E1-2, 15 mai 2003 ;
« <i>Constellation VP/2002/6</i> » - projet soumis par l'association à but non lucratif C.O.R.A., Rome, 12 mars 2003;
« <i>Networking in Gender Strema</i> » ( <i>Projet Netges</i> ) – projet soumis par Le Nove, Florence, 7 mars 2003 ;
« <i>Communicating Equal representation</i> » - projet soumis par la Municipalité de Prato, 10 mars 2003 ;
« <i>Fondamentalismes et droits des femmes</i> » - projet soumis par l'association Testarda, 11 février 2003 ;
« <i>Re.Lo.Svil. – Réseau locaux de développement – Modélisation et dissémination de nouvelles méthodes pour la création d'emplois, surtout à destination des femmes, en milieux ruraux et montagnards</i> » - projet soumis par le Service des politiques sociales de la Région Toscane, 28 janvier 2003;
« <i>A Garden for Freedom</i> » - projet soumis dans le cadre du programme Daphne par le Comité de l'Organisme pour l'égalité des chances de la Municipalité de Sienne, 28 janvier 2003 ;
« <i>W.I.P. ( Women in Politics )</i> » - projet soumis dans le cadre de l'appel à propositions multi-mesures de la Province, Objectif 3, Mesure E1, par TK Consultant, 27 janvier 2003.

## **2.2 L'analyse socio-economique-territoriale de la Sardaigne**

### **2.2.1 La population**

En 2005 la population en Sardaigne s'élève à 1.655.677 habitants, dont plus de la moitié (50,9%) femmes et 49,1% hommes.

Récemment, pendant la période 2000-2005 la population de la région enregistre un très faible accroissement, +7.633 habitants, soit 0,46%, inférieur à la croissance nationale (+1,5%) et du Centre-Nord (+2,6%) et selon une tendance contraire par rapport au Midi (-0.4%).

Par rapport aux indicateurs démographiques fréquemment utilisés, la région Sardaigne se caractérise par quelques aspects positifs et par des autres, de type structurel, typiques d'une population en voie de vieillissement et caractérisé par une possibilité de récupération limitée. Ce deuxième aspect ressort de l'indice de vieillesse proche de la moyenne nationale et du bas nombre de fils par femme, inférieur tant à celui national qu'à celui du Centre-Nord.

Il faut souligner les éléments positifs suivants:

un indice de structure de la population active inférieur à 100 (95,7), valeur qu'on peut enregistrer dans une population quand la tranche de la population active est jeune;

un indice de remplacement égal à 104,3 qui synthétise le fait que les générations qui vont quitter le marché du travail sont numériquement plus significatives par rapport à celles qui vont y entrer, en indiquant, implicitement, de risques de chômage mineurs pour les jeunes.

Le tableau 10 qui suit synthétise la position de la Sardaigne par rapport au Midi, au Centre-Nord et à l'Italie en ce qui concerne les indicateurs spécifiques de l'analyse démographique.

## Population

Indicateur	Unité de mesure	Sardaigne	Midi	Centre-Nord	ITALIE
Population M au 31.12.2000	N.	810.748	10.169.508	10.169.508	28.094.857
Population F au 31.12.2000	N.	837.296	10.680.643	19.068.517	29.749.160
Population totale au 31.12.2000	N.	1.648.044	20.850.151	36.993.866	57.844.017
Population M au 31.12.2005	N.	812.822	10.091.819	18.435.069	28.526.888
Population F au 31.12.2005	N.	842.855	10.668.232	19.556.591	30.224.823
Population totale au 31.12.2005	N.	1.655.677	20.760.051	37.991.660	58.751.711
Densité (31.12.2005)	hab./Km 2	68,7	168,7	213,1	195
Indice de vieillesse (01.01.2005)	N.	130,9	106,5	159,1	137,8
Indice de dépendance (01.01.2005)	N.	43,3	49,7	51,1	50,6
Indice structure population active (01.01.2005)	N.	95,7	87,5	106,3	99,1
Indice de remplacement (01.01.2005)	N.	104,3	78,9	141,2	113,5
Nombre moyen d'enfants par femme (2004)	N.	1,02	1,33	1,19	1,26
Age moyen à la maternité (2004)	N.	31,9	30,4	31,8	31,1
Nombre moyen de personnes par ménage (2004)	N.	2,63	2,75	2,39	2,51

Source: ISTAT

### 2.2.2. Le marché du travail

La situation du marché du travail est caractérisé par un cadre général qui voit la région presque toujours proche du Midi, même si dans une position plus avantageuse, et distante du Centre-Nord et de l'Italie.

L'emploi total pour la période 2000-2005 en Sardaigne est augmenté de 15,9%, un exploit sans précédents ni dans le Midi (+8,3%) ni dans le Centre-Nord (+6,5%), ni en Italie (7,0%).

Malgré l'augmentation du nombre des employés pour la période 2000-2005 le taux d'occupation, bien qu'il dépasse celui du Midi, reste encore inférieur au taux d'emploi du centre-Nord et du Pays entier. Tout cela est vrai tant pour l'emploi total que pour l'emploi des deux sexes.

Les mêmes considérations déroulées pour l'emploi valent aussi pour le chômage: la Sardaigne, bien que normalement elle se place à un niveau supérieur à l'ensemble

des régions méridionales, n'est pas réussi, sur moyenne période, à accélérer d'une manière adéquate la croissance et à se rapprocher d'une position plus proche de la moyenne nationale.

Les taux de chômage, masculin, féminin et total, se révèlent être encore élevés.

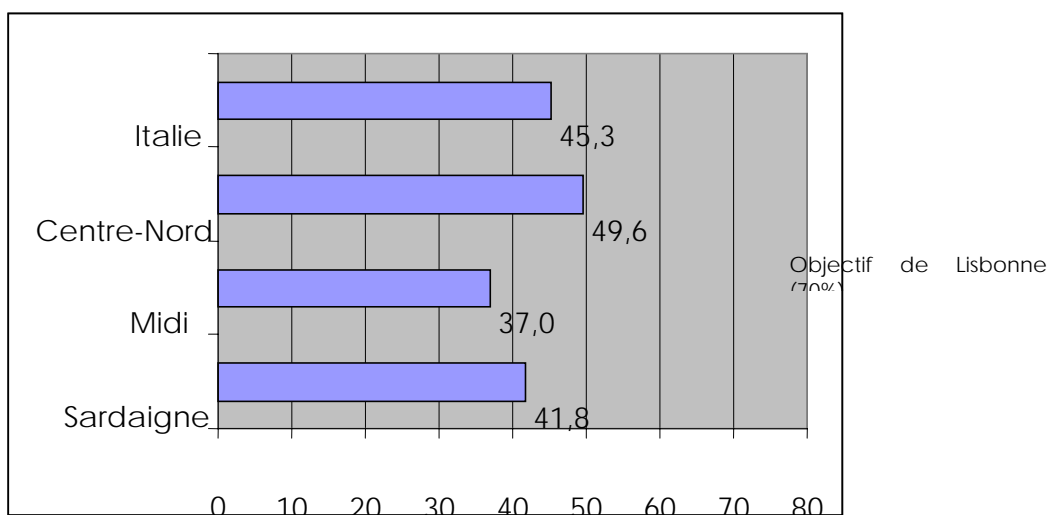
### L'emploi et le chômage

Indicateur	Unité de mesure	Sardaigne	Midi	Centre-Nord	ITALIE
Occupés totaux en 2000	N. (milliers)	515	5.918	15.162	21.080
Occupés totaux en 2005	N. (milliers)	597	6.411	16.152	22.563
Variations occupés totaux 2000/2005	Variat. %	15,9	8,3	6,5	7,0
Taux d'occupation total (2005)	%	41,8	37	49,6	45,3
Taux d'occupation M (2005)	%	55,3	51,5	60,2	57,2
Taux d'occupation F (2005)	%	29,1	23,5	39,8	34,1
Taux de chômage total (2005)	%	12,9	14,3	4,9	7,7
Taux de chômage M (2005)	%	9,8	11,4	3,0	6,2
Taux de chômage F (2005)	%	18,0	19,6	6,6	10,1
Taux de chômage 15-24 (2005)	%	32,6	38,6	15,7	24,0
Taux de chômage de longue durée (2005)	%	6,9	8,0	1,9	3,7

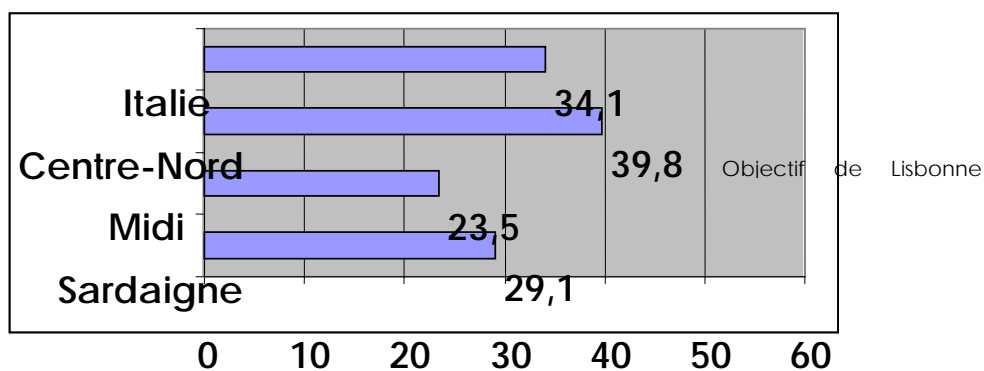
Source: ISTAT

Le parcours à accomplir pour atteindre les objectifs de Lisbonne est très long comme il ressort des figures 48, 49 et 50 qui mettent en évidence, respectivement, l'écart entre le taux d'emploi total, féminin et over 55 de la Sardaigne et les objectifs fixés à Lisbonne pour l'année 2010.

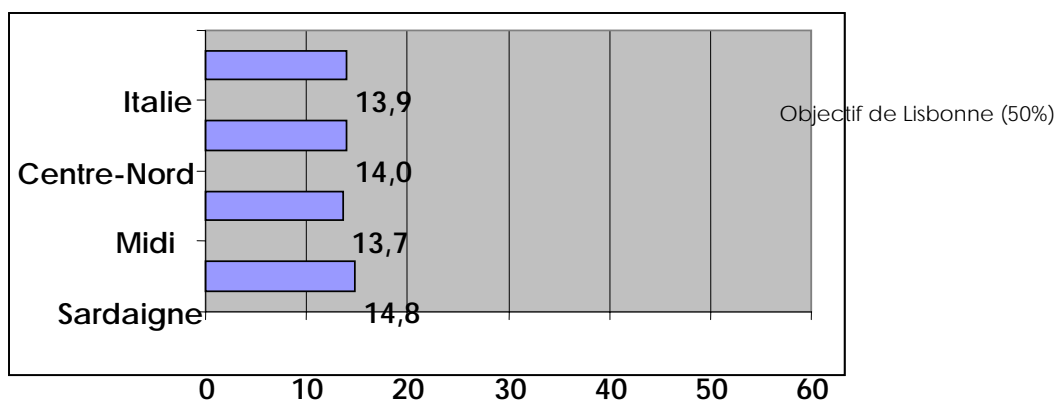
### Encadre 1 Les taux d'emploi total en 2005 et l'objectif de Lisbonne



### Encadre 2 Les taux d'emploi féminin en 2005 et l'objectif de Lisbonne



### Encadre 3 Les taux d'emploi over 55 en 2005 et l'objectif de Lisbonne



### 2.2.3 L'instruction

Le niveau d'instruction de la population de 15 ans et plus de la Région Sardaigne est suffisamment proche du niveau national et du niveau du Centre-Nord mais il est nettement supérieure au niveau du Midi. Un garçon sarde de plus de quinze ans a une scolarité moyenne de 9,1 ans inférieure de 6 mois par rapport à la scolarité de son homologue du Centre Nord, et inférieure d'environ 5 mois à la scolarité du citoyen moyen italien et supérieure de plus de 14 mois à celle d'un citoyen du Midi (tab. 13).

Cette importante position de la Sardaigne dans le cadre de l'instruction est confirmée par le taux de maîtrise, qui résulte du rapport entre le nombre des étudiants qui ont obtenu un diplôme de maîtrise pendant une certaine année et le nombre de matricules universitaires de la même année.

L'indice, qui exprime la continuité dans la poursuite des études universitaires, voit la Sardaigne placée à un niveau élevé (87,73%) devant le Centre-Nord (86,0), l'Italie (77,43%) et le Midi (62,0%).

#### Structure de la population de 15 ans et plus selon le diplôme en 2005

Etude	Sardaigne	Midi	Centre-Nord	Italie
Licence, maîtrise, doctorat	7,0	6,4	9,1	8,4
diplôme de baccalauréat 4-5 ans	24,0	22,3	26,2	25,8
diplôme de baccalauréat 2-3 ans	2,0	2,2	6,8	6,3
Brevet d'études du premier cycle	39,0	28,3	30,6	31,2
Certificat d'études primaires	28,0	26,8	27,3	28,3
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Années d'étude (moyenne pondérée)	9,1	7,9	9,6	9,5

#### **2.2.4 Le cadre économique**

##### *Le Produit Intérieur Brut*

A travers les données concernant la richesse produite annuellement dans la région, qui est représentée par la Valeur Ajoutée, il est possible de définir, grâce à la comparaison avec ce qui se vérifie dans les autres territoires, les conditions d'aisance/malaise économique dans lesquelles le citoyen moyen de la Sardaigne vit.

Pour l'indicateur principal des conditions économiques, le PIB (Produit Intérieur Brut) par habitant, le tableau n. 13 montre deux aspects fondamentaux:

En 2005, le PIB/habitant de la Sardaigne était égal à 19.335,01 euros, contre une moyenne nationale de 24.122,55 euros (+23%) et de 28.367,35 euros du Centre-Nord (+44,7%) et de 16,354,42 euros du Midi (-16,4%).

Pour la période 2000/2005, la valeur ajoutée totale est augmentée, en termes réels de 6,4% en Sardaigne, de 3,7% dans le Centre-Nord, de 3,4% en Italie et de 2,5% dans le Midi, et en ce qui concerne le PIB/habitant, respectivement + 5,9%, 1,8%, 0,9% et 2,9%.

En résumé, la situation décrite pour l'occupation semble se répéter: à l'heure actuelle la position de la Sardaigne est légèrement améliorée par rapport à la situation du Midi mais elle est encore lointaine de la moyenne nationale et très très lointaine de celle du Centre-Nord, tandis que sur moyenne période la croissance de la Sardaigne a été considérablement supérieure à la croissance du pays entier et des grandes circonscriptions géographiques raison pour laquelle, outre qu'enregistrer un rapprochement aux positions intermédiaires dans le classement, on peut interpréter cette accélération comme un premier amorçage d'une ultérieure croissance.

En ce qui concerne les conditions économiques il faut souligner que en 2005 les dépenses pour les consommations finales des familles en Sardaigne sont égales à 63,22% du PIB, supérieur aux données moyennes nationales et du Centre-Nord et inférieur à celui du Midi.

Cela signifie que dans le Midi et en Sardaigne la quote-part de Valeur Ajoutée à affecter aux investissements est inférieure à celle disponible dans les autres parties du pays.

Il faut encore remarquer, par rapport aux conditions économiques, la présence considérable en Sardaigne et dans le Midi de familles vivantes dans des conditions de pauvreté (15,4% dans l'Ile, 25% dans le Midi) contre une moyenne nationale de 1,72% et de 5,5% du Centre-Nord.

## La Valeur Ajoutée, les consommations, la pauvreté

Indicateur	Unité de mesure	Sardaigne	Midi	Centre-Nord	Italie
Produit Interieur Brut aux prix du marché (2005)	Mlns euros 2000	32.012,53	339.518,641	1.077.722,72	1.417.241,36
PIB par habitant (2005)	euros	19.335,01	16.354,42	28.367,35	24.122,55
V.A. aux valeurs enchaînées 2000 (année 2000)	Mlns euros 2000	22.731,4	253.538,0	810.678,3	1.064.036,3
V.A. aux valeurs enchaînées 2000 (année 2005)	Mlns euros 2000	24.199,5	259.978,0	840.976,2	1.100.744
Variation de la V.A. 2000-2005	%	+ 6,4	+ 2,5	+ 3,7	+ 3,4
PIB par habitant aux valeurs enchaînées 2000 (année 2000)	Euros	13.972	12.160	21.913	18.394
PIB par habitant aux valeurs enchaînées (année 2005)	Euros	14.616	12.520	22.130	18.735
Variation de la V.A. 2000-2005	%	+ 5,9	+ 2,9	+ 0,9	+ 1,8
Dépense pour consommations finales des familles (2005)	Mlns euros 2000	20.238,0	232.634,8	610.872,9	843.507,7
Dépense pour consommations finales des familles sur PIB (2005)	%	63,22	68,52	56,68	59,52
Dépense pour consommations finales des familles par habit. (2005)	Euros	12.223,4	11.205,89	16.079,13	14.357,16



Familles dans des conditions de pauvreté (année 2004)	%	15,4	25,0	5,5	11,7
V.A. Agricultura et Peche (2005)	Mlns euros 2000	1.040,47	12.238,80	16.552,19	28.760,99
V.A. Industrie (2005)	Mlns euros 2000	6.412,68	62.608,82	279.196,62	341.805,43
V.A. constructions (2005)	Mlns euros 2000	2.106,08	22.116,53	54.619,70	76.736,22
V.A. Services	Mlns euros 2000	20.705,06	224.976,97	677.218,98	902.195,95
V.A. Agriculture et Peche /V.A. Totale (2005)	%	3,70	4,08	1,70	2,26
V.A. Industrie/V.A. Totale (2005)	%	22,77	20,88	28,70	26,86
V.A. Services/V.A. Totale (2005)	%	73,53	75,04	69,61	70,88

Source: *Nos élaborations sur les données ISTAT*

### *La productivité*

La productivité revête un rôle important dans le cadre de l'analyse économique, dans la comparaison des valeurs actuelles de la Sardaigne avec ceux des autres territoires, tant en termes dynamiques que sur moyenne période.

Comme il ressort du tableau 14, en 2005 et pendant les années proches de cette période, la productivité totale et celle de certains secteurs particulièrement significatifs pour l'économie de la Sardaigne est très proche de la productivité du Midi, dans certains secteurs même inférieure, mais elle est toujours inférieure à la valeur du territoire national et du Centre-Nord.

La seule exception se relève dans l'industrie qui voit la Sardaigne surpasser soit le Midi soit l'Italie.

En approfondissant l'analyse on relève que la productivité de la Sardaigne est au même temps inférieure soit à la productivité moyenne nationale soit à celle des deux grandes circonscriptions géographiques pour "agriculture et pêche", pour les services, pour l'industrie alimentaire et pour le tourisme.

Les secteurs où la valeur de la productivité de la Sardaigne est supérieure à la valeur du Midi sont les suivants: "les PME inscrites au répertoire des métiers" et les PME dans leur ensemble.

En ce qui concerne le trend de la productivité en Sardaigne dans le passé récent – 2000-2005 – il faut relever que, en termes réels, la Valeur Ajoutée totale est augmentée de 6,4%. Cette valeur est la résultante de variations sectorielles différentes, de -1% de l'agriculture à +24,9% de l'industrie et de +2,3% des services (tab. 15).

Dans la même période l'occupation, mesurée par Unité de Travail Annuel (UTA), est augmentée en total de 3,9%, tandis qu'elle s'est réduite dans l'agriculture (-14,8%), elle est augmentée dans l'industrie (+15,8%) et dans les services (+3,6%) (tab. 16).

Les différentes intensités de variation de la valeur ajoutée et de l'occupation ont donné lieu, pour chaque secteur, à la démarche de la productivité qu'on peut lire dans le tableau 17.

Les effets marquants qui ressortent du tableau sont les suivants :

- Pour l'agriculture la croissance considérable de la productivité découle, presque entièrement (91,3%) de la réduction de l'occupation;

- Pour l'industrie outre que la croissance de la productivité du secteur dans son ensemble (+7,8%), les performances de l' "industrie stricto sensu " (+8,2%);
- Pour les services productivité en diminution (-1,2%) à cause de la difficulté de marier au mieux la croissance de la Valeur Ajoutée et la croissance d'occupation.

## Productivité dans certains secteurs

Indicateur	Unité de mesure	Sardaigne	Midi	Centre-Nord	Italie
Productivité totale (PIB/Occupés) (2005)	Euros courants	52.930,77	52.077,71	61.117,22	58,368,81
Productivité Agriculture et pêche (V.A./Occ.) (2005)	Euros courants	23.809,34	24.749,84	35.455,34	29.943,77
Productivité Industrie (V.A./Occ) (2005)	Euros courants	50.099,06	41.517,78	51.247,54	49.138,22
Productivité Services (V.A./Occ) (2005)	Euros courants	47.806,66	48.438,39	57.784,67	55.131,96
V.A. Ind. Alimentaire, boissons et tabac pour UTA (2003)	Euros lire 1995	34.400,00	36.680,00	43.660,00	41.600,00
V.A. par empl. PME inscrites au répertoire des métiers (2004)	Euros courants	17.450,00	16.740,00	25.010,00	23.160,00
V.A. Tourisme par UTA (2003)	Euros lire 1995	24.500,00	24.630,00	26.050,00	25.730,00
V.A. par employé dans les petites et moyennes entreprises (2004)	Euros courants	25.370,00	24.220,00	33.770,00	31.470,00

Source: Nos élaborations sur données de l' ISTAT

**Valeur Ajoutée par secteur en 2000 et en 2005 en Sardaigne. Valeurs enchaînées en référence à l'année 2000 (millions d' euros)**

<b>Secteur</b>	<b>Année 2000</b>	<b>Année 2005</b>	<b>Variation 2000/2005 %</b>
Agriculture	913,3	904,0	- 1,0
Industrie	4.375,1	5.465,8	+ 24,9
Industrie stricto sensu	2.991,8	3.778,5	+ 26,2
Constructions	1.383,2	1.689,3	+ 22,1
Services	17.443,1	17.844,2	+ 2,3
V.A. De prix de base	22.731,4	24.199,5	+ 6,4

*Source: Nos élaborations sur données de l'ISTAT*

**Unité de travail total par secteur en 2000 et en 2005 en Sardaigne (milliers ...)**

Secteur	Année 2000	Année 2005	Variation 2000/2005 %
Agriculture	62,1	52,8	- 14,8
Industrie	108,8	126,0	+ 15,8
Industrie stricto sensu	61,8	72,1	+ 16,6
Constructions	47,0	53,9	+ 14,6
Services	411,3	426,2	+ 3,6
<b>TOTAL</b>	<b>582,1</b>	<b>605,0</b>	<b>+ 3,9</b>

**Productivité du travail par secteur en 2000 et en 2005 en Sardaigne – Valeur Ajoutée  
aux valeurs enchaînées pour l'année 2000 par unité de travail annuel (euros)**

Secteur	Année 2000	Année 2005	Variation 2000/2005 %
Agriculture	14.730	17.121	+16,2
Industrie	40.212	43.379	+ 7,8
Industrie stricto sensu	48.411	52.406	+ 8,2
Constructions	29.430	31.341	+ 6,4
Services	42.409	41.868	- 1,2
<b>TOTAL</b>	<b>39.051</b>	<b>40.000</b>	<b>+ 2,4</b>

## 2.2.5 Les territoires provinciaux

### *Les huit provinces*

A travers un ensemble d'actes normatifs, le législateur régional a modifié le cadre des provinces sardes avec la définition de huit domaines provinciaux et l'institution de huit nouvelles.

Le fondement de ce choix est la volonté exprimée de fonder "... provinces correspondantes aux exigences sociales, économiques et culturelles des populations et avec de telles dimensions à être l'unique organisme intermédiaire entre les régions et les communes ". Dans ce but les nouvelles agrégations provinciales sont individuées dans les zones dans lesquelles se déroule "... la plus partie des relations sociales, économiques et culturelles de la population résidente ...".

La population résidente recensée par l'ISTAT en 2001 mène à la subdivision par agrégations territoriales qui ressort du tableau qui suit (tab. 18).

### **Population, superficie et densité de la population dans les huit provinces de la Sardaigne**

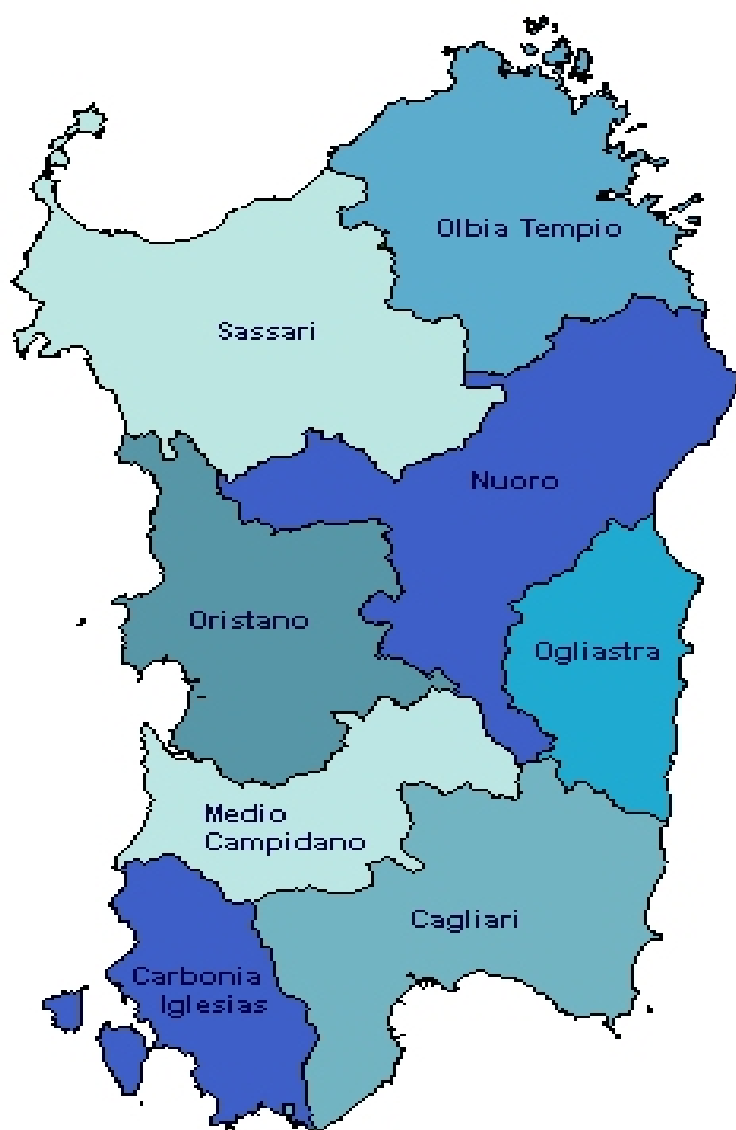
Provinces	Population (Valeurs absolues)	Population (valeurs %)	Superficie (Km2)	Densité de la population
Cagliari	504.018	31,5	3.613	142
MedioCampidano	127.565	8,0	2.062	63
Carbonia Iglesias	136.164	8,5	1.741	80
Nuoro	165.188	10,3	4.143	41
Ogliastra	57.980	3,6	1.854	32
Oristano	162.480	10,2	2.972	57
Sassari	317.536	19,9	4.337	76
Olbia-Tempio	128.580	8,0	3.368	41
<b>Sardegna</b>	<b>1.599.511</b>	<b>100,0</b>	<b>24.090</b>	<b>68</b>

La carte n. 1 qui suit identifie les territoires des nouvelles provinces de la Sardaigne.

Ces provinces, descendent de la subdivision du territoire provincial préexistant en deux nouvelles provinces, sauf quelques rares cas de communes frontières qui se sont placées dans des provinces diverses de celle de provenance.

La vieille province de Cagliari a donné lieu à la nouvelle province de Cagliari et à la province de Carbonia-Iglesias, et ainsi de suite: la vieille Oristano est subdivisée en Oristano et Medio Campidano, Nuoro en Nuoro et Ogliastra et Sassari en Sassari et Olbia-Tempio.

**Encadre n. 4– Territoires de compétence des provinces de la Sardaigne. L.R. 1 luglio 2002, n. 10**





### *Le cadre socio-économique des provinces*

Les variables principales considérées pour comparer les conditions de développement économique-social soit des huit provinces sardes soit de quelques provinces qui appartiennent à des Régions éligibles à l'Objectif "Convergence" sont les suivantes:

- PIB/habitant en 2003;
- Occupés/habitant en 2003.

De la lecture des valeurs des deux indicateurs principaux de la condition socio-économique du territoire PIB/habitant et taux d'occupation, pour les huit provinces de la Sardaigne il ressort une hiérarchie assez récurrente:

- les provinces de Cagliari, Sassari et Nuoro occupent la première place, (61,7% de la population de l'île) avec valeurs des indicateurs supérieures tant à la moyenne régionale que à la moyenne des régions de l'Objectif convergence;
- les provinces de Olbia-Tempio et Oristano la deuxième place (18,1% de la population) avec valeurs des indicateurs autour de la moyenne régionale, dans certains cas proche des valeurs de quelques provinces de la Calabre;
- à la troisième place les restantes trois provinces – Medio Campidano, Ogliastra et Carbonia Iglesias – (20,2% de la population) qui enregistrent, pour les deux paramètres, de valeurs très inférieures à la moyenne régionale, proches et parfois inférieures aux valeurs enregistrées par les provinces économiquement les plus sous-développées de la Calabre.

Dans l'île on relève, en fait, un dualisme territorial: d'un côté les provinces qui ont le plus besoin de la typologie d'interventions définies par l'Objectif Convergence et de l'autre côté les provinces qui s'adaptent le mieux aux contenus des Objectif "Compétitivité".

Le tableau n. 19 reporte, pour chaque province de la Sardaigne, les valeurs absolues des deux indicateurs cités ci-dessus.

Par rapport au PIB/habitant (fig. 52) on peut résumer la situation de la façon suivante:

- le 61,7% des résidents de la Sardaigne, en 2005, se place dans une position comprise entre celle de la province de Latina et celle de Teramo (ex Objectif 2);
- le 18,1% des résidents dans l'île, en 2005, se situe entre la province de Salerno et celle de Bari (Objectif Convergence);

- le 20,2% des habitants résidents, en 2005, se place entre les provinces de l'Objectif Convergence avec les valeurs les plus basses du PIB/habitant.

De même pour le taux d'occupation les trois provinces (Carbonia-Iglesias, Medio Campidano et Ogliastra) confirment un plus haut niveau de malaise social (fig. 53) tandis que les autres provinces occupent des positions plus élevées dans la hiérarchie croissante du taux d'occupation au-delà de la moyenne de l'objectif "Convergence". D'autre part, dans de nombreux cas le taux d'occupation des provinces sardes coïncident avec les taux d'occupation des provinces calabraises.

### Principaux indicateurs socio-économiques

Régions/ Provinces	PIB/habitant 2003 (Euros)	Taux d'occupation 2003 (%)
<i>CAGLIARI</i>	18.114	37,99
<i>CARBONIA IGLESIAS</i>	11.888	26,29
<i>MEDIO CAMPIDANO</i>	10.559	26,53
<i>NUORO</i>	18.013	38,41
<i>OGLIASTRA</i>	12.452	28,19
<i>OLBIA-TEMPIO</i>	14.874	40,60
<i>ORISTANO</i>	15.313	33,63
<i>SASSARI</i>	17.739	37,00
<b>SARDEGNA</b>	<b>16.168</b>	<b>35,42</b>
<i>CATANZARO</i>	13.395	35,57
<i>COSENZA</i>	12.063	32,78
<i>CROTONE</i>	11.518	28,94
<i>REGGIO CALABRIA</i>	13.923	30,93
<i>VIBO VALENTIA</i>	12.922	30,97
<b>CALABRIA</b>	<b>12.856</b>	<b>32,29</b>
<b>Objectif convergence (*)</b>	<b>13.965</b>	<b>28,76</b>

(\*): Régions de l'Objectif convergence: Campania, Calabria, Puglia, Sicilia

Source: *Elaboration ISRI sur données ISTAT*

**Encadre 5 - Classement décroissant du PIB par habitant dans les provinces de la Sardaigne et dans quelques zones du Midi en 2003**

<b>Valeur(€uros)</b>	<b>Autres zones</b>	<b>Nouvelle organisation provinciale en Sardaigne (approuv.par le Conseil Régional le 31.03.1999)</b>
18000 - 19000	Latina (19.863)	Cagliari (18.114) - Nuoro (18.013)
17000 - 18000	Frosinone (17.950) - Pescara (17.371)	Sassari (17.739)
16000 - 17000	L'Aquila (16.027)	<b>Sardegna (16.168)</b>
15000 - 16000		Oristano (15.313)
14000 - 15000	Messina (14.246) - Avellino (14.063)	Olbia Tempio (14.874)
13000 - 14000	<b>Objectif Convergence (13.965) - Midi (13.921)</b> - Reggio Calabria (13.923) - Catanzaro (13.395)	
12000 - 13000	Vibo Valentia (12.922) - Parlermo (12.881) - <b>Calabria (12.856)</b> - Agrigento (12.606) - Cosenza (12.063)	Ogliastra (12.452)
11000 - 12000	Enna (11.935) - Crotone (11.518)	Carbonia Iglesias (11.888)
10000 - 11000		Medio Campidano (10.559)

(\*): Régions de l'Objectif convergence: Campania, Calabria, Puglia, Sicilia

Source: *Elaboration ISRI sur données ISTAT*

**Encadre 6 - Classement décroissant du taux d'occupation dans les nouvelles provinces de la Sardaigne et dans quelques zones du Midi en 2003**

<b>Valeur (%)</b>	<b>Autres zones</b>	<b>Nouvelle organisation provinciale en Sardaigne (approuv.par le Conseil Régional le 31.03.1999)</b>
40 - 42		Olbia Tempio (40,60)
38 - 40		Nuoro (38,41) - Cagliari (37,99)
36 - 38		Sassari (37,00)
34 - 36	Catanzaro (35,57)	<b>Sardegna (35,42)</b>
32 - 34	Cosenza (32,78) - <b>Calabria (32,29)</b>	Oristano (33,63)
30 - 32	Vibo Valentia (30,97) - Reggio Calabria (30,93)	
28 - 30	Crotone (28,94) - <b>Objectif Convergence (28,76)</b>	Ogliastra (28,19)
26 - 28		Medio Campidano (26,53) - Carbonia Iglesias (26,29)
24 - 26		

(\*): Régions de l'Objectif convergence: Campania, Calabria, Puglia, Sicilia

Source: *Elaboration ISRI sur données ISTAT*

### *Les vocations des territoires provinciaux*

Pour individuer les vocations des territoires on utilise une série d'indicateurs de nature démographique, économique-sociale, touristique et agricole. Les indicateurs utilisés sont 29.

Pour chaque indicateur on a défini trois niveaux:

- supérieur au moins de 5% par rapport à la moyenne régionale;
- autour de la moyenne régionale (+5%-5%);
- inférieur au moins de 5% à la moyenne régionale.

D'une première lecture il ressort:

- pour **les aspects démographiques** (densité de la population, croissance de la population, indices de vieillesse, dépendance et de rechange, etc.), la position avantageuse de la province de Cagliari, suivie par Olbia-Tempio, Sassari et en situation de difficulté les restantes cinq provinces, lesquelles sont caractérisées par des indicateurs démographiques de signe négatif, outre que par des pertes de population supérieures à la moyenne;
- pour **les aspects économique-sociaux**, la province la mieux placée est Cagliari qui enregistre pour la plupart des indicateurs des valeurs supérieures à la moyenne régionale, du PIB/habitant, au taux d'occupation, du niveau d'industrialisation, à l'Université à la recherche. La province de Sassari, de Nuoro et Olbia-Tempio se placent, respectivement, immédiatement après celle de Cagliari et à suivre les restantes provinces, avec la valeur des indicateurs presque toujours inférieure à la moyenne;
- pour **le développement touristique** les provinces qui, selon les indicateurs spécifiques, surclassent toutes les autres sont celles de Olbia-Tempio et de l'Ogliastra, suivies par Nuoro et par les restantes;
- pour **le développement agricole** les provinces les mieux placées sont: Medio Campidano, Nuoro (zootechnie), Ogliastra, Oristano et Sassari.

## Principaux indicateurs démographiques, sociaux, économiques par province

INDICATEURS	CAGLIARI	CARBONIA IGLESIA	MEDIO CAMPIDANO	NUORO	OGLIASTRA	OLBIA- TEMPIO	ORISTANO	SASSARI	SARDEGNA
-------------	----------	---------------------	--------------------	-------	-----------	------------------	----------	---------	----------

### DEMOGRAPHIE

Densité (Hab/km 2)	145,3	77,7	61,3	39,9	31,3	42,6	56,2	77,3	68,7
Variation population 1996/2003	101,0	95,0	95,5	96,7	97,0	104,1	96,8	98,7	98,8
Variation population 1996/2005	102,0	94,7	94,9	96,0	96,7	106,5	97,1	100,6	99,6
Indice vieillesse 2005 (65-w / 0-14)	117,7	146,3	150,6	130,5	132,4	115,6	157,9	132,4	130,9
Indice dépendance 2005 (0-14+65-w) / (15-64)	39,7	42,2	46,0	47,7	47,2	41,5	47,8	44,5	43,3
Indice structure pop active 2005 (40-64 / 15-39)	94,7	105,3	93,9	95,1	90,2	95,3	98,5	94,4	95,7
Indice remplacement 2005 (60-64 / 15-19)	106,3	97,5	98,6	99,6	91,9	108,9	108,9	106,9	104,3

### ECONOMIQUE-SOCIAUX

Pib/habitant 2003	18.114	11.888	10.559	18.013	12.452	14.874	15.313	17.739	16.168
Taux d'occupation 2003	38,0	26,3	26,5	38,4	28,2	40,6	33,6	37,0	35,4
Productivité (VA/occ) 2003 en Euros	47.675	45.225	39.793	46.900	44.170	36.632	45.537	47.946	45.653
UT 2001 totaux par 100 habitants	7,57	5,69	5,96	7,28	6,55	9,77	7,08	7,11	7,26
UTA 2001 totaux par 100 habitants	30,92	22,64	18,65	25,01	20,74	31,41	21,77	25,64	26,35
UTA 2001 sez.D (Ind. manufacturière) par 100 habitants	3,63	4,25	2,63	3,95	1,82	4,32	2,26	3,08	3,38
Concentration des grandes entreprises industrielles	à Assemini (Produits en métal: 752 employés) - à Sarroch (pétrole: 1.462 employés)	à Portoscuso (Produits en métal: 2.304 employés)		À Ottana (industrie textile: 569 employés)				à Porto Torres (Produits chimique: 1.218 employés)	x
UTA 2001 sec.G (Commerce) par 100 habitants	5,67	3,73	3,86	4,13	3,72	5,76	4,39	4,76	4,83
UTA 2001 div.73 (Recherche) par 100 habitants	0,11	0,03	0,00	0,03	0,02	0,03	0,02	0,11	0,07
UTA 2001 groupe 80.3 (Université) par 100 habitants	0,49	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,02	0,43	0,24

### TOURISME

UTA 2001 sec.H (Hôtels restaurants) par 100 habitants	1,39	0,97	0,73	1,33	1,79	3,37	1,06	1,26	1,42
Lits dans les hotels 2003 par 100 habitants	3,8	1,6	1,2	5,4	7,0	19,4	1,7	4,9	5,1
Lits dans les campings et villages touristiques 2003 par 100 habitants	1,9	1,3	0,2	3,5	11,1	18,7	3,3	2,9	4,0
Pièces dans habitations non occupées (recens.2001) par 100 habitants	25,7	41,2	28,9	46,2	55,7	133,7	50,8	40,5	44,9

### AGRICULTURE

SAU / superficie totale	54,9	47,0	70,5	59,7	37,6	47,1	69,4	74,1	60,0
Exploitant agricole /Total main-d'oeuvre agricole	30,5	31,9	32,6	31,6	31,0	31,7	30,8	33,7	31,8
Exploitant agricole par 100 habitants	3,7	5,0	12,0	9,7	14,1	3,9	11,4	6,8	6,9
Total main-d'oeuvre agricole par 100 habitants	12,1	15,7	36,8	30,5	45,5	12,4	37,2	20,1	21,6
% superf.utilisée pour cultures ligneuses agraires du total SAU	12,4	7,9	8,8	8,0	12,5	3,5	7,5	6,3	8,0
% superf. utilisée pour cultures ligneuses agraires du total superficie	6,8	3,7	6,2	4,8	4,7	1,6	5,2	4,6	4,8
Bovins (nombre têtes) par 100 habitants	2,8	4,7	9,9	25,5	19,2	32,9	36,6	17,2	15,3
Ovins (nombre têtes) par 100 habitants	49,0	77,8	215,6	407,1	100,8	102,1	273,9	258,5	172,1


\* pour les indices démographiques  
 > 105% valeur Sardaigne l'échelle est inverse  
 entre 95-105% valeur Sardaigne  
 < 95% valeur Sardaigne

Source: Elaborations ISRI sur données ISTAT

## 2.3 Cadre general du contexte de la region Ligurie

### *Préambule*

La structure de la production en Ligurie se caractérise par le dualisme entre de peu nombreuses entreprises de grande taille – dont certaines sont en déclin ou en restructuration – et un tissu vivant de petites et très petites entreprises qui ont dû accomplir, dans ces dernières années, des efforts de reconversion et d'innovation technologique et organisationnelle, afin de pouvoir essayer des voies indépendantes de croissance en diversifiant leurs marchés et leurs technologies.

Les secteurs de spécialisation industrielle sont relativement peu nombreux. Les secteurs majeurs demeurent les chantiers navals et aériens et, dans une moindre mesure, l'industrie chimique. Néanmoins, ces secteurs ont accusé un recul de l'indice de localisation – calculé, à partir de données ISTAT, comme le rapport entre la part d'employés dans le secteur concerné dans la région et la part d'employés dans le même secteur en Italie – en 2001 par rapport à 1991.

Dans le tertiaire, la spécialisation majeure, ce sont les entreprises de transport et de logistique, qui sont un secteur porteur de l'économie ligurienne. En même temps, de nouvelles spécialisations apparaissent dans les domaines informatique et télématique.

L'évolution générale de l'économie régionale dans les 15 dernières années – pour ce qui est, notamment, de la période comprise entre les deux derniers recensements ( 1991-2001 ) – montre des phénomènes de *désindustrialisation* et de *tertiarisation* poussées, conformément à la tendance nationale et européenne.

Le secteur manufacturier a connu une diminution des effectifs dans la décennie 1991-2001 ( source : ISTAT ) de 3,9 points de pourcentage ( environ 21 mille effectifs ), passant de 18,7 % à 14,8 %. Cette perte d'emplois est concentrée essentiellement dans les secteurs métallurgique et mécanique. En revanche, le nombre d'effectifs a augmenté surtout dans les secteurs des services ( +19 mille effectifs, de 72,5 % à 75,8 % ) et du bâtiment ( +4 mille effectifs, de 7,1 % à 7,8 % ).

Au sein du secteur des services, il y a toutefois des différences remarquables : à côté d'une progression des affaires immobilières, des activités de location, de l'informatique, de la recherche ( +25 mille ) et des services publics et de santé ( +5 mille ), l'on constate des pertes dans les secteurs traditionnels et dans les transports ( environ 15 mille effectifs ).

Dans les années suivant le recensement de 2001 ( source : Banque d'Italie « Remarques sur l'évolution de l'économie ligurienne en 2004 » ), les tendances négatives du secteur manufacturier ont eu un impact négatif sur les attentes des entrepreneurs, ce qui s'est traduit par une diminution du montant d'investissements, en déclenchant un effet multiplicateur qui a

accéléral les processus de désindustrialisation et de tertiarisation qui avaient déjà marqué la dernière décennie recensée.

Un nombre total d'effectifs presque stationnaire (+0,3 %, 538.326 en 2001 contre 536.884 en 1991) cantonne la Ligurie aux derniers rangs des régions italiennes en termes de taux d'évolution de l'emploi ( source : DSR ). Néanmoins, ce dernier phénomène s'accompagne – comme souligné ci-après – d'une diminution du taux de chômage, qui tient surtout à des phénomènes démographiques.

### *Population*

Les particularités démographiques de la Ligurie sont connues depuis longtemps, mais leurs effets se feront sentir de manière de plus en plus percutante dans la prochaine période de programmation. En termes structurelles, la région est marquée par :

- a) un pourcentage élevé de la population âgée : au 1<sup>er</sup> janvier 2005, l'âge moyen était de 47,3 ans contre une valeur nationale de 42,5 ans ; au 1<sup>er</sup> janvier 2006, le poids des personnes âgées de plus de 64 ans était de 26,6 % contre la moyenne nationale de 19,8 % ;
- b) un faible pourcentage de la population jeune, causé tant par une natalité insuffisante que par la part de la population en âge non reproductif qui concourt au faible taux de natalité. L'indice de personnes âgées par enfant est presque le double de la valeur nationale : 6,1 contre 3,4 ;
- c) une concentration importante des résidents sur la côte et au début de l'arrière-pays ( la population dépasse 10.000 habitants dans une seule commune de l'intérieur ) et une forte densité dans les chefs-lieux où, néanmoins, le processus de diffusion urbaine a commencé très tôt, dès le début des années 70.

En ce qui concerne la dynamique démographique, la Ligurie a connu une perte remarquable de résidents depuis les années 70, ce qui a été en partie la cause et en partie l'effet des caractéristiques structurelles décrites ci-dessus. Ce phénomène a entraîné une chute de la population dans les années 2000 à des niveaux légèrement supérieurs à ceux de 1951, soit environ 1.610.000 habitants. Ce chiffre s'accompagne d'un taux de natalité considérablement plus faible que la moyenne nationale ( 7,7 pour mille en 2005, contre 9,9 à l'échelle nationale ) et d'un taux de mortalité élevé ( 13,7 contre 9,3 ). Voilà pourquoi la Ligurie dépend depuis longtemps des flux migratoires qui, tout en étant assez importants, n'arrivent pas à compenser son déficit démographique naturel.

### **2.3.1 Axe prioritaire I - Réseaux**

#### ***Renforcement des liaisons entre zones urbaines et rurales et amélioration de l'accès aux réseaux matériels et immatériels et aux services de transport***

##### **Accessibilité**

Le territoire de la Ligurie est pour la plupart couvert de montagnes et de collines, les quelques plaines se concentrant notamment sur la côte et aux fonds des vallées. Les caractéristiques orographiques du territoire ont remarquablement influencé les établissements humains, qui se sont développés principalement le long du littoral; en effet, par le passé, les transports étaient essentiellement maritimes et, à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle, suite à l'industrialisation et à la construction des infrastructures de transports, ces derniers se sont développés le long des vallées principales, et surtout par de liaisons avec la plaine du Pô. Il en résulte que le territoire est caractérisé par des différences importantes en termes d'établissements, y compris une densité démographique très variée (plus de 1000 habitants/ Km<sup>2</sup> le long du littoral, 70 habitants dans l'arrière-pays, et 2 habitants/Km<sup>2</sup> dans les zones les moins peuplées). On peut distinguer trois « bandes » aux caractéristiques différentes : a) la bande côtière à haute densité de résidences (même touristiques) et d'activités productives ; b) la zone intermédiaire (ce qu'on appelle « moyen pays »), tout près de la zone côtière, très urbanisée et fonctionnellement liée à cette dernière ; c) l'arrière-pays, caractérisé par une faible présence d'établissements, jouant un rôle économique mineur et frappé par des phénomènes de désertification.

Des phénomènes historiques et socio-économiques, ainsi que la dotation en infrastructures, ont entraîné une tripartition «longitudinale» entre une zone centrale de Ligurie (incluant grosso modo la province de Gênes, Savone et son arrière-pays, le Tigullio et la Vallée Fontanabuona), gravitant autour du centre de Gênes et liée au Piémont et à la Lombardie; une zone occidentale (Imperia et San Remo avec leur arrière-pays), qui a des interactions directes avec la France et, en quelque sorte, avec la province de Cuneo; enfin, une zone orientale (La Spezia et les Cinque Terre, ainsi que la Vallée du Magra), très liée à la Toscane et à l'Emilie.

Les activités portuaires et celles connexes, après la grave crise des années '80, ont enregistré des tendances positives pendant les années '90, grâce à la nouvelle centralité de la région dans la Méditerranée en terme de géographie des échanges commerciaux et à la réforme des ports qui a libéralisé les activités portuaires. Toutefois, pendant ces dernières années, la concurrence internationale a remarquablement affaibli la tendance positive des échanges, qui augmentent très lentement par rapport au taux moyen de la Méditerranée, surtout en raison de l'insuffisance des infrastructures portuaires et des liaisons avec l'arrière-pays.

Cela étant, il faut réfléchir aux obstacles de nature infrastructurelle à la croissance du secteur logistique et portuaire qui, aujourd'hui, est le plus important pour l'économie régionale.



En 2003, la part de marché des ports de Ligurie par rapport à la zone géographique de la Méditerranée nord occidentale – la « zone de marché » de référence – était de 20% environ (19% pour le trafic conteneurs et 20,5% pour les marchandises en vrac).

Etant donné les perspectives de développement des échanges mondiaux dans les deux secteurs dont il est question, on peut prévoir une forte augmentation des volumes transportés dans la zone nord occidentale de la Méditerranée, soutenu au niveau macro-économique tant par la croissance de la consommation en Europe (en 2003, variation annuelle de 3% OCDE), que par la croissance de la production industrielle de l'Extrême-Orient (une zone où, en 2003, se concentrait presque 18% du PIB mondial).

A moyen et long terme, on peut prévoir que : a) en 2015 dans la zone nord ouest de la Méditerranée, le volume de conteneurs s'élèvera à 40 millions de EVP (plus que doublé par rapport à 2003); b) les marchandises en vrac augmenteront probablement de 80 millions de tonnes environ par rapport à 2003.

Vu ces prévisions, si la capacité portuaire de la Ligurie (et les volumes d'échanges de ses ports) restaient inchangés, en 2015 leur part de marché par rapport au *range* d'appartenance diminuerait de 20,5% à 17% pour les échanges en vrac et de 19% à 7,2% pour le transport de conteneurs.

Afin de garder en 2015 au moins la part de marché actuelle et, donc, les mêmes parts en termes de trafic, la Ligurie devrait pouvoir gérer la manutention de presque six millions et demi d'EVP (presque trois fois plus que le volume actuel), et un peu plus de cent millions de tonnes de marchandises en vrac (avec une augmentation de 19% environ), pour un total de presque 165 millions de tonnes, ce qui signifierait une augmentation par rapport aux niveaux actuels d'à peu près 62 millions de tonnes.

Il s'agit d'une augmentation compatible avec les actions prévues par les Plans d'aménagement portuaire (PRP) et le projet d'un nouveau rideau riverain pour le port de Gênes, naturellement sous réserve que l'on respecte les délais prévus pour la réalisation des différentes interventions.

Outre la mise à niveau de la bande portuaire ligure, il faut s'interroger sur la conformité des infrastructures terrestres – notamment les chemins de fer, étant donné le niveau d'engorgement de la circulation routière – et leur capacité de supporter le trafic additionnel prévu. En fait, la capacité résiduelle du réseau ferroviaire de la Ligurie est de 24,5 millions de tonnes de marchandises par an, environ.

Il s'en suit que, afin d'éviter que tous les ports de la Ligurie voient leur rôle dans le marché de la Méditerranée nord occidentale s'affaiblir remarquablement, il faut réaliser des investissements visant à augmenter la capacité des infrastructures, surtout ferroviaires, dans l'arrière-pays soutenant les structures portuaires.

Des grands travaux – dont le *Terzo Passo dei Giovi* (Troisième col des Giovi), le réaménagement des noeuds ferroviaire et autoroutier de Gênes, le couloir “Ti-Bre” et le chemin de fer “*pontremolese*” – semblent être essentiels pour éviter toute entrave au trafic portuaire, qui doit déjà faire face à une concurrence croissante des autres ports de l’Europe du sud, ainsi qu’à la concurrence traditionnelle des ports du Nord.

De plus, il faut une action incisive visant à renforcer les liaisons interrégionales, entre les zones côtières et les zones rurales de l’arrière-pays.

En ligne avec les stratégies de Lisbonne et de Göteborg, les objectifs suivants sont parmi les plus importants de la dernière période de programmation, en matière de soutien aux réseaux de coopération transnationale dans les transports maritimes: a) favoriser un dialogue politique systématique entre les Institutions de l’Union, les associations représentatives des métiers liés à la mer et au transport maritime, et les collectivités locales; b) promouvoir, au niveau local, une coopération accrue entre les Régions, les ports et les autres opérateurs du domaine logistique; c) stimuler la croissance des échanges avec la rive sud de la Méditerranée; d) promouvoir le rôle de la Méditerranée en tant qu’interface entre l’Europe et les Pays du Moyen et de l’Extrême-Orient; e) identifier, dans la chaîne de transport maritime et d’approvisionnement, une option stratégique pour le développement de la zone; f) développer le thème de la sécurité (décliné selon les notions de *safety* et *security*), ainsi que la prévention des risques dans le domaine maritime et portuaire; g) privilégier les voies et les moyens de transport éco-efficaces, compte tenu de la structure fermée de la Méditerranée et des niveaux de congestion du réseau routier; h) renforcer la capacité de recherche et d’innovation dans le secteur maritime, en tant que moteurs du développement local, ainsi que l’éducation et la formation.

Enfin, les orientations des politiques régionales visant les objectifs suivants apparaissent adéquates: i) soutenir la réalisation des grandes infrastructures, dans le but d’assurer l’accessibilité du territoire régional par rapport aux deux grands axes du développement européen; ii) tirer profit de la position géographique stratégique de la Ligurie pour les échanges internationaux moyennant le système portuaire régional, dans lequel il faut promouvoir des formes adéquates de coordination; iii) soutenir le développement et l’intégration de systèmes de qualité et sécurité du transport des marchandises et des voyageurs; iv) développer la cohésion économique et sociale au sein de la région et au niveau local (systèmes locaux du travail, districts, *cluster*), en tant que facteur stratégique de compétitivité économique et de développement; v) renforcer et améliorer la qualité des relations avec et entre les acteurs sociaux, afin de créer les conditions et les moyens nécessaires pour renforcer la collaboration entre les institutions, la société civile et les entreprises, en vue de soutenir des dynamiques de croissance endogène.

### *Technologies de l'information et de la communication ( TIC )*

Le retard de compétitivité accumulé par l'économie européenne et italienne tient largement à la diffusion lente des technologies de l'information et de la communication ( TIC ) qui, étant donné leur caractère perversif, sont en mesure d'encourager un accroissement exceptionnel de la productivité : les retombées de la diffusion des TIC apportent un gain d'efficacité énorme dans tous les secteurs, notamment dans ceux à haute densité intellectuelle.

En ce qui concerne les investissements dans le domaine des TIC, les ressources du Fonds pour les zones sous-exploitées ( *Fondo per le Aree Sottoutilizzate – FAS* ) ont été partiellement utilisées pour renforcer des actions prévues par l'Objectif 2 et destinées à des projets spécifiques d'amélioration des services aux PME.

Depuis la délibération 20/2004 du Comité interministériel pour la programmation économique ( CIPE ), parmi les investissements octroyés jusqu'à présent dans le domaine des TIC, il convient de souligner l' « Orientation 9 – Innovation » : *diffusion et utilisation efficace des TIC, édification d'une société de l'information pleinement inclusive*.

Les actions financées visent à renforcer la société de l'information par :

- la diffusion de nouvelles technologies dans les secteurs des services d'intérêt général ;
- l'alphabétisation informatique visant à réduire les phénomènes liés à la fracture numérique ( *digital divide* ) ;
- la création d'outils pour le contrôle stratégique de l'action régionale.

Ces actions sont liées de manière fonctionnelle aux projets promus dans le cadre du plan de *E-government* ( gouvernement électronique ) et à la mesure 3.6. di DOCUP Objectif 2. « renforcement de la société de l'information ». Certaines actions ont été co-financées dans le cadre du Programme opérationnel régional Objectif 3, Mesures C4 « formation permanente » et E1 « promotion de l'égalité des chances ».

Pour la période 2007 – 2009, la stratégie régionale semble vouloir accorder une attention particulière aux stratégies communautaires en matière de société de l'information. L'objectif déclaré, c'est la création d'infrastructures de communication et de fourniture de services aux citoyens et aux acteurs économiques. Les référentiels, ce sont les documents suivant : « *eEurope 2005: une société de l'information pour tous* » et « *I-2010: Une société européenne de l'information pour la croissance et l'emploi* ». L'objectif prioritaire, c'est une augmentation de la productivité marginale des facteurs

de production de même qu'une amélioration de la qualité et de l'accessibilité des services, s'appuyant sur une infrastructure à large bande protégée et largement disponible.

La synthèse cohérente et stratégique pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes sectoriels de la Région Ligurie se rapporte aux quatre objectifs stratégiques retenus par les documents de programme régionaux : 1. développer le système d'information régional dans ses composantes transversales, sectorielles et de communication en réseau, en visant la modernisation de l'Administration publique et en élevant le degré de pénétration des TIC dans les services institutionnels ; 2. déployer les technologies de base dans l'ensemble de la région, notamment dans le cadre du système public de connectivité à large bande, l'objectif crucial étant la création d'un système public régional de connectivité entre différents pôles institutionnels ; 3. mettre en œuvre des politiques d'orientation et de soutien aux collectivités locales pour favoriser l'intégration de leurs systèmes d'information et la coopération en matière d'utilisation des logiciels, ce qui est un prérequis de l'interopérabilité entre différents acteurs institutionnels ; 4. concevoir des projets de logiciel concrets servant de base pour des services efficaces et intégrés aux citoyens et aux entreprises, le but étant de favoriser l'intégration entre citoyens et collectivités en simplifiant l'accomplissement des formalités administratives et l'accès aux services.

L'accès aux services des collectivités locales ( dans les domaines de la santé, fiscal et administratif en général ), c'est donc l'un des principaux domaines d'action et de programme concernant les nouvelles TIC.

### ***2.3.2 Axe prioritaire II – Innovation et compétitivité***

***Développement de l'innovation et de l'esprit d'entreprise, des PME, du tourisme, de la culture et du commerce transfrontalier***

## *L'économie régionale*

Pendant ces cinq dernières années (2001-2006), la tendance de variation du PIB de la Ligurie a été assez stable, moins élevée que la moyenne nationale, mais plus élevée que celle de l'Italie du nord ouest.

Tab. 1 – Taux de croissance du PIB réel aux prix de marché, variation en pourcentage par rapport à l'année précédente

		2000a00	2001a00	2002a00	2003a00
Région					
eu25	UE (25)	:	:	:	:
eu15	UE (15)	3,6	1,7	1	:
fr83	Corse	4,1	4,3	0,1	2,4
it	Italie	3	1,8	0,4	0,3
itc	Nord-ouest	2,7	1,7	-0,1	-0,4
itc3	Ligurie	3,8	2,9	-1	1,2
ite1	Toscane	3,2	1,7	-0,2	0
itg2	Sardaigne	1,2	3,1	1,2	0,8

Source: Eurostat

Dans les “Notes sur la marche de l'économie de la Ligurie en 2004” rédigées par la Banque d'Italie ( la banque centrale italienne ), il ressort que les commandes aux entreprises de la région ont enregistré une diminution stable depuis 2001 et la production affiche une baisse depuis 2002. Seul le secteur de la construction a montré une croissance, car il a bénéficié du coût faible du crédit immobilier, des facilités fiscales pour la réhabilitation des logements, outre le démarrage de nouveaux travaux publics, notamment en termes de requalification urbaine.

La crise de la grande industrie s'accompagne d'une réduction de la taille moyenne des entreprises. Ce phénomène affecte surtout l'industrie traditionnelle (baisse du nombre d'effectifs par entreprise de 23%), tandis que le secteur des hautes technologies enregistre une plus faible diminution de taille (12%).

Cette dernière donnée est confirmée par l'analyse des quotients de localisation, qui montrent des spécialisations croissantes, par rapport au cadre italien, dans certains secteurs de l'industrie *high-tech*. En particulier, dans la fabrication d'équipements et instruments médicaux, chirurgicaux et orthopédiques et des émetteurs pour radiodiffusion, télévision et téléphonie. Le quotient de localisation est passé d'une valeur de moins d'un en 1991, à une valeur plus élevée que l'unité en 2001, en signalant ainsi une nouvelle et prometteuse spécialisation régionale. La marche n'est toutefois pas identique pour le secteur des hautes technologies dans son ensemble : en effet, on enregistre une tendance opposée dans les secteurs de la fabrication d'instruments de contrôle et de la production de machinerie et matériel roulant.

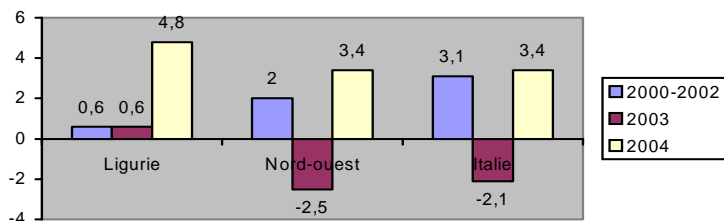
Le revenu disponible pour les ménages enregistre une croissance remarquable (avec des pointes de +5,5% en 2001 et +5,2% en 2003), en ligne avec la tendance italienne et du Nord Ouest du Pays.

Cependant, ladite forte croissance du revenu disponible ne s'accompagne pas d'une augmentation proportionnelle des dépenses. Les dépenses des ménages montrent même une faible baisse (-0,44%), causé par l'effondrement des dépenses pour les biens durables (-4%), alors que le secteur des services affiche des bonnes performances (+0,5%), en ligne avec la moyenne nationale (+0,4%) mais plus faible que celle du Nord Ouest (+1,7%).

Si les dépenses des particuliers affichent une stabilité relative, l'augmentation des dépenses publiques dépasse remarquablement la moyenne nationale, en enregistrant +3,9% en 2003 par rapport à +1,6% du Nord Ouest et de l'Italie dans son ensemble. Les dépenses des administrations publiques ont augmenté pendant la même année de presque 7%, par rapport à +6,3% du Nord Ouest et +5,9% enregistré au niveau national.

Pendant la période 2000-2002, c'est surtout la marche des investissements qui a contribué à ralentir la tendance de l'économie de la Ligurie : en effet, pendant la période susmentionnée, la formation brute de capital fixe est restée stable, en enregistrant une augmentation de +0,6%, par rapport à +3,1% de la moyenne nationale et +2,0% du Nord Ouest.

La Ligurie a affiché une croissance plus forte en termes de formation brute de capital fixe pendant les années suivantes, avec une augmentation de +0,6% en 2003 et de +4,8% en 2004 (-2,5% et +3,4% au Nord Ouest; -2,1% et +3,4% en Italie).



Encadre 1 - Données agrégées concernant la formation brute de capital fixe

Source: DSR 2006 Ligurie

Si les données concernant la formation brute de capital fixe pour les années 2003 et 2004 sont en quelque sorte réconfortantes, la marche de deux composantes majeures de la valeur ajoutée – à savoir la productivité et l’unité de travail – confirme la crise de la région au début des années 2000.

Après avoir affiché des performances satisfaisantes de 2000 à 2001, avec des variations en termes de productivité de l’unité de travail plus importantes par rapport au Nord Ouest et à la moyenne nationale, l’augmentation de 2002 par rapport à l’année précédente a été plus faible que la croissance moyenne enregistrée au niveau national. La productivité affiche une baisse depuis 2002 et les augmentations de la valeur ajoutée sont dues à l’augmentation des unités de travail (par contre, le Nord Ouest et l’Italie affichent des variations positives de la valeur ajoutée totale due à une baisse plus faible de la productivité). En particulier, il y a une baisse constante de la valeur ajoutée dans le secteur primaire (tout comme dans le reste du Pays) et, pendant ces dernières années, elle s’accompagne d’une diminution de la productivité dans le domaine des services.

D’ailleurs, la tertiarisation de l’économie, très anticipée par rapport à d’autres régions du Pays et la baisse démographique, qui a ralenti la croissance du stock de main d’oeuvre (en réduisant la base de calcul du taux de chômage) entraînent une augmentation de l’emploi, de sorte que la Ligurie dépasse la moyenne nationale (mais non pas celle du Nord Ouest)

#### 5.5.1.4.

##### *Emploi*

En ce qui concerne le marché du travail, l’on constate qu’à long terme, le taux d’emploi en Ligurie a connu une évolution progressivement croissante. En 2002, l’accroissement du taux d’emploi par rapport à l’année précédente a été de seulement 0,3 %, alors que dans les années suivantes, son augmentation s’est stabilisée à un point de pourcentage par an.

La relative stabilité, tout au long de la période 2001-2005, de la fourchette entre le taux d'emploi total et le taux d'emploi des femmes montre que le problème des différences de genre dans l'accès au marché du travail est encore actuel.

Les données les plus récentes disponibles – au 2<sup>ème</sup> trimestre 2006 – montrent que le taux de la Ligurie a augmenté à 63,4 % (+2,3 points) par rapport à 2005, alors que la valeur nationale s'élève à 58,9 % (+1,3 points) et celle du nord-ouest se stabilise à 65,6 % (+0,9 points).

Tableau 2 - taux d'emploi total et par genre ( 15-64 ans ), période 2001-2005.

Région	Taux d'emploi ( 15-64 ans )									
	2001a00		2002a00		2003a00		2004a00		2005a00	
geo	total	fem	tot	fem	tot	fem	tot	fem	tot	fem
eu27 UE (27)	62,5	54,2	62,3	54,3	62,4	54,7	62,7	55,3	63,3	55,9
eu25 UE (25)	62,7	54,2	62,7	54,5	62,8	55	63,1	55,5	63,7	56,2
eu15 UE (15)	63,9	54,9	64,1	55,5	64,2	56	64,5	56,6	65,1	57,3
itc3 Ligurie	57,9	46,3	58,2	46,8	59,1	47,9	60,2	50,1	61,1	50,5
fr83 Corse	42,3	36,1	44,9	34,5	52,2	40,5	50,8	41,5	52,8	38,8
it Italie	54,8	41,1	55,5	42	56,1	42,7	57,6	45,2	57,6	45,3
itc Nord-ouest	61,7	50,3	62,4	51,2	63,3	52,3	64,5	54,3	64,7	54,5
ite1 Toscane	61,3	50,1	61,5	50,6	62,4	51,3	63,4	52,9	63,8	54,1
itg2 Sardaigne	46,1	30,2	46,7	31,2	47,1	32,4	51,3	37,8	51,5	37,1

Source: Eurostat.

A l'échelon régional, le chômage ( notamment des jeunes ) a diminué. Le taux de chômage des personnes âgées de 15 à 24 ans en 2005 était de 20%, contre 14% au nord-ouest et 24% à l'échelle nationale. Le taux de chômage total a baissé, dans les dernières années, plus rapidement que dans les autres zones concernées : en 2005 il avait diminué à 5,8 %, contre 4,4 % au nord-ouest et 7,7 % à l'échelle nationale, ce qui montre une dynamique plus favorable causée aussi par la chute précoce du taux de natalité. Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2006, le taux de chômage en Ligurie a ultérieurement baissé à 4,7 %, contre 3,5 % au nord-Ouest et 6,5 % à l'échelle nationale.

Pour la Ligurie, le chômage ne constitue plus un problème en termes quantitatifs ou, au moins, ce n'est pas le problème le plus grave du marché de l'emploi régional.

Les points critiques que l'on peut constater sont plutôt liés à la différence des données entre hommes et femmes - en effet, l'écart entre les deux genres augmente, en passant à 9,1 % en 2003 pour les femmes et à 3,2 % pour les hommes – et à un taux élevé de



chômage de longue durée, ce qui permet d'identifier un objectif spécifique ( moins quantitatif que qualitatif ) des politiques du travail.

### *Innovation*

La chute de productivité mentionnée plus haut est causée surtout par les raisons suivantes :

- une faible innovation technologique et organisationnelle, accentuée par la petite taille des entreprises ( seul 1,5 % des entreprises ont plus de 30 salariés ) qui a pour effet l'insuffisance des investissements dans la recherche ( les dépenses de recherche et développement en Italie sont 0,6 % du PIB dans le secteur public et 0,5 % dans le secteur privé, soit, au total, 1,1 % du PIB contre 2,2 % en France et 2,5 % en Allemagne ) ;
- un taux de croissance des entreprises insuffisant, qui tient aussi à la faible volonté et capacité des entrepreneurs de modifier la situation de l'actionnariat et la participation majoritaire de leurs sociétés ;
- la dégradation des services aux entreprises et à la population, causée aussi par des comportements persistants visant à protéger le marché et à entraver la concurrence ;
- la pérennisation d'un marché des capitaux et d'un système de gouvernance des entreprises qui ne sont nullement en mesure de concilier les exigences des bailleurs de fonds et les comportements de l'entreprise ;
- la difficulté des jeunes à trouver un emploi, à amorcer des activités professionnelles et d'entreprise, à développer un degré élevé de mobilité sociale.

Dans une perspective de long terme, le réaménagement profond de tous les secteurs de l'économie ligurienne se poursuivra. Une fois perdue la connotation manufacturière prédominante du siècle dernier, la région pourra miser sur une industrie de haute technologie, sur une vaste gamme de services – traditionnels et innovants –, sur une agriculture spécialisée et sur un tourisme écologique et de niche.

La recherche et l'innovation doivent constituer les principaux moteurs de la stratégie de développement régional, afin de favoriser la transition vers un modèle d'économie basée sur la connaissance et de relever le niveau général de compétitivité économique.

Par rapport aux autres régions du nord-ouest de l'Italie, la part des dépenses de recherche et développement des entreprises liguriennes est faible : 0,59 % du PIB en 2003, contre 0,97 % au nord-ouest. En revanche, les dépenses publiques ont été plus élevées en comparaison avec la moyenne du nord-ouest : environ 0,51 % du PIB en 2003, contre 0,38 % au nord-ouest.

Toutefois, le poids crucial de l'impulsion donnée par l'Etat n'a pas encore produit l'effet multiplicateur souhaité sur les financements privés.

Tableau 3 - part des dépenses de R-D interne dans le PIB par secteurs

		2000				2001				2002				2003				2004				2005			
geo		Tous les secteurs	Entreprises	Gouvernement	Enseignement supérieur	Tous les secteurs	Entreprises	Gouvernement	Enseignement supérieur	Tous les secteurs	Entreprises	Gouvernement	Enseignement supérieur	Tous les secteurs	Entreprises	Gouvernement	Enseignement supérieur	Tous les secteurs	Entreprises	Gouvernement	Enseignement supérieur	Tous les secteurs	Entreprises	Gouvernement	Enseignement supérieur
eu25	UE (25)	1,86	1,21	0,26	0,38	1,89	1,23	0,25	0,4	1,9	1,22	0,25	0,41	1,9	1,22	0,25	0,41	1,86	1,2	0,24	0,41	:	:	:	:
fr	France	2,15	1,34	0,37	0,4	2,2	1,39	0,36	0,42	2,23	1,41	0,37	0,42	2,17	1,36	0,36	0,42	2,14	1,34	0,37	0,41	2,13	1,32	0,37	0,42
fr83	Corse	0,3	0,03	0,09	0,18	0,46	0,16	0,11	0,2	0,25	:	0,09	0,16	0,24	:	0,08	0,16	:	:	:	:	:	:	:	:
it	Italie	1,05	0,52	0,2	0,32	1,09	0,53	0,2	0,35	1,13	0,54	0,2	0,37	1,11	0,52	0,19	0,37	1,1	0,53	0,2	0,36	:	0,55	0,17	:
itc3	Ligurie	1,06	0,48	0,18	0,4	:	:	:	:	:	:	:	:	1,1	0,59	0,19	0,32	:	:	:	:	:	:	:	:
ite1	Toscane	1,01	0,3	0,17	0,53	1,07	:	:	:	1,14	:	:	:	1,11	0,36	0,15	0,59	:	:	:	:	:	:	:	:
itg2	Sardaigne	0,67	0,06	0,13	0,48	:	:	:	:	:	:	:	:	0,69	0,05	0,13	0,51	:	:	:	:	:	:	:	:

Source: Eurostat.

A côté d'un faible pourcentage des dépenses totales ( secteur public et privé ) de R-D, la Ligurie a également un taux faible d'activités de brevetage en comparaison avec le reste de l'Italie et avec la moyenne des régions du nord-ouest.

Tableau 4 - demandes de brevets déposées à l'OEB (brevets OEB) (nombre de

		2000a00	2001a00	2002a00	2003a00	2004a00
geo						
fr83	Corse	39,724	51,0196	20,5341	29,825p :	
it	Italie	190,5416	192,3689	198,1006	111,1874p :	0,0821p
itc	Nord-ouest	326,9071	320,3617	336,9063	184,0546p :	
itc3	Ligurie	152,373	144,6429	143,1083	96,8537p :	
ite1	Toscane	141,1844	170,3284	178,0375	102,3769p :	
itg2	Sardaigne	25,7018	23,753	23,2981	10,0928p :	

brevets déposés à l'OEB par million d'actifs )

Source: Eurostat. (p: provisoire)

Participation de la population adulte ( 25-64 ans ) a des activites de formation permanente : indicateur important de developpement du capital humain et des activites de gestion du changement.

Tableau 5 - participation de la population âgée de 25 à 64 ans à des activités de formation permanente ( valeurs en pourcentage )

		2001	2002a00	2003a00	2004a00	2005a00
geo						
eu27	UE (27)	-	6,89	8,24	8,36	9,54
eu25	UE (25)	-	7,28	8,76	8,88	10,13
eu15	UE (15)	-	7,80	9,63	9,66	11,22
fr83	Corse	-	-	-	-	-
it	Italie	4,50	4,40	4,47	6,25	5,78
itc	Nord-ouest	4,10	3,95	3,99	5,83	5,30
itc3	Ligurie	3,45	3,28	3,73	6,37	5,77
ite1	Toscane	5,02	4,85	5,36	6,24	6,84
itg2	Sardaigne	5,61	5,78	6,08	6,66	5,94

Source : Eurostat.

Dans la période 2001–2003, la Ligurie se stabilise sur des valeurs de participation toujours inférieures à la moyenne nationale, pour ensuite se placer sur les moyennes nationales dans la période 2004-2005.

Afin d’assurer un apport adéquat à la croissance économique et à l’emploi, la Région encourage la création de synergies fortes entre universités, centres de recherche, grandes, petites et moyennes entreprises (PME), aussi par la promotion de l’innovation dans les secteurs traditionnels et dans le domaine des services à la population, qui peuvent devenir un point d’excellence important de la Ligurie dans le contexte européen.

Dans ce cadre, des sections très significatives des objectifs politiques énoncés par le programme du Conseil régional s’inspirent largement des objectifs de la Stratégie de Lisbonne. Pour ce qui est notamment de la ligne stratégique « Connaissance et innovation pour la croissance », les objectifs énoncés sont les suivants :

- a) Investir dans la formation et dans la culture en tant que sources d’emploi
- b) Mettre en valeur les ressources culturelles en tant que moteurs du développement et d’une innovation fructueuse

- c) Investir dans l'innovation et dans la formation pour protéger et pour développer l'industrie
- d) Faire de la technologie de l'information un moteur de l'innovation qui puisse associer les centres d'excellence de la Ligurie
- e) Reconstituer des centres d'excellence dans le domaine de la santé en s'appuyant sur des professionnels de qualité et, en particulier, promouvoir des pôles d'excellence dans les services socio-sanitaires spécialisés, en valorisant aussi les synergies entre établissements publics et privés.

A cet égard, l'axe 1 – « Développement et renforcement du système productif » - du DOCUP Objectif 2 a poursuivi l'objectif général de soutenir et de renforcer les investissements afin d'améliorer les conditions économiques pour le développement des entreprises et de pistes d'innovation (enveloppe lourde d'environ 300 millions d'euros).

La stratégie régionale pour la recherche et l'innovation qui s'inscrit dans la prochaine période de programmation sera entamée en concomitance avec le 7<sup>e</sup> Programme-cadre pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration, ainsi qu'avec le Programme « Compétitivité et Innovation » (CIP) 2007-2013. Il convient donc que la Région permette une utilisation complémentaire des fonds structurels, des financements nationaux et de fonds du 7<sup>e</sup> Programme-cadre et du CIP.

L'objectif régional déclaré, c'est le repositionnement de la Ligurie parmi les régions les plus avancées à l'échelle nationale et la création des conditions pour un partenariat fort avec d'autres régions européennes. C'est dans ce cadre que s'inscrit le développement de projets conjoints qui renforcent une diffusion féconde de la recherche et de l'innovation en tant que leviers de la croissance économique.

Dans ce cadre, la priorité transversale à l'ensemble des secteurs qui, étant donné leur importance dans le système économique de la Ligurie, sont considérés comme des bénéficiaires clés de l'action politique et administrative, c'est la promotion d'initiatives d'innovation technologique et organisationnelle :

- Innovation des systèmes portuaires et de la logistique, à savoir deux éléments majeurs de l'identité productive régionale qui constituent également une base essentielle pour investir dans la recherche et l'innovation.
- Agriculture, floriculture et pêche. La recherche et l'innovation jouent un rôle important pour le développement des productions agricoles et floricoles et pour la gestion rationnelle des ressources halieutiques.
- Sécurité des citoyens. Dans ce domaine, il faut développer et/ou valoriser les centres d'excellence pour le développement des technologies en la matière.
- Industrie et technologies concernées par toutes les politiques visant à la promotion et à la stabilisation de l'emploi, à l'innovation et à l'intégration des systèmes

- d'éducation et de formation, à la diffusion de l'innovation et à la promotion de la recherche.
- Tourisme, considéré comme un domaine clé de l'emploi et de l'innovation et pour lequel il faut poursuivre une véritable démarche nouvelle répondant davantage aux exigences de relance du secteur, de valorisation des ressources locales, environnementales, culturelles et des zones internes.

### **2.3.3 Axe prioritaire III – Ressources naturelles et culturelles.**

#### **Protection et gestion conjointe des ressources naturelles et culturelles et prévention des risques naturels et technologiques**

##### *Durabilité environnementale, développement et système de production*

Les orientations communautaires définies à Lisbonne et à Goteborg soulignent l'importance de la durabilité environnementale et sociale du développement en tant que véritable fondement de la valorisation des territoires.

Dans le cadre stratégique tracé à Goteborg en 2001, la qualité de l'environnement est un élément incontournable aussi bien par rapport à l'objectif de protection des valeurs environnementales propres à un territoire, de la santé des citoyens et de l'amélioration de la qualité de la vie, que par rapport à l'objectif de la compétitivité et de l'attrait du territoire.

Dans ce contexte, l'acception du terme « durabilité » peut être explicitée comme la satisfaction des besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins.

Les « ressources naturelles » de la Ligurie, ce sont essentiellement le climat, la mer et sa position géographique. L'agriculture traditionnelle a été déjà remplacée par des productions spécifiques de haute qualité et de niche : une oviculture bien établie, primeurs (y compris fruits et légumes produits sous serre), vins réputés, fleurs et plantes d'ornement élevés sous serre. Dans ce contexte, la mondialisation peut favoriser les segments de l'économie plus étroitement liés au territoire, qui est considéré comme un élément non reproductible et irremplaçable. Ainsi, l'environnement, les forêts, les parcs, les produits typiques, les biens et les activités culturelles, le paysage rural peuvent-ils constituer des éléments clés pour le développement économique de territoires qui sont jusqu'à présent restés à l'écart des dynamiques axées sur l'industrie, sur les ports et sur le tourisme côtier.

La situation du contexte régional concernant les principaux volets et « indicateurs » environnementaux est résumée ci-dessous.

- *Changements climatiques et pollution de l'air* : la Région Ligurie a approuvé le « Plan régional d'assainissement et de protection de la qualité de l'air et de réduction des gaz à effet de serre » qui poursuit le respect des valeurs limites de qualité de l'air fixées par les normes et qui aide à atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, ayant trait notamment à la mise en œuvre du Protocole de Kyoto. En Ligurie, les problèmes majeurs liés à la pollution de l'air se trouvent dans les zones urbaines où réside la majorité de la population et dans les aires atteintes par les retombées des polluants sur les principales routes et par les activités de production.
- *Energie* : en conformité avec les stratégies énoncées dans le Plan régional pour l'énergie et l'environnement, la Région poursuit un accroissement de la production d'énergie renouvelable et une réduction des émissions de gaz à effet de serre au travers aussi d'une réduction de la consommation et une utilisation plus efficace et plus rationnelle de l'énergie. Dans ce domaine, la Ligurie joue un rôle de toute première importance par rapport aux autres régions du Pays puisqu'elle a maintenu au fil des ans un excédent de production d'environ 6000 GWh ; en 2004 aussi, elle a affiché un bilan positif de +5.582,2 GWh grâce à une production de 12.689,1 GWh obtenue pour la plupart à partir de combustibles fossiles.
- *Cycle des déchets* : à présent, le système de gestion des déchets de la Ligurie dépend encore des installations de décharge pour la phase d'élimination. La situation actuelle montre que les capacités des décharges ne sont plus appropriées. L'exigence d'introduire des système de traitement des déchets avant la mise en décharge entraînera, à partir de 2007, des changements profonds dans la gestion des installations en vue d'une réduction globale des nuisances. Dans les dernières années, la part de collecte sélective a augmenté progressivement pour se stabiliser à environ 18 % en 2004. Ce chiffre est quand même au-dessous de la moyenne nationale de 21,5 % et des objectifs fixés par les normes. L'aménagement de la gestion des déchets urbains a été achevé en 2003 par la constitution des Aires territoriales optimales ( ATO ), correspondant aux territoires des quatre provinces de la Ligurie. L'identification des solutions technologiques et de localisation pour les installations futures a été effectuée à travers l'aménagement régional et provincial.
- *Ressources en eau* : en ce qui concerne la gestion des ressources en eau, la Région Ligurie a réparti son territoire en quatre Aires territoriales optimales ( ATO ), dont les frontières correspondent aux bornes administratives des quatre provinces de la Ligurie. En 2 cas seulement ( Provinces de Gênes et de La Spezia ), le mandat a été déjà confié à l'exploitant, alors que le mandat n'a pas encore été confié pour les

ATO de Savone et d'Imperia. S'agissant du contrôle de la qualité des eaux des fleuves, torrents et lacs de la Ligurie, les données révèlent une situation très variée : les eaux passent d'un classement de « qualité bonne » ou « très bonne » à un classement de « très mauvaise qualité », surtout dans la province de Gênes, même si les dernières données disponibles montrent une amélioration des paramètres chimiques et biologiques.

- *Milieu marin et côtier* : la côte ligurienne est réparties en 450 portions, dont 45 sont interdites à la baignade d'une façon permanente et 405 font l'objet d'une surveillance spécifique. En ce qui concerne le suivi des eaux marines et côtières et des sédiments marins, la situation qui ressort des données passe de niveaux bons à des niveaux très bons. Le maintien d'une tendance à l'amélioration de l'état qualitatif du milieu marin et côtier constitue un enjeu environnemental majeur pour la compétitivité et pour l'attractivité touristique de la région.
- *Aménagement du territoire* : la superficie ligurienne exposée au risque d'instabilité des versants recouvre environ 352 km<sup>2</sup>, soit environ 8% du territoire régional. Le contrôle continu des phénomènes éboulux ( au total, 7453 éboulements ont été recensés en 2005 ) a permis d'acquérir une connaissance approfondie du milieu, qui est utile afin de planifier les actions de protection du sol et d'aménagement du territoire. Pour ce qui est des inondations, la Ligurie a été classée dans plusieurs catégories de risque et les domaines relevant du risque hydraulique ont été définis.

La région Ligurie a un patrimoine naturel très riche qui englobe de nombreux sites du réseau Natura 2000 et aires protégées. Le réseau Natura 2000 régional recouvre environ 25% du territoire ligurien. Il est constitué de 125 sites d'importance communautaire ( SIC ), dont 26 sites marins, et 7 zones de protection spéciale ( ZPS ) qui protègent 75 habitats d'intérêt communautaire. Etant donné le patrimoine de richesses naturelles existant sur le territoire ligurien et qui coïncide principalement avec des zones rurales, le réseau Natura 2000 peut offrir une opportunité majeure pour conjuguer la sauvegarde de la nature et la valorisation du territoire par la réalisation d'actions liées au tourisme, à l'artisanat local et à l'agriculture

Les collectivités de la Ligurie ont enregistré une série de records à l'échelon national et international dans le domaine de la sauvegarde de la biodiversité :

- le plus grand nombre d'établissements certifiés ISO 14001 en Italie ( 54 au mois de mars 2006 ) ;
- la première Municipalité certifiée ISO 14001 et le premier enregistrement EMAS : Varese Ligure ;

- la première Communauté montagnarde certifiée ISO 14001 : CM Alta Val Polcevera ;
- la première commune industrielle certifiée ISO 14001 : Vado ligure ;
- la première certification intégrée ISO 14001 et Ag211 : Celle Ligure ;
- la première certification intégrée ISO 14001, ISO 9001 et OHSAS 18001 ( santé et sécurité au travail ) : Apricale ;
- la certification ISO 14001 du Département régional de l'environnement ;
- la certification ISO 14001 des 3 Autorités portuaires de Gênes, Savone et La Spezia.

Plusieurs initiatives d'éducation à l'environnement ont été entamées dans la région. Le Système d'éducation à l'environnement de la Ligurie a été renforcé. A présent le système prévoit, en plus de la Région et du CREA ( centre régional d'éducation à l'environnement ), 4 centres provinciaux et 17 centres locaux chargés de mettre en œuvre des initiatives d'éducation à la durabilité, d'information et d'éducation à l'environnement au niveau local.

En ce qui concerne le contrôle des projets, le paysage est devenu un élément faisant l'objet des procédures d'évaluation de l'impact sur l'environnement. Les effets sur le paysage et sur l'environnement produits par les actions de transformation et d'implantation d'activités productives et de construction sont étudiés. La participation aussi a gagné un rôle de première importance dans l'élaboration de la Convention européenne du paysage ( signée à Florence par le Conseil de l'Europe le 20 octobre 2000 ) et elle a été largement retenue dans la formulation des Agendas 21 qui ont axé la méthode de conception des projets et des agendas elles-mêmes sur ce sujet.

Un outil important de mise en œuvre des politiques de développement durable a été le DOCUP 2000-2006, notamment à travers la stratégie et les objectifs figurant dans l'Axe 2 – « Assainissement et amélioration du système environnemental » – et, en partie, dans l'Axe 3 – « Valorisation du territoire ».

Des objectifs spécifiques de l'Axe 2, permettant d'atteindre l'objectif général d'assainissement et d'amélioration du système environnemental, ont été la remise en état d'habitats dégradés, l'amélioration des services environnementaux aux entreprises et la production d'énergie durable.

La protection des entreprises des aléas naturels a entraîné la mise en place d'outils pour la protection du sol des côtes, exposé à des phénomènes d'érosion qui empêchent souvent le déroulement d'activités économiques.



Cet axe a également prévu des actions visant à combler des lacunes en matière de connaissance de l'état de l'environnement : par exemple, la réalisation et l'achèvement d'une base de données environnementales, ainsi que la promotion et la dissémination de systèmes de management environnemental et d'Agendas 21 chez les collectivités locales de la Ligurie. Un programme complexe d'actions de connaissance ( réseau de la connaissance ) et de valorisation des sites du réseau Natura 2000 a été également financé. Plusieurs collectivités locales et *Enti Parco* ( Directions des parcs ) de la Ligurie, ainsi que quelques Universités, ont été associées au programme.

En ce qui concerne l'Axe 3, l'objectif général de la valorisation du territoire est décliné en trois volets : la réhabilitation et la requalification du territoire, la réalisation d'infrastructures, surtout pour les entreprises, et l'animation économique et technologique. En matière de durabilité, il convient de souligner que des sites industriels verts ( équipés d'installations écologiques ) ont été créés.

Pour ce qui est de la viabilité de la pêche, il convient de souligner que la Ligurie, avec une pêche qui s'élève à 5% environ du total national, n'a pas développé ces activités en raison de la non abondance en poissons dans la mer, qui est aussi polluée par des déversements industriels. De plus, le secteur n'a pas été modernisé, surtout à cause de l'absence de l'industrie de la conserve.

La dotation totale de l'Instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) pour la période 2000-2006 (ensemble des ressources publiques, y compris les ressources communautaires, nationales et régionales) pour la Région de Ligurie s'élève à €4.971.969,00; en particulier, pendant la période 2000-2004, €4.186,988 ont été engagés, à savoir plus de 84% de la période de programmation dans son ensemble, et €2.396.018,10 payés. Les ressources ont été partagées sur les mesures suivantes:

- protection et développement des ressources aquatiques: 3,7%
- élevage aquacole: 38,1%
- équipement des ports de pêche: 14,6%
- transformation et commercialisation: 15,7%
- petite pêche côtière: 9,3%
- promotion: 6,3%
- actions menées par les opérateurs du secteur: 6,4%
- mesures innovantes: 4,3%
- autres: 1,6%

La programmation IFOP a permis de réaliser plusieurs actions qui, tout en ayant une portée limitée, ont contribué à la modernisation et à la mise en valeur du secteur dans son ensemble.

Parmi les mesures les plus importantes, il y a eu les investissements dans la branche de l'élevage aquacole en mer. Il s'est agit surtout d'actions visant à améliorer la qualité des produits et à réduire l'impacte sur l'environnement, ainsi que d'interventions sur les ports, les points d'abordage et les zones réservées à la pêche marine, visant à l'amélioration des activités à terre (débardage, magasinage et première commercialisation). Parmi les actions menées par les opérateurs du secteur, il convient de rappeler certains projets stratégiques concernant l'intégration de la filière, la concentration de l'offre et la création d'un revenu supplémentaire pour les producteurs.

Outre les fonds SFOP 2000-2006 de l'UE, il y a :

- les fonds nationaux délégués aux Régions par le 5<sup>ème</sup> Plan National de la Pêche et l'élevage aquacole marin (ex Loi n. 41/82, dotation financière d'environ € 400.000,00 par an), ayant permis de démarrer des actions d'assistance technique à l'intention des opérateurs du secteur ; actions de crédit pour la pêche.
- Les fonds régionaux, s'élevant à € 350.000,00/400.000,00 environ par an, utilisés essentiellement pour moderniser la flotte de pêche et pour la sécurité en mer.

#### ***2.3.4 Axe prioritaire IV – Accès aux fonctions rares et urbaines (développement polycentrique)***

**Développer et améliorer l'accès aux fonctions rares et urbaines de la zone de coopération en ouvrant les opportunités correspondantes à l'ensemble de la population et des entreprises<sup>13</sup>**

##### *Structure et fonctions urbaines*

La Ligurie a des caractéristiques particulières en termes d'établissements, en raison de son histoire, sa géographie et ses problèmes.

Le territoire régional, coincé entre les montagnes et la mer, est caractérisé par la concentration sur le littoral et l'arrière-pays plus proche à ce dernier d'une bonne partie des habitants et des activités productives. Le caractère essentiellement saisonnier et balnéaire, donc côtier, du tourisme entraîne une forte compétition pour les quelques

---

<sup>13</sup> En vue d'un développement cohérent du sujet, le paragraphe relatif à l'Axe IV est rapporté ci-dessous

zones plates, utilisées de façon variée, outre des problèmes de dégradation du territoire même.

L'industrialisation et l'urbanisation ont contribué à la remarquable polarisation entre les zones à plus forte densité d'établissements, - dont des parties du littoral et des vallées de liaison à la Plaine du Pô – et les zones les moins favorisée en raison de la présence des montagnes et des collines, de l'agriculture de subsistance, dont le dépeuplement, commencé lors des migrations du siècle dernier et l'urbanisation de l'après-guerre, a souvent continué jusqu'à très récemment.

Les villes les plus grandes ont commencé à perdre des habitants dès le début des années soixante-dix, au profit tant de la première ceinture, que des territoires extrarégionaux, plus attrayants au niveau de l'emploi.

Le modèle de développement portant sur des activités extra agricoles, d'abord industrielles et portuaires et, aujourd'hui, tertiaires, localisées surtout le long de la côte, a entraîné une alternance de zones presque dépeuplées et d'autres territoires congestionnés: plus de 100 des 235 communes de la Ligurie n'atteignent pas les 1.000 habitants, et la plupart d'entre eux n'atteint même pas les 500 habitants; en revanche, le chef-lieu, qui a lui aussi perdu plus de 200.000 habitants, continue à accueillir presque 40% des résidents de la région.

Les chefs-lieux provinciaux – et notamment Gênes, La Spezia et Savone – (à savoir, les trois villes les plus industrialisées), sont confrontés aux problèmes du déclin industriel, de la présence de zones industrielles abandonnées et des zones portuaires partiellement reconvertibles.

La diminution de résidents est seulement partiellement (c'est le cas pour La Spezia) imputable aux changements de styles de vie et de modèles résidentiels; elle est due également à la perte d'attrait, surtout économique et social, des centres majeurs. La fin des phénomènes migratoires, le retour dans les zones d'origine par la vague historique de migrants, la faible croissance naturelle et le manque de capacité d'attrait des centres urbains de l'arrière-pays, le changement de style de vie et, aussi importants, les prix des logements, sont les autres causes majeures du dépeuplement des centres urbains principaux de la Ligurie.

La ville de Gênes fait des efforts importants pour regagner son poids économique et son rôle « pilote » dans la région, par le biais d'une stratégie de relance qui est axée essentiellement sur trois lignes d'action :

- l'innovation de ses fonctions/compétences et la diversification de ses activités productives;

- la transformation physique des espaces agglomérés;
- le renforcement de certaines composantes du système économique et infrastructurel.

La ville a une telle taille qu'elle est confrontée à des problèmes – dans une mesure incomparable avec les autres chefs-lieux de la Ligurie – de nature sociale et urbanistique propres aux métropoles, aussi bien dans les banlieues que dans le centre ville ( immigration, marginalisation, détresse sociale, etc. ).

La ville de Savone traverse une période de grande fécondité de projets, grâce aussi aux nombreuses opportunités de changement offertes par la nécessaire reconversion des friches industrielles : la transformation et la requalification de la forme urbaine, ce sont les axes stratégiques clés de la relance de la ville.

La Spezia, qui dans les années 90 a vécu une profonde crise d'identité et de rôle, se caractérise aujourd'hui par un tableau plutôt complexe. La ville a entamé une action résolue qui se traduit par des projets pour la mise à jour des outils d'aménagement ainsi que des projets mieux définis de requalification et d'innovation urbaine et par les actions de promotion du territoire qui en découlent.

Imperia a des caractéristiques distinctives qui en font une ville unique dans le paysage des agglomérations urbaines de la Ligurie. C'est la ville la plus récente et le seul chef-lieu de province à ne pas montrer de signes de déclin en termes de perte de résidents. Puisqu'elle a toujours été moins industrialisée que les autres villes de la région, elle a pâti dans une moindre mesure des processus de mutation et de réaménagement du système de production.

Les divers indicateurs disponibles montrent des aspects importants de la structure sociale en Ligurie :

- 1) en premier lieu, une faiblesse substantielle de la famille. Les ménages sont plus petits, plus fragiles, avec un écart générationnel plus large ( dû à l'augmentation de l'âge moyen à la naissance du premier enfant), pour la plupart unipersonnels et monoparentaux ( 16,1 % en Ligurie, contre 13,0 % en Italie au recensement de 2001), avec des tâches plus lourdes d'assistance aux personnes âgées ( en Ligurie 3,8 personnes âgées de plus de 65 ans sur 100 sont assistées par des services publics, ce qui entraîne des difficultés majeures pour les femmes qui prennent en charge la plupart des besoins en assistance et le recours accru à des assistantes familiale étrangères).
- 2) une structure particulière de la consommation : le poids des denrées alimentaires est plus important que celui des autres biens de consommation ; les dépenses moyennes par ménage sont au-dessous de la moyenne nationale ; la part des biens durables dans

la consommation est faible, à l'exception des motos ( à cause de la morphologie du territoire ) et des téléviseurs ( à cause de la structure démographique ).

- 3) étant donné le nombre très élevé de personnes âgées de plus de 65 ans, la présence de services en mesure d'assurer les soins et l'assistance à la population âgée en cas de problèmes est très importante en Ligurie. Le ratio lits/population âgée s'élève à 1,2 % ( en 2004 ), alors que la littérature internationale mentionne un pourcentage d'au moins 2 %. A cet égard, le programme régional 2006-2008 propose d'atteindre un seuil de 2 % à travers l'accréditation de nouveaux services privés d'assistance à la population âgée ayant des conventions avec les collectivités régionales.
- 4) En ce qui concerne la population jeune, les données du CISIS révèlent qu'en Ligurie le nombre d'enfants placés dans des familles d'accueil est supérieur à la moyenne nationale : 2,8 enfants placés sur 10.000 habitants, contre une moyenne nationale de 1,7.

La situation décrite ci-dessus requiert des actions ciblées à destination des publics qui se heurtent aux plus graves difficultés de placement et de maintien de l'emploi à cause de situations de départ socialement défavorisées.

De plus, les chiffres relatifs à l'immigration montrent une progression du nombre d'étrangers dans le groupe « mineurs à risque d'exclusion sociale, scolaire et professionnelle ». Une ligne stratégique pour éviter l'augmentation des phénomènes d'abandon scolaire par les élèves italiens ou étrangers porte sur des actions synergiques entre le système de l'éducation et de la formation et les services sociaux.

Il est donc évident que les publics cibles des politiques sociales et économiques mises en œuvre à l'échelle urbaine, ce sont d'un côté les personnes âgées – en raison de leur part importante dans la population totale – et, de l'autre côté, les jeunes, en raison de la spécificité de leurs problèmes et du pourcentage élevé d'étrangers dans cette tranche d'âge.

S'agissant des personnes âgées, il faut étendre la gamme des services disponibles, en intégrant l'offre publique et l'offre privée et en ajoutant des services qui laissent de côté les démarches d'assistanat et de garde pour miser sur le développement des personnes âgées et sur la préservation de leurs capacités résiduelles.

S'agissant des jeunes, il convient d'augmenter les lieux et les chances de regroupements et d'expression, par des actions de soutien de l'intégration scolaire et sociale, en accordant une attention particulière aux enfants étrangers, en liaison avec des actions d'assainissement urbain et d'amélioration de la qualité de vie en général.

Dans ce domaine, il y a lieu de signaler l'initiative communautaire Urban 2, par laquelle la Municipalité de Gênes a réalisé – dans un programme de réhabilitation urbaine – des initiatives importantes visant l'inclusion sociale des citoyens.

L'expérience d'Urban 2 a eu un impact positif sur la création de services d'inclusion sociale et elle a accru considérablement l'équipement en infrastructures économiques et matérielles de la ville de Gênes.

## 2.4 Cadre general du contexte de la region Corse

### 2.4.1 Cadre economique et demographique general

Les méthodes de recensement de la population française ont été largement modifiées depuis 2004. Plus précisément, les recensements antérieurs à cette date se réalisaient tous les huit à neuf ans de manière exhaustive. Aujourd'hui, des enquêtes annuelles permettent d'actualiser les données en ne traitant qu'une partie de la population par un système de roulement et d'extrapolations. Trois phénomènes distincts peuvent être analysés sur cette base.

#### a) Les évolutions générales

Au regard des estimations produites dans ce cadre méthodologique par l'Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques (INSEE), l'île dénombre approximativement 276 900 habitants en 2005 et 279 000 en 2006, soit un taux de croissance annuel de 0.76 %. Cette évolution s'inscrit dans une tendance lourde puisque sur la période 2000 - 2006, la population a cru au total de 6.24%, suivant un mouvement régulier (+4% pour la France dans son ensemble).

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Population totale	262 608	265 411	268 311	271 408	274 474	276 911	279 000
Evolution d'une année sur l'autre	+1,07%	+1,09%	+1,15%	+1,13%	+0,89%	+0,75%	+0.76%

Source : INSEE

Le tableau supra souligne néanmoins le ralentissement de la croissance de la population à l'aune d'un point d'inflexion situé en 2004, l'île témoignant qu'il d'une faiblesse démographique structurelle.

#### b) Les explications de la dynamique démographique

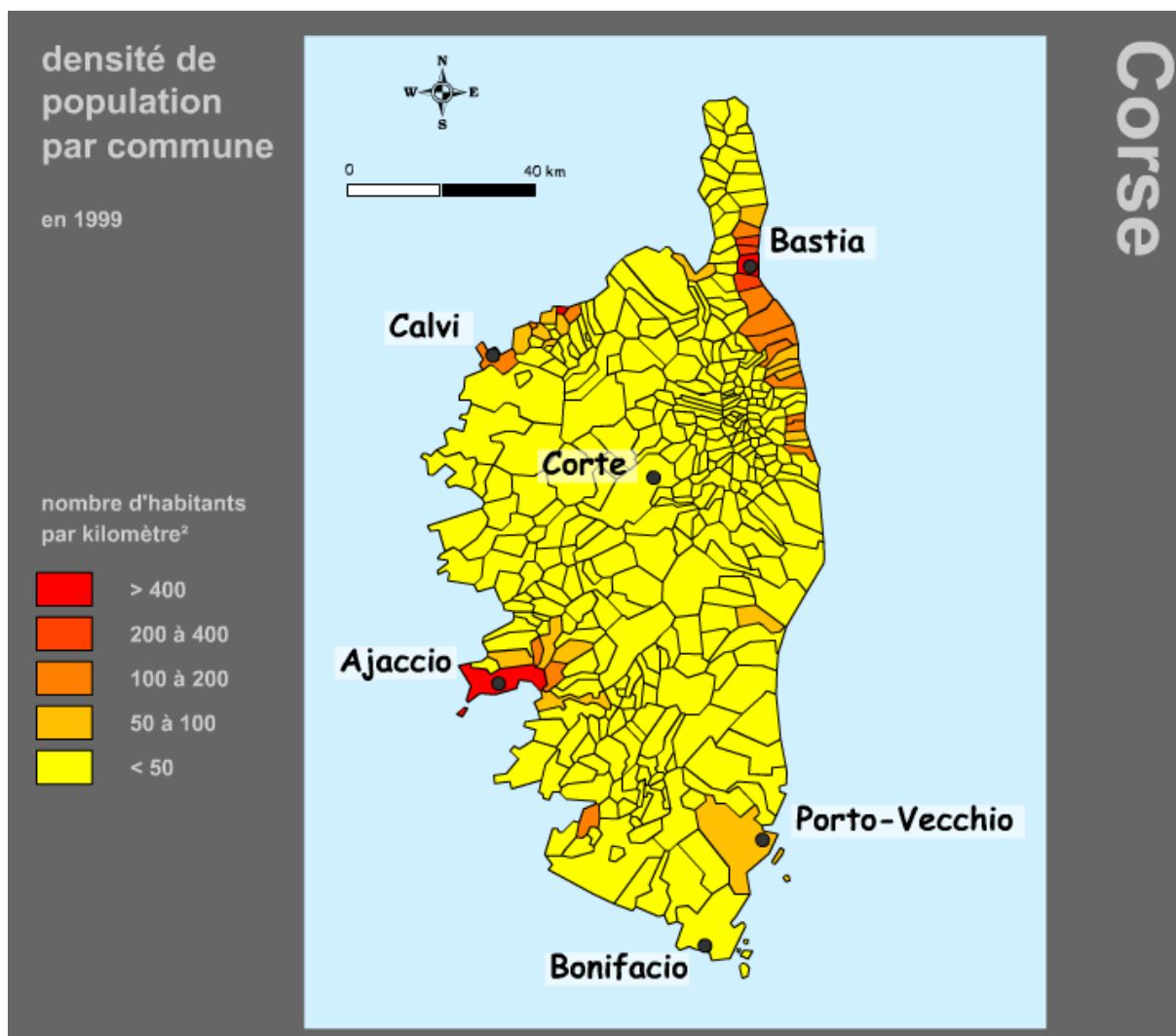
La Corse subit par ailleurs un vieillissement accru de sa population (à l'image de l'ensemble des pays développés) : près d'un quart des habitants est âgé de plus de 60 ans contre 20.7% pour la France en moyenne. Ce phénomène pourrait à terme se renforcer pour le territoire compte tenu de la faiblesse du taux de natalité (2.8 points inférieur à la moyenne nationale), de l'élévation de l'espérance de vie, supérieure à celle observée ailleurs en France et du poids de l'immigration des moins de 25 ans, stimulés par les études et la recherche d'un premier emploi. Cette situation globale détermine un solde démographique naturel approximativement nul (annuellement, 2 700 naissances et décès environ).

Dans ce contexte, la population immigrée revêt un rôle majeur dans la dynamique démographique corse. Sur un plan statique, en 1999 (date du dernier recensement exhaustif), les nationalités étrangères représentaient près d'un habitant sur 10. La communauté marocaine occupe la première place des nationalités répertoriées avec 13 735 habitants, suivie des Portugais (3 730 habitants). La croissance constante de la population est alimentée presque exclusivement par le flux migratoire fortement excédentaire dont l'île se trouve être l'objet. Seule la part des flux avec le reste du territoire national est bien identifiée : dans un contexte français d'accroissement des flux migratoires interrégionaux, l'attractivité de la Corse comme de toutes les régions du Sud et de l'Ouest de la France s'est accentuée. Quelques 4 400 résidents du continent viennent chaque année s'installer sur l'île, représentant toutes les classes d'âges avec des motifs différents en fonction des populations concernées (retour au pays, recherche d'opportunités).

#### c) Les disparités territoriales

Elles sont très fortement marquées entre le littoral et les quelques communes urbanisées qui y prospèrent et l'intérieur se trouve en proie à une très forte désertification.





Source : INSEE

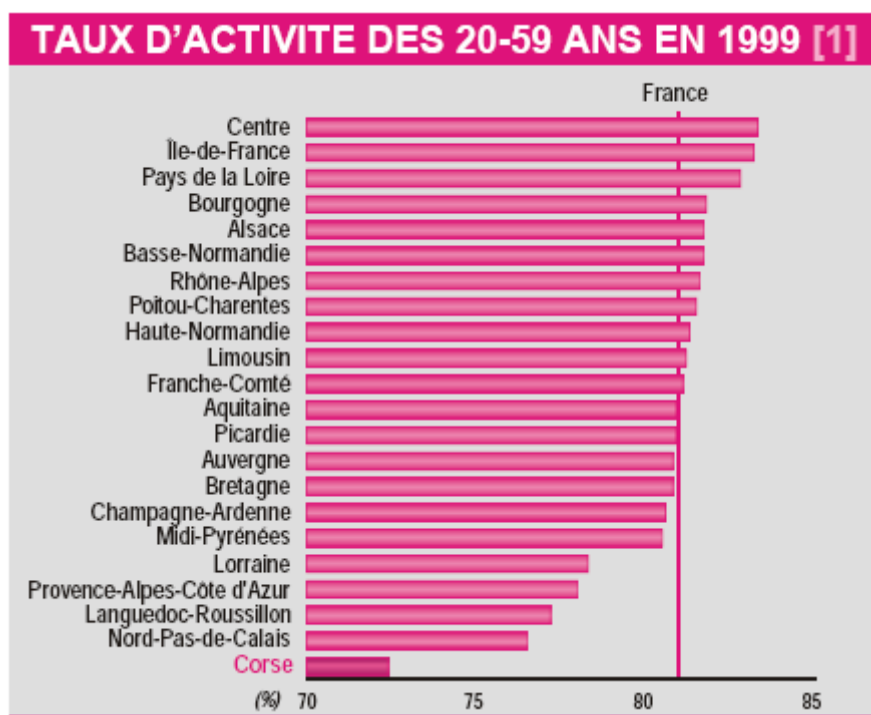
### *Le marché du travail*

La problématique spécifique de l'emploi est fort difficile à étudier dans l'île dans la mesure où elle suppose de disposer d'information statistiques dédiées : or, la plupart des organismes utilisent la notion de population active. Cette notion plus générale, dans la mesure où elle englobe les chômeurs notamment, fera l'objet d'un examen préalable et constituera une base d'estimation. La dimension chômage sera abordée plus particulièrement ensuite.

a) La structure de la population active et l'emploi

b) Les données générales

La population active compte, au 31/12/2006, 110 686 personnes, sur la foi des estimations effectuées par notre cabinet d'après les documents et indices INSEE. Ce chiffre représente un pourcentage relativement modeste de la population totale (39.67 %) contre 42,99 % pour l'ensemble de la France. Si la structure de la pyramide des âges évoquée précédemment constitue une piste d'explication privilégiée de ce phénomène, le taux d'activité des 20-59 ans<sup>14</sup> fait également apparaître un déficit structurel par rapport aux autres régions, ce qui suggère l'existence de motifs socioéconomiques différents, parmi lesquels figurent notamment l'insuffisance transversale de compétitivité du tissu économique insulaire ou encore l'allongement de la durée des études.



Source : INSEE

<sup>14</sup> Dernière mesure disponible au 31/12/06.

i) L'analyse de l'emploi

Ainsi, de manière générale, le taux d'emploi pour la Corse en 2005 s'élevait à 52.80%, bien en deçà de celui de la moyenne française (63.8%). Par ailleurs, le nombre total d'emplois a connu une faible croissance (+4%) entre 2000 et 2005, reflétant ainsi le manque de dynamisme du marché du travail en Corse et, à un niveau plus agrégé, national.

Le tableau ci-dessous renseigne sur la répartition du nombre d'emploi par sexe en 2004.

	Population active ayant un emploi en 1999		
	Corse		Corse / France
Hommes	50 953	59%	0,40%
Femmes	35 033	41%	0,30%
<b>Ensemble</b>	<b>85 986</b>	<b>100%</b>	<b>0,40%</b>

Source : INSEE

La difficulté dans la recherche de la répartition de l'emploi par sexe et plus généralement de l'emploi a conduit à des estimations. Ces dernières reposent sur la détermination de la population active (homme/femme) et du nombre de chômeurs (homme/femme).

Les emplois sont donc majoritairement occupés par les hommes, quoique la part de l'emploi féminin poursuive sa progression (46% contre 41% en 1999). Cette évolution se justifie par le développement des activités tertiaires et les profondes mutations sociologiques (avènement des familles monoparentales en particulier) qui touchent la Corse avec retard et ont donc engendré des inerties dans les mécanismes d'ajustement du marché du travail.

2004	Nb	%
Agriculture	1 668	1,98%
Industrie	5 577	6,63%
Construction	7 045	8,37%
Commerces	13 154	15,63%
Transports	4 395	5,22%
Activités financières	1 603	1,90%
Activités immobilières	796	0,95%
Services aux entreprises	7 585	9,01%
Services aux particuliers	7 773	9,24%
Education, santé, action sociale	16 818	19,99%
Administration	17 736	21,08%
<b>Ensemble</b>	<b>84 150</b>	<b>100,00%</b>

Adapté de l'INSEE

En ce qui concerne la répartition sectorielle, la tertiarisation de l'économie est particulièrement avancée dans l'île, le secteur des services regroupant 67% des effectifs. Cette situation, compréhensible dans la mesure où la Corse n'a jamais connu de révolution industrielle et demeure marquée par les activités publiques et touristiques, s'accompagne d'un certain nombre de mutations telle que la part croissante de l'emploi féminin, l'urbanisation et la désertification de l'intérieur ou encore le déclin continu du secteur agricole (2% des emplois). On notera tout particulièrement le poids de l'économie publique, tel qu'il se dégage de cette analyse structurelle : les effectifs de la fonction publique représentaient en 2003, 25 764 personnes (soit plus de 25 % des emplois) et le secteur public dans son ensemble environ 35 à 40 % des emplois (cf. tableau infra).

Autre mesure complémentaire de cette dépendance vis-à-vis du secteur public qui constitue un élément de la grille de lecture de l'économie corse, la commande publique joue un rôle majoré dans la structure d'affaires des entreprises locales, puisque sa part directe<sup>15</sup> dans le produit intérieur brut est de 6.67 % en 2005 contre 3.09 % à l'échelle nationale<sup>16</sup>.

<sup>15</sup> Mesurée sur la contribution Etat et collectivités locales de plus de 2000 habitants, ne comprend pas tous les dispositifs d'aides et de soutien, notamment européens

<sup>16</sup> Source : Observatoire Economique de l'Achat Public et INSEE

### c) La dimension spécifique du chômage

### d) Les données générales

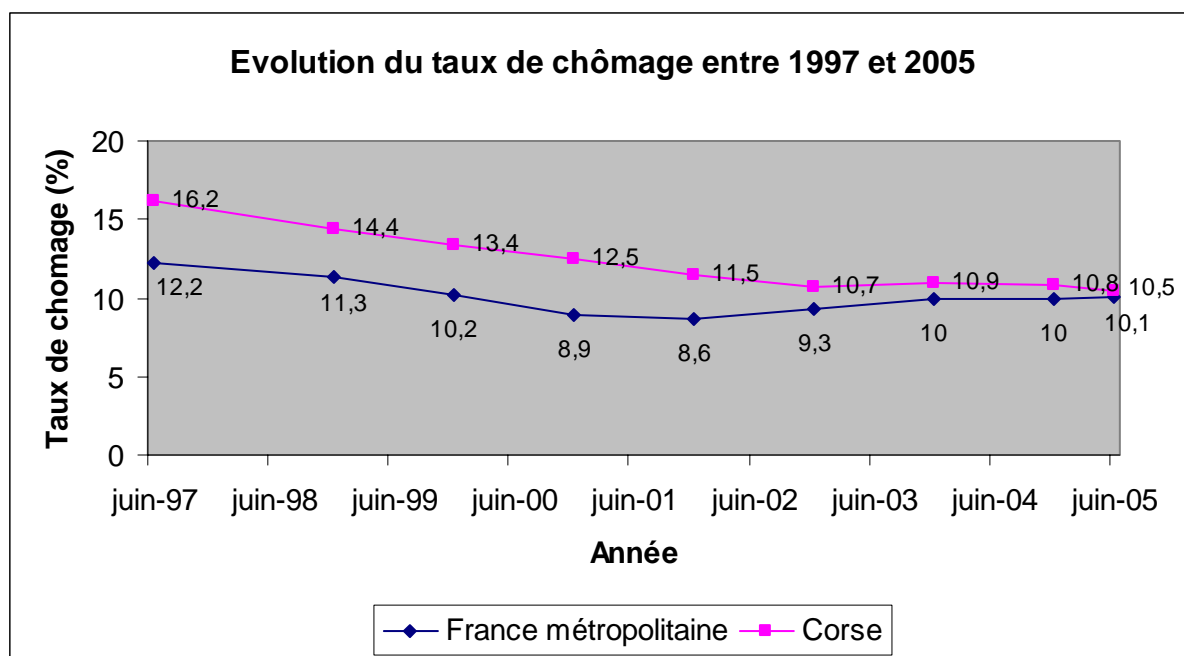
Le taux de chômage en Corse à la fin du 4<sup>er</sup> trimestre 2006 se chiffrait à 9.4% (8.6 % en moyenne pour la France) au sens du BIT<sup>17</sup>, au terme d'une progressive amélioration.

Les tendances d'évolution locale du chômage sont comparables à celles observées au niveau national, quoi que l'île bénéficie de manière atténuée des retombées positives, en raison vraisemblablement de sa structure économique particulière (cf. infra).

La Corse a donc profité d'une compensation progressive de son retard en la matière : la forte progression de l'emploi total sur la période 1996-2001 (+16% contre + 10% sur le plan national) est restée soutenue par la suite (forte décrue des DEFM en 2002, baisse sensible -4,1% de décembre 2002 à décembre 2003, contre +5% sur le plan national).

---

<sup>17</sup> Ou encore 9 316 chômeurs de classe I selon l'ANPE au mois de décembre 2006, chiffre en diminution de 5.10 % (source : [www.anpe.fr](http://www.anpe.fr)).



Le différentiel entre le taux de chômage insulaire et national s'amointrit en conséquence passant de +4 à +0,4 points entre 1997 et 2005. Peu d'explications transversales de ce phénomène sont fournies par la situation objective des entreprises, dont la démographie et la croissance ne suffisent pas à expliquer cette évolution. Deux secteurs fournissent à eux seuls une part conséquente des offres d'emploi : l'ensemble des entreprises touristiques, qui ont bénéficié de plusieurs saisons favorables, et surtout le bâtiment et travaux publics, qui profite simultanément des relances de la demande privée et de la commande publique, après avoir atteint un creux historique des effectifs au cœur des années 90.

Cependant, le chômage touche inégalement les populations : les moins de 25 ans (15%), les femmes (10,8% de taux de chômage contre 9% pour les hommes), les immigrés (25% des immigrés sont actifs) et les handicapés constituent les principales victimes de l'évolution de l'emploi.

#### i) Une typologie du chômage corse

Une analyse du chômage par sexe et par classe d'âge, disponible pour 2005, permet d'approfondir significativement l'analyse. L'étude s'intéressera ici aux chômeurs (ou demandeurs d'emploi) inscrits auprès de l'Agence Pour l'Emploi (ANPE), compte tenu

de la disponibilité des informations<sup>18</sup>. Le critère retenu correspond à la définition d'un chômeur au sens du recensement de la population.

<b>Nombre de demandeurs d'emploi au 31/12/2005</b>		
<b>Hommes dont :</b>	<b>5 732</b>	<b>44,40%</b>
<i>Moins de 25 ans</i>	<i>1 047</i>	<i>18,27%</i>
<i>De 25 à 49 ans</i>	<i>3 855</i>	<i>67,25%</i>
<i>50 ans et plus</i>	<i>830</i>	<i>14,48%</i>
<b>Femmes dont :</b>	<b>7 177</b>	<b>55,60%</b>
<i>Moins de 25 ans</i>	<i>1 099</i>	<i>15,31%</i>
<i>De 25 à 49 ans</i>	<i>5 179</i>	<i>72,16%</i>
<i>50 ans et plus</i>	<i>899</i>	<i>12,53%</i>
<b>Ensemble dont :</b>	<b>12 909</b>	<b>100,00%</b>
<i>Moins de 25 ans</i>	<i>2 146</i>	<i>16,62%</i>
<i>De 25 à 49 ans</i>	<i>9 034</i>	<i>69,98%</i>
<i>50 ans et plus</i>	<i>1 729</i>	<i>13,39%</i>

Source INSEE

Ainsi en 2005, les demandes d'emploi émanent essentiellement de femmes, se positionnant, comme cela a été évoqué supra, de manière accrue sur un marché du travail aux possibilités intrinsèquement limitées.

Lorsque le nombre de demandeurs d'emploi à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1) diminue par rapport à l'année précédente pour les hommes et les femmes, i ce mouvement semble à nouveau de moindre ampleur (-4.5% contre -5.1% pour les hommes).

Les moins de 25 ans contribuent à hauteur de 17% des demandes d'emploi. En 2005, le taux de chômage pour cette même catégorie se chiffrait à 15% mais il est inférieur au ratio national (25%) et européen (18.5%), ce qui s'explique par le faible taux d'activité de cette tranche d'âge dans l'île et par le départ de nombreux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

---

<sup>18</sup> Selon le BIT (Bureau International du Travail) un chômeur se définit comme une personne « en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- Etre sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé durant une semaine de référence
- Etre disponible pour un emploi dans les 15 jours
- Chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement ».

Enfin, le taux de chômage de longue durée monte à 22% en 2005 soit 1 960 demandes de catégorie 1.

### *Indicateurs économiques globaux*

Trois indicateurs généraux ont été passés en revue, dégagant par ailleurs des enseignements convergents présentés au 1.4. infra.

#### a) La valeur ajoutée

millions d'euros courants	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>VA brute totale</b>	<b>4 240</b>	<b>4 526</b>	<b>4 681</b>	<b>4 895</b>	<b>5 102</b>	<b>5 233</b>
Agriculture, sylviculture, pêche	113	122	112	101	119	112
Industries agricoles et alimentaires	64	69	75	76	80	72
Industries des biens consommation	16	16	16	17	18	18
Industries automobiles	1	0	0	1	1	1
Industries des biens d'équipements	32	36	36	37	41	41
Industries des biens intermédiaires	32	36	41	48	48	49
Energie	128	126	136	137	133	145
Constructions	280	307	331	380	443	483
Commerces	473	534	587	642	611	626
Transports	207	220	212	232	250	259
Activités financières / immobilières	789	820	840	868	922	931
Services aux entreprises	392	461	488	479	507	541
Services aux particuliers	311	331	344	359	375	378
Education santé action soc. adminis.	1 402	1 448	1 461	1 498	1 554	1 579

Adapté de l'INSEE

Le tableau ci-dessus renseigne sur l'évolution de la valeur ajoutée sectorielle de 2000 à 2005.

Globalement, la VA brute totale a cru de 23% entre 2000 et 2005. En outre, le tableau met en exergue trois secteurs fortement créateurs de richesses (60% de la VA) : les



commerces, les activités financières et immobilières et le secteur public (30 % contre 22 % pour la moyenne française) enfin.

Le poids du secteur agricole n'a pratiquement pas évolué depuis 2000 se situant à 2% de la VA régionale. On retrouve la même proportion au niveau national. L'activité agricole insulaire se caractérise par la coexistence de deux types de production agricole :

- Une production agricole traditionnelle extensive autour de l'élevage ;
- Une production plus moderne, intensive à travers la viticulture et la culture fruitière.

Le secteur doit faire face à un certain nombre de défis comme le vieillissement de la population agricole ou encore la faible rentabilité des productions. Dans cette optique, l'activité agricole trouve deux voies alternatives : la qualité des produits, au travers d'une politique croissante de labellisation et l'agritourisme.

Le secteur secondaire contribue dans la VA régionale à hauteur de 3%, ce qui représente sans surprise le secteur industriel le moins développé de France. Seules les industries agroalimentaires de tradition artisanale sont structurellement présentes dans ce secteur, à l'exception d'une ou deux entreprises pionnières de haute technologie.

La Corse souffre de l'inexistence des districts industriels et l'économie locale se caractérise par des mécanismes dits de « transfert » comment en témoigne le poids des importations et des transferts publics.

L'île est ainsi particulièrement marquée par les activités tertiaires (94% de la VA). Ce chiffre s'explique par la présence des secteurs phares de l'économie insulaire : l'administration (30% en 2005 contre 33.06 % en 2000), le commerce (12%) et les activités financières et immobilières (18%).

Le tableau ci-dessous trace l'évolution de la valeur ajoutée régionale par habitant et par emploi entre 2000 et 2005. Sur cette période, le premier indicateur souligne une élévation constante du niveau de création de richesses de insulaires, sans que celui permette d'espérer rattraper le différentiel par rapport à la moyenne française et européenne.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
VA par habita	16 146	17 053	17 446	18 036	18 588	18 898
Taux de croissance		5,62%	2,30%	3,38%	3,06%	1,67%
va par emploi	43 902	48 614	48 945	50 537	52 053	51 953
Taux de croissance		10,73%	0,68%	3,25%	3,00%	-0,19%

Estimations à partir de l'INSEE

## b) Le PIB

PIB	2000	2001	2002	2003	2004	2005
En valeur	4 737	5 042	5 208	5 421	5 686	5 846
Taux de croissance		6,44%	3,29%	4,09%	4,89%	2,81%
Par habitant	17 927	18 907	19 348	19 943	20 918	21 508
Taux de croissance		5,47%	2,33%	3,08%	4,89%	2,82%
Par emploi	51 873	53 563	54 244	55 233	56 815	58 173
Taux de croissance		3,26%	1,27%	1,82%	2,86%	2,39%
En volume	4 735	4 923	4 921	4 987	5 122	5 138
Taux de croissance		3,97%	-0,04%	1,34%	2,71%	0,31%

Adapté de l'INSEE

Cette incapacité structurelle à rattraper les retards enregistrés est illustrée également par l'évolution du PIB réel<sup>19</sup>, qui a augmenté de 8.5% entre 2000 et 2005, tandis que cette variable a augmenté de 7.69 % pour l'ensemble de la France sur cette même période.

Le PIB par habitant de l'île -le plus faible de France avec 75.21% de la moyenne nationale en 2000- enregistre toujours **un retard de 23 % environ sur l'indicateur national**.

Par ailleurs, la croissance de 20% du PIB en valeur par tête entre ces deux dates ne reflète pas le niveau de bien être de la population, en ce sens qu'il dissimule de fortes disparités.

---

<sup>19</sup> La production de biens et de services a cru durant cette période mais elle ne justifie pas uniquement l'évolution du PIB en valeur ; en effet, l'inflation est une autre des variables explicatives.

Le rôle des créations d'entreprise dans cette dynamique mérite d'être identifié.

	Evolution de la création d'entreprises					
	Nombre					
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	Corse					
Industries agroalimentaires (IAA)	35	50	46	58	68	67
Autres industries (hors IAA)	71	94	70	85	100	93
Industrie	106	144	116	143	168	160
Construction	324	392	285	419	515	461
Commerce	600	630	607	580	647	589
Services	1 193	1 176	1 185	1 117	1 251	1 189
<i>dont services aux entreprises</i>	233	266	230	249	324	313
<i>dont hôtels, cafés, restaurants</i>	597	600	562	522	533	438
<b>Total</b>	<b>2 223</b>	<b>2 342</b>	<b>2 193</b>	<b>2 259</b>	<b>2 581</b>	<b>2 399</b>

	Taux création	
	2005	
	Corse	France
Industries agroalimentaires (IAA)	11,9	11,1
Autres industries (hors IAA)	10,9	7,5
Industrie	11,3	8,4
Construction	14,9	14,3
Commerce	12,3	12,8
Services	12,6	11,9
<i>dont services aux entreprises</i>	14	14,2
<i>dont hôtels, cafés, restaurants</i>	15,1	14,3
<b>Total</b>	<b>12,8</b>	<b>12,1</b>

Source INSEE

Ces taux de création sont importants et sont à rapprocher de l'amélioration globale de la conjoncture dont bénéficie l'île. Deux réserves quant à une interprétation par trop optimiste sont à apporter ici :

- Le taux de défaillance des entreprises insulaires est pour l'heure modéré mais l'enregistrement statistique de ces phénomènes est sujet à de fortes inerties

administratives ; or, les observations qualitatives réalisées dans le cadre d'études publiques comme les statistiques les plus récentes des tribunaux de commerce montrent une augmentation préoccupante du nombre des défaillances, ce qui suggère un fort taux de rotation parmi les structures nouvellement créées ;

- Le rétablissement d'un équilibre dans le modèle de développement insulaire suppose une forte augmentation du poids relatif du secteur privé, pour l'heure insuffisante.

#### c) Le revenu brut disponible

Ce revenu correspond au revenu primaire augmenté des transferts reçus (prestations sociales autres que transferts sociaux en nature) et diminué des impôts et cotisations sociales versés. Autrement dit, il constitue la part du revenu primaire disponible à la consommation et à l'épargne.

	2003			
	Corse	Ensemble province	Ensemble métropole	Total France
RDB total (millions d'euros)	4 124	787 247	1 022 402	1 043 618
RDB par habitant (€)	15 171	16 100	16 996	16 853
indice (France=100)	90	95,5	100,9	100

Source INSEE

De manière évidente, le revenu disponible brut pour l'île est inférieur à celui de la France de 10% et par rapport à la Province de 4.5%. Ce constat doit faire l'objet d'un rapprochement avec le niveau des prix. Globalement, l'étude réalisée en 2006 par l'INSEE souligne des écarts défavorables pour l'île ; en effet, les prix pratiqués sur le territoire sont plus élevés (6 à 9.5% plus chers). **Cet effet de ciseau agit directement sur le pouvoir d'achat des ménages et prend une connotation sociale plus dramatique avec le développement majoré de la pauvreté et de la précarité.**

Ainsi en 2004, 44 316 personnes perçoivent des aides de la Caisse Assurance Familiale, soit 16% de la population totale. 40% d'entre eux entrent dans la catégorie des bas revenus. En 2005, le territoire compte 6 000 rmistes plaçant la Haute Corse en 12<sup>e</sup> position et la Corse du Sud en 21<sup>e</sup> position parmi les départements français.

La population de 65 ans ou plus est également concernée par la précarité puisque près de 25 % de celle-ci bénéficie de l'allocation supplémentaire de minimum vieillesse (contre 5.3% pour la France en moyenne).

En matière de logements, la part des habitats sociaux moindre sur le territoire (moins de 10% contre 16% pour la moyenne nationale) et leur concentration essentiellement sur Ajaccio et Bastia, accentue les besoins des locataires (populations déjà fragilisées). Enfin, la précarité touche en majorité les jeunes adultes, les familles monoparentales, les retraités et les actifs à temps partiels.

#### d) Une synthèse économique qualitative

Un certain nombre de caractéristiques distinctives de l'économie corse méritent d'être rappelées en conclusion :

- Un niveau de production des richesses très inférieur à la moyenne nationale (PIB moyen par habitant : 20 889 € par an contre 27 133 € pour la moyenne nationale<sup>20</sup>), difficilement compensable à moyen terme par un différentiel de croissance pourtant favorable (4.5 % de croissance en 2006 contre 2% à l'échelle nationale selon les estimations les plus optimistes) ;
- Une part prépondérante du secteur public dans l'économie, l'emploi public représentant directement 30 % de la population active<sup>21</sup> (contre 21 % à l'échelle française) ;
- Une dépendance importante vis-à-vis d'un tourisme fortement saisonnier (estimation 2006 : 2.3 millions de touristes produisant 26 millions de nuitées concentrées à 85 % entre juin et septembre) et donc générateur de nuisances économique, environnementales et sociales.

##### 2.4.1.1 Axe prioritaire 1: Les réseaux

L'ensemble des documents officiels consultés insiste sur le retard en infrastructure de la Corse, et particulièrement les infrastructures de transport des personnes. Par exemple, la faiblesse des transports intérieurs et urbains est rapportée comme accentuant le cloisonnement de l'île, dont la géographie est marquée par des microrégions isolées par un relief difficile. Mais l'insuffisance des équipements publics et des services collectifs de base (assainissement, eau potable, gestion des déchets) affecte également l'ensemble de l'activité économique. Il ne fait ainsi aucun doute que les infrastructures de transport sont particulièrement vitales pour une île et font à ce titre partie des facteurs clés de compétitivité.

---

<sup>20</sup> Source Insee, site Internet, octobre 2006

<sup>21</sup> Source Insee, Tableaux de l'économie corse, janvier 2006

### *L'accessibilité matérielle*

La Corse souffre donc d'un retard historique majeur reconnu notamment au travers du Programme Exceptionnel d'Investissement dont elle bénéficie depuis la Loi relative à la Corse du 22 janvier 2002, la documentation nationale française présentant ce PEI expliquant notamment que : « la mise en œuvre d'un programme exceptionnel d'investissement d'une durée de quinze ans pour aider la Corse à surmonter les handicaps naturels que constituent son relief et son insularité et pour résorber son déficit en équipements et services collectifs ». La programmation d'investissements publics (d'un montant de 2 milliards d'€ sur 15 ans) doit notamment porter sur de grandes opérations d'infrastructures de transports, exacerbant par là le paradoxe du suréquipement en cette matière : l'île dispose de quatre aéroports internationaux et de sept ports de commerce, souffrant fortement du manque d'infrastructures internes et de l'absence de coordination territoriale.

#### a) Le réseau ferroviaire

	Trafic ferroviaire						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Trafic voyageurs/km (millions)	29,3	30,3	28,2	28,8	23,5	22,3	22,9
Trafic marchandises (tonnes)	1 829	1 380	643	799	643	travaux	travaux

Adapté de l'Observatoire Régional des Transports de la Corse

Le réseau ferroviaire représente 231 kilomètres de voie métrique. Le tableau ci-dessous souligne la chute du transport de marchandises par ce moyen en 2004 (-53% par rapport à la première date). Ce réseau fait actuellement l'objet de travaux de modernisation (changement des rails, traverses...) sur l'ensemble des lignes et ce jusqu'en 2009, justifiant l'absence de données pour 2005 et 2006, les lignes étant pratiquement inutilisables en raison des opérations d'aménagement. Enfin, le nombre de passagers a chuté de 22% entre ces mêmes dates.

#### b) Le réseau routier

Il se caractérise par ses 7 921 kilomètres destinés essentiellement pour les voies communales (37%) et les chemins départementaux (56%). Ces données mettent en avant un réel handicap au niveau de ces infrastructures à interpréter en liaison avec le relief tortueux de l'île.

	Trafic roulier marchandises (tonnage roll net)					
	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Entrées	829	848	877	826	786	827
sorties	149	145	148	149	139	148
Total	978	993	1025	975	925	975

Adapté de l'Observatoire Régional des Transports de la Corse

Cet axe a connu un essor de son trafic en 2002 mais atteint aujourd'hui des niveaux comparables à l'année 2000.

#### c) Le réseau portuaire

L'île dispose de 15 ports de plaisance et de 7 ports de commerce. En ce qui concerne ces derniers, les transports de marchandises de et vers la Corse souffrent d'un handicap certain. Les raisons en sont connues, dont certaines tiennent à la taille de l'économie Corse, et au fort déséquilibre de sa balance commerciale régionale. Mais certaines relèvent plus directement de l'organisation des chaînes de transport et de la logistique, et de l'organisation de la distribution.

De leur côté, les transports de voyageurs combinent des logiques de service public et la mise en œuvre de dessertes devant faire face à des pointes de trafic liées au tourisme.

Il est ainsi difficile de déconnecter l'étude des transports entre la Corse et le Continent de celle de l'évolution du modèle de développement insulaire.

En effet, la demande de transport demeure marquée par la cohabitation de trois marchés distincts mais partiellement liés :

- Un marché de transport de passagers insulaires ou réguliers correspondant aux relations normales entre des régions proches. Ce marché – qui sur le continent se partage entre la route, le rail et parfois le transport aérien – concerne en Corse le maritime et l'aérien. Ce marché est à la fois un marché reflétant le dynamisme insulaire et sa dépendance. Il est pris en compte à la fois par les délégations de service public, et le système d'aide à la personne.
- Un marché touristique pouvant représenter entre 50 % et 95 % des passagers selon le mode et la période de l'année.
- Un marché d'approvisionnement et -trop marginalement- d'exportation de marchandises dans lequel la part du transport maritime est dominante. Sur Marseille (comme sur le reste des ports continentaux), ce marché est un trafic roulier très

déséquilibré (sur environ 1 million de tonnes, 15 % sont des trafics d'exportation) et passant très majoritairement par Bastia (environ 50 %).

Ces trois segments constituent – sans doute plus que dans d'autres îles – une spécificité locale et amplifient les contraintes de capacité liées aux pointes estivales.

Les problématiques portuaires sont par ailleurs très largement liées à l'évolution du traitement de la continuité territoriale, tant pour les voyageurs que pour le fret. On remarquera d'ailleurs que la géographie concurrentielle pourrait subir des modifications majeures à l'occasion du vote des obligations de service public par l'Assemblée de Corse le 24 mars 2006. Enfin elles dépendent en amont, et en particulier pour le fret, de la structuration des activités de distribution et de logistique sur le continent.

	Trafic maritime						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
passagers (milliers)	3 237	3 451	3 741	3 779	3 603	3 620	3 927
service public (tonnage net)	1 030	1 044	1 077	1 019	969	1 015	1 114

Adapté de l'Observatoire Régional des Transports de la Corse

#### d) Le réseau aéroportuaire

Dans un territoire caractérisé simultanément par son insularité et sa périphéricité, la desserte aérienne revêt effet un caractère stratégique. Elle peut concourir de manière décisive à la fois au maintien des populations résidentes, à un tourisme de plus en plus fractionné, mieux réparti dans le temps, comme à la consolidation du développement d'activités économiques nouvelles sur l'île.

**Bien que la question de l'accessibilité<sup>22</sup> aux plates-formes aéroportuaires corses soit centrale**, l'offre aéroportuaire et la présence d'opérateurs aériens dynamiques sur les aéroports Corses conditionnent l'existence d'un cercle vertueux nourrissant un modèle de développement insulaire plus équilibré.

Une analyse des trafics par ligne et par période montre en outre une différenciation forte de la demande suivant les motifs et les périodes, la demande saisonnière – environ 60 % en moyenne en Corse – chutant au-dessous de 50 % sur Bastia-Marseille : des besoins différents, voire même parfois contradictoires, doivent de la sorte être satisfaits.

---

<sup>22</sup> De ce point de vue les aéroports corses ne se positionnent pas de la même manière selon qu'on raisonne en termes de population desservie en 30 minutes, 1 heures, 1 heures 30 de route etc..., ou que l'on raisonne en termes de capacité d'accueil touristique.



La Corse compte 4 aéroports nationaux et internationaux.

	Trafic aérien						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
passagers (milliers)	2 465	2 489	2 455	2 460	2 292	2 320	2 374
fret (tonnes)	5 363	5 686	5 241	6 154	6 808	7 248	6 586
trafic postal (tonnes)	9 054	10 033	10 050	9 341	8 871	7 282	7 193

Adapté de l'Observatoire Régional des Transports de la Corse

Le recul de la fréquentation dans l'aérien semble profiter aux liaisons maritimes. Les premières explications ont attiré au niveau de prix pratiqués. Néanmoins, le transport de marchandises par ce moyen échappe à cette tendance puisqu'il augmente de 23%, quoi que portant sur des quantités très marginales.

### *L'accessibilité immatérielle*

En 2003, une étude menée conjointement par le cabinet TACTIS et l'Institut de l'Audiovisuel et des Télécommunications pour l'ADEC soulignait de réels besoins exprimés par la demande en matière d'équipement du territoire dans les nouvelles technologies et notamment dans l'accès au haut débit. Le marché insulaire dans ce secteur se caractérise par des opportunités considérables et qui contrastent avec le manque de dynamisme de l'offre.

L'importance de la demande se mesure au moyen du taux de pénétration du haut débit en Corse (34%) bien supérieur à la moyenne nationale (19%). Plus précisément, 90 % de la population Corse réside sur une zone équipée en haut débit en 2006 contre 75 % en 2003, ce pourcentage s'accroissant chaque année. La taille (279 000 habitants et 22 600 professionnels), la dispersion du marché (360 communes), l'insularité et le relief du territoire créent nécessairement des disparités territoriales liées aux coûts d'équipement expliquant le contrat de délégation de service public auprès d'un opérateur unique (France Télécom) souhaité par la CTC. Les niveaux de prix observés sont, en raison de cette situation de monopole, plus élevés que ceux pratiqués sur le continent où la dynamique concurrentielle profite pleinement aux consommateurs.

Une analyse plus approfondie au moyen d'entretiens téléphoniques s'est intéressée aux comportements de la demande. Ainsi sur les 300 foyers enquêtés, plus d'un quart des ménages (27%) ont accès à Internet soit 28 000 foyers sur l'île (contre 23.5% des foyers en France). Parmi ces foyers, 34% ont un accès haut débit. Toutefois, 18% des ménages projettent de se connecter à Internet et près de la moitié dans les six mois.

La collecte d'informations pour les professionnels provient d'entretiens téléphoniques (250 auprès des TPE, PME, artisans et agriculteurs) et d'une dizaine d'entretiens pour les grandes entreprises (taille supérieure à 50 salariés).

	2003	
Secteur	PME connectées	Intention de se connecter
Agriculture	73%	2%
Industrie BTP	56%	17%
HCR	51%	12%
Commerce	58%	10%
Services	41%	12%
Associations	55%	16%
Total	56%	11%

Source ADEC

	2003	
Taille	PME connectées	Intention de se connecter
0 à 2	55%	12%
3 à 5	56%	9%
6 à 9	61%	16%
10 et plus	74%	10%
Total	56%	11%

Source ADEC

	2003	
Taille des communes	Nombre de communes	Equipement en haut débit
Plus de 5000 habitants	7	100%
De 2000 à 5000 habitants	17	88%
De 1000 à 2000 habitants	22	55%
De 500 à 1000 habitants	31	23%
Moins de 500 habitants	283	8%

Source ADEC

Même si le marché des NTIC constitue un marché qui est loin d'être à maturité au regard des nombreux projets qui découlent à la fois des professionnels et notamment dans le tourisme, mais aussi des services publics (éducation, santé...), les derniers chiffres accessibles (2006) soulignent une diffusion progressive des outils et des pratiques : il en ressort que 91% des PME en Corse possèdent un ordinateur et 78 %

sont dotées d'un accès à Internet (contre 93 % à l'échelle française). En outre, taille de l'entreprise et taux de connexion apparaissent fortement corrélés<sup>23</sup>.

Les Collectivités ont favorisé l'accès à ces technologies pour la population locale par l'implantation de 14 Points d'Accès Multimédia (P@M) en 2003 (24 en 2006). Un Point d'accès Multimédia représente un "espace multimédia, ouvert à tous les publics qui propose à chacun d'accéder à Internet et au multimédia (outils, techniques, contenus...) et de bénéficier d'un accompagnement aux NTIC". Ces espaces possèdent des ordinateurs, périphériques et logiciels associés. Tous les publics sont concernés (particuliers, écoles, socioprofessionnels, associations...).

---

<sup>23</sup> Livre blanc de la société de l'Information en Corse, MITIC, 12/2006



Source MITIC

#### *2.4.1.2 Axe prioritaire 2 : Innovation et compétitivité*

##### *La compétitivité des entreprises corses*

La spécificité de l'acte entrepreneurial dans l'île est marquée par un certain nombre de caractéristiques, spécificité à laquelle n'échappe pas le secteur de l'innovation. Ce phénomène peut être délimité par trois séries de caractéristiques successives :

##### a) Une faiblesse financière accrue

Les différentes études menées par les membres du Consortium en matière de politiques publiques soulignent clairement, qu'à activité égale, les entreprises installées dans l'île pâtissent d'une intensité capitalistique supérieure : le montant des investissements consentis pour atteindre un niveau de chiffre d'affaires donné se trouve majoré en raison du recours systématique à la diversification comme modalité de croissance. Dès lors, on peut supposer que la rentabilité des capitaux propres investis par les firmes insulaires est inférieure à celle dont bénéficient leurs concurrentes du continent européen. Cette situation apparaît d'autant plus dommageable que la Corse souffre transversalement d'une insuffisance de fonds propres et de difficultés structurelles à mobiliser les financements bancaires.

##### b) Des marchés internationaux méconnus

La faible tradition entrepreneuriale de l'île pénalise l'acquisition des actifs immatériels (carnets d'adresses, compétences managériales, études de marché spécifiques) nécessaires à la connaissance des marchés internationaux caractéristiques des démarches innovantes. Dès lors, la conduite d'un projet d'entreprise s'effectue de manière accrue dans une optique « ingénieur », c'est-à-dire focalisée sur les caractéristiques du produit et non sur les attentes et les potentialités du marché.

##### c) Une situation périphérique pénalisante

Si la discontinuité territoriale propre à l'insularité a longtemps entretenu l'idée –jamais vérifiée empiriquement- de coûts de transports prohibitifs pour les productions insulaires, le développement des NTIC a partiellement résolu cette problématique, dans le cas des entreprises innovantes. Mais la périphéricité possède pour autre désavantage

de couper les entrepreneurs locaux des centres de créativité et des zones économiques les plus dynamiques. L'échange d'idées et de savoir-faire, si crucial aux processus territoriaux d'innovation, demeure insuffisamment fertile et réclame la création de structures de confrontation des projets et des initiatives.

### *Les exportations*

Les échanges extérieurs insulaires se caractérisent par un déficit commercial approximant les 100 millions d'euros en 2005. Le commerce extérieur représente moins de 0.5% du PIB ce qui doit être ramené à la moyenne nationale de l'ordre de 20 %.

Millions d'euros	Echanges extérieurs	
	2005	2004
Exportations	15,2	11
Importations	113,9	138
<b>solde commercial</b>	<b>-98,7</b>	<b>-127</b>

Adapté de la Direction Régionale du Commerce Extérieur de Corse

Malgré une embellie en 2005 (+4.20% par rapport à 2004), la part des exportations insulaires reste très faible voire nulle dans la contribution des exportations nationales (0.004%). Mais ces données officielles restent très insatisfaisantes tant en qualité qu'en quantité.

Un travail de recomposition et de retraitement des données INSEE et des statistiques des Douanes a été conduit dans le cadre de l'élaboration du Plan Régional d'Exportation de la région Corse<sup>24</sup> : un premier constat est que les exportations corses vers l'étranger sont en souffrance. La Corse représente de très loin la région française la plus faiblement exportatrice au sens traditionnel, à la fois en valeur absolue et en pourcentage du PIB. Contre une moyenne nationale de 21,1 % en 2002, **les exportations vers pays tiers, rapportées au PIB de l'île, ne sont que de 0,3 %**<sup>25</sup>.

<sup>24</sup> Consortium Marc Simeoni Consulting-ECOPA-DMI, Diagnostic du commerce extérieur et Plan régional d'Exportation de la région Corse, janvier 2006, pp7-34

<sup>25</sup> De plus, la tendance récente semble aggraver cette situation. Entre et 2001 et 2004, les exportations corses ont diminué en valeur absolue, de 20 millions d'euros à 14 millions d'euros. Sur la même période, les exportations totales françaises ont crû de 4 %.

Le nombre d'entreprises exportatrices par secteur d'activité, confirme le constat préoccupant ci-dessus : un nombre très faible d'entreprises corses exportaient en 2003, soit seulement 2,6 % du total des entreprises présentes dans le fichier Ficus de l'Insee<sup>26</sup>. En termes de chiffre d'affaires, les exportations représentaient en 2003 seulement 1,7 % du chiffre d'affaires des entreprises du fichier. Les secteurs véritablement exportateurs<sup>27</sup> sont bien identifiés :

- L'ensemble agriculture et agro-alimentaire représente le premier contributeur de ces flux.

Au sein de l'agroalimentaire, la filière des boissons – qui inclut le vin, mais aussi la bière – compte pour 24,7 % de ce total. Dans le secteur primaire stricto sensu, l'aquaculture est une importante activité exportatrice pour la Corse, avec la moitié des ventes totales du secteur réalisées dans les pays tiers (Italie, Grande Bretagne et autres pays de l'UE).

Enfin, les exportations des produits de la sylviculture, avec 6 % des exportations vers pays tiers en 2004, demeurent une source d'exportations substantielle mais à faible valeur ajoutée et en constant déclin.

- En revanche, la construction aéronautique assure 3,4 % des exportations vers pays tiers – qui correspondent sans aucun doute à des productions corses connues.

En termes de pays-cible, les exportations corses vers pays tiers restent majoritairement orientées sur l'UE, avec 55 % du total en 2004, contre 19 % pour

---

<sup>26</sup> Ce fichier regroupe l'ensemble des entreprises imposées aux bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et aux bénéfices non commerciaux (BNC), hors micro-entreprises, et exclut les entreprises imposées aux bénéfices agricoles et les exploitations agricoles soumises aux BIC. En Corse ces entreprises étaient au nombre de 12 260 en 2003, pour un chiffre d'affaire total de 6,5 milliards d'euros.

<sup>27</sup> Ces statistiques font ressortir l'industrie chimique organique, avec 8,2 % des exportations vers les pays tiers en 2004, comme le deuxième secteur exportateur de l'industrie après l'agro-alimentaire. Toutefois, après vérification auprès des services des douanes, il semblerait qu'il s'agisse d'une fausse attribution à la Corse d'exportations effectuées par d'autres régions françaises. La fabrication de machines à usage général contribue nominalement 12,9 % des exportations vers pays tiers en 2004, ce qui semble surprenant dans la mesure où les consultants n'ont pu identifier sur le terrain d'acteurs économiques correspondant à ce type d'activité. Selon les informations obtenues des services de la douane, cette catégorie recoupe les exportations d'incinérateurs, séchoirs et machines à laver industriels, majoritairement vers des pays en développement et en transition (Mauritanie, Madagascar, Roumanie). Ainsi, il est très probable qu'il s'agisse seulement de revente de biens d'équipement par des entreprises corses de leur propre équipement, et non d'activités de négoce ni de productions propres corses. A ce titre, cette catégorie n'est pas du tout représentative d'une véritable activité d'exportation.

l'Amérique du Nord et 19 % également pour l'Afrique. L'Italie (14 %) est le premier client étranger de l'île, suivie de la Belgique (11 %), la Grèce (7 %), le Canada (7 %), le Portugal (6 %), le Royaume-Uni (5,3 %), l'Allemagne (5,2 %), l'Espagne (4,9 %) et les Etats-Unis (4,8 %).

**Les données disponibles suffisent par ailleurs à révéler que le commerce extérieur corse total est fortement déséquilibré :** le déficit commercial total estimé en 1992 s'élevait à près de 1,3 milliard d'Euros, soit environ 37 % du PIB. Le pendant direct de ce déficit est constitué des transferts nets reçus du continent français – principalement de l'Etat français<sup>28</sup> –, estimés à 1,8 milliard d'Euros en 1997, soit 45 % du PIB. Ces transferts couvrent donc largement le déficit commercial et permettent ainsi de boucler la balance des paiements de la Corse.

#### *Les dépenses en Recherche & Développement*

Dans un cadre national structuré depuis les Assises de l'Innovation de 1998 (loi sur l'innovation du 12 juillet 1999, concours d'aides à la création d'entreprises innovantes, plan innovation Fontaine et Haigneré d'avril 2003), le développement d'une politique régionale de promotion de l'innovation s'appuie notamment sur un dispositif d'incubation, orienté simultanément vers le secteur privé et la recherche publique.

Si les mécanismes d'une démarche régionale d'incubation réussie sont dorénavant bien identifiés, les enjeux qui lui sont associés semblent, à l'échelon insulaire, majorés tant en raison de l'atrophie du secteur privé qu'en raison des difficultés spécifiques rencontrées par les entreprises locales.

Or, le domaine de la R&D se caractérise à la fois par la rareté des données disponibles pour la Corse mais aussi par l'absence d'activités dans ce domaine. En 1999, le ratio des dépenses intérieures de Recherche & Développement par rapport au PIB (DIRD/PIB) ne dépasse pas les 0.5% (1.8% pour le territoire national et près de 4% pour l'Ile de France et Midi-Pyrénées).

---

<sup>28</sup> Ce décompte comprend les dépenses de l'Etat pour son propre compte, les transferts aux collectivités locales, le contrat de plan, les transferts spécifiques à la Corse, les prestations sociales et familiales, les subventions de l'UE, et, en déduction, les impôts versés à l'Etat ainsi que les cotisations sociales. Voir Assemblée Nationale (1998).



Chercheurs en 1999				
RD publics			RD industriels	
Régions	Nombre	Part des chercheurs pour 10 000 habitants	Nombre	Part des chercheurs pour 10 000 habitants
Corse	270	10,4	25	1
France	71 385	12,3	68 486	11,8

Source CNRS

Dans le secteur public, il s'agit d'enseignants chercheurs, des chercheurs des EPST et des EPIC. En Corse, l'Université de Corse, dotée d'une taille fort modeste puisque comptant environ 5 000 étudiants, compte 6 facultés dont 2 sont scientifiques et technologiques. La Corse regroupe essentiellement des chercheurs dans le domaine public et principalement des enseignants chercheurs. Le déficit d'ingénieurs dans le secteur industriel s'explique par l'absence de districts industriels.

Nombre de brevets déposés			
	Corse	France	% par rapport à la France
1994	8	16 039	0,05
1995	9	15 896	0,06
1996	22	16 400	0,13
1997	15	16 899	0,09
1998	9	16 795	0,05

Source CNRS

Le nombre de brevets déposés en Corse n'excède pas 0.05% du total des brevets déposés en France. Cet indicateur rend compte de l'absence d'activités dans ce domaine.

Ainsi entre 1999 et 2001, l'indice de production technologique des entreprises est le plus faible de France (40).

Toutefois, la prise de conscience des collectivités concernant le rôle de l'innovation dans le développement des entreprises a conduit à développer une politique plus offensive dans ce domaine, notamment au travers de la création du pôle de compétitivité consacré aux énergies renouvelables.

	Aides à l'innovation par type de projet innovant entre 2000 et 2001			
	Corse		France	
%	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Développement ou faisabilité de projet	33	51	44	79
Recrutement pour l'innovation	48	27	32	10
Procédures spécifiques	19	22	24	11
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source ADEC

### *Un lien renforcé entre compétitivité et innovation*

Les transferts reçus du continent français ont pu avoir des effets induits néfastes sur la compétitivité corse et donc les exportations. Ces effets macro-économiques, connus sous l'appellation de « syndrome hollandais »<sup>29</sup> sont bien identifiés pour les économies recevant une aide extérieure massive<sup>30</sup>. Ils peuvent se décrire succinctement comme suit :

- (i) L'aide extérieure augmente la consommation locale ;
- (ii) Ce qui augmente la demande de biens et services non-échangeables<sup>31</sup> et donc la demande de main d'œuvre dans l'économie locale ;
- (iii) Cela conduit à une augmentation des salaires dans tous les secteurs de l'économie, y compris biens échangeables.

Ce phénomène se produisant à productivité égale, il tend à abaisser la compétitivité des biens échangeables, c'est-à-dire des exportations. Ce mécanisme contribue à expliquer comment l'économie corse est passée dans la deuxième moitié du XIXe siècle d'une phase de croissance intense, avec des exportations fortement en prise sur les marchés

<sup>29</sup> En référence à l'appréciation du taux de change réel au Pays-Bas dans les années 70, comme réaction macro-économique à l'influx de la manne pétrolière. Dans le cas des économies massivement aidées, les transferts extérieurs ont le même effet que les recettes pétrolières.

<sup>30</sup> Voir Vellutini C., 2004, *Les aides de l'Etat à la Corse sont-elles efficaces ?* Revue Française d'Economie n3 vol XVIII pp 189-227.

<sup>31</sup> Les biens et services non-échangeables sont ceux qui ne peuvent être importés : ils doivent être produits localement, donc en utilisant la main d'œuvre locale. Les exemples de biens et services non-échangeables incluent les services de logement, d'éducation, les services de proximité en général, la construction de logements privés. Les biens non-échangeables représentent 22 % du PIB corse en 1998 (voir Vellutini C., 2004, *Les aides de l'Etat à la Corse sont-elles efficaces ?* Revue Française d'Economie n3 vol XVIII pp 189-227.)

internationaux<sup>32</sup>, à une économie beaucoup plus prospère en termes de pouvoir d'achat, mais faiblement orientée vers le commerce extérieur, et largement soutenue par les transferts extérieurs.

Cette lecture suggère deux types de correction pour ce qui concerne la Corse, dont une au moins concerne un domaine proche de la promotion des exportations. D'abord, il est normalement recommandé d'allouer, chaque fois que cela est possible, les transferts extérieurs à l'investissement et non à la consommation, ce qui permet d'atténuer ces effets de perte de compétitivité. Mais aussi, et c'est là que le lien avec la promotion des exportations est le plus étroit, on voit qu'une augmentation de la productivité et/ou de la qualité peut compenser ce mécanisme. **Ainsi, la politique d'innovation et de qualité (voir plus bas) est une des réponses naturelles aux effets potentiellement néfastes des transferts financiers sur les exportations.**

#### *2.4.1.3 Axe prioritaire 3 : Les ressources naturelles et culturelles*

##### *Le développement durable*

La Collectivité Territoriale de Corse s'apprête à définir un Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Corse (PADDUC) en vertu de la loi du 22 janvier 2002. Dans ce cadre, un des axes d'orientation concerne la protection de l'environnement. L'île présente des atouts naturels incontestables dont le Parc Naturel Régional de la Corse qui offre une diversité à la fois faunistique et floristique, le Parc Marin International des bouches de Bonifacio ou encore des réserves naturelles telles que celle de Scandola. Par ailleurs, l'UNESCO a classé le golf de Porto au sein du patrimoine de l'humanité.

Par ailleurs, la préservation des ressources naturelles insulaires privilégie le recours aux énergies renouvelables. En 2003, 56% de la production de l'électricité provient des centrales électriques du Vazzio et de Lucciana. Il s'agit d'énergie thermique à base de fioul.

---

<sup>32</sup> Voir Vellutini C., 2004, *Les aides de l'Etat à la Corse sont-elles efficaces ?* Revue Française d'Economie n3 vol XVIII pp 189-227.

Production d'électricité par sources d'énergie en 2003		
	Gwh	%
Thermique	1000	56
SACOI	366	21
<i>Hydraulique EDF</i>	345	19
<i>Petite hydraulique</i>	31	2
<i>Eolien</i>	28	2
<b>Total</b>	1770	100

Source INSEE

Les énergies renouvelables (en italique) ont contribué à 23% de la production de l'électricité en Corse dans la même date. L'approvisionnement d'électricité hydraulique devient une voie de plus en plus sollicitée par les élus ; l'aménagement du barrage du Rizzanese illustre cette idée.

En outre l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) a souligné le dynamisme insulaire en matière d'énergie solaire. En effet, le territoire compte 350 sites équipés dont 17% sont des structures d'hébergement touristique (taux de pénétration le plus élevé de France).

Enfin, l'Université de Corse a créé le Laboratoire Dynamique des Territoires et Développement Durable (qui compte 14 enseignants chercheurs) chargé de la définition de politiques territoriales de développement durable insulaires.

### *Le système touristique et le patrimoine culturel*

#### a) Le tourisme

L'île constitue une destination privilégiée en matière de tourisme. Elle a accueilli près de **2,160 millions de touristes entre avril et octobre 2005 et bénéficié de 24 millions de nuitées de tous ordres sur la même période**<sup>33</sup>, en léger recul par rapport aux **deux années antérieures**<sup>34</sup>. En 2005, l'activité a généré 1.01 milliards d'euros de

<sup>33</sup> Agence du Tourisme de la Corse, Chiffres clefs 2005 de la demande touristique Corse.

<sup>34</sup> 24 millions de nuitées environ contre 25 millions entre novembre et octobre 2004 et 26 millions sur la même période en 2003.

chiffre d'affaires (plus de 10% de la richesse insulaire). Cette activité demeure ici marquée par deux caractéristiques historiques privilégiées :

- **La forte saisonnalité** : plus de 50 % de la fréquentation se concentre sur les mois de juillet et août et plus de 85 % sur la période allant de juin à septembre ;
- **Une disproportion entre le littoral et le reste du territoire** au détriment de ce dernier : le bord de mer bénéficie encore de l'écrasante majorité des nuitées consommées.

La prise de conscience progressive des nécessités d'un étalement dans le temps et d'une répartition spatiale plus harmonieuse des activités s'est certes traduite, au cours des dernières années, par des politiques publiques incitatives dont les effets demeurent, pour l'instant encore, mitigés.

Entre 1990-2001, soit en 10 années, la destination Corse enregistre une progression des nuitées et des séjours touristiques respectivement de 20% et de 50%. Cette progression des séjours et des nuitées dissimule des disparités et de fortes évolutions au sein de l'activité touristique insulaire, d'une part en terme d'impact sur l'offre, et d'autre part en terme de bouleversements au sein des principales zones émettrices de clientèles touristiques.

Les évolutions plus récentes entre 2002 et 2006 laissent apparaître, et cela constitue probablement la résultante des tendances précédentes, des résultats contrastés. **L'année 2006 se présente ainsi, à l'aune des premières estimations fournies, comme une année de hausse<sup>35</sup>** : la caractéristique première au sein de cette évolution générale procède de la composition des flux touristiques en matière de nationalité : On assiste sur cette décennie à un renforcement de la suprématie de la clientèle française qui voit ses séjours croître de 84%, tandis que sur la même période les séjours touristiques étrangers ont régressé de 8%.

L'hôtellerie constitue le principal pourvoyeur d'hébergement à l'aune de la structuration de l'offre sur l'ensemble du territoire. Ainsi entre 1990 et 2005, le recours à ce mode d'hébergement a plus que doublé, reflétant ainsi une forte augmentation des aspirations qualitatives de la clientèle.

---

<sup>35</sup> ATC, Note de conjoncture juin-juillet 2006. « La saison touristique 2006 marque une augmentation dans la fréquentation touristique par rapport à 2005 et les résultats particulièrement encourageants du mois d'avril (+13 points) se prolongent en mai et en juin (+8 points). Les anticipations pour la haute saison sont globalement stables par rapport à 2005 de même que le mois de septembre. »

L'île attire généralement une clientèle familiale qui entend profiter des plages du littoral et ce, sur une durée relativement longue (11 jours en moyenne). La nationalité française est prédominante (environ 65% des touristes). Toutefois, les exigences de la demande sont en proie à de fortes modifications et l'île s'oriente vers d'autres formes de tourisme : l'agritourisme ou encore le tourisme vert. De plus en plus de sites mettent en avant la nature, la culture ou l'histoire pour dynamiser et étaler leur fréquentation.

#### b) Le patrimoine culturel

La Corse dispose d'un large patrimoine culturel à son échelle mais celui-ci souffre de l'insuffisance de recensement et de mise en valeur. On dénombre 167 monuments historiques protégés dont 66 en Corse du Sud. Ainsi, la « Maison de Bonaparte » totalise la moitié des entrées enregistrées dans les musées, monuments et sites insulaires. En 2003, le musée Fesch à Ajaccio a reçu 3 375 visiteurs et le musée de la Corse 1 861 personnes. L'île compte :

- 10 musées
- 9 galeries d'art
- 18 salles de spectacles
- 3 théâtres (Bastia, Ajaccio, Propriano).

Les archives des deux départements permettent d'apporter des précisions sur l'histoire insulaire, du Moyen Âge à nos jours. Leurs données peuvent remonter jusqu'à l'époque génoise. Le patrimoine archéologique éclaire la préhistoire insulaire avec les sites de Bonifacio, Levie, Filitosa et les découvertes récentes en Balagne et dans le Cap Corse, puis la période classique avec les vestiges de la cité gréco-romaine Aléria, et l'époque médiévale avec des fouilles menées à Bonifacio.

#### 2.4.1.4 Axe prioritaire 4: Le développement polycentrique

##### La dimension territoriale

##### a) Le territoire

L'île se décompose en 16 bassins de vie dont 14 bassins de vie des bourgs et petites villes<sup>36</sup> (selon l'INSEE). Depuis 2003, le découpage en bassins de vie a permis une meilleure appréhension des différentes problématiques qui se posent sur un territoire donné. L'espace urbain constitué uniquement par deux pôles Bastia et Ajaccio, se compose de 96 communes et rassemble 59% de la population insulaire (82% à l'échelon national). La moindre concentration de la population dans les zones urbaines se justifie par la présence de communes fortement attractives comme Porto-Vecchio et Corte dans l'espace rural.

	Répartition du nombre de communes et de la population selon l'espace en 1999					
	Corse du sud		Haute Corse		Corse	
	Communes	Habitants	Communes	Habitants	Communes	Habitants
<b>Total</b>	<b>124</b>	<b>118 593</b>	<b>236</b>	<b>141 603</b>	<b>360</b>	<b>260 196</b>
Espace à dominante urbaine	46	77 287	50	76 439	<b>96</b>	<b>153 726</b>
Pôles urbains	1	52 880	6	54 075	<b>7</b>	<b>106 955</b>
Couronnes périurbaines	45	24 407	44	22 364	<b>89</b>	<b>46 771</b>
Espace à dominante rurale	78	41 306	186	65 164	<b>264</b>	<b>106 470</b>
Pôles d'emploi de l'espace rural	1	10 326	4	15 533	<b>5</b>	<b>25 859</b>
Couronnes des pôles d'emploi de l'espace rural	4	2 352	16	5 560	<b>20</b>	<b>7 912</b>
Autres communes de l'espace rural	73	28 628	166	44 071	<b>239</b>	<b>72 699</b>



Source INSEE

A l'issue des trois premières campagnes annuelles de recensement, 60 % des communes de moins de 10 000 habitants ont été enquêtées, dont 213 en Corse. Depuis 1999, ces communes ont connu une nette accélération de leur démographie par rapport aux années 90 et leur population a progressé sensiblement plus vite qu'en moyenne régionale. Ce dynamisme démographique concerne en premier lieu les communes situées à proximité




<sup>36</sup> Il s'agit des bassins situés en dehors des aires d'attraction des unités urbaines de plus de 30 000 habitants (Ajaccio et Bastia).

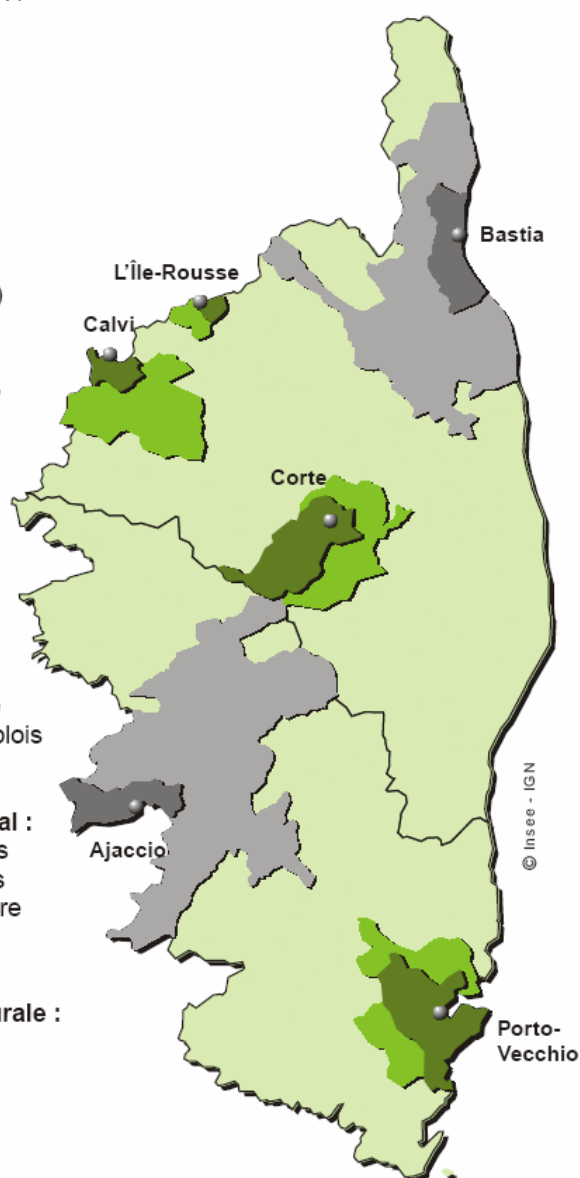
d'un pôle urbain. Ainsi, toutes les communes proches d'Ajaccio ont connu un essor démographique, notamment Afa, Albitreccia ou encore Alata et Grosseto-Prugna. De même, la proximité bastiaise a entraîné un étalement urbain dont ont particulièrement bénéficié les communes d'Oletta, de Santa-Maria-di-Lota, de Ville-di-Pietrabugno et surtout de Borgo. L'attractivité de la frange littorale a par ailleurs profité aux communes de Balagne. La population a ainsi nettement augmenté à Monticello, à Saint-Florent et, dans une moindre mesure, à Calvi. Dans ce contexte d'augmentation globale de la population, Sartène fait exception et continue de perdre des habitants, à un rythme encore plus soutenu que durant la décennie 1990.

### Espace à dominante urbaine

-  **Pôles urbains :** unités urbaines (agglomérations) comptant 5 000 emplois ou plus
-  **Couronnes périurbaines :** communes (ou unités urbaines) dont 40 % ou plus des actifs résidents travaillent hors de la commune (ou de l'unité urbaine) mais dans l'aire urbaine

### Espace à dominante rurale

-  **Pôles d'emploi de l'espace rural :** communes (ou unités urbaines) n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine comptant 1 500 à 5 000 emplois
-  **Couronnes des pôles d'emploi de l'espace rural :** communes (ou unités urbaines) n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine dont 40 % ou plus des actifs résidents travaillent dans le reste de l'aire d'emploi de l'espace rural
-  **Autres communes de l'espace à dominante rurale :** communes (ou unités urbaines) n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à une aire d'emploi de l'espace rural





Source INSEE

	Entreprises au 01/01/2005	Emploi en 1999	Demandeurs d'emploi au 31/12/2005
<b>Corse</b>	<b>21 296</b>	<b>85 608</b>	<b>12 909</b>
Haute Corse	10 924	45 675	6 858
Bastia	4 239	20 787	2 337
Corse du sud	10 372	39 933	6 051
Ajaccio	4 197	23 733	2 654

Adapté de l'INSEE

Les pôles urbains de Bastia et Ajaccio présentent les mêmes caractéristiques liées à l'urbanisation : l'implantation d'un grand nombre d'entreprises (40% de l'ensemble des entreprises en Corse) et une majorité des emplois insulaires.

b) Criminalité et délinquances (voir tableau infra)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>Vols y compris recels</b>	<b>7 462</b>	<b>9 496</b>	<b>8 954</b>	<b>8 296</b>	<b>7 472</b>	<b>6 665</b>	<b>nc</b>
dont: cambriolages	1 204	1 679	1 502	1 462	1 199	1 002	<b>nc</b>
vols d'automobiles	1 067	1 237	1 061	848	735	750	<b>nc</b>
vols de véhicules motorisés à 2 roues	456	579	518	368	414	382	<b>nc</b>
vols à la roulotte	1 681	2 455	1 974	1 542	1 262	1 180	<b>nc</b>
<b>Infractions économiques et financières</b>	<b>2 041</b>	<b>1 660</b>	<b>1 788</b>	<b>1 655</b>	<b>1 742</b>	<b>1 411</b>	<b>1 786</b>
dont: escroqueries et abus de confiance	598	709	651	509	1 423	1 058	nc
falsification et usages de cartes de crédit	76	163	177	165	nc	nc	nc
falsification et usages de chèques volés	413	360	462	410	nc	nc	nc
<b>Crimes et délits contre les personnes</b>	<b>1 104</b>	<b>1 309</b>	<b>1 458</b>	<b>1 700</b>	<b>1 734</b>	<b>1 622</b>	nc
dont: homicides	42	57	35	40	33	38	23
coups et blessures volontaires	408	511	399	656	647	531	nc
autres atteintes contre les personnes	379	444	464	650	nc	nc	nc
atteintes aux mœurs	98	86	135	113	119	90	nc
infractions contre la famille et l'enfant	177	211	225	241	nc	nc	nc
<b>Autres infractions</b>	<b>3 770</b>	<b>4 403</b>	<b>5 039</b>	<b>5 148</b>	<b>4 164</b>	<b>3 724</b>	nc
dont: infractions sur la législation sur les stupéfiants	194	128	189	359	572	539	nc
destructions, dégradations de biens privés	367	427	454	464	484	410	232
<b>TOTAL</b>	<b>14 377</b>	<b>16 868</b>	<b>17 239</b>	<b>16 799</b>	<b>15 112</b>	<b>13 422</b>	<b>14 165</b>
<b>Taux de criminalité</b>	<b>55</b>	<b>65</b>	<b>66</b>	<b>64</b>	<b>55</b>	<b>48</b>	<b>51</b>
<b>Rang de la région</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>

Source INSEE

La Corse se classe en 2003 au 6<sup>e</sup> rang des régions ayant un fort taux de criminalité. Toutefois, le taux de criminalité reste inférieur à la moyenne nationale (68.4 pour mille). Le nombre de crimes et de délits augmente de 54% entre 2000 et 2003 mais le taux de criminalité diminue progressivement en 2005 et 2006.

La dimension sécurité publique est particulièrement mise en exergue au sein de la politique de l'Etat en Corse qui considère que la violence endémique qui y sévit grève le développement économique, outre les nuisances supportées par les biens et les personnes : « Lutter contre cette violence est donc notre première tâche au service de la Corse et de ses habitants<sup>37</sup>. »

### *L'intervention publique et l'insertion sociale*

Dans le cadre de l'étude du niveau de scolarité de la population insulaire, la collecte des données s'est orientée sur la classe d'âge des 14 ans ou plus en 2004 :

Niveau de scolarité	Effectifs	%
Sans diplôme	61 037	25,90%
CEP	21 210	9,00%
BEPC	30 872	13,10%
CAP/BEP	40 063	17,00%
BAC	43 362	18,40%
Diplôme 1er cycle universitaire	17 675	7,50%
Diplôme 2eme ou 3eme cycle universitaire	21 681	9,20%
<b>Total de la population de 14 ans ou plus</b>	<b>235 665</b>	<b>100,00%</b>

Adapté de l'INSEE

La Corse reste la région où la proportion de population peu diplômée est la plus forte : plus d'un quart de la population ne détient aucun diplôme. Dans ce contexte, **la Corse dénombre la plus grande proportion d'actifs sans diplôme (un actif sur six) à l'échelon national**. L'île est également la région la plus pauvre en techniciens (17% contre 22.30% pour la France), mais aussi celle où la part des titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur a le plus progressé au cours des dernières années. Par ailleurs, 46 % des Corses ont au plus le BEPC ou le brevet en 2004. Même si cette part a

<sup>37</sup> Discours de Mr le Préfet de Corse Michel Delpuech, lors des vœux aux forces des service de sécurité en Corse, le 16 janvier 2007

sensiblement baissé depuis 1999, elle reste supérieure de 7 points au niveau national. De plus, ce différentiel s'observe quelle que soit la classe d'âge, y compris pour les plus jeunes. Ainsi, 22 % des insulaires âgés de 20 à 29 ans n'ont aucun diplôme contre 13 % au niveau national. Ces populations sont évidemment les plus fragiles sur le marché du travail puisqu'elles concentrent 30 % des chômeurs déclarés.

Niveau de scolarité		
<b>Sans diplôme</b>	61 037	26%
<b>CEP</b>	21 210	9%
<b>BEPC</b>	30 872	13%
<b>CAP/BEP</b>	40 063	17%
<b>BAC</b>	43 362	18%
<b>Diplôme 1er cycle univ.</b>	17 675	8%
<b>Diplôme 2eme ou 3eme cycle univ.</b>	21 681	9%
<b>Total de la population de 14 ans ou plus</b>	235 665	100%

Adapté de l'INSEE

En 2004, le nombre de reçus au brevet des collèges se chiffre à 2 332 pour l'ensemble du territoire soit un taux de réussite de 79% (un point inférieur à la France). De la même manière, le taux de réussite des bacheliers (78%) avoisinent celui de la moyenne française (80%).

Le Programme régional de formation continue vise 2 axes prioritaires en relation avec le Programme régional de développement de la formation :

- favoriser l'insertion sociale des personnes sur le marché du travail : création de 14 sites orientés sur l'insertion et la découverte des métiers (0.8 millions d'euros)
- Orienter les demandeurs d'emploi vers les secteurs d'emploi les plus porteurs (2.9 millions d'euros)

En 2003, les dépenses pour la formation professionnelle et l'apprentissage en Corse se chiffraient à 62.3 millions d'euros. Cet effort représente 1.23% du PIB (1.64% au niveau national) soit 236€/habitant et 596€/actif. La Collectivité Territoriale de Corse intervient à hauteur de 28% pour ces dépenses, le reste étant financé par l'Etat (41%), les organismes collecteurs (28%) et l'UNEDIC (3%).

## 2.4.2 Conclusion

Les enjeux de la prochaine programmation Interreg pour la Corse s'expriment avant tout en termes de développement : l'île demeure en effet la région française souffrant du plus grand retard économique tous indicateurs confondus. La mesure la plus parlante de ce phénomène réside sans doute dans le produit intérieur brut par habitant, inférieur en Corse de 23 % à la moyenne nationale.

Ce contexte durablement défavorable fait l'objet d'un traitement spécifique de la part de pouvoirs publics qui souhaitent organiser leur politique autour de plusieurs tendances concomitantes.

### i) Le rattrapage du retard infrastructurel

Le Programme Exceptionnel d'Investissement (PEI), lancé en 2002, ambitionne de combler le retard d'équipement dont souffre l'île, au moyen d'une politique volontariste d'investissement public, mobilisant 2 milliards d'euros sur quinze ans.

### ii) La définition d'un positionnement économique

Ce choix, nécessaire à la coordination des politiques publiques, se manifeste plus au travers de choix concrets que de priorités sectorielles explicites. Deux aspects ressortent nettement :

- L'environnement, perçu comme un vecteur transversal de développement, a été promu par le biais notamment des énergies renouvelables dans le cadre du dispositif national de pôles de compétitivité, dispositif destiné à faire émerger des clusters innovants et performants sur les territoires ;
- Le tourisme, qui entretient une forte synergie avec le potentiel environnemental, demeure un axe fort de la stratégie de développement régional.

### iii) Le développement d'une politique de filière

Une coordination accrue des acteurs locaux est nécessaire à l'entretien et à l'amélioration de la compétitivité du secteur « traditionnel » des industries agroalimentaires : cet appui financier et technique aux filières concerne donc aussi bien les productions strictement agricoles que les produits transformés industriellement ou artisanalement.

Dans ce contexte, l'insertion de l'île dans une dynamique infrarégionale à l'échelle européenne revêt une importance encore majorée par rapport aux programmations précédentes : la capacité de la Corse à bâtir une économie endogène durable et pérenne,

équilibrée du point de vue territorial comme sectoriel, est fortement conditionnée par sa capacité à rompre avec l'isolement que crée inévitablement le phénomène insulaire. Plusieurs applications de ces échanges systématisés et structurés semblent envisageables. On citera notamment le développement de flux d'exportation de marchandises comme de services ; l'échange de savoir-faire dans le cadre des politiques de structuration des filières et d'organisation des clusters ; l'essor de flux d'investissement au moyen d'une politique concertée d'attractivité du territoire ; la définition plus opérationnelle et plus positive de l'identité à l'aune des partenariats culturels noués.

### 3. LE CONTEXTE DE EGALITE DES CHANCES

#### 3.1. Le cadre general

##### 3.1.1. Population et main-d'œuvre

Au sein du territoire des régions concernées par la coopération transfrontalière la population s'élève globalement à 7.131.000 habitants<sup>38</sup> dont 52% sont des femmes. Dans la partie italienne la main d'œuvre représente 43% de la population globale (2.794.000 travailleurs actifs et 181.000 chercheurs d'emploi); il s'agit pour la plupart d'hommes (58% contre 42% des femmes), ainsi que pour les actifs (59% d'hommes contre 41% des femmes), alors que les chercheurs d'emploi sont pour la plupart des femmes (59%). Par contre la non-main d'œuvre représente 57% de toute la population italienne de référence formées pour la plupart de femmes (59%).

Pour la partie française les actifs s'élèvent à 43,2% de la population globale, dont 37,6% sont travailleurs actifs et 5,6% chômeurs. Parmi les chercheurs d'emploi 60% d'entre eux sont des femmes.

Au cours des 6 dernières années, de l'an 2000 à 2006, le nombre d'habitants dans tout le territoire de référence est resté plus ou moins inchangé (6.972.000 habitants en l'an 2000 et 7.131.000 en 2006) et comme le tableau ci-dessous le montre on a assisté à une faible augmentation des femmes de 1,7% (qui passent de 3.619.000 en l'an 2000 à 3.684.000 en 2006) et à une réduction des hommes presque de 20% (3.353.000 en 2000 contre 2.687.000 en 2006).

**Tableau n 1 - Population par Région répartie selon le genre dans la période 2000 – 2006 (milliers d'unités)**

Zone géographique	2000			2006		
	H	F	TOT	H	F	TOT
Ligurie	749	839	1.588	760	838	1.598
Toscane	1.678	1.813	3.491	1.743	1.864	3.607
Sardaigne	804	834	1.638	810	839	1.649
Corse	122	133	255	134	143	277
<b>TOTAL</b>	<b>3.353</b>	<b>3.619</b>	<b>6.972</b>	<b>2.687</b>	<b>3.684</b>	<b>7.131</b>

Source : données traitées par l'ISRI à partir de données de l'ISTAT et de l'INSEE

<sup>38</sup> III trimestre 2006 – ISTAT et les données se réfèrent aux territoires de la Toscane, Ligurie, Sardaigne. Les données de la Corse se réfèrent à la prévision de la population pour 2006.

Si nous examinons la dynamique de la main d'œuvre nous remarquons que dans le délai de temps considéré le nombre des femmes entrées dans le marché du travail dans les régions italiennes est augmenté passant de 1.131.000 unités en l'an 2000 à 1.238.000 unités en 2006 ce qui veut dire une augmentation de 9,4% environ, alors que l'on assiste à une augmentation plus faible de la main d'œuvre masculine (2,9%), passant de 1.686.000 unités en l'an 2000 à 1.736.000 en 2006.

**Tableau n 2 - Toscane, Ligurie et Sardaigne – Main-d'œuvre répartie par genre dans la période 2000 – 2006 (milliers d'unités)**

Zone géographique	2000			2006		
	H	F	TOT	H	F	TOT
Ligurie	384	266	650	383	286	669
Toscane	883	634	1.517	928	697	1.625
Sardaigne	419	231	650	425	255	680
<b>TOTAL</b>	<b>1.686</b>	<b>1.131</b>	<b>2.817</b>	<b>1.736</b>	<b>1.238</b>	<b>2.974</b>

*Source : données traitées par l'ISRI à partir de données de l'ISTAT*

Si l'on compare la dynamique de la main d'œuvre des régions italiennes avec la région française on remarque le même développement en Corse même si les chiffres sont moins importants: en effet entre 1999 et 2004 le nombre de femmes entrées sur le marché du travail est augmenté de 10% passant de 45.283 unités en 1999 à 50.485 en 2004.

### 3.1.2 Emploi et chômage

Quoique le processus d'insertion et de mise en valeur des femmes dans la société et l'emploi, qui avait été amorcé depuis des années, ait fait des progrès considérables à la fois en Italie et en France, l'écart de genre au détriment des femmes est encore loin d'être comblé. En effet, l'écart de genre reste encore plus accentué au niveau de la qualité que de la quantité: les travailleuses sont exclues des avancements de carrière, leurs salaires sont en moyenne plus bas que ceux des hommes et les conditions d'emploi sont en générale plus précaires pour les femmes que pour les hommes.

Du point de vue de la quantité, bien que l'on ait analysé cet écart selon le paramètre du moyen terme (2000/2006) et que l'on ait remarqué que les femmes travailleuses, tel qu'il est affiché au tableau suivant, ont augmenté par rapport aux hommes (+ 161.000 femmes contre + 97.000 hommes), force est de constater que l'écart de genre persiste à la fois dans la participation des femmes au marché du travail et dans le niveau d'emploi.



**Tableau n 3 - Toscane, Ligurie et Sardaigne – Population active par genre dans la période 2000 – 2006 (milliers d'unités)**

<b>Zone géographique</b>	<b>2000</b>			<b>2006</b>		
	<b>H</b>	<b>F</b>	<b>TOT</b>	<b>H</b>	<b>F</b>	<b>TOT</b>
Ligurie	361	235	596	372	267	639
Toscane	848	577	1.425	899	650	1.549
Sardaigne	355	160	515	390	216	606
<b>TOTAL</b>	<b>1.564</b>	<b>972</b>	<b>2.536</b>	<b>1.661</b>	<b>1.133</b>	<b>2.794</b>

*Source : données traitées par l'ISRI à partir de données de l'ISTAT*

En effet, si nous considérons de plus près la situation au niveau régional, nous constatons qu'en 2006 en Sardaigne le taux d'emploi des femmes (qui au cours des 6 dernières années est augmenté de 1,2%) a atteint 44,3% ; si on le compare avec le taux d'emploi des hommes, l'on remarque un écart d'environ 29%.

Pour ce qui est des deux autres régions italiennes, on remarque que jusqu'à 2006 le taux d'emploi des femmes en Toscane est augmenté de plus de 4% et a atteint 59,1% tandis qu'en Ligurie ce taux est resté presque inchangé (+0,4%), avec une valeur globale de 56,1%. Si l'on considère la situation des hommes, on observe dans ces régions également un écart de genre considérable dans le niveau de participation au marché du travail, bien qu'il soit moins remarquable par rapport à la situation de la Sardaigne : en effet, le taux d'emploi en Toscane s'élève à 77,3% (avec un écart de genre de 18%) alors qu'en Ligurie il atteint 75,2% (avec un écart de 19%). Pour ce qui est de la Corse, par contre, dans la période 1999/2004 le taux d'emploi des femmes est augmenté de 6,3%, passant de 53,1% à 59,4%, alors que le taux d'emploi des hommes est augmenté de 2%, se stabilisant en 2004 à 73,4%. On observe dans cette région un écart de genre plus bas par rapport au reste du territoire équivalant à 14%.

Par contre, si l'on considère le taux d'emploi réparti par sexe et la variation de pourcentage, on constate que la Toscane est la région avec le taux d'emploi le plus élevé (avec un taux de 55% et une augmentation de 5%) suivie par la Ligurie (52,4% et + 1,9%) et la Corse avec un taux d'emploi de 49,1% en 2004. Enfin, nous trouvons la Sardaigne avec un taux actuel de 37,6% qui, malgré une hausse de 4,2%, est fortement en retard vis-à-vis les autres régions.

**Tableau n 4 - Taux d'emploi par région et par genre ( 2000–2006 ) et variation (%)**

Zone géographique	2000			2006			Variation ( 2006-2000 )		
	H	F	TOT	H	F	TOT	H	F	TOT
Toscane	73,2	49,9	61,6	74,9	55,0	64,9	1,7	5,1	3,3
Ligurie	65,1	50,5	57,9	73	52,4	62,6	7,9	1,9	4,7
Sardaigne	64,7	33,4	49,2	66,5	37,6	52,1	1,8	4,2	2,9
Corse <sup>39</sup>	-	-	-	66,3	49,1	57,5	-	-	-

Source : données traitées par l'ISRI à partir de données de l'ISTAT et de l'INSEE

Pour ce qui est de la valeur et de l'évolution des taux de chômage on observe qu'au cours des dernières années les niveaux globaux ont baissé notamment pour les femmes, à une exception près, la Toscane, où le taux de chômage des hommes a augmenté de 0,3%. Au niveau régional, la Ligurie n'est pas seulement la région où le taux de chômage global a plus baissé au total (-5,5%) mais elle montre la valeur la plus faible de chômage des femmes (5,9%), suivie par la Toscane (6,9%). La Sardaigne par contre, tout en se distinguant par une plus grande réduction du taux de chômage des femmes (- 7,2 points de pourcentage) reste, à côté de la Corse, la région avec le taux de chômage des femmes est le plus élevé, à savoir 15,2% et 17,2% respectivement.

**Tableau n 5 - Taux de chômage par région et par genre ( 2000–2006 ) et variation (%)**

Zone géographique	2000			2006			Variation ( 2006-2000 )		
	H	F	TOT	H	F	TOT	H	F	TOT
Toscane	2,8	9,2	5,4	3,1	6,9	4,7	0,3	-2,3	-0,7
Ligurie	10,5	9,4	10,0	3,0	5,9	4,5	-7,5	-3,5	-5,5
Sardaigne	11,8	22,4	15,7	8,3	15,2	10,9	-3,5	-7,2	-4,8
Corse <sup>40</sup>	15,2	21,2	17,8	9,8	17,2	13,2	-5,4	-4,0	-4,6

Source : données traitées par l'ISRI à partir de données de l'ISTAT et de l'INSEE

<sup>39</sup> La comparaison des données de la Corse fait référence aux années 1999 et 2004.

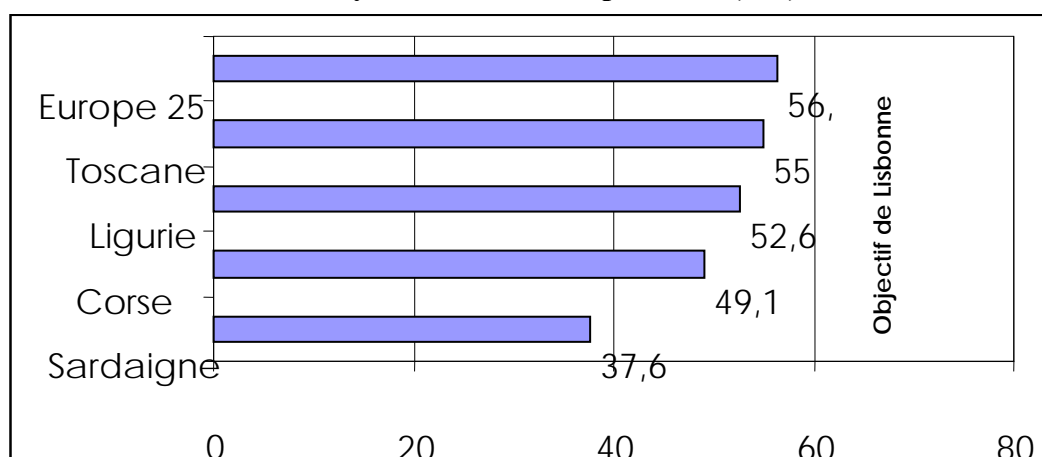
<sup>40</sup> La comparaison des données de la Corse fait référence aux années 1999 et 2004.

En Corse également au cours des dernières années le taux de chômage des femmes a baissé de 4,6 points de pourcentage (passant de 17,8% en 1999 à 13,2% en 2004), bien que le taux de chômage des hommes ait baissé plus que celui des femmes (- 5,4 points pour les hommes contre - 4 points pour les femmes).

### 3.1.3 Ecart par rapport aux objectifs de Lisbonne

Si l'on considère le cadre européen et les objectifs fixés dans la stratégie européenne de Lisbonne demandant que l'on atteigne 60% de femmes employées d'ici 2010, on constate qu'il existe encore un écart considérable au niveau régional et que chaque région participant à la coopération transfrontalière doit consentir des efforts différents pour le combler.

**Graphique 1-Taux de chômage des femmes – comparaison avec l'objectif de Lisbonne et la moyenne de l' « Europe à 25 » ( % ) – 2006**



*Source : données traitées par l'ISRI à partir de données de l'ISTAT et de l'INSEE*

En effet, si d'un côté la situation de la Toscane et de la Ligurie n'est pas inquiétante car l'écart de ces régions par rapport à l'objectif de Lisbonne est assez réduit, de l'autre côté la Sardaigne pose des problèmes avec un écart de plus de 22 points de pourcentage suivie par la Corse qui affiche un écart, soit-il plus bas, de presque 11 points de pourcentage. Le grand écart de la Sardaigne se creuse davantage si l'on compare cette région à la moyenne de l'Europe "à 25".

Par contre, pour ce qui est de l'objectif de Lisbonne, à savoir, atteindre un taux d'emploi de 50% pour les personnes de plus de 55 ans d'ici 2010, on souligne que toutes les 4

régions sont plus ou moins alignées à un niveau de 30% mais elles doivent également rattraper leur fort retard vis-à-vis l'objectif final. En détail, comme le graphique le montre, la Ligurie est la région la plus défavorisée avec un taux de 29,9%, suivie par la Sardaigne avec un taux de 31,3%.

### 3.1.4 Population étrangère résidente

Au 1<sup>er</sup> janvier 2006 les ressortissants étrangers avec un permis de séjour régulier en Italie étaient 2.670.514, avec une hausse de 100% par rapport à 2001 résultant aussi de nombreuses actions législatives de régularisation des sans papiers qui ont eu lieu dans les dernières années. La région avec le taux de croissance le plus élevé est la Ligurie (+107%), suivie par la Toscane avec une croissance de 98%, alors que la Sardaigne montre une croissance beaucoup plus faible par rapport à la moyenne nationale, soit 66,7%.

Comme le montre le Tableau 6 ci-dessous, la région où l'on observe davantage les conséquences du phénomène migratoire est la Toscane, où 8% de la population étrangère réside, pour la plupart dans la Province de Florence (32,5%). A suivre la Ligurie avec un pourcentage de résidents étrangers de 2,8%, pour la plupart dans le chef-lieu de la région qui accueille plus de la moitié des ressortissants étrangers vivant dans la région (55%), alors que beaucoup moins d'étrangers choisissent de fixer leur résidence à La Spezia (11,4%). La Sardaigne affiche un taux de 0,7% de ressortissants étrangers résidant principalement dans les Provinces de Cagliari et Sassari, où 82% de la population étrangère réside se concentrant évidemment dans les grandes villes et sur le littoral.

**Tableau n 6 - Population étrangère résidente par genre jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2006 (détails par province)**

Région	Etrangers ( valeur absolue )			Etrangers %		
	H	F	TOT	H	F	TOT
Ligurie	35.415	39.001	74.416	2,6	3,0	2,8
Toscane	107.763	107.727	215.490	8,0	8,2	8,1
Sardaigne	8.712	9.218	17.930	0,6	0,7	0,7
Italie	1.350.588	1.319.926	2.670.514	100	100	100

Source : données traitées par l'ISRI à partir de données de l'ISTAT et de l'INSEE

La distribution sur le territoire favorise les zones du Nord de l'Italie dont l'économie est plus dynamique et où le taux d'incidence de la population étrangère s'élève à plus de 6% sur le total de la population résidente et du Centre d'Italie (5,66%). En particulier, des trois régions examinées la Toscane affiche un taux d'incidence plus élevé (5,95%), suivi par la Ligurie (4,62%) et par la Sardaigne qui, malgré la tendance à la hausse, affiche un taux d'incidence plus faible par rapport aux autres distributions (1,08%).

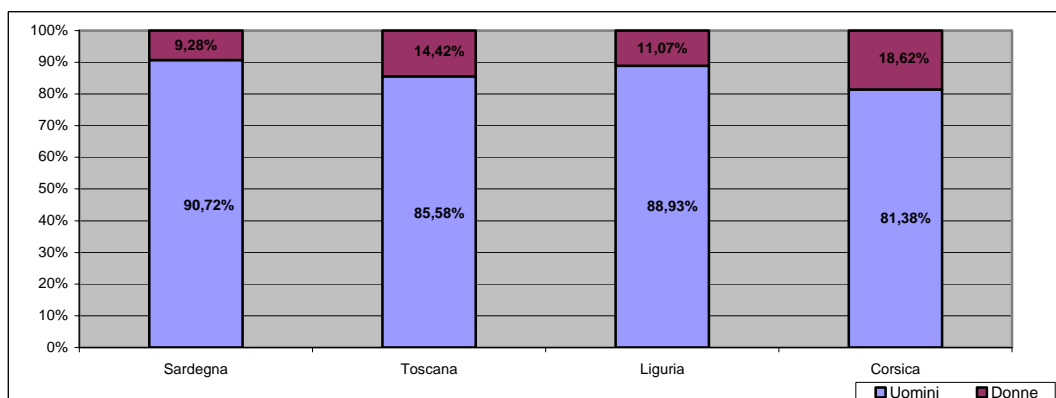
Au total, on observe un équilibre considérable entre hommes et femmes à la fois au niveau national, où les femmes représentent 51,4% des étrangers, et au niveau de toutes les régions examinées, bien que cet équilibre varie remarquablement selon les différentes nationalités: en Sardaigne les femmes représentent environ 51%, en Toscane 50%, alors qu'en Ligurie on observe une faible prévalence de femmes (52,4%).

Quant à la Corse, les données disponibles remontent au Recensement de 1999 (INSEE) selon lequel les ressortissants étrangers étaient 26.018, dont 14.858 hommes et 11.160 femmes, qui représentent donc environ 43% de la population étrangère totale. La plupart d'entre eux proviennent du Maroc, du Portugal, d'Italie et de Tunisie (environ 20%) et résident dans la microrégion d'Ajaccio alors que 18% dans la région de Bastia. Environ un millier s'est installé dans la microrégion de Calvi. La Corse affiche un taux d'incidence des étrangers sur la population totale élevé, soit 10%, qui se situe, en France, seulement après à la région des Iles de France et qui dépasse de loin la moyenne nationale italienne ; en particulier la Toscane, qui affiche plus d'étrangers parmi les trois régions italiennes examinées, n'atteint que 6%.

## 3.2 LA REPRÉSENTATION POLITIQUE

La feuille de route concernant l'égalité entre hommes et femmes présentée à Bruxelles en mai 2006<sup>41</sup>, esquisse également l'égalité de représentation au sein du processus décisionnel parmi les priorités de l'action de l'UE dans le cadre de l'égalité de genre pour la période 2006-2010. A cet égard nous constatons que bien que la présence des femmes dans la vie politique soit aujourd'hui encouragée et supportée et que les femmes soient considérées une ressource et une valeur elles sont encore sous-représentées dans les postes politiques majeurs dans toutes les 4 régions examinées. En effet, si nous considérons les postes politiques les plus importants au niveau local, tels adjoint régional, conseiller régional et maire on remarque qu'au sein de tout le territoire de coopération, le pourcentage de femmes ne dépasse pas 20%.

**Graphique n 1 - Comparaison entre les Régions - Représentation politique par genre 2006**



Source: Données traitées par l'ISRI

<sup>41</sup> La Communication de la Commission au Conseil, au Parlement Européen, au Comité Economique et Social Européen net au Comité des Régions du 1.3.2006, COM (2006) 92 intitulé "Une feuille de route pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2006-2010" fixe six domaines d'action prioritaires pour l'UE, à savoir: même indépendance économique entre hommes et femmes, équilibre entre vie professionnelle et vie privée, égalité de représentation dans le processus décisionnel, éradication de toutes les formes de violence de genre et des stéréotypes sexistes ainsi que promotion de l'égalité de genre dans les politiques extérieures et de développement.

La Corse affiche le pourcentage le plus élevé (18,62%), alors que la Sardaigne, en tant que région, le plus bas 9,28%.

En outre, si l'on exclut le poste de Chef de l'Exécutif étant donné que dans aucune des régions concernées ce poste est assigné à une femme, on observe une plus forte présence des femmes au poste de Conseiller Régional (23,65%), suivi par Adjoint Régional (22%) en enfin Maire (11% env.).

Pour ce qui est du poste d'Adjoint Régional (Conseiller Exécutif pour la Corse), on observe le pourcentage le plus élevé en Sardaigne avec environ 33,33%, suivie par la Corse avec environ 22%, la Toscane avec 18% environ et enfin par la Ligurie avec un pourcentage d'environ 15%. Quant au poste de Conseiller Régional (Conseiller à l'Assemblée pour la Corse) la Corse affiche le pourcentage le plus élevé avec environ 57%, suivie par la Toscane avec environ 25%, la Ligurie avec 10% et la Sardaigne avec environ 9%. Quant au poste de Maire les pourcentages sont à peu près équivalents: la valeur la plus élevée est affichée par la Corse avec environ 13% suivie par la Ligurie avec environ 11%, la Toscane avec environ 9% et enfin la Sardaigne avec environ 8%.

Bien qu'au cours des 6 dernières années on ait enregistré une amélioration considérable de la situation des femmes sur le marché du travail, aujourd'hui des écarts majeurs persistent sur l'ensemble du territoire participant au Programme de coopération. En effet, des différences majeures se sont produites au niveau régional avec d'un côté les territoires de la Toscane et de la Ligurie nettement plus avancés que l'autre région italienne, à savoir la Sardaigne et parfois la Corse aussi.

Les différences concernent principalement la question de savoir quantifier les indicateurs de la stratégie de Lisbonne selon lesquels la Toscane et la Ligurie vont atteindre très tôt le taux de 60% d'emploi féminin en ligne avec la moyenne de l'Europe à 25 alors que la Corse et surtout la Sardaigne affichent un retard considérable.

Tel que l'art. 6 du Règ. (CE) n. 1080/2006 le montre, il revient à la coopération territoriale européenne de "contribuer à la promotion de la coopération juridique et administrative, de l'intégration des marchés du travail transfrontaliers, des initiatives locales pour l'emploi, de « **l'égalité de genre et de chance** ... ». En outre, selon les termes des Orientations stratégiques communautaires visant la cohésion économique, sociale et territoriale 2007 – 2013 "à côté du renforcement de la compétitivité des régions transfrontalières, la coopération transfrontalière doit contribuer à l'intégration économique et sociale du marché du travail, notamment lorsque de grands écarts économiques existent entre les zones au-deçà et au-delà des frontières". Aussi, force est de constater que les régions doivent consentir des efforts communs pour promouvoir le développement conjoint du territoire dans son ensemble, afin de réduire les inégalités internes et de promouvoir l'égalité des chances.

En amont de toute analyse socioéconomique, il semble nécessaire de rappeler que l'une des difficultés majeures sur lesquelles butent les études publiques conduites dans l'île a trait à l'insuffisance transversale des systèmes d'informations : dans tous les domaines en effet, la quantité et la qualité des indicateurs statistiques font défaut de l'avis unanime de tous les observateurs.

Dans ce contexte, de nombreux retraitements et recoupements ont été nécessaires à l'exécution du volet corse de l'analyse.